



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

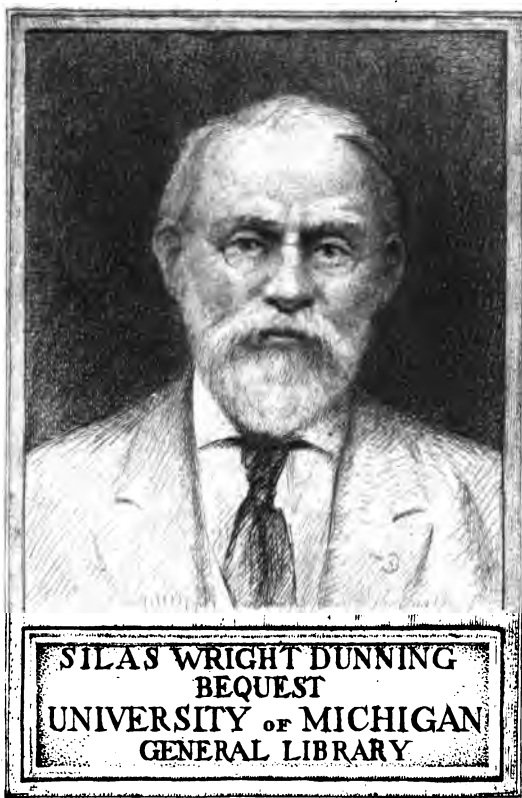
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

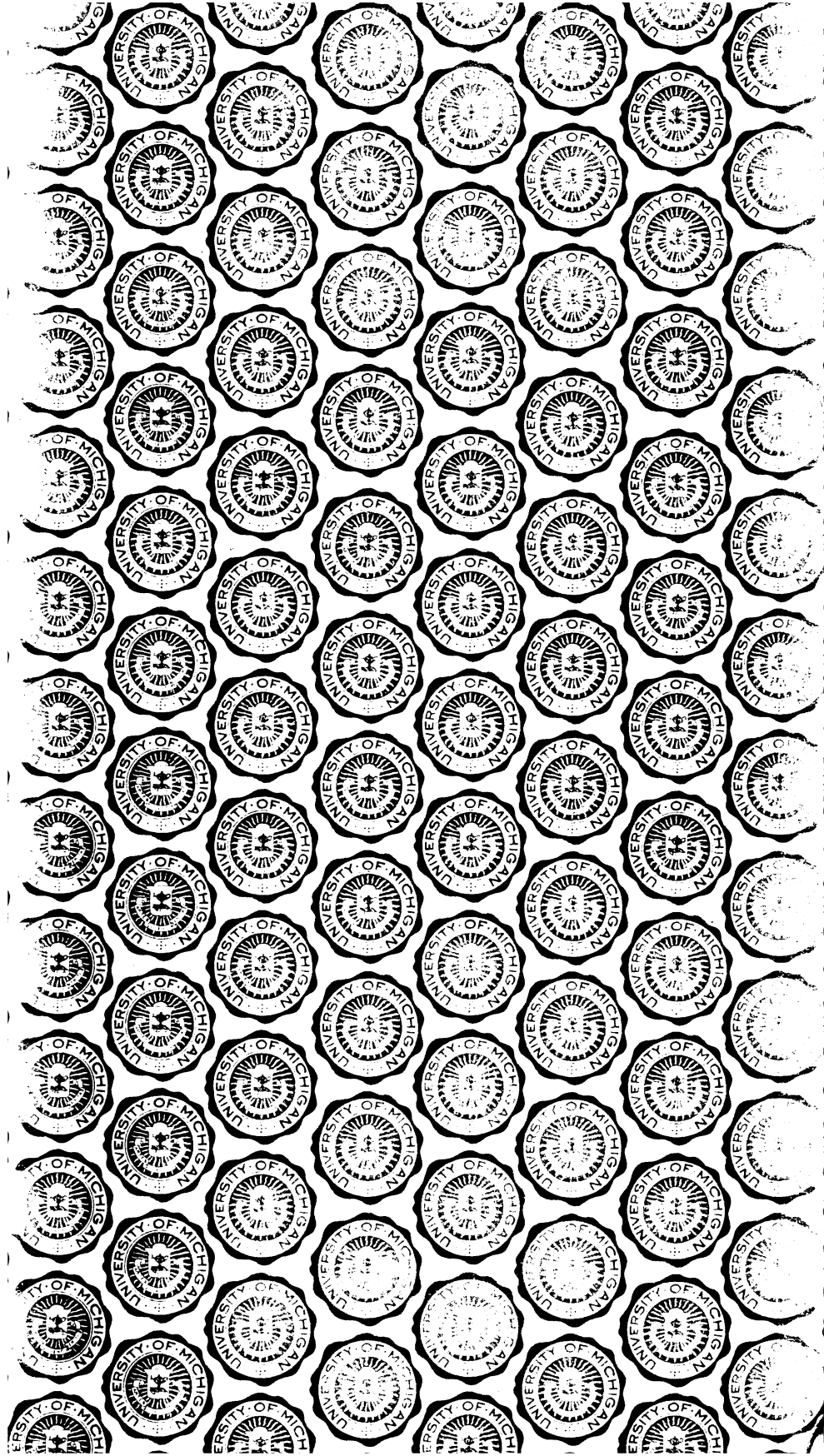
## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

**B** 473097



SILAS WRIGHT DUNNING  
BEQUEST  
UNIVERSITY OF MICHIGAN  
GENERAL LIBRARY





DC  
611  
L731  
S8



DC  
611  
12731  
58

02

# BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

## ARCHÉOLOGIQUE & HISTORIQUE

### DU LIMOUSIN

---

TOME LXIII

PREMIÈRE LIVRAISON



LIMOGES  
IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE LIMOUSINES  
DUCOURTIEUX & GOUT

Libraires de la Société archéologique et historique du Limousin  
7, RUE DES ARÈNES, 7

1913

# SOMMAIRE

## de la 1<sup>re</sup> livraison du tome LXIII

---

|                                                                                                                                                                                     |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Ramus et Dorat, par A. Maurat-Ballange.....                                                                                                                                         | 5   |
| La vicomté de Limoges et le comté du Périgord, leur réunion à la couronne à l'avènement d'Henri IV. Etude historique sur le domaine royal en Limousin, par le baron de Corbier..... | 28  |
| La Poste en Limousin (suite et fin), par Paul Ducourtieux.....                                                                                                                      | 73  |
| La journée du 13 juillet 1794 au Tribunal révolutionnaire de Paris, par l'abbé A. Lecler. ....                                                                                      | 104 |
| Inventaire après décès de sire Jehan Veyrier, maître-orfèvre à Limoges en 1566; par André Demartial. ....                                                                           | 166 |
| La rédemption des captifs dans l'ancien diocèse de Limoges, par Franck Delage.....                                                                                                  | 196 |
| Le voyage de La Fontaine en Limousin, par Camille Jouhanneau....                                                                                                                    | 218 |
| Chronique des tapisseries anciennes d'Aubusson et de Felletin en 1911 et 1912 (partie), par Louis Lacrocq.....                                                                      | 229 |

### GRAVURES

|                                                                                                                             |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| La rencontre d'Antoine et de Cléopâtre, tapisserie d'Aubusson (XVII <sup>e</sup> s.), autrefois aux hospices d'Orléans..... | 241 |
| Le repas de Sancho Pança à Barataria, tapisserie d'Aubusson (XVIII <sup>e</sup> s.) hôtel Drouot, vente 1911.....           | 251 |
| Le Triomphe d'Alexandre, d'après Lebrun, tapisserie d'Aubusson (XVIII <sup>e</sup> s.) au Musée d'Aubusson.....             | 257 |

---

DC  
611  
.L731  
S8



# BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE

DU LIMOUSIN

---

TOME LXIII

paraissait terminé. Bien qu'il n'y ait guère d'espoir au bout de plus de trois siècles de trouver le « fait nouveau » permettant de dire le dernier mot sur un sujet toujours palpitant et que de si hautes autorités ont étudié à fond, il ne sera pas sans intérêt, nous l'espérons du moins, de remettre sous les yeux du lecteur les grandes lignes de ce drame. Ramus mérite d'être étudié à bien des titres et mettant largement à profit le livre de M. Waddington, livre que l'on ne saurait lire sans émotion, il sera facile de retracer cette carrière courte mais bien remplie. Malgré que les passions soient aujourd'hui éteintes on verra que la mort du célèbre philosophe donne encore lieu à des appréciations diverses non pas toujours exemptes de l'esprit de parti. Comme il se trouve aussi que le poète Limousin Jean Dorat a joué un rôle particulier dans cette tragique affaire et que ce rôle est resté jusqu'ici à peu près dans l'ombre, on nous permettra de revenir sur des événements qui ont fait couler beaucoup d'encre, mais sur lesquels, d'après M. Joseph Bertrand, tout ne semblerait pas encore avoir été dit.

\* \*

Pierre de la Ramée, qui demeure plus connu sous son nom latin de Ramus, était né aux environs de Noyon, dans l'Oise au début du XVI<sup>e</sup> siècle. Semblable en cela à Dorat, il vint jeune à Paris et ses débuts comme ceux du poète furent également pénibles. On prétend qu'il fut valet au collège de Navarre et que le peu d'argent qu'il gagnait lui servait à acheter des livres qu'il lisait passionnément, la nuit, aux seules heures dont il pouvait disposer. Toujours est-il que son intelligence, jointe à son amour de l'étude, lui permit bientôt de conquérir le diplôme de Maître ès arts et de se vouer définitivement au professorat. Sa vie à dater de ce jour ne devait plus être qu'une longue suite de luttes, avec des intermittences d'élévation et d'abaissement. Ramus, malgré sa jeunesse, avait compris combien était vide et dénué de toute méthode l'enseignement que l'on préconisait alors. Ce n'était, dans tous les cours, que discussions véhémentes sur les sujets les plus ridicules ou les plus abstraits où il s'agissait de triompher non par le bon sens, mais par la subtilité. A l'école on apprenait à agumenter minutieusement, non à penser. Si l'étudiant, en ces sortes de tournois, gagnait une certaine faconde, une certaine ingéniosité et beaucoup d'aplomb, si l'on passait maître en l'art du syllogisme, la seule forme scientifique du raison-

nement d'alors, l'étude de l'histoire, de la poésie et des belles-lettres n'en restait pas moins négligée. Ajoutons qu'Aristote était le Dieu devant lequel tout le monde s'inclinait. Plus tard, au temps de Molière, se moquer d'Aristote et de « sa docte cabale » devint de bon ton, mais à l'époque du Moyen Age et de la Renaissance il n'en allait pas ainsi. Ce que l'on professait alors vis-à-vis du grand philosophe, ce n'était point seulement de l'admiration, mais un véritable culte. Le critiquer, c'était presque aussi grave que critiquer la religion d'état. « Attaquer Aristote, disait un ennemi de Ramus, le professeur Galland, oser dire que sa doctrine est mensongère et sa logique insuffisante, ce n'est pas une erreur, c'est un crime. » Avec un pareil état d'esprit, on comprend comment pouvaient être accueillis les projets de réforme de Ramus et on s'explique le coup de foudre qui se produisit dans le monde de l'enseignement lorsqu'il fit paraître, en 1543, ses « *Aristotelicæ animadversiones* », livre de combat, livre paradoxal qui posait comme principe que tout ce qu'Aristote avait avancé n'était que fausseté. Ce fut en Sorbonne et dans toute l'Université une émotion intense, et Ramus, qui semblait déjà hanté par de sombres pressentiments, écrivait à cette occasion ces lignes prophétiques : « Puisque nous avons déclaré la guerre aux Sophistes, ce ne sont pas seulement tous les travaux et tous les périls qu'il faut affronter ; c'est une mort intrépide et glorieuse qu'il faut accepter au besoin ». Ramus fut cité devant la grand'chambre du Parlement. En principe, il s'agissait de savoir si Aristote avait bien ou mal défini la logique, mais sous le voile de cette polémique philosophique se dessinait l'accusation autrement dangereuse de vouloir corrompre la jeunesse et d'être un ennemi de la religion et du repos public. L'Université demandait que Ramus fut censuré, que ses livres fussent détruits et qu'on lui défendit d'enseigner et d'écrire. La querelle s'envenimait et la jeunesse, toujours frondeuse et ardente, commençait à prendre parti lorsque François I<sup>er</sup>, désirant vider la querelle, évoqua l'affaire en son conseil. Lui qui cependant passait non sans raison pour le protecteur éclairé des arts et des lettres n'hésita pas à appuyer de l'autorité royale les adversaires de Ramus. Défense fut faite à ce dernier d'enseigner à l'avenir la philosophie, défense aux imprimeurs de publier ou vendre ses livres « Attendu qu'il blasmoit plusieurs choses qui sont bonnes et véritables et qu'il mettoit sus à Aristote plusieurs choses à quoy il ne pense oncques. » M. Waddington nous a donné la repro-

duction de ce curieux arrêt qui prouve combien le parti des Péripatéticiens était fort, encore Ramus dût-il s'estimer heureux de s'en tirer à si bon compte, car ses adversaires prétendaient que ce n'était pas seulement le silence, mais un bannissement perpétuel qui eût dû être infligé à un homme aussi audacieux. Ce premier échec de Ramus fut fort commenté et ses ennemis triomphèrent bruyamment. « Ils firent à cette occasion, nous dit Bayle, plus de façon à proportion que les princes les plus fastueux n'en affectent après la prise d'une grande ville ou le gain d'une grande bataille ».

C'est à cette époque également qu'eut lieu le fameux démêlé sur le prononciation du latin. Si le latin au XVI<sup>e</sup> siècle demeurait la langue usuelle, on s'éloignait de plus en plus de la perfection classique. Pour beaucoup de régents de collège et même de Sorbonnistes, il n'y avait plus ni règles, ni grammaire ni prononciation régulière. Le latin s'acheminait au patois et devenait, pour la plupart, la langue barbare dont Molière s'est si agréablement divertie dans le *Malade imaginaire*. On connaît l'anecdote du président qui, rendant un arrêt commençant par ces mots : « Déboutons et avons débouté », n'hésitait pas à traduire : « Debotamus et debotavimus. » Les Sorbonnistes, eux, avaient la prétention de soutenir qu'au lieu de « *quisquis quanquam, qualis*, il fallait prononcer comme dans l'usage journalier : *Kiskis, Kankam, kalis*. Ramus, nourri de belles lettres, s'éleva avec sa vigueur habituelle contre ces absurdités; mais si la dispute fut longue, il est téméraire de dire, comme le rapporte Voltaire (1), qu'elle fut la cause directe de la mort de Ramus. Ce ne fut dans la vie du philosophe qu'un mince incident fort grossi à l'époque, ridiculisé depuis et cependant pas tout à fait perdu puisque de la querelle des *Kiskis et des Kankam*, serait né, dit-on, le mot *cancan*, signifiant à l'origine beaucoup de bruit pour quelque chose de mince valeur. Nous signalons l'étymologie sans du reste nous en porter garant.

\* \* \*

Heureusement pour Ramus l'avènement d'Henri II changea la face des choses. Charles de Lorraine, celui qui allait devenir le fameux cardinal de Lorraine, avait été son condisciple au collège de Navarre; il n'oublia pas son ami, et comme il était bien vu

(1) VOLTAIRE, *Dictionnaire philosophique*, tome IV au mot « La Ramée ».

à la Cour, chargé même de la direction des affaires les plus importantes, il intercédait auprès du souverain qui, suivant une expression imagée, s'empressa de rendre à Ramus « la plume et la langue », l'autorisant ainsi à reprendre tous ses travaux. Bientôt il devint principal du collège de Presles, jadis désert et que son enseignement allait rendre célèbre. Le discours qu'il prononça à l'occasion de cette inauguration porte sur un sujet qui lui était cher : l'Union intime des études sur l'éloquence et la philosophie (1). C'était en effet une des principales innovations de Ramus que de repousser les programmes arbitraires ainsi que les étroites spécialisations dans chaque ordre d'études préconisées par les professeurs de son temps. Ramus voulait un enseignement flexible et varié, et lorsqu'il expliquait un auteur, il avait toujours sous les yeux quelques science à laquelle il rapportait ses leçons. C'est ainsi, nous dit M. Waddington (2), « que les discours de Cicéron et le traité *De fato* lui servaient de texte pour réformer l'enseignement de la rhétorique et de la dialectique. Les *Géorgiques* lui étaient une occasion pour s'occuper de physique et le *Songe de Scipion* pour traiter de l'astronomie. » C'était une voie nouvelle, mais une voie pleine de périls d'autant qu'il allait trouver sur sa route Charpentier qui, pendant plus de vingt ans lui suscitera inlassablement les difficultés et les pires embûches.

Charpentier cumulait avec son titre de médecin la régence de philosophie du collège de Boncour. Plein de prétentions du côté des belles-lettres, c'était un homme au caractère violent, imbu de tous les préjugés de son époque. Du jour où il vit se lever l'étoile brillante de Ramus, il résolut de barrer la route à cet adversaire et de s'en débarrasser coûte que coûte. Pour arriver à ses fins, en 1550, à peine âgé de vingt-cinq ans, il trouva moyen de se faire nommer recteur. Cette nomination surprenante fût-elle régulière, comme le croit M. Bertrand, ou bien due à l'intrigue et à la faveur, ainsi que le soutient M. Waddington, toujours est-il qu'elle lui servit tout d'abord à assouvir une rancune d'autant plus vive que Ramus venait d'être nommé lecteur royal et que chacune de ses leçons devenait un triomphe. Agissant donc en sa qualité de recteur et soulevant à nouveau les anciens griefs, Charpentier cita son rival devant l'Université, l'accusant de combattre

(1) *Oratio de studiis philosophiæ et eloquentiæ conjugendis.*

(2) WADDINGTON, *loc. cit.* p. 84.

Aristote, de le lire au lieu de l'expliquer mot à mot ainsi que les règlements l'exigeaient, enfin de mêler à cette lecture celle des poètes et des orateurs. Ramus, dont la ténacité n'était pas une des moindres vertus, succomba devant le conseil de l'Université, mais il porta l'affaire devant le parlement et là, aidé de ses avocats, soutenu par le procureur Séguier, il plaida lui-même sa cause, exposant ses idées devant ses juges, développant sa méthode et prouvant combien de pareilles exigences étaient vaines et absurdes. Le parlement, plus raisonnable, l'autorisa à enseigner comme il l'entendrait, au moins à certains jours et à certaines heures. C'est l'époque où Ramus, uniquement occupé de ses travaux, est dans tout l'éclat de son talent. En dehors de ses leçons sur Cicéron et les *Institutions* de Quintilien, il fait successivement paraître ses cours de dialectique et de logique, ses commentaires sur les *Bucoliques* et les *Géorgiques* de Virgile, puis ses trois grammaires : française, latine et grecque qui ont servi de base d'études à tant de suite de générations et que les maîtres de Port Royal considéraient encore comme des chefs-d'œuvre. Les rois se succédaient, mais la réputation de Ramus allait toujours grandissant. Sous François II et au début du règne de Charles IX, tous les savants, aussi bien Français qu'étrangers, reconnaissent la supériorité de son génie, et Brantôme, le plaçant dans la galerie de ses hommes illustres, déclare qu'en l'art oratoire, « il passait tous les autres et qu'aussi s'en est-il vu peu de semblables ». Encore n'était-ce point assez pour cet esprit universel. Abandonnant momentanément les belles lettres, il se mit courageusement à l'étude des mathématiques. Il nous raconte lui-même qu'il arriva rapidement au dixième livre d'Euclide et que la connaissance des prismes, des cônes et des cylindres n'eut bientôt pour lui plus de secrets (1).

\* \*

Deux événements allaient contribuer à arrêter cette ardeur et à briser cette noble carrière. Nous voulons parler de la crise qui eut lieu au Collège royal et de l'abandon définitif par Ramus du catholicisme en faveur de la religion nouvelle. En 1565, la

(1) Nous possédons un traité de Ramus imprimé à Francfort en 1584 sur l'art militaire de J. César et sur les mœurs et coutumes des Gaulois. On voit par ce bien court et incomplet abrégé de ses œuvres combien ce génie original embrassait à la fois d'études différentes.

chaire de mathématiques devenue vacante avait été attribuée à un Sicilien, nommé Dampestre Cosel. Ramus, fort pointilleux en matière d'abus et qui depuis longtemps était aussi ému du nombre illimité des professeurs qu'indigné de l'insuffisance notoire de quelques-uns, s'éleva contre la nomination de cet étranger qui était, nous dit Pasquier, « si disgracié qu'il ne savait parler latin ni françois ». Il réclama donc et obtint la démission de Dampestre. En même temps il élaborait un règlement nouveau approuvé par Charles IX, d'après lequel les candidats au poste de professeur royal devaient être examinés et interrogés par leurs collègues sur les matières qu'ils entendaient enseigner. Rien de plus juste que cette mesure qui n'était en somme que l'institution du concours; mais la faveur était encore trop en honneur pour que le savoir pût espérer triompher de l'arbitraire. Charpentier ne connaissait pas le premier mot des mathématiques, il l'avoua lui-même en propres termes, cependant il sut manœuvrer si habilement qu'il se fit attribuer la chaire de Dampestre, obtenant enfin le titre de professeur royal qu'il convoitait depuis longtemps. A cette nouvelle, redoublement de la fureur de Ramus qui ne s'était débarrassé du Sicilien que pour retomber ainsi dans un plus grand mal. Le parlement eut encore à juger ces litiges, et, en présence d'un nombreux public, Ramus d'un côté, Charpentier de l'autre, vinrent développer leurs moyens. « Grande cause, dit Pasquier, ou deux braves champions entrèrent aux champs en présence d'une infinité de peuple en quoi je puis dire, comme celui qui vit démêler ce fuseau, que ce fut bien assailli, bien défendu et à un beau jeu beau retour (1). » Le singulier arrêt que l'on pourra retrouver dans le livre de M. Waddington (2) portait que le titre de lecteur était maintenu à Charpentier et qu'on lui octroyait un délai de trois mois pour apprendre les mathématiques, interpréter la sphère et les livres d'Euclide. En somme, grâce aux Guise et au cardinal de Lorraine, c'était un triomphe pour Charpentier, un échec cruel pour Ramus qui, sitôt le jugement prononcé, fut accablé sous un déluge de libelles diffamatoires et dont la faveur, à partir de cette date, commença à décliner.

Ramus, qui avait été autrefois catholique zélé et qui exigeait sévèrement de ses écoliers toutes les pratiques de piété, n'avait

(1) Etienne PASQUIER, *Recherches de la France*, t. I, p. 931.

(2) Ch. WADDINGTON, *loc. cit.*, p. 176.

point caché ses sympathies pour le calvinisme naissant. Ardent en tout, à partir du colloque de Poissy loin de dissimuler ses sentiments, il offrit ouvertement à la réforme le zèle et le dévouement qu'il mettait en toutes choses. Obligé de quitter une première fois son collège, il rentra à la paix d'Amboise (mars 1563). Mais sa conversion récente avait été pour ses ennemis l'occasion inespérée dont ils ne devaient pas manquer de profiter. La querelle pédagogique devint une querelle religieuse, partie plus dangereuse. Bientôt Ramus fut abandonné du Cardinal de Lorraine et poursuivi par son ancien Mécène d'une haine qui contrastait à l'amitié dont il l'avait entouré jusqu'alors. Lorsque la guerre civile éclata en 1567, Ramus rejoignit les troupes calvinistes et fit campagne en Lorraine pendant quelque temps avec l'armée du prince de Condé. Il voulut néanmoins rentrer à son collège de Presles, mais les passions religieuses étaient devenues si violentes que, se rendant compte de l'impossibilité où il était de continuer ses cours, il résolut de partir au moins momentanément. Son absence dura deux ans pendant lesquels il voyagea en Suisse et en Allemagne, visitant successivement Strasbourg, Francfort, Heidelberg, Augsbourg et Genève. Partout il fut accueilli avec une extrême faveur, partout il reçut les offres les plus brillantes. Toujours hanté du désir de revoir son vieux collège qu'il nommait son royaume de Presles, il profita de la paix de Saint-Germain pour regagner sa patrie (1). Les temps avaient marché en l'absence de Ramus et quelle ne fut pas sa douloureuse surprise lorsqu'il apprit qu'il était remplacé comme principal et comme lecteur royal, que de plus le droit d'enseigner lui était définitivement enlevé comme à tous ceux qui ne faisaient pas profession de la religion catholique. Il écrivit alors au cardinal, son ancien protecteur, deux lettres pleines de fermeté et de dignité, dans lesquelles, après avoir énuméré ce qu'il avait fait et repoussé l'idée d'apostasie, il affirmait sa volonté de consacrer le reste de sa vie à l'étude et à la traduction des Saintes Ecritures. Maintenu dans ses charges et titres avec une sorte d'honorariat, grâce au cardinal de Bourbon dont il avait été l'ami, Ramus, ne pouvant plus enseigner se remit au travail.

(1) Ramus était profondément attaché non seulement à son collège, mais à son pays; nous n'en voulons pour preuve que les lignes suivantes que nous relevons dans une des ses préfaces. *Amo patriam, sicuti debeo, ejusque præclaras laudes illustrari celebrariq. maxime capio.*

Vivant dans la solitude au milieu des livres de sa riche bibliothèque, il comptait peut-être sur l'oubli, mais des bruits de soulèvement et de massacre s'élevaient de toutes parts. Le 26 août 1572, alors que la fureur populaire commençait à se calmer, des assassins forcèrent les portes du collège et le massacrèrent non sans les pires raffinements de cruauté.

\* \* \*

Quel fut l'assassin ? A cette question, la réponse de M. Waddington est catégorique : « Je le dis avec une conviction inébranlable, Ramus a péri victime d'une vengeance particulière et le meurtrier est bien Jacques Charpentier. Au nom de sa victime, je le voue à l'indignation des hommes de cœur et au mépris éternel des gens de bien ». Cette opinion ne s'est pas formée à la légère. Elle s'appuie sur un faisceau de preuves qu'il semble bien difficile de briser. En effet, contemporains de Ramus, historiens anciens ou modernes, catholiques ou protestants, tous sauf de minimes détails ont adopté la même version. Pasquier (1), écrivain catholique contemporain de Ramus, écrit : « Charpentier tant avecques la résignation de l'Italien couvé dedans son âme la vengeance Italienne dix ans entiers fit, ainsi que l'on dit à l'exécution de la journée Saint-Barthélemy 1572, assassiner Ramus par gens de sac et de corde à ce par luy attirez. » De Thou (2), autre écrivain catholique dont l'histoire a paru en 1604 : « Charpentier excita une émeute et envoya des sicaires qui le (Ramus) tirèrent du lieu où il était caché, lui prirent son argent, le percèrent à coups d'épée et le précipitèrent dans la rue. À des écoliers furieux poussés par leurs maîtres qu'animait la même rage lui arrachent les entrailles, traînent son cadavre, le livrent à tous les outrages et le mettent en pièces ». A la suite de ces deux auteurs dont les récits ont été généralement reproduits avec quelques variantes insignifiantes, Sainte-Marthe, Jean de Serres, La Popelinière, D'Aubigné, Du Boulay, Moreri, Bayle, P. Nicéron, Voltaire, Crevier et Goujet, dans leurs *Histoires de l'Université et du Collège de France*, puis de nos jours Michelet, Cousin, Barthélemy-Saint-Hilaire et une foule d'autres ont adopté la même manière de voir. Nous donnerons en terminant cette

(1) Estienne PASQUIER, *Recherches de la France*, t. IX, ch. 20.

(2) DE THOU, *Historia sui temporis*, liv. LIII.

énumération la version contemporaine de Dulaure (1), parce que c'est un des rares auteurs dont M. Waddington ne fait pas mention, en second lieu parce qu'il a commis la même erreur que plusieurs autres écrivains en attribuant au mot « *cella* », réduit, grenier, la signification de « cave », ce qui rend assez souvent le récit du meurtre inexplicable. « Ce fut dans les « caves » du collège de Presles (2) que Pierre Ramus, célèbre professeur, vint se cacher pour se soustraire aux poignards pendant les massacres de la Saint-Barthélemy. Jacques Charpentier l'en fit arracher par des assassins à ses ordres. Il voulut racheter sa vie en offrant une somme d'argent. La somme fut acceptée, mais Ramus n'en fut pas moins poignardé et son corps « jeté par les fenêtres » fut traîné dans les rues de Paris par les écoliers du collège qui furent excités à cette action barbare par leurs professeurs ». En résumé, tous les auteurs, lorsqu'ils citent un nom, accusent Charpentier. Seul Guillaume de Bonheim soutient que le meurtrier aurait été le roi Charles IX. Ce témoignage unique et invraisemblable, étant donné les relations d'amitié existant entre Charles IX et Ramus, ne semble guère probant. M. Bertrand ne s'y est même pas arrêté et a jugé inutile de le recueillir.

\*  
\* \*

Aussi bien l'éminent mathématicien n'est-il troublé ni par cette concordance ni par cette quasi unanimité des opinions. D'après lui, il a suffi qu'Etienne Pasquier donnât une version inexacte de la mort de Ramus pour que la foule moutonnaire suivit sans examen. La vérité n'est point telle et Ramus a été la victime, non pas des actes directs ou des manœuvres de son adversaire, mais uniquement de son caractère difficile. On sait combien il était redouté de ses élèves et de quelle main de fer il conduisait son collège. Non seulement sévère, mais impérieux et dominateur, n'admettant guère la contradiction et n'hésitant pas, pour maintenir la discipline, à user de rigueur et même du fouet, tout porte à croire qu'il a péri à la suite d'une vengeance particulière. Nul n'ignore que des inconnus avaient en d'autres circonstances cherché, les armes à la main, à l'entraîner dans un guet-apens, et comme deux tentatives déjà n'avaient été repoussées que

(1) J.-A. DULAURE, *Histoire de Paris*, t. IV.

(2) Le Collège de Presles, voisin de celui de Beauvais, était situé rue Montagne-Sainte-Genève, près la place Maubert. Il avait été fondé en 1314 et sa vogue dura presque jusqu'à la Révolution.

grâce à sa fermeté et à son éloquence, on est en droit de supposer que les criminels profitèrent de la Saint-Barthélemy pour mettre leur projet à exécution. Sûrement en tout cas les assassins anonymes n'ont pas été soudoyés par Charpentier, car si, lui aussi, était ferme dans ses idées et peu commode, on ne saurait l'accuser d'hypocrisie. N'a-t-il pas manifesté à différentes reprises ses regrets de ces attaques et de ces polémiques personnelles. N'a-t-il pas dit qu'il eût préféré de beaucoup se confiner sur le terrain des belles-lettres, mais il n'avait pas le choix des moyens. La violence de langage était égale des deux côtés. Aux pamphlets il fallait bien répondre par d'autres pamphlets. Cela était de bonne guerre, puis ce serait une profonde erreur que d'attribuer au texte même de ces pamphlets la valeur littérale d'une traduction comme on est porté à le faire. Lorsque Charpentier, recteur, parlant au nom de la corporation, écrit : « *Infamia decani* » cela ne veut pas dire du tout qu'il considérait le doyen comme un homme infâme, pas plus que « *maximis suppliciis dignissimus* » n'indique qu'il entendait réellement le vouer aux derniers supplices. Il faut tenir compte du milieu et se reporter au XVI<sup>e</sup> siècle pour juger sainement les polémiques et les hyperboles de ce temps. Il faut également reconnaître que si nous sommes portés à plaindre Ramus, non seulement à cause de sa fin déplorable, mais aussi, parce qu'étant un précurseur, ce sont en définitive ses idées et les nôtres qui ont triomphé, nous ne devons pas conclure que les opinions de ses adversaires n'étaient pas défendables et qu'il devait avoir tout le monde pour lui. C'est le contraire qui est la vérité. En temps que recteur, il était parfaitement dans son rôle lorsqu'il refusait la diminution du nombre des professeurs, celle du temps des études, ainsi que la gratuité des cours, de même il accomplissait un devoir lorsqu'il défendait les vieilles méthodes, les privilèges et les intérêts de sa corporation. Ramus, suivant l'expression de Pasquier, était « grandement désireux de nouveautés », autrement dit, il voulait tout bouleverser; qu'il eût raison, encore une fois, cela est possible, mais Charpentier pouvait croire de bonne foi que c'est lui qui était le représentant de la vérité et du bon droit. C'est surtout après sa mort que Ramus a trouvé des défenseurs; de son vivant, à part Omer Talon qui avait débuté avec lui au collège de l'*Ave Maria* et peut-être un ou deux autres, tous les professeurs, principaux de collège, lecteurs avaient pris parti contre lui. Au début de la querelle sur Aristote, c'est Antoine de Govéa et

Galland, puis c'est Léger Duchesne, c'est Turnèbe, c'est Duret, c'est enfin Dorat sur le rôle duquel nous reviendrons. Tant qu'à Rabelais, s'il ne se déclarait pas ouvertement, avec son esprit gaulois habituel, il se contentait de marquer les coups : « Mais que ferons nous de ce Rameau et de ce Galland qui caparaçonnent de leurs marmittons, suppous et astipulateurs brouillent toute ceste académie de Paris, j'en suis en grande perplexité et n'ay encore résolu quelle part je doive encliner. L'Ung a des escus au soleil je dy beaulx et tresbuchans, l'autre en voudrait bien avoir. L'Ung est un fin et cauld renard, l'autre mesdisant et abayant contre les anticques philosophes, que t'en semble ? » (*Pantagruel*, liv. IV). En définitive, nous dit M. Bertrand, Ramus était craint, mais on ne l'aimait guère. Si dans ces démêlés avec Charpentier il a toujours eu le dessous, on ne saurait imputer cela comme un crime à son adversaire, et de ce que Ramus finalement révoqué de tous ses emplois s'exile et succombe dans la fatale journée du 26 août, on ne saurait logiquement conclure que Charpentier soit son assassin. Sans doute il est nommé par Pasquier, par De Thou, par L'Estoile et quantité d'autres, mais comment expliquer que trois disciples de Ramus qui, tous les trois, ont écrit sa vie, qui étaient mieux que quiconque en posture de le bien connaître, Nancel, Freigius et Banosius ne fassent pas mention de Charpentier. Ils parlent de foule ameutée, de sicaires à gages, mais s'en tiennent à ces vagues et anonymes dénonciations, laissant subsister le doute le plus absolu.

Aussi bien, là où M. Waddington note une harangue furibonde, M. Bertrand ne voit qu'une réponse spirituelle. Pas plus sur la nomination de Charpentier au rectorat que sur l'achat de la charge de Dampestre, les contradicteurs ne peuvent se mettre d'accord. Ainsi divergence de vues absolue, d'où conclusions diamétralement opposées :

« Ramus esprit superbe et résolu, libre de préjugés, impatient de toutes règles, irrévérencieux pour la tradition, juge sévère des œuvres d'autrui, même des antiques chefs d'œuvres, curieux de nouveautés, cherchant sans cesse le mieux et confiant dans ses forces était toujours prêt pour réaliser le progrès, à renverser les anciennes bornes.... Il était confiant en lui-même, tranchant dans ses critiques, impérieux au delà de ses droits. Charpentier, caractère plus ferme et plus ardent, doit à l'injustice et à la haine une injurieuse célébrité (1). »

(1) Joseph BERTRAND, *Revue des Deux-Mondes*, 15 mars 1881.

M. Waddington ne crut pas devoir laisser ces appréciations sans réponse. Dans une lettre datée du 21 mars 1881, également publiée par la *Revue des Deux-Mondes*, il répondit, insistant particulièrement sur deux points : Charpentier, alors capitaine dans la milice bourgeoise, dans une lettre à Lambin imprimée en 1569, se vante d'avoir fait des perquisitions domiciliaires. Il ajoute qu'il serait partisan d'employer des mesures radicales vis-à-vis des citoyens suspects. Dans un livre imprimé six mois après la Saint-Barthélemy, il loue les massacres et, parlant de la mort de Ramus, il dit que les honnêtes gens s'en réjouissent, que la punition a été méritée et que la gravité du châtement a compensé le retard de la vengeance. M. Bertrand répondit à son tour, mais quelques lignes, dans lesquelles, tout en s'inclinant devant l'œuvre et l'érudition de son contradicteur, il n'en maintenait pas moins formellement son opinion.

Ainsi se termina le différend, chacun des antagonistes demeurant sur ses positions. M. Waddington, trouvant dans Ramus son idéal philosophique et protestant, élève à sa gloire un monument superbe. M. Bertrand, esprit précis, peut-être un peu fatigué d'entendre toujours Aristide être appelé « Le Juste », cherche en vain la preuve qui échappe à sa démonstration rigoureuse. Tant il est vrai qu'à force d'étudier son personnage, de le creuser et de vivre sa vie, on finit par épouser ses querelles et par le juger non seulement d'après ses actes, mais d'après l'idée différente que l'on se fait de lui, de sa politique, de son temps et de sa religion ; et s'il nous était permis, après des esprits aussi avertis, d'émettre une opinion, nous arriverions à notre tour à cette conclusion qui ne satisfera probablement personne et qui risquera de sembler banale, car on pourrait l'appeler conclusion de juste milieu. Affirmer positivement que Charpentier est l'assassin de Ramus est impossible, car du moment qu'il n'y a eu ni témoignages, ni aveux, ni débats, ni procès, le nom du ou des assassins de Ramus restera juridiquement inconnu. Mais dire qu'il y a culpabilité morale, que non seulement Charpentier n'a rien fait pour empêcher cette mort, mais qu'il l'a approuvée, souhaitée et qu'il y a contribué par sa haine et par ses écrits, cela, c'est l'évidence même. Après la lecture du livre de M. Waddington, la thèse de M. Bertrand semblera plutôt un paradoxe brillant qu'une preuve convaincante. Il est des mémoires que la science ne saurait réhabiliter.

\*  
\* \*

Ce long détour nous ramène tout naturellement à Dorat et va nous permettre maintenant, en ouvrant et en feuilletant son œuvre, de retrouver tous les griefs allégués contre Ramus par ses adversaires. Griefs contre son enseignement et ses méthodes, griefs contre son caractère et son physique, griefs enfin contre sa religion. Examiner le rôle de Dorat, analyser ses attaques et ses pamphlets, c'est analyser du même coup tous ceux datés de la même époque; car, qu'ils soient signés de Charpentier, de Léger Duchesne ou de Dorat, ils semblent copiés les uns sur les autres et leur but est identique : arriver coûte que coûte et sans aucun souci des moyens à se débarrasser d'un compétiteur odieux. Au début, on cherchera à faire rire le public grâce à des calembours plus ou moins réussis; mais bientôt, les guerres religieuses survenant, les arguments deviendront perfides. On oubliera le pédagogue pour ne plus voir que l'hérétique, et c'est par ce chemin détourné qu'on cherchera plus sûrement à le frapper. C'est que, si ces deux hommes avaient embrassé la même profession, si Dorat était comme Ramus principal de collège et lecteur royal, si tous les deux avaient consacré leur existence à l'enseignement des belles-lettres, ils n'en étaient pas moins séparés par des divisions profondes. L'un, novateur fougueux dont la critique acerbe ne ménageait ni les vivants ni les morts, ne s'inclinait que devant une seule autorité bien méprisée alors, la raison. L'autre, inféodé aux anciennes traditions, nourri de mythologie, aimant les lettres certes, mais les aimant à sa manière, c'est-à-dire avec une sorte d'adoration excluant toute idée de malveillance ou même de critique. Ramus, d'une grande sévérité de caractère et de tenue, d'une rigidité de mœurs extrême; Dorat au contraire aimant la vie, la gaieté et les jeux de mots, bon courtisan surtout, s'empressant sitôt ses cours terminés de courir chez les grands et ne leur ménageant ni les flatteries ni les demandes de pension. Enfin entre Dorat et Ramus, il y avait en plus et surtout la question religieuse. Dorat, catholique ardent, représentait au point de vue politique les idées de la Pléiade, que l'on a pu appeler à bon droit « le boulevard du catholicisme, de l'ordre et des mœurs traditionnelles » (1).

(1) H. LONGNON, *Pierre de Ronsard*, essai de biographie. Hachette, 1912.

Ramus, que sa philosophie et ses goûts poussaient vers les idées nouvelles, représentait des sentiments diamétralement opposés. On comprendra maintenant que le profond fossé qui séparait ces deux hommes ne pouvait aller qu'en se creusant chaque jour davantage.

C'est surtout lorsque Ramus promu au décanat émit la prétention d'exercer vis-à-vis de ses collègues une sorte de juridiction et de contrôle que la haine s'accrut. Dorat ambitionnait-il la place, son amour propre fut-il froissé, il est possible. Son ancienneté comme lecteur royal ne semblait cependant pas lui permettre d'élever cette prétention. Il avait succédé pour la chaire de langue grecque en 1556 au flamand Jean Stracelle, mais la nomination de Ramus, titulaire de celle d'éloquence et de philosophie dès 1551, était par conséquent antérieure et il n'y eut de ce fait aucun passe-droit de commis. Toujours est-il que cette promotion donna naissance à une pluie de libelles. Charpentier ouvrit les hostilités. Prenant son ennemi à parti sous le nom de Thessalus (1), il l'accabla de ses invectives. Dorat ne voulut pas rester en arrière. Dans un accès de colère qu'il n'a pas cherché à dissimuler puisqu'il a mis comme signature au bas de son factum ces mots « *genus irritabile vatum* », en ayant bien soin de nous donner la date, « *Augusto mense 1567* », il publia son « *Decanat (2)* » ou « *Contre Ramus qui se prétend doyen des professeurs royaux* ». La pièce, d'après M. Marty Laveaux, serait demeurée complètement inconnue aux biographes de ce philosophe, dont elle était pourtant, ajoute-t-il, digne d'attirer l'attention (3). Cette critique ne saurait s'adresser à M. Waddington, qui a trop creusé son sujet et trop approfondi tout ce qui touche à Ramus pour que le pamphlet ait pu lui échapper. Il le cite comme il cite les libelles de Charpentier et de Duret qui parurent en même temps, mais sans s'y arrêter et en décochant à Dorat ces quelques traits dépourvus d'aménité : « Jean Dorat, qui ne pardonnait pas à Ramus sa supériorité, fit contre lui des vers pitoyables..... Le plaisant de la bande est Jean Dorat, dont les petites affaires auraient été dérangées si l'on avait exigé le concours pour être lecteur royal.

(1) *Jac Carpentarii reg. prof. Admonitio ad Thessalum. Anno 1567.*

*In Petri Rami insolentissimum decanatum philippica prima e quatuordecim.*

(2) *Decanatus, hoc est in P. Ramum decanatum collegii professorum Regionum sibi vindicantem. — Poemat. Liv. III, p. 275 à 291.*

(3) MARTY LAVEAUX, *Dorat et Pontus de Thyard*, notice, p. 25.

Ce poète banal, fatigué de l'enseignement, songeait à donner sa place à son gendre Nicolas Goulu, qui arriva en effet en 1567 au collège royal à la faveur des guerres civiles, en dépit de l'ordonnance obtenue par Ramus. De là, colère fort ridicule de Dorat et ses vers satiriques aussi sots que mal tournés, n'en déplaise à Ronsard, son élève, à qui du reste il avait communiqué son goût pour les pointes (1). »

Et d'abord peut-on vraiment soutenir de bonne foi que Dorat n'était pas à sa place en tant que professeur royal et que son insuffisance littéraire lui faisait redouter le concours réclamé et obtenu par Ramus au moment de l'affaire Dampestre. Si la renommée de Ramus était universelle, celle de Dorat était-elle moindre, et ces deux rivaux sur lesquels l'oubli s'est heureusement inégalement partagé, n'étaient-ils pas alors de simples égaux ? A la manière dont Dorat maniait la langue latine et la langue grecque, on ne supposera guère que l'on puisse, sans exagération, lui contester le titre de lecteur, pour lequel aucun de ses collègues ne semblait mieux préparé que lui.

N'avait-il pas été précepteur des pages, éducateur des enfants d'Henri II. Comme pour Ramus, des milliers d'auditeurs français et étrangers ne venaient-ils pas s'abreuver à la « fontaine dorée ». Enfin les plus grands savants de l'époque ne reconnaissaient-ils pas la supériorité de Dorat lorsqu'il s'agissait de corriger ou d'expliquer les textes les plus difficiles. Denys Lambin, un des plus grands savants du XVI<sup>e</sup> siècle, un des rares professeurs du temps ayant trouvé grâce devant M. Waddington, ne lui dédiait-il pas, avec les paroles les plus flatteuses, le VI<sup>e</sup> livre de sa traduction de Lucrèce, le mettant ainsi sur le même pied que les Ronsard, les Turnèbe et les Muret. De plus, ne l'oublions pas, la question du concours n'a été soulevée qu'en 1566. — Les lettres patentes de Charles IX approuvant l'organisation nouvelle sont du 8 mars. — Dorat était déjà pourvu de sa chaire depuis dix ans. A moins d'appliquer à la mesure un effet rétroactif auquel personne ne songeait, il n'avait donc rien à craindre pour son poste. En ce qui concerne le gendre Nicolas Goulu, même erreur ou même parti pris. Goulu, lorsque Dorat se démit en sa faveur, non seulement ne chercha pas à éviter le concours, mais fut au contraire le premier vis-à-vis duquel on appliqua le règlement nouveau. Il subit l'examen devant un jury qui compre-

(1) WADDINGTON, *Ramus, loc. cit.*, p. 183 et suivants, 296 et suivants.

nait à côté du maître qui allait se retirer, Louis Duret, Charpentier, Léger Duchesne et Denys Lambin. Sur l'attestation des examinateurs, le diplôme fut décerné. Ce diplôme, après bien des vicissitudes, a survécu à plus de trois siècles. Il appartient aujourd'hui au Collège de France, et M. A. Lefranc lui a consacré une note dans l'Annuaire du collège pour 1904 (1).

Sans aller aussi loin que M. Joseph Bertrand, qui voit dans le livre de M. Waddington « une œuvre plus savante qu'impartiale », il est permis de regretter que ce dernier, après avoir payé à Ramus un tribut d'admiration méritée, ait cru devoir englober tous ses adversaires, simplement parce qu'adversaires, dans une égale rigueur. Dorat n'est plus qu'un poète insipide, Muret pour avoir célébré la Saint-Barthélemy devient le « digne ami de Charpentier ». Ronsard lui-même n'est guère mieux traité. M. Abel Lefranc s'est montré moins sévère. Lorsqu'il parle de la période brillante du Collège de France qui suivit la paix d'Amboise, il n'hésite pas, malgré leurs dissentiments, à placer Dorat à côté de Ramus parmi les professeurs les plus célèbres du temps. Peut-être est-ce en définitive ce jugement qui l'emportera.

\* \*

Que les vers du *Decanatus* soient d'une platitude et d'une monotonie désolantes nous n'y contredirons pas, mais ces jeux de mots, ces fades plaisanteries, ces pointes n'était-ce pas ce que l'on aimait au XVI<sup>e</sup> siècle. Comme il fallait faire rire coûte que coûte aux dépens de Ramus et tâcher de l'abattre sous le ridicule, Dorat répétant Charpentier, avait cru prendre le meilleur moyen. La pièce est adressée au cardinal de Lorraine, l'ancien Mécène devenu par suite des circonstances l'adversaire irréductible. En bon courtisan, Dorat commence par entourer le cardinal des plus pompeuses flatteries. Charles de Lorraine est comparé à Jésus-Christ qui a guéri dix lépreux et qui, comme lui, payé d'ingratitude, n'est remercié que par un seul.

« Mais nous, qui ne sommes pas comme les lépreux et qui désirons rester avec toi en complète union nous te reconnaissons comme notre chef, notre doyen et le patron de notre Collège. Nous jurons que nous resterons toujours tes fidèles clients. Quant à Ramus et à sa bande qui nous déteste comme le Christ détestait les Samaritains, muni de l'autorisation royale, c'est avec arrogance qu'il s'est

(1) H. LONGNON, *Pierre de Ronsard*, p. 185.

présenté à nous en exhibant ses diplômes et parchemins. Seul, je suis intervenu et lui ai dit : Quels sont donc tes mérites sinon ta longue barbe à deux pointes qui te fait passer pour le plus âgé et le plus sage. Tu oses attaquer l'ancienne Académie, les grammairiens, les orateurs les poètes. Sans doute tu as écrit des nouvelles dialectiques, des animadversions mal tournées et mal digérées qu'il eut mieux valu ne pas livrer à l'imprimeur, tu as écrit aussi des livres d'histoire et de métaphysique, mais tu mêles le vrai et le faux, le blanc et le noir et tu confonds tout. Que dirai-je de toutes tes inepties avec leurs longs titres, de tes élucubrations et de tes commentaires sans poids. Tu oses attaquer Euclide, Ptolémée, Archimède. Tu es sourd, aveugle, et vieillard rendu vénérable par ta seule vieillesse, tu veux grâce au privilège de l'âge te faire reconnaître doyen. Toi dont l'esprit est vieux, tu as la prétention d'écrire des choses nouvelles. Tu méprises les anciens, tu bouleverses tout et cependant tu manques de sens commun, de tact, de jugement, rien ne trouve grâce devant toi. Tu veux changer les antiques prérogatives des langues mortes et, comble de l'audace, du haut de la chaire royale tu as la prétention de donner ton enseignement en français (1). »

Telles sont quelques unes des aménités que pendant plus de dix pages Dorat décoche à Ramus. Son nom même est le sujet d'une foule de jeux de mots dans lesquels Dorat se complait. Ce « Rameau » il faut que le Charpentier le ploie, l'amincisse, le polisse, l'équarisse, le tourne, le retourne, le torde, le scie jusqu'à ce qu'il finisse par l'arracher jusqu'aux plus profondes racines et à le jeter au feu, ce qui sera bien mérité (2). Sur ce sujet, la muse du poète est intarissable et la tête blanche, la tête de chien, la tête de doyen — *Cervix cana, canina, decana* — forment un sujet de plaisanteries pénibles à la longue, sur lesquelles nous comprenons que M. Waddington ait jugé inutile d'insister. Le « *Decanatus* » se termine par un nouvel éloge du cardinal de Lorraine et par une nouvelle flèche lancée à Ramus.

(1) Francice docere  
de regis solitus (nefas) Cathedra. *Poemat.*, lib. 3, p. 279.

(2) Carpentarius ille  
..... qui te, Rame, labore pertinaci  
runcinat, dolat, atque descobinat  
planat, levigat, asciat, remulcat  
torquet, dirigit, etc., etc. *Decanatus*, p. 275 à 291.

« Pour moi, pour mes collègues, reste si tel est ton bon plaisir le doyen de la dizaine d'élèves que comptent à peine tes cours, mais sache bien que nous ne reconnaissons et que nous ne reconnaitrons jamais qu'un seul chef et qu'un seul doyen, et que ce chef, ce doyen, c'est Charles de Lorraine. »

Oublions un instant ce flot d'injures pour nous arrêter sur une question qui, sans être de première importance, mérite cependant d'attirer l'attention du chercheur ou du simple curieux. Ramus d'après tous ses biographes serait né en 1515. Nous avons la date certaine du pamphlet de Dorat, 1567. Comment expliquer qu'un homme qui n'aurait eu que 52 ans soit représenté comme un vénérable vieillard accablé sous le poids de la décrépitude. Dorat ne va-t-il pas jusqu'à lui dire que sa vieillesse « l'a rendu sourd et aveugle et qu'il est devenu incapable de discerner le bon vin de la piquette ».

Charpentier venant à la rescousse, nous raconte, dans sa harangue de 1566, qu'ayant un jour rencontré Ramus, il avait cru, malgré leur rivalité, devoir le saluer tant à cause de son grand âge que de sa barbe vénérable (1). Nous arrivons dont à ce résultat singulier, c'est que Dorat, critique amer de l'âge mûr et né lui-même en 1508 d'après la date généralement adoptée, aurait ainsi été plus vieux que son adversaire d'au moins sept ans. Ramus avait parait-il la manie et l'habitude de se vieillir, soit. Aux attaques de ses ennemis il opposait ses cheveux blancs, soit encore; mais Dorat vivait côte à côte avec lui depuis trente ans, il le connaissait bien et la manière dont il en parle toujours semble indiquer qu'il était réellement son aîné. Nous trouvons là des raisons suffisantes pour accepter la version de Bayle, qui fait naître Dorat en 1517, tant qu'à Ramus, quelques auteurs comme l'abbé Joly et Goujet, s'appuyant sur le témoignage de Palma Cayet, précepteur d'Henri IV, lui donnent comme date de naissance 1502. Si l'on acceptait cette manière de voir, partagée nous devons le reconnaître par peu d'auteurs, cela permettrait d'expliquer bien des passages qui autrement demeurent incompréhensibles. Dorat au moment du *Decanatus* aurait eu 50 ans et Ramus 67. Les rôles ne seraient pas intervertis. La vieillesse et les cheveux blancs trouveraient alors une explication toute naturelle.

Cette question du décanat fut l'origine des querelles, la goutte

(1) *Tam grandi ætate erat considerandum quam barba deberi.*

d'eau qui fait déborder le vase. Dorat ne fait que reprendre les arguments déjà développés par Charpentier dans sa *Philippique* et consistant à dire que Ramus avait volé un titre resté le seul privilège du Cardinal de Lorraine et qu'en tous cas les autres professeurs du collège royal méritaient mieux que lui. Il va plus loin et connaissant les sentiments de bienveillance de Charles IX pour Ramus, il lui adresse, dans le but de le détacher du philosophe, cette courte épigramme où il laisse percer son mécontentement et sa rancune.

### AU ROI

« Ramus qui en votre absence est devenu notre doyen, deviendra bientôt notre roi si vous n'y mettez bon ordre, car puisqu'il prétend que son autorité est plus haute que l'autorité royale, c'est qu'il veut être roi sans doute ou quelque chose de plus encore. Ainsi, le rameau (*Ramus*), vulgaire arbrisseau, veut être roi et voilà que la forêt, elle aussi, va vouloir gouverner le monde. »

\*  
\* \*  
\*

Dorat n'a pas à son actif que le *Decanatus*. Il a écrit en outre contre Ramus cinq ou six petits pamphlets qui sont tous à consulter, car ils peuvent servir à jeter la lumière sur quelque coin demeuré obscur de la vie ou des habitudes du grand philosophe et rien de ce qui le touche ne saurait nous rester indifférent. Ces épigrammes (1) sont courtes, une vingtaine de vers au plus, mais abandonnant la première manière, celle de l'ironie ou de la plaisanterie que nous avons signalée dans le *Decanatus*, Dorat ne fera plus désormais vibrer qu'une corde unique, celle du fanatisme et il faut bien reconnaître, contrairement à l'opinion de M. Waddington, que ses vers seront beaucoup plus méchants que plaisants. Un auteur (2) l'a fait remarquer avec beaucoup de justesse, Dorat ne trouve vraiment du lyrisme que lorsque les passions politiques ou religieuses l'inspirent. Sa muse froide et plate à l'habitude s'élève en cette seule occasion. Cet admirateur de Virgile et de Tibulle, ce chanteur de la campagne et des vertes prairies limousines, se transforme alors en vrai ligueur, prêt à échanger sa robe de professeur contre la cuirasse et le casque du soldat.

(1) *Epigrammatum*. Lib. 1, p. 34, 35, 36. *Poematum*, lib. 3, p. 200, 201.

(2) MARTY-LAVEAUX, *Dorat et Pontus de Thyard*, notice p. 30.

Cet homme si plein de sollicitude pour les siens et qui s'apitoie sur le sort d'un moineau (1), enveloppe dans une haine implacable tous ceux qui ne partagent pas ses opinions. Nous avons parlé ailleurs de son apologie de la Saint-Barthélemy et de ses vers sur Coligny (2), écoutons la pièce intitulée « *Ad Ramum* » et commençant par ces mots *Rame vir es magnus*. Elle nous indiquera mieux que ne pourraient le faire les commentaires les plus savants l'état d'âme du poète.

### A RAMUS

« Ramus, tu es un grand homme, n'est-ce pas, seul capable de faire, d'écrire et d'enseigner de grandes choses. — Ramus, tu es un grand homme, seul capable de censurer les auteurs anciens tels que Cicéron et Aristote — Ramus tu es un grand homme auquel une chaire royale ne suffit pas, pour toi seul il en faut créer une nouvelle (3) — Ramus tu es un grand homme, pour toi ce n'est pas assez d'une religion, tu en adoptes une autre et elle est fausse — Ramus tu es un grand homme si grand même que tu n'es plus un homme, mais le plus gigantesque de tous les rameaux. Aussi es-tu entraîné par l'excès même de ton poids et comme le grand rameau va tomber s'il n'a pas de point d'appui, c'est une grande potence qui sera nécessaire pour le soutenir. »

### AU MEME

« Si dans sa prime jeunesse, Ramus a poussé l'insanité jusqu'à le premier, afficher son mépris pour la doctrine d'Aristote, que penser maintenant de la suprême folie du vieillard qui ose s'en prendre au Christ et à la foi Apostolique. Ne méprise-t-il pas en effet la doctrine du Christ celui qui refuse d'accepter son enseignement suivant les rescrits Apostoliques. »

Contrairement à la méthode de Charpentier qui se servait pour attaquer Ramus ou Lambin de moyens détournés et n'employait

(1) *In necem passerculi. Poematum*, lib. II, p. 149.

(2) Voir notre étude : *Le poète Limousin Jean Dorat, Bulletin Société Archéologique du Limousin*, tome LXII.

(3) Le roi Henri II avait érigé une chaire spéciale en faveur de Ramus sous le titre de professeur en l'oratoire et philosophie (voir Pasquier, L. IX, ch. 18.

vis-à-vis d'eux que les pseudonymes de « Thessalus » ou de « Logodœdalus », on voit que Dorat ignore les feintes. Il prend son adversaire corps à corps, cherchant toujours et cela sans aucun ménagement à le frapper au point le plus sensible.

#### AU MEME

« Ramus savait que les hérétiques dont il est en secret un des fermes soutiens, menaçaient le roi des plus grands maux. Bientôt il s'enfuit à toute bride avec une centaine de chevaux achetés à prix d'or, mais pendant qu'il se sauve ainsi arrivent d'autres nouvelles de la Cour. Voici aussitôt mon Ramus revenu. Voulez-vous savoir pourquoi cette vaine terreur lui a causé un plus grand préjudice que si elle eut été justifiée ? C'est qu'en fuyant un péril imaginaire, puis en revenant prendre place au milieu de vrais dangers il a ainsi prouvé qu'il n'était lui-même qu'un véritable hérétique (1). »

A ceux que pourrait surprendre un pareil acharnement vis-à-vis du savant et du collègue, Dorat croit devoir donner l'explication nécessaire.

#### AU LECTEUR

« On s'étonne que ma Muse ne s'occupe plus maintenant que de Ramus. Pour la Muse n'est-il donc pas d'autre sujet. Non, car s'il est important de célébrer la gloire du roi, combien plus important encore, Ramus, de dévoiler ta honte. »

On sait que Dorat, à la suite de sa démission en faveur de son gendre, quitta le Collège de France. Par suite de cet heureux départ, ses démêlés avec Ramus s'apaisèrent momentanément. Pendant les journées de la Saint-Barthélémy qu'il célébra en nombreuse compagnie, et l'on sait avec quelle ardeur, nous perdons la trace du poète et rien ne permet de supposer qu'il ait été mêlé directement ou indirectement à l'assassinat. Ce que nous savons seulement, c'est qu'aussi fidèle à ses amitiés qu'à ses haines, Dorat ne désarma pas devant cette fin déplorable.

(1) Allusion au départ de Ramus pour le camp du prince de Condé et à sa présence à la bataille de Saint-Denis. C'est peu de temps après ces événements que Ramus, jugeant la situation de plus en plus menaçante, partit pour le voyage d'Allemagne que nous avons relaté (1568-1570).

Nous avons une épître de lui adressée à son ami le médecin Siméon de Malmédy (1). Malmédy, à la demande de Charpentier, venait d'être pourvu des postes de philosophie et d'éloquence précédemment occupés par Ramus. Dorat s'apitoie ironiquement sur le sort de ce dernier qui est devenu « plus misérable que Plutus (2) » « Ramus ajoute-t-il est maintenant privé à jamais de la lumière du jour. Celui qui a trompé la foi et les droits des Dieux ne saurait espérer que ces mêmes Dieux le ramèneront à la santé ». Même sous le voile mythologique, on reconnaîtra les sentiments.

\*  
\*  
\*

Comme il n'existe pas, au moins à notre connaissance, de traduction de Dorat, nous nous sommes efforcé de rendre le plus exactement possible, sinon un texte parfois difficile, du moins la pensée. Le lecteur excusera l'insuffisance de ces extraits, mais ils étaient nécessaires pour prouver, ce qui ne sera du reste contesté par personne, qu'au nombre des ennemis de Ramus, Dorat peut être compté comme un des plus irréductibles et des plus violents. Si Charpentier et le cardinal de Lorraine suivirent de très près Ramus dans la tombe, Dorat lui survécut de longues années. Il mourut en 1588, à la veille de l'avènement d'Henri IV. Bien qu'en France, à cette date, un peu d'apaisement commençât à se produire, la famille de Dorat tint à compter l'intransigence du poète comme un de ses principaux titres de gloire. Dans l'épithaphe composée par Nicolas Goulu, son gendre, on lisait à la suite d'une longue énumération de vertus et de dignités qu'il avait été « le défenseur intraitable de la religion de ses ancêtres », « l'ennemi acharné des dogmes nouveaux (3) ». L'épithaphe pour une fois n'est pas mensongère. A Dorat, poète de cour et éducateur, il faut ajouter un autre Dorat plus ignoré, c'est Dorat catholique, ligueur et fougueux adversaire de Ramus. Ce côté moins étudié, mais non moins curieux de la physionomie du poète Limousin, méritait bien, ce nous semble, d'attirer quelques instants nos recherches et notre attention.

A. MAURAT-BALLANGE.

(1) *A Malmédy, Poemat.*, Lib. 3, p. 200.

(2) Autre allusion à Ramus qui passait pour fort riche et dont la bibliothèque valait, dit-on, mille écus. On sait que Plutus, dieu de la richesse, avait été frappé de cécité par Jupiter.

(3) *Avila religionis propugnator integerrimus. — Recentiorum dogmatum hostis acerrimus*. Voir l'épithaphe reproduite par Piganiol de la Force, *Description de Paris*, t. V, p. 55.

LA  
VICOMTÉ DE LIMOGES  
ET LE  
COMTÉ DU PÉRIGORD

*Leur réunion à la couronne à l'avènement de Henri IV*

---

ÉTUDE HISTORIQUE SUR LE DOMAINE ROYAL EN LIMOUSIN

---

Dans son importante introduction à l'*Inventaire sommaire des archives départementales de la Haute-Vienne, antérieures à 1790*, série C, fonds de l'Intendance, M. A. Leroux, alors archiviste de ce département, s'exprime ainsi, page III : « L'aliénation du domaine royal prescrite par Henri IV, peu après la réunion de la Vicomté de Limoges à la couronne, s'opéra par l'intermédiaire du bureau des finances et durait encore en 1608. Or, toute trace de cette grosse opération a disparu ».

D'un autre côté, M. L. Guibert, le docte et regretté secrétaire général de la *Société historique du Limousin*, nous dit, dans son *Histoire de Chalucet*, l'une des chatellenies de la vicomté, p. 119. « Une des plus illustres familles de la région, les Verthamon, .... acquit la Seigneurie de Chalucet, nous ignorons dans quelles circonstances et de quelle façon ».

En outre, les inventaires des archives de Pau où se trouve réuni tout ce qui est relatif à l'ancienne administration de la vicomté de Limoges, contiennent peu de traces des ventes faites

à cette époque. Plus pauvres sont encore les archives de la Haute-Vienne et celles de la Corrèze sur ce sujet.

Il semble résulter de ceci que la manière et les circonstances dans lesquelles la vicomté de Limoges fut réunie à la couronne et ses biens vendus sont peu connus. Une étude sur cette question a paru de nature à présenter quelque intérêt.

Pour l'intelligence de ce travail, l'on est amené, au préalable, à entrer dans quelques explications sur l'histoire du domaine avant la Révolution.

## I

C'était un principe fondamental de la monarchie que les rois ne pouvaient posséder de biens personnels. — Tous les biens leur appartenant étaient incorporés de plein droit au domaine de l'Etat, du jour de leur avènement au trône. — Ne possédant pas ils ne pouvaient pas vendre. — Partant le domaine de la couronne était inaliénable. — Certaines aliénations temporaires étaient permises : les apanages pour la dotation des princes, les dons pour rémunérations de services signalés rendus à l'Etat.

Il était de principe sous la monarchie que tous les biens possédés par un prince appelé au trône étaient, par le fait même de son avènement à la couronne, réunis de plein droit au domaine de l'Etat, c'est ainsi que fut favorisé l'unité territoriale de la France et son agrandissement par les annexions importantes opérées lors de l'avènement au trône des différentes branches des descendants de Hugues Capet, appelés tour à tour à régner sur la France.

Sous les deux premières races de la royauté, les biens de la couronne étaient partagés entre tous les enfants du prince régnant, d'où une cause de trouble et d'affaiblissement du pouvoir et de l'autorité royales. L'avènement de Hugues Capet consacra le principe de l'unité de la couronne de France et de l'inaliénabilité du domaine royal. C'est donc à partir de la troisième race seulement que fut réellement établi, avec la monarchie et sa descendance de mâle en mâle, par ordre de progéniture, le domaine de la couronne ou domaine de l'Etat. Il fut reconnu dès lors que le domaine, destiné à soutenir l'autorité souveraine, ne devait être ni aliéné ni divisé. Chaque roi, en prenant possession du pouvoir, prenait aussi l'engagement de maintenir l'intégralité et l'inaliénabilité du domaine royal.

Du jour de son avènement au trône, la personne du roi s'iden-

tifiait à l'Etat, en sorte que tout ce qui appartenait, à l'Etat était censé appartenir au roi et réciproquement, ce qui appartenait au roi était considéré comme propriété de l'Etat. Partant il n'était pas admis de distinction entre le domaine royal et celui de l'Etat. Un seul domaine existait : le domaine de la couronne (1). Le roi devenait ainsi l'homme de son Etat; c'est dans ce sens que Louis XIV a pu prononcer le mot célèbre : « L'Etat, c'est moi ».

« On ne met pas de distinction, dit un auteur du temps, » entre le domaine privé du roi et celui de la couronne. Il faut » tenir pour certain qu'entre les lois fondamentales de cette monarchie, celle-ci est une des principales qui veut que toutes les » terres et seigneuries que possèdent nos rois soient acquises à » la couronne sitôt qu'on leur a mis le sceptre en main et qu'ils » ont pris possession de la royauté.... et cette loi est une de celles » que nos rois sont tenus de garder et observer par le serment » qu'ils font en leur couronnement (2) ».

Les biens du prince appelé au trône s'incorporaient donc de plein droit à l'Etat qui, de son côté, contractait une alliance indissoluble avec le monarque, sa famille et ses successeurs, s'engageant à pourvoir à leurs besoins et même à faire siennes les dettes qu'ils pouvaient avoir ou celles qu'ils pourraient contracter. Ces incorporations s'effectuaient en dehors de la volonté du prince et elles avaient lieu non seulement pour les biens patrimoniaux dont il était possesseur lors de son avènement au pouvoir, mais encore pour ceux qui pouvaient lui échoir par succession, legs ou donation. Il en était de même pour ceux dont il aurait pu personnellement se rendre acquéreur, ne pouvant posséder à titre privé, et à plus forte raison, pour les biens pouvant lui advenir par conquêtes, par traités, à titre de déshérence ou de toute autre manière (3).

Ne possédant pas, ne jouissant que comme grevé de substitution au profit de ses successeurs, le roi ne pouvait pas vendre. L'inaliénabilité du domaine royal devenait par suite une conséquence nécessaire de la transmission perpétuelle de la couronne (4).

Cependant le mot d'inaliénabilité ne doit pas être pris dans un

(1) DENIZARD, édition de 1775, vol. 2, p. 122, n<sup>os</sup> 3, 24, 25.

(2) LE BRET. — *Traité de la souveraineté*, livre III, ch. IV.

(3) BOSQUET, vol. II, p. 83, 86 et suiv.

(4) DENIZARD, vol. 2, p. 120, n<sup>o</sup> 4.

sens absolu; il faut entendre par là que l'aliénation des biens de la couronne ne pouvait jamais être faite définitivement et à perpétuité, mais seulement sous faculté de rachat perpétuel, et cette faculté était elle-même imprescriptible.

Ce principe fondamental n'était pourtant pas sans exception; il existait des cas où l'aliénation était permise. Tel était le cas pour les apanages constitués en faveur des puînés de la maison de France; on considérait l'apanage comme une charge de la couronne, obligée de doter les cadets de la maison royale. Encore la règle n'était elle pas violée d'une manière absolue, car l'apanage devait faire retour à l'Etat à la mort de l'apanagiste ou de ses descendants sans enfants mâles, et ce retour devait s'effectuer libre de toute charge ou entrave (1). C'est pourquoi lors des lettres patentes données pour la constitution d'un apanage un état des lieux était dressé et la réintégration au domaine s'opérait conformément à la constatation faite lors du démembrement.

C'est ainsi, pour ne citer qu'un cas, qu'en 1361 le roi Jean recueillit du dernier duc de Bourgogne de la première branche ce duché qu'il eut le tort de remettre peu après, en 1363, à titre d'apanage, entre les mains de Philippe le Hardi, son quatrième fils. Ce n'est qu'après plus d'un siècle, en 1477, lors de la mort du trop célèbre Charles le Téméraire, que ce vaste duché de Bourgogne, dont les titulaires avaient failli ébranler la couronne de France, faisait retour à l'Etat pour, cette fois, n'en plus être séparé. Les apanages furent, au reste, un obstacle à l'unité territoriale de la France et un danger sérieux pour la monarchie. Charles V l'avait compris; aussi, pour empêcher le démembrement du royaume, avait-il cherché à les remplacer par des pensions ou dotations.

Les douaires des reines constituaient aussi un cas d'aliénation permise, mais il s'agissait ici d'un simple usufruit appelé à s'éteindre avec le titulaire de cette jouissance.

Il était également dans l'habitude de la royauté, pour récompenser des services importants rendus à l'Etat ou au roi, d'accorder, à titre de dons, des terres, seigneuries ou autres dépendances du domaine royal. « Ces dons faits, soit pour soutenir le » zèle de ceux qui s'étaient distingués par des actions héroï- » ques, soit pour piquer l'émulation des héritiers de leur rang ou » des autres sujets du roi, disait un domaniste au siècle dernier

(1) *Id.*, vol. 2, p. 120, n° 6.

» ces dons. quelques anciens qu'ils soient, ont toujours besoin de  
» confirmation de règne en règne, et ces confirmations ne sont  
» pas des actes qui affermissent pour toujours la donation et qui  
» prive le roi ou ses successeurs de la faculté d'y rentrer. Ce sont  
» seulement des marques de la munificence du souverain qui veut  
» bien suspendre et éloigner l'exercice d'un droit. »

« Les rois ont accoutumé d'user de cette générosité tant que  
» la famille de celui qui a obtenu ce don subsiste, mais lorsqu'elle  
» est éteinte, le roi doit y rentrer nécessairement, cette récom-  
» pense ne doit point produire d'effet au delà de la descendance  
» du donataire ».

Ces concessions gratuites et rémunératoires, octroyées par brevets, lettres patentes et qui trouvaient leur raison d'être dans les services rendus, étaient quelquefois faites à perpétuité sans clause de retour à la couronne. Mais le principe de l'inaliénabilité du douaire était tel que, même accomplies dans ces conditions, ces donations étaient nulles dans leur essence. Le roi, maître seulement des fruits du domaine, ne pouvait en disposer que pour son vivant : libres étaient ses successeurs d'ordonner la réintégration à la couronne des biens distraits à quelque titre que ce fut. Mais dans l'usage, comme il était de la dignité et même de l'intérêt de l'Etat de récompenser les services rendus, les biens ainsi donnés ne faisaient retour au Domaine que lors de l'extinction de la descendance mâle du donataire.

Nous verrons plus loin qu'il fut fait exception également à la règle de l'inaliénabilité, en faveur de ce qu'on appelait « le Petit Domaine », c'est-à-dire des objets épars et séparés des grandes terres et seigneuries et de peu d'importance pour lesquels il y avait avantage à se défaire à titre définitif.

## II

Aliénations temporaires, faites sous faculté de rachat perpétuel pour se procurer des fonds dans les besoins urgents. — Les biens ainsi aliénés constituent « le Domaine engagé ».

L'inaliénabilité du domaine, avons-nous dit, doit être entendue en ce sens qu'elle ne pouvait avoir lieu définitivement et à perpétuité. Mais les aliénations temporaires, faites sous faculté de rachat perpétuel, en remboursant le prix d'acquisition, étaient autorisées afin de procurer les fonds nécessaires pour parer aux

besoins de l'Etat, en cas de guerre. Dans ces conditions, l'aliénation était comme un nantissement ou engagement fourni à ceux qui avançaient de l'argent au Trésor. Les acquéreurs s'engageaient à rendre les immeubles acquis de la sorte le jour où ils seraient remboursés de « leur finance », c'est-à-dire de leur argent. Les biens ainsi aliénés étaient dits *Domaines engagés*, et ces acquéreurs à titre précaire désignés sous le nom d'*engagistes*; ils ne possédaient qu'à titre provisoire sous faculté de rachat perpétuel et cette faculté était imprescriptible, quel que fût le laps de temps écoulé depuis l'aliénation. L'engagement cessait du jour où l'acquéreur était remboursé de son prix, soit par l'Etat, soit par un tiers acquéreur; ce dernier, dans ce cas, se substituait à la place du premier (1).

Jusqu'au remboursement, l'engagiste jouissait, comme un propriétaire ordinaire, des terres et seigneuries ainsi acquises. Il avait droit aux fruits et revenus civils des biens engagés, aux émoluments de justice des terres seigneuriales; il nommait aux offices dépendant des terres et seigneuries. Mais aussi il était tenu des charges incombant au propriétaire : charges locales, réparations des bâtiments, rentes, aumônes, gages des officiers, frais de justice et autres (2).

Ces ventes, faites en vertu d'édits ou de déclarations royales, avaient lieu dans les moments urgents, pour combler les déficits creusés par la guerre ou par d'autres causes. Le rachat s'effectuait aux époques de calme et de prospérité ou encore souvent pour parer à de nouveaux besoins. En effet, pour se procurer des ressources, les biens mis en vente une première fois étaient, plus tard, de nouveau remis en adjudication et le nouvel acquéreur, tenu de rembourser le premier prix, versait le surplus au Trésor, qui bénéficiait de la sorte de la différence entre le premier et le second prix.

D'autres fois, au lieu de procéder à une nouvelle adjudication, il était simplement imposé à l'engagiste une somme fixée d'avance ou le revenu d'une année, afin de pouvoir conserver à nouveau la jouissance des droits acquis : c'est ainsi qu'il fut fait en 1641 et sous Louis XIV, en 1695 et 1697 (3).

(1) DENIZARD, vol. II, p. 236, n° 3, 4, 5.

(2) *Id.*, vol. II, p. 237, n° 20.

(3) BOSQUET, vol. II, p. 107.

## III

L'inaliénabilité des biens de la couronne maintint l'unité territoriale de la France. — Efforts constants à chaque nouveau règne pour le recouvrement des biens aliénés. — Edits fondamentaux sur le Domaine 1566, 1667 et autres. — Le principe de l'inaliénabilité fut une sauvegarde contre la puissance royale.

Tels sont les principes, et, ce fut une préoccupation constante, à chaque nouveau régime, de faire rentrer dans le domaine de la couronne les biens qui en avaient été distraits antérieurement par suite de donations ou aliénations. Nombreuses sont les déclarations royales qui, depuis celle de 1366 rendue par Charles V, intervinrent pour protéger le patrimoine de la couronne. Toutes ont eu pour but de faire rentrer dans le domaine royal les biens qui en avaient été distraits et de consacrer la règle inviolable de l'aliénabilité en matière domaniale. C'est Charles VI qui, en 1402, fait une ordonnance en forme de pragmatique sanction, jurée par le roi et les officiers de la couronne pour se faire toute interdiction de donation des biens du domaine et considérer comme nulles celles qu'il aurait faites ou pourrait faire. Charles VII suit le même exemple, Louis XI et Charles VIII n'en font pas autrement. François I<sup>er</sup> ajoute encore aux mesures de ses prédécesseurs par divers édits ou déclarations de 1517, 1521, 1529 et surtout par son édit du 30 juin 1539, par lequel il considère « que le patrimoine de la couronne est réputé sacré et ne peut tomber dans le commerce des hommes ». Ce principe était donc de droit commun; mais l'édit qui le consacra définitivement fut celui donné à Moulins par Charles IX, au mois de février 1566, élaboré par les soins du chancelier de l'Hôpital. Cette ordonnance, dite « *ordonnance du Domaine* », confirmée plus tard par celle rendue, à l'instigation de Colbert, par Louis XIV, au mois d'avril 1667, est considérée comme la loi sacro-sainte en matière domaniale : *sacro-sancta lex*, dit d'Argentré (1).

Par son article 1<sup>er</sup>, l'ordonnance de Moulins reconnaît seulement les deux cas d'aliénation, dont il a été parlé : « l'un, pour apanage » des puînés mâles de la maison de France, auquel cas il y a retour » à la couronne par leur décès sans mâles en pareil état et condi-

(1) D'ARGENTRÉ, *Coutumes de Bretagne*, art. 266, ch. XIX, n° 6.

» tion qu'était le domaine lors de la concession de l'apanage.....  
» l'autre, pour l'aliénation à deniers comptants pour la nécessité  
» de guerre.... auquel cas il y a faculté de rachat perpétuel ». La vente à perpétuité n'était autorisée que pour quelques terres vaines et vagues.

Telles furent les principales dispositions législatives qui formèrent la règle jusqu'à la Révolution.

Bien que souvent violée, la règle de l'inaliénabilité n'en a pas moins atténué, dans une certaine mesure, les dangers de la toute puissance royale, en permettant, à chaque changement de règne, la reprise des biens aliénés. C'est par elle que la royauté a pu échapper au démembrement et maintenir son autorité intacte : privée des revenus du Domaine et de la faculté de créer des ressources au moyen de l'engagement à terme des propriétés de la couronne, l'autorité royale, acculée à la nécessité de frapper des impôts, eût été bien des fois dans l'impossibilité de gouverner (1).

#### IV

Henri IV à son avènement au trône cherche à s'opposer aux principes ci-dessus. — Déclarations royales de 1590 et 1599 pour empêcher l'annexion de son domaine de Navarre à celui de la couronne. — Motifs invoqués par le roi pour la séparation de son domaine privé de celui de l'Etat. — Il est procédé à la vente des biens de la Vicomté de Limoges. — La loi est plus forte que le roi. — Henri IV s'y soumet. — Edit de 1607, union des biens de la Vicomté de Limoges à ceux de la Couronne.

Cet exposé succinct des principes en matière domaniale a paru de nature à faire mieux comprendre l'opposition rencontrée par Henri IV lorsqu'il voulut empêcher, à son avènement au trône, la réunion de son domaine privé à la couronne et aussi à faire connaître les conditions dans lesquelles ont été accomplies les ventes des biens dépendant de la vicomté de Limoges et comté du Périgord.

On l'a vu, les biens du prince qui arrive au trône s'incorporent, par ce fait même et de plein droit, à la couronne. C'est un principe connexe à celui de l'inaliénabilité, formant une des lois fondamentales de la monarchie. « La loi fondamentale qui unit

» irrévocablement et de plein droit, disait le rapporteur de la loi  
» du 22 novembre 1790 à l'assemblée nationale, au domaine public  
» la propriété particulière du chef de la nation ne peut plus être  
» méconnue depuis que Herri IV, après l'avoir longtemps com-  
» battue, a fini par la consacrer de la manière la plus expresse.  
» Nous ne pouvons pas nous empêcher de répéter ici que c'est  
» à cette loi conservatrice, que la monarchie Française doit son  
» intégrité; sans elle ce beau royaume aurait successivement  
» perdu ses plus belles provinces..... (1) ».

Arrivé au pouvoir, en effet, Henri IV chercha à sauvegarder en sa faveur ses domaines particuliers; il revint plus tard, on le verra, sur son intention première. Le 13 avril 1590, il donnait, en conséquence, des lettres patentes pour assurer la séparation de son patrimoine des biens de l'Etat. Le parlement de Paris, malgré ses bonnes dispositions à l'égard du nouveau souverain, par un arrêt du 29 juillet 1591, rendu sur le réquisitoire de M. de La Guesle, procureur général, refusa l'enregistrement de ces lettres, contrairement à l'avis des parlements de Bordeaux et de Toulouse (2).

Déjà, lors de son avènement au trône, Louis XII avait fait semblable tentative pour les comtés et seigneuries de Blois, Dunois, Soissons et Coucy qu'il possédait personnellement. N'ayant pas de fils, il avait voulu réserver ces terres à ses deux filles, Claude et Renée de France, comme formant un héritage maternel acquis par le duc d'Orléans, son aïeul, avec les deniers dotaux de Valentine de Milan, sa femme. Mais ses lettres patentes, enregistrées sur son ordre formel seulement, ne reçurent pas d'exécution dans la suite comme contraires aux lois de l'Etat.

Henri IV résista. — Alors qu'il n'était encore que roi de Navarre, à la tête du parti protestant, la vie des camps, la vie d'aventure menée par le jeune roi avait fait naître de nombreuses dettes. Sa situation, plus d'une fois, avait été assez précaire; il la dépeint lui-même, avec ce style familier et enjoué qu'on lui connaît; dans une de ses lettres adressée à Rosny, devenu plus tard le célèbre duc de Sully : « Je suis proche des ennemis et je n'ai quasi pas un cheval sur lequel je puisse combattre, ni un harnois

(1) Rapport fait au nom du comité des domaines par Anjubault, à la séance du 8 novembre 1790, *Moniteur universel* des 9 et 10 décembre 1790, nos 131 et 314.

(2) *Archives Nationales*, Q1 171-172 (2 mémoires).

complet que je puisse endosser, mes chemises sont toutes déchirées, mes pourpoints troués au coude; ma marmite est souvent renversée et depuis deux jours je dîne et soupe chez les uns et chez les autres, mes pourvoyeurs disant n'avoir plus moyen de rien fournir pour ma table..... »

On voit que le duc de Sully, « le grand mesnagier », n'avait pas encore mis ordre aux finances.

Il avait donc fallu se procurer des ressources, satisfaire aux besoins urgents. Des dettes avaient été contractées. Les domaines du prince étaient fortement grevés. En outre Henri IV avait une sœur, Catherine de Navarre, pour laquelle il était animé d'une grande affection. N'ayant pas d'enfants légitimes à cette époque et désespérant d'en avoir, il voulait sauvegarder les droits de sa sœur. Ces motifs, à n'en pas douter, l'avaient déterminé à poursuivre la séparation de son patrimoine particulier de celui de l'Etat. « Rien n'était plus juste au reste que cette séparation, dit M. Poirson, mettant sans doute de côté la question de principe. En effet, la moitié de la France était alors — 1590 — armée contre lui, l'issue de la lutte incertaine, il ne pouvait sans une générosité folle doter de son domaine particulier une couronne qu'il risquait de ne posséder jamais. La justice demandait encore qu'il conservât ses biens pour sauvegarder les droits de sa sœur Catherine. Enfin, l'intérêt de l'Etat, autant que son intérêt privé et celui de sa famille, plaidait contre la réunion. Pour défendre la caisse nationale contre les efforts conjurés de la Ligue, du roi d'Espagne, d'une partie de l'Europe, il fallait pouvoir contracter d'immenses emprunts et ses domaines propres avaient été incessamment le gage qu'il avait donné à ses créanciers pour obtenir de l'argent (1) ».

Ces arguments peuvent trouver leur justification dans les difficultés qu'Henri IV eut à surmonter au début de son règne; mais ils étaient peu conformes aux principes du droit national.

Au reste, ces difficultés vaincues, Henri IV n'en persista pas moins dans son intention. Il fit expédier de nouvelles lettres en 1597; elles rencontrèrent la même opposition. C'est alors qu'il rendit, le 17 mars 1599, une déclaration par laquelle il ordonnait « que son domaine de Navarre et tout son domaine ancien tant » des pays-bas que des duchés, comtés, terres et seigneuries en-

(1) POIRSON. — *Histoire du règne de Henri IV*, vol. I, p. 426 (M<sup>me</sup> Duplessis-Mémoires), p. 253 et 254.

» clavées en icelui son royaume soit et demeure désuni de celui  
» de sa maison et couronne de France et administré par personnes  
» distinctes sans qu'il soit réputé uni, si ce n'est que par après  
» il en fut ordonné autrement » (1).

C'est dans ces circonstances et à la suite de cette déclaration que Henri IV, sur l'avis de son conseil de Navarre, résolut de vendre « les châtelainies, seigneuries, terres, juridictions et rentes » dépendant de la vicomté de Limoges et comté du Périgord. pour ne réserver que les titres de vicomte de Limoges et comte du Périgord avec les hommages qui en relèvent (2). Dès le 19 avril 1597, il donnait, en conséquence, pouvoir au sieur de Lardimalie, gouverneur de son comté du Périgord, « de vendre telles parties de ce comté qu'autres parties de son domaines et particulièrement le pariage de Saint-Front ». Le motif exprimé en la commission fût l'amortissement de rentes dûes sur l'ancien domaine de Navarre; mais le prétexte véritable pouvait bien être le paiement de la dot en argent constituée à son fils César, duc de Vendôme, qu'il venait de marier avec Françoise de Lorraine, fille d'Emmanuel, duc de Mercœur (3).

Il ne fut pas procédé sur le champ à ces ventes, le refus par le parlement d'enregistrer les lettres patentes donnait peu de confiance.

L'idée des ventes fut reprise en 1599, et cette fois elle se poursuivit d'une manière effective.

Mais comme antérieurement, et dès 1584, il avait donné à sa sœur, à valoir sur ses droits paternels et maternels, à titre de partage provisionnel, le duché d'Albret avec le comté d'Armagnac et vicomté de Limoges, Henri IV lui demanda son consentement. Il lui manifesta le désir que « pour acquitter des anciens et communs deptes de la maison de Navarre », il voulait vendre jusqu'à concurrence du nécessaire, des domaines de la vicomté de Limoges, sauf à la dédommager d'autant de revenus à prendre sur les terres de Navarre dont il jouissait encore. Catherine de Navarre, à cette époque, venait d'épouser le prince Henri de Lorraine, duc de Bar; cette union avait été célébrée le 30 janvier 1599 et elle

(1) BOSQUET. — *Dictionnaire des domaines*, éd., 1762, vol. II, p. 86. — L'abbé NADAUD, *Nobiliaire*, vol. III, p. 113.

(2) *Archives de Pau*, B 1722. — *Cour d'appaux de Ségur*, par M. René FAGE, p. 130.

(3) *Arch. Nat.*, Q1, 171-172. Voir le mémoire au dossier.

avait été dotée de trois cent mille écus, avec promesse d'un partage définitif dans un an (1). En attendant elle conservait la jouissance des terres qui lui avaient été attribuées par le partage provisionnel de 1584, confirmé par lettres patentes du 23 octobre 1590. Malgré ce partage la duchesse de Bar ne mit aucun empêchement à la volonté de son frère, car le 23 septembre 1599 elle lui adressait le pouvoir demandé à cet effet. Dans cet acte, elle prend les titres de duchesse de Bar et d'Albret, comtesse d'Armagnac, vicomtesse de Limoges et elle relate le partage provisionnel qui l'a apanagé du duché d'Albret et vicomté de Limoges (2). Il est donc certain que Catherine de Navarre avait à cette époque la jouissance de la vicomté de Limoges (3). Quant au partage définitif il ne fut jamais accompli, les ventes furent consommées tant du consentement de Henri IV que de celui de sa sœur.

## V

Les aliénations partielles des biens de la Vicomté de 1600 à 1607. — Conditions dans lesquelles elles eurent lieu et par qui elles furent faites. — Châtellenies aliénées en Périgord et Limousin avant l'édit de 1607. — Les ventes sont faites sous condition de rachat perpétuel. — Les biens ainsi aliénés font partie des domaines engagés.

De ces ventes, il reste peu de traces dans les archives départementales; c'est à peine si les inventaires des Basses Pyrénées font mention de quelques-uns de ces contrats. Les minutes restées dans les études de notaires ont dû sans doute s'égarer. Cependant presque toutes ont été passées à Périgueux, reçues par M<sup>e</sup> Lacoste, notaire-greffier des comté de Périgord et vicomté de Limoges. Elles ont été vérifiées et enregistrées à la Chambre des comptes de Nérac, de laquelle relevaient le Périgord et le Limousin. Cette cour fut plus tard réunie, en 1624, à la chambre des comptes de Pau. Elles ont été faites au nom du roi et de sa sœur. « Les commissai-

(1) *Arch. Nat.*, Q1 171-172. L'abbé NADAUD, *Nobiliaire*, vol. III, p. 112, dit que Catherine de Navarre avait été dotée de 100,000 écus et 80,000 livres de rentes.

(2) *Bibliothèque Nationale*. — Collection de Lespine, vol. 51, f<sup>o</sup> 26 et suiv.

(3) M. Guibert paraît en douter un peu dans son ouvrage sur Chalucet, p. 119.

res délégués pour procéder à ces aliénations de l'entier domaine appartenant à leurs dictes majestés et altesses es dits comté et vicomté » furent : « Jehan de Foucauld, seigneur de Lardimalie, baron d'Auberoche, conseiller et chambellan ordinaire du roy, gouverneur pour Sa Majesté et mademoiselle sa sœur unique des comté de Périgord et vicomté de Limoges et Messire Pierre Dupont, seigneur de Combre, conseiller au conseil d'Etat, président en la chambre des comptes à Pau ». Paul Le Goux, trésorier général de Navarre, fut chargé de toucher les prix.

Les conditions dominantes de chacun de ces contrats étaient : la faculté de rachat perpétuel, sauf cependant pour quelques-uns ; l'obligation « de prêter hommage lige et serment de fidélité à sa dite majesté et à ses successeurs en la dite vicomté de Limoges », tant pour les acquéreurs que pour les fiefs nobles relevant de la Châtellenie vendue ; la réserve que les justiciables seront ressortissants, en cas d'appel, en la cour d'appeaux de la dite vicomté ; enfin, « que les officiers de la dite Châtellenie qui y sont à présent seront maintenus en l'exercice de leurs charges durant leur vie. »

Ces ventes eurent lieu de 1600 à 1606, mais par la faculté de rachat perpétuel dont elles étaient grevées on peut dire qu'elles se trouvèrent prolongées jusqu'à la Révolution, comme celles au reste de tous les domaines engagés. Elles embrassèrent à peu près tout ce qui restait des biens dépendant de la vicomté de Limoges et comté de Périgord ; car déjà, avant et après son avènement au trône, Henri IV avait procédé à l'aliénation de quelques châtellenies ou seigneuries, et les rois de Navarre, ses prédécesseurs, avaient aussi, par des démembrements successifs, diminué l'importance de ces deux grands fiefs.

Nous donnons seulement ici les principales ventes concernant la vicomté de Limoges et le comté du Périgord, faites de 1600 à 1607, nous réservant de produire plus tard, dans une seconde partie de ce travail, l'historique de chacune des châtellenies de la vicomté, avec les ventes et reventes qui en furent faites, les prix d'acquisition et les noms des acquéreurs.

La vicomté de Limoges, dont M. Clément-Simon a dressé naguère un tableau statistique de son état et de sa situation à la fin du XV<sup>e</sup> siècle (1), se composait de diverses châtellenies et

(1) *La Vicomté de Limoges, Géographie et statistique féodales*, par G. CLÉMENT-SIMON.

seigneuries, sises dans l'étendue de la vicomté. Dans chaque châellenie, en dehors des châteaux, forêts, étangs, moulins, les vicomtes possédaient peu de domaines en pleine propriété; leurs possessions consistaient surtout en cens, rentes, droits de justice sur de nombreuses paroisses ou villages, dîmes inféodées, droits honorifiques, de suzeraineté et d'hommages sur les terres ou seigneuries relevant de la Vicomté (1). Il en était de même pour le comté du Périgord, annexé aux possessions des vicomtes de Limoges, par l'acquisition qu'en avait fait, au milieu du XV<sup>e</sup> siècle, Jean de Bretagne, dit de l'Aigle, vicomte de Limoges. Le mariage, en 1456, de Françoise de Bretagne fille de Guillaume, avec Alain d'Albret, avait fait passer la vicomté de Limoges de la maison de Bretagne dans celle des d'Albret. L'avènement de Jean d'Albret, fils aîné d'Alain d'Albret, au trône de Navarre, avait fait de la vicomté de Limoges et comté de Périgord un des vastes domaines des rois de Navarre. C'est ainsi que Jeanne d'Albret, petite fille de Jean d'Albret, avait pu transmettre à son fils, le jeune Henri de Bourbon, roi de Navarre, la possession de la Vicomté de Limoges. Henri IV, roi de Navarre, devenu roi de France, fut donc le dernier vicomte de Limoges.

Les châellenies composant le domaine proprement dit de la vicomté de Limoges étaient : celle de Limoges, comprenant la ville relevant du château de Limoges, qu'il ne faut pas confondre avec la Cité sous la juridiction de l'évêque; puis celles d'Aix, d'Ayen, Châlus, Châluçet, Château-Chervix, Courbefy, Larche et Terrasson, Masseret, Saint-Yrieix, Ségur. Les châellenies formant le domaine du comté de Périgord étaient : Ans, Auberoche, Excideuil, Genis-Moruscles, Nontron, Peyzac, Thiviers, auxquelles on peut ajouter : Montignac, Saint-Front de Périgueux, Puynormant et bien d'autres encore qui seront énoncées ou indiquées dans la suite.

Les ventes de ces différentes châellenies ou seigneuries furent opérées en bloc et en détail et l'acquisition en fut faite, le plus souvent, au profit de seigneurs du voisinage. Un grand nombre fut vendu en 1600, mais les ventes se poursuivirent jusqu'en 1607, année où fut rendu l'édit de réunion à la couronne (2).

L'une des châellenies les premières vendues et qui nous fait le mieux connaître les diverses formalités et péripéties par lesquelles

(1) *La Vicomté de Limoges*, p. 20 à 22.

(2) Voir *Archives Nat.*, Q3, 193 et aussi Q1 171-172.

les eurent à passer, dans la suite, les biens et seigneuries détachés de l'ancienne vicomté de Limoges est certainement la châtellenie de Courbefy, sise en la vicomté de Limoges et partie en Périgord. Elle figure dans toutes les reventes prescrites dans le cours des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles (1) citons : le 23 mars 1600, il était procédé devant M. Lacoste, par le seigneur de Lardimalie, commissaire délégué à cet effet, à la vente des château et châtellenie de Courbefy et Saint-Priest-Fougères, trois forêts en relevant, etc., appartenant à Sa Majesté et M<sup>me</sup> sa sœur, dépendant de la vicomté de Limoges. La vente était faite au profit de Lyon ou Léon de Planeaux, seigneur de Villecourt, Antoine Chapelle, seigneur de Jumilhac, Antoine et Jacques d'Arlot, seigneurs de Frugie, frères », le prix porté à 11,250 écus, faisant 33,750 livres, plus pour vinage ou le sou pour livre 1,687 livres, en tout 33,437 livres. Il fut procédé dans la suite à de fréquentes reventes. Dans la vente de 1646, les d'Arlot furent supplantés par les de Ribeyreix; ce ne fut pas sans difficultés ni sans de nombreux procès. Restés possesseurs, les de Ribeyreix se titraient barons de Courbefy. Les autres ventes accomplies dans la même période se passèrent de la même façon et furent faites à la requête des mêmes personnages.

Pour la châtellenie de Génis-Moruscles, trois ventes étaient faites en 1600 : l'une le 20 mars à Isabeau de Beauville, comtesse des Cars, l'autre le 23 août en faveur de Catherine de la Faye, veuve de Jean Pasquet de Savignac; la troisième, datée du 25 août était consentie au seigneur d'Hautefort. Une autre vente avait eu lieu dès le 8 février 1600. Mais la plus importante des aliénations de cette châtellenie fut celle du 10 avril 1602, en faveur de François Pasquet de Savignac, moyennant 6,000 écus ou 18,000 livres. Elle comprenait ce qui restait de ladite châtellenie. « Le château étant de présent en ruine, « motte, fossez, droits de justice » et autres droits. Les de Savignac et plus tard les de Lubersac, avec les des Cars et les d'Hautefort étaient devenus les propriétaires de cette châtellenie. Nontron avait déjà été fortement démembré avant l'avènement de Henri IV au trône. Néanmoins, comme cette châtellenie était une des plus importantes, elle fut vendue 12,500 escus et 625 escus pour le sol pour livre, soit pour 39,375 livres. L'acquéreur fut Charles Hélie de

(1) Voir à ce sujet *Arch. Nat.*, Q1, 1619-1622. — L'acte de vente a été publié dans le *Chroniqueur du Périgord et du Limousin*, 2<sup>e</sup> année, p. 225.

Collonges, seigneur du Bourdeix; ils se titraient, lui et ses successeurs, barons de Nontron. Après eux, les de Lavie portèrent le même titre, en qualité de détenteurs de cette baronnie (1).

La châtellenie de Peyzac, par un acte du 25 mars 1600, devenait, moyennant 3.333 écus 20 sols, faisant 10,000 livres, la propriété, pour la majeure partie au moins, de Pierre Jarrige, seigneur de la Guyonnie, trésorier général de France au bureau des finances de Limoges, mais il n'en fut pas le seul acquéreur.

La Prévoté de Thiviers était acquise par Peyrot de Rastignac, seigneur de Laxion, par un premier acte du 9 août 1600, suivi d'un second du 9 mars 1602, moyennant le prix de 4,225 livres pour le premier acte et de 6,300 livres pour le deuxième. Ses descendants, les Chapt de Rastignac, en conservèrent la propriété jusqu'à la Révolution. Cependant, on trouve avant cette époque différents actes de mutations qui seront fort intéressants à citer dans la deuxième partie de ce travail, pour compléter l'histoire de ce domaine des vicomtes.

Masseret et sa châtellenie, avec son château, étaient adjugés en 1604 à Léonard des Cars, seigneur de Saint-Bonnet, moyennant 45,000 livres, y compris la forêt de Montars. Ce prix fut augmenté de 6,000 livres en 1606. L'acquéreur faisait aussitôt revendre, pour une forte partie, au seigneur de la Beaume de Forsac. Mais précédemment, le 14 novembre 1603, Antoine de Saint-Marsault, seigneur du Verdier, s'était rendu acquéreur de droits de justice importants, sur un grand nombre de paroisses relevant de cette châtellenie, moyennant 9,500 livres. De même Guillaume de Joyet, lieutenant général criminel en la sénéchaussée d'Uzerche, avait pris à son compte le fief de la Chassagne qui passa plus tard à Jacques de Chavaille.

Auberoche, au comté du Périgord, fut vendu à Jehan de Foucauld, seigneur de Lardimalie, gouverneur du Périgord, commissaire délégué pour procéder à l'aliénation du domaine royal. Le contrat du 3 juin 1600 fixe le prix à 5.000 écus, soit 15.000 livres. Après les de Foucauld de Lardimalie, les de Bermondir prenaient le titre de vicomtes d'Auberoche.

Pour la châtellenie d'Ans, les principaux acquéreurs, d'après la vente faite en 1600 et d'après celle plus importante du 16

(1) Pour les derniers possesseurs de Nontron. Voir *Histoire de l'Aquitaine*, par M. DE VERNEILH PUIRAZEAU. Vol. 3, p. 357, 358. — Voir aussi le *Nobil. de Nadaud*, t. II, p. 430, 504 et 424.

novembre 1603, furent : Jean de Marqueyssac, lieutenant général et président au Présidial de la sénéchaussée du Périgord, à Périgueux, Jean de Foucauld, seigneur de Cubzac et François de la Borie. La vente comprenait « le château et le bourg dud. lieu d'Ans et au surplus la paroisse de Bussière, dans laquelle paroisse est sis ledit château et bourg ».....

C'est dans cette première période que dut avoir lieu aussi la vente de ce qu'on a appelé la vicomté de Limoges, mais qui n'était autre certainement que la châellenie de Limoges et les droits des vicomtes sur la ville et le château de Limoges. L'adjudication en fut prononcée plus tard, en 1640, moyennant 30,000 livres, en faveur de la veuve du maréchal de Guébriant. Chalucet fut vendu seulement en 1640 et revendu, le 8 mai 1654, moyennant 11.200 livres, outre l'ancien engagement, à François de Verthamon, conseiller du roi, maître des requêtes ordinaires de son hôtel (1). — Telles furent, en résumé, les principales aliénations faites pendant cette première période. Il faut y placer aussi Montignac et Villefranche de Luchapt en Périgord et quelques autres encore : Montignac aux d'Hautefort et Villefranche de Luchapt à Jean du Boscq, gentilhomme ordinaire de la chambre du roi (acte du 22 octobre 1602) (2).

Mais, antérieurement à l'avènement de Henri IV au trône, plusieurs terres étaient déjà sorties du domaine vicomtal. Ségur et Excideuil, moyennant 50,000 écus, étaient passés l'un et l'autre (acte du 23 mars 1582) en la possession du comte François des Cars. Ayen, par une vente faite d'ancienne date, 1581, à François de Noailles, évêque de Dax, était passé dans la famille de Noailles. Cette châellenie, avec celle de Larche et Terrasson, vendue également à la même famille, au prix de 12,000 livres, par un acte passé à Bordeaux le 6 avril 1583 (3), servit à constituer plus tard, en faveur des Noailles, le duché d'Ayen — La châellenie de Château-Chervix avait été dispersée entre les mains de plusieurs familles : les de Bonneval, les de Joussineau de Fayat s'étaient, en 1583, rendus acquéreurs de la forêt en dépendant, mais ils n'étaient pas les seuls acquéreurs. Il en était de même pour les biens de Saint-Yrieix, éparpillés en diverses mains.

(1) *Archives Nationales*, Q3 193.

(2) *Id.*, Q3 207.

(3) *Id.* Q3 606.

Bornons-nous à ce simple énoncé, réservant les détails pour l'historique de chaque châtellenie.

Les ventes portèrent non seulement sur le domaine des anciens vicomtes de Limoges, dont dépendait le comté de Périgord, mais encore sur diverses autres possessions de l'apanage des rois de Navarre, soit dans le midi, soit dans le centre et le nord de la France (1).

Ces ventes étaient terminées lorsque, cédant aux instances du procureur général de La Guesle et du Parlement de Paris, et revenant sur ses premières déclarations, Henri IV rendit, en juillet 1607, l'important édit de réunion, par lequel il reconnaissait que ses prédécesseurs avaient toujours contracté une espèce de « mariage politique » avec leur couronne qu'ils dotaient, en montant sur le trône, de toutes les terres et seigneuries qu'ils pouvaient posséder à titre particulier. En conséquence, révoquant ses précédentes lettres patentes, il déclarait les duchés, comtés, vicomtés, baronnies et autres seigneuries mouvantes de sa couronne, réunis à l'ancien domaine royal par le fait même de son avènement au trône de France. Henri IV avait compris, en monarque intelligent, qu'assis solidement sur le trône, il n'avait plus les mêmes motifs qu'au début de son règne pour se soustraire au pacte fondamental de la monarchie. La volonté royale s'était donc soumise au vœu de la loi, il était fait retour aux principes qui avaient toujours prévalu.

Ainsi se trouvèrent annexés à la couronne les vastes possessions de la maison d'Albret qui, dans le midi, comprenaient, outre le royaume de Navarre, tous les plus grands fiefs de l'ancien duché de Guyenne : le duché d'Albret, les comtés de Foix, de Bigorre, d'Armagnac, de Béarn, du Périgord, la vicomté de Limoges, les comtés de Roch, de Cuiversant, de Tarascon ; dans le centre de la France, le duché de Beaumont-le-Vicomté ; dans le nord les duchés d'Alençon et les trois comtés de Soissons, de Marle et de la Fère. Quant au duché de Vendôme, héritage paternel, Henri IV en disposa, en 1598, en faveur de son fils naturel et de Gabrielle d'Estrées, César de Vendôme, tige des ducs de ce nom et aïeul du célèbre maréchal de Vendôme, le vainqueur de Villaviciosa (2).

(1) *Archives Nationales*, Q3 193.

(2) *POIRSON, Histoire du règne de Henri IV*, vol. I, p. 427.

Cette annexion faisait disparaître le dernier des grands fiefs de la France, avec les ressources duquel Jeanne d'Albret et Henri de Navarre, placés à la tête du parti protestant, avaient pu lutter avantageusement contre les armées de la royauté

## VI

Bail général, en 1608, de ce qui reste invendu du domaine de Navarre. — Les créanciers du roi de Navarre constitués en syndicat demandent la revente des biens déjà vendus. — Commission constituée à cet effet. — Registre ouvert au greffe pour le dépôt des titres de vente, 1625-1626. Nouvelles adjudications 1626-1663. — Conditions dans lesquelles elles ont lieu.

Ces premières ventes opérées, il n'en reste pas moins intéressant de poursuivre l'histoire des aliénations subséquentes sous les règnes qui suivirent celui de Henri IV, si subitement abrégé par le poignard de Ravaillac.

Au moment où l'édit d'union fut rendu, si tout ce qui constituait les dépendances de la vicomté de Limoges et du comté du Périgord avait été vendu ou à peu près, il restait cependant de l'ancien domaine de Navarre une partie encore importante. Cette partie fit l'objet d'un bail consenti d'abord au sieur Billard, valet de chambre ordinaire du roi, pour neuf années consécutives à partir du premier octobre 1608. Ce bail comprenait..... « Tous droits généralement quelconques es-comté de Foix, ville de Pamiers (?) et Lézat, comté de Bigorre, vicomté de Marsan, Turcan, Gondrin (?), baronnie de Captiaux, vicomté de Nébouzan, baronnie de Farbozan, baronnie d'Aspect (1). Le prix en fut porté à deux millions, cinquante mille livres pour les neuf années entières. Il fut destiné pour cent mille livres à rembourser des dettes hypothécaires et pour 1,950 mille livres à racheter les rentes constituées sur tout l'entier domaine et sur les aides de gabelles de France.

Mais ni les ventes ni le prix du bail n'étaient parvenus à désintéresser les créanciers de la maison de Navarre. Les gaspillages qui suivirent de près la mort du grand monarque et la retraite de Sully n'étaient pas faits pour les rassurer. Ils formèrent alors

(1) *Archives Nationales*, Q3 207.

un syndicat pour défendre leurs intérêts et soutenir leurs revendications. Alléguant que beaucoup de ventes avaient eu lieu à vil prix au préjudice de leurs droits et privilèges hypothécaires, ils firent présenter, par leur syndic, une requête au roi tendant à obtenir : «..... qu'il fut pourvu au paiement de leurs dettes » (créances) et à eux permis de faire appeler les acquéreurs du » domaine de Navarre aliéné pour exhiber leurs contracts et sur » iceux biens prendre telle conclusion qu'ils aviseront bon être. »

Un arrêt du conseil du 4 mars 1623 fit droit à cette requête et permit d'assigner les acquéreurs à présenter leurs titres devant le trésorier-général des finances de Navarre.

Une décision royale du 25 avril suivant vint confirmer cet arrêt. Elle fait ressortir et explique la situation : «..... Le feu roi Henri le Grand, dit-elle.... ayant recherché divers moyens pour assurer les rentes constituées sur la plupart des terres et seigneuries de l'ancien domaine de Navarre et autres deptes créés avant son avènement à la couronne sans y avoir pu satisfaire, aurait été contraint de permettre la vente et aliénation de quelques parties du dit domaine, ce qui toutefois n'aurait été suffisant pour payer les créanciers de la maison de Navarre, dont le domaine ayant été réuni au domaine de la couronne de France par l'édit du mois de juillet 1607, sans rien inover à l'hypothèque et aux droits des créanciers, il aurait été procédé en l'année 1609 (1608) au bail général de tous les revenus d'icelui, lequel nous aurions continué sans laisser aucun fonds pour le paiement des avances de notre maison dont les deptes et arrérages se sont tellement accumulés qu'ils montent à peu près autant que le principal outre les frais et dépens que les créanciers ont souffert par divers saisies et procès qu'ils ont intentés pour être payés. A quoi désirant pourvoir sur ce qu'ils nous auraient fait remontrer que partie de notre domaine aurait été ci-devant aliéné à vils prix, soit à faculté de rachapt, soit à perpétuité et qu'au préjudice de l'hypothèque qu'ils auraient sur le domaine les acquéreurs ne pouvaient posséder ainsi à vil prix sans être obligés à un supplément ou à en souffrir la revente. N'ayant eu moyen de leur subvenir à cause des grandes dépenses que nous avons été contraint de faire pour l'entretien des armées mises sur pied les années dernières. Nous aurions accordé par arrêt de mon conseil du 4 mars dernier au syndic des dits créanciers de faire assigner les dits acquéreurs et

(1) *Archives Nationales*, Q3, 207.

possesseurs des dits domaines aliénés pour rapporter les lettres et contracts, pour yceux vus être pourvu ainsi que de raison..... »

En conséquence de cette ordonnance, qui nous montre comme non encore acquittées à cette date les dettes de la maison de Navarre, une commission composée de conseillers d'Etat était constituée, dès le 24 juillet 1623, pour l'examen des titres à produire par les parties intéressées. Assignation fut donnée à cet effet à tous les détenteurs de biens pour faire leurs productions.

Il fût alors établi un registre, existant aux archives nationales (1), tenu par le greffier ou secrétaire de la commission, un sieur Boulleau, où sont analysés, au fur et à mesure des dépôts, tous les contrats produits par les acquéreurs ou leurs mandataires. Ce document fait connaître les différentes ventes, avec les noms des acquéreurs et le prix, consenties par Henri IV, tant dans la vicomté de Limoges et le comté du Périgord que dans ses autres possessions du midi, dans le duché de Beaumont-le-Vicomte, les comtés de Soissons, de Marle et de la Fère.

Ces productions furent faites de 1623 à 1626. Une fois examinés et analysés les titres étaient plus tard retirés par les déposants.

C'est à la suite de ces constatations qu'il fût procédé à nouveau à une première revente des biens précédemment aliénés. Elles recommencèrent en 1626. Cette année-là nous fournit plusieurs de ces nouvelles ventes de l'ancien domaine de Navarre. Nous y trouvons la vente de la châellenie de Courbefy, consentie moyennant 4400 livres, y compris le sou par livre, outre le prix de 35.437 livres 10 sols à rembourser au premier acquéreur, soit en tout 39.837 livres 10 sols; la châellenie de Monpaon cédée, en 1582, à René, vicomte de Rohan, revendue en 1626 à Jean Frédéric de Foix, comte de Guzon, d'où elle passa dans la maison de Belzunce, marquis de Castelmoron; celle du repaire noble de la Chassagne dépendant de la châellenie de Masseret; les ventes du Poids le roi de la ville de Limoges « où l'on pèse toutes les marchandises »; celles du greffe civil et criminel de la justice ordinaire de Limoges, les places de clercs du dit greffe, etc. Celles-ci furent suivies d'autres dans la suite.

Les adjudications avaient lieu à Paris, au château du Louvre, où elles ont toujours été faites depuis. Surgissait-il un amateur pour acquérir un bien déjà engagé, il faisait une offre de surenchère au greffe de la commission chargée des ventes. Il indiquait le chiffre offert. Cette offre était signifiée au premier acquéreur, les publications faites et les enchères poursuivies sur cette offre.

Le nouvel adjudicataire devait rembourser au premier engagiste le prix de son adjudication en outre des frais. Le surplus du prix était versé dans les caisses du Trésor : celui-ci bénéficiait ainsi de la plus value. Dans le cas où le premier acquéreur était de nouveau déclaré adjudicataire, il n'avait qu'à verser le complément du prix. Une offre de tiercement ou de doublement, c'est-à-dire d'élever le prix du tiers ou du double, dans les 24 heures de l'adjudication, pouvait seule faire recommencer les enchères. La faculté de rachat perpétuel était toujours imposée.

Il est à remarquer que ces premières reventes furent consenties par des commissaires spécialement députés pour la revente de « l'ancien domaine de Navarre ». Mais plus tard il ne fut pas fait de distinction entre l'ancien domaine de Navarre et celui de la couronne. Les aliénations eurent lieu alors en vertu d'un édit de Louis XIII rendu au mois de mars 1619 pour le rachat en général et la remise en vente de toutes les terres et seigneuries vendues précédemment et aussi en vertu d'un nouvel édit de mars 1639 spécial au domaine du Languedoc, du Quercy et de la Guyenne et du domaine de Navarre.

Ces édits, et les déclarations royales rendues à la suite, servirent donc de base à la vente du domaine de la couronne jusqu'à l'arrivée de Colbert aux affaires.

Comme suite aux ventes commencées en 1626, relatives au Limousin, on constate pendant cette période la vente, pour la troisième fois, de la châtellenie de Courbefy et Saint-Priest-les-Fougères, faite en 1646, moyennant un supplément de prix de 2.200 livres, en outre de celui précédemment mentionné; la vente, pour la première fois, à la date du dix août 1640, des château et châtellenie de Chalucet au profit de François de Verthamon, au prix de 26,250 livres, bientôt suivie d'une nouvelle vente, en 1654, pour la somme de 11.200 livres, plus le premier engagement, soit en tout 37.450 livres.

Se place également à cette époque une vente encore plus intéressante, celle de la vicomté de Limoges et du comté de Périgord. Elle eut lieu en 1646, moyennant 30.000 livres outre l'ancien engagement; elle fut prononcée en faveur d'un personnage important, Rénée du Bec, veuve du maréchal de Guébriant. Quel était le premier engagiste et le chiffre de son engagement ? l'acte ne le dit pas.

## VII

Les ventes cessent sous l'administration de Colbert. — Elles recommencent à la fin du règne de Louis XIV et sous ses successeurs. — Edits de 1695, 1702, 1708 et autres rendus à ce sujet. — Sous Louis XV, les engagistes paient une rente au lieu d'un complément de prix. — Noms des détenteurs des biens de la Vicomté. — Apanage du Comte d'Artois. — Les lois de la Révolution. — Modification des principes.

Les aliénations cessèrent en 1662, lorsque, à la suite de la disgrâce du célèbre surintendant Fouquet, Colbert, nommé contrôleur des Finances, prit la direction des affaires, sous la surveillance de Louis XIV, qui venait de supprimer la charge de surintendant. Ce grand ministre chercha à reconstituer le domaine de la couronne en y réunissant tout ce qui en avait été distrait jusqu'alors. C'est dans ce but que fut rendu l'édit du mois d'avril 1667, basé sur l'ordonnance de 1566. Les aliénations ne portèrent plus, dès ce moment, que sur les objets de faible importance faisant partie de ce qu'on appelait « le petit domaine ».

Les réunions opérées alors furent telles, que le bail général du domaine de la couronne, fait en 1669; fut porté à quatre millions, augmentant ainsi de près de trois quarts celui passé trois années avant.

Ces rachats du domaine engagé se poursuivirent jusqu'en 1682. Mais après la mort de Colbert, les guerres que Louis XIV eut à soutenir jusqu'à la fin de son règne, en face des puissances de l'Europe coalisées contre lui, firent augmenter les besoins du Trésor. Il fallait y pourvoir. Les ventes recommencèrent. Des édits furent rendus en conséquence en 1695, 1702 et 1703. Celui du mois de mars 1695 apporta certaines modifications aux règlements précédents : il fut convenu, vis-à-vis des nouveaux acquéreurs, qu'ils ne seraient pas inquiétés sur leur possession pendant trente ans; le roi s'interdisait toute revendication pendant cette période. On accorda le même avantage aux anciens détenteurs en payant, d'après taxe, un supplément de finance.

Il fut fait peu de ventes en Limousin, en vertu de l'édit du mois de mars 1695, mais plusieurs engagistes furent confirmés dans leur jouissance en payant une taxe à titre de supplément de prix. C'est ainsi que M. de Verthamon versa une somme de

1.200 livres pour la confirmation de ses droits sur la châtellenie de Chalucet, le marquis de la Beaume de Forsac acquitta aussi 500 livres pour la ville et le château de Masseret, le sieur de Ribeyreys 200 livres pour Courbefy et Saint-Priest-les-Fougères, l'engagiste de la terre de Masléon 150 livres, le sieur Constant de Beaupeyrat pour confirmation du Poids le Roi de la ville de Limoges, 400 livres, etc.

L'édit de 1702, relatif au ventes de justices des paroisses relevant du roi, fut suivi, dans l'ancienne vicomté de Limoges, de la vente d'un assez grand nombre de justices paroissiales : justices de Saint-Pierre de Limoges, de Panazol, d'Asnières, de Verneuil, de Saint-Julien-les-Courbes et Laguzet, de celles de Bonnat, de Blond, Ambazac, Rilhac, Chamboret, Saint-Christophe, Couzeix.

Les ventes continuèrent sous Louis XV. Cependant, en 1719, la compagnie des Indes s'était engagée à faire au roi une avance de quinze cents millions; cet emprunt, destiné au rachat général de tous les domaines de la couronne, ne fût pas suivi d'effet par suite de la banqueroute du trop célèbre financier Law. Un arrêt du conseil de 1724 apporta une modification importante dans le mode du paiement du prix. Il fut prescrit qu'à l'avenir les offres ou enchères pour la revente des domaines engagés auraient lieu en rentes payables chaque année au Trésor. De cette sorte les nouveaux acquéreurs devaient rembourser comme complément, le prix remboursé par l'engagiste et en outre servir une rente à l'Etat. Ceux des engagistes qui furent maintenus en leurs droits n'eurent qu'à servir la rente. Ce mode fut suivi jusqu'à la fin du règne de Louis XVI. C'est ainsi qu'en 1766 revente fut faite au chevalier de Ribeyreix de la terre de Courbefy et Saint-Priest à la charge d'une rente annuelle de 10 livres, outre le prix de l'engagement. De même en 1783, le comte de Béarn et le sieur de Beaupuy sont maintenus en possession de la châtellenie de Monpon (Monpaon) à charge d'une rente annuelle de mille livres à verser au domaine et de rapporter la quittance de 36.000 livres, payée en 1624 lors du premier engagement. En 1738 la seigneurie de Thiviers est concédée au marquis de Rastignac sur l'offre d'une rente de 350 livres. D'autres suppléments de prix ou rentes furent également versées, pendant cette période, par les détenteurs des anciennes dépendances de la vicomté.

Ces différents documents puisés aux sources authentiques, et un relevé, trop succinct il est vrai, des aliénations advenues dans la Généralité de Limoges dressé vers 1782 en vue de la taxe

sur les domaines engagés, permettent de se rendre compte entre quelles mains se trouvaient les anciennes possessions des vicomtes de Limoges, après une période deux fois séculaire, depuis le jour où, pour la première fois, Henri IV avait fait procéder à la vente de son patrimoine en Limousin.

A la veille de la Révolution, la vicomté de Limoges, dans ce qu'il reste de droits incorporels et honorifiques fait partie de l'apanage du comte d'Artois. Par un édit du mois d'octobre 1773, Louis XV avait donné à son petit-fils le comte d'Artois (plus tard Charles X), pour lui et ses enfants mâles descendants de lui en loyal mariage, pour leur apanage et entretènement, selon la nature des apanages des enfants de France, le duché et comté d'Auvergne, le duché d'Angoulême, l'ancien comté et vicomté de Limoges, puis le duché de Mercœur; un peu plus tard une déclaration royale du 28 mars 1774 y réunissait le marquisat de Pompadour qui en avait été distrait, ainsi que la vicomté de Turenne acquise précédemment.

La châellenie d'Aixe était aux des Cars et autres possesseurs. Celle d'Ayen est aux Noailles; Châlus aux Bourbon-Châlus; la baronnie de Chalucet a pour propriétaires les de Verthamon; Courbefy et Saint-Priest-Fougères sont aux mains de la famille de Ribeyreix; Château-Chervix est éparpillé depuis longtemps, les possesseurs de cette ancienne châellenie sont, il semble, les de Joussineau de Tourdonnet, les de Bony de Lavergne, les David de Lastours, Larche et Terrasson, unis à la Chatellenie d'Ayen, forment le duché d'Ayen, dont est investi la famille de Noailles; Masseret est la propriété des de la Baume de Forsac, des de Bouilhac et des de Saint-Marsault; Saint-Yrieix relève du chapitre de la ville et aussi du marquis d'Hautefort; ce dernier est également, après les des Cars, propriétaire de Ségur; quant à la cour d'appeaux de Ségur, elle s'est fondue, depuis 1750, dans la cour sénéchale établie à Saint-Yrieix.

Dans le Périgord : la châellenie d'Ans, soit par acquisition directe, soit par les de Marqueyssac, est dans les mains, en grande partie, de la famille d'Hautefort; les de Bermondie prennent, après les de Foucauld de Lardimalie, le titre de seigneurs barons d'Auberoche; Excideuil, acquis en 1582 par le comte des Cars, passe ensuite aux de Talleyrand-Périgord; Genis-Moruscle est à la famille de Lubersac et aux Pasquet de Savignac de Saint-Mémy; Nontron des de Pompadour de Colonges est allé à la famille de Lavie qui se qualifie baron de Nontron; Peyzac, par les

de Jarrige de Lamorélie et les de Lasteyrie du Saillant, est venu aux de Lestrade de la Causse, peut être aussi les du Mas sont ils détenteurs de partie; enfin Thiviers est possédé par les Chapt de Rastignac, marquis de Laxion; ajoutons Montignac propriété des d'Hautefort (1).

Tels sont les principaux détenteurs, avec d'autres moins importants, de ces deux grands fiefs des anciens rois de Navarre au moment où éclate la Révolution.

Survient alors la loi du 22 novembre-1<sup>er</sup> décembre 1790, suivie bientôt de celle du 3 septembre 1792. Les idées nouvelles amènent des principes nouveaux. Le domaine de la couronne, dit le rapporteur de la loi de 1790, a été jusqu'ici inaliénable, en ce sens que nos rois n'ont pu disposer de ce dont ils n'ont que la simple administration; mais la nation a la pleine et entière propriété du domaine public: Cette propriété serait imparfaite si elle ne pouvait la transférer quand les besoins de l'Etat l'exigent..... (2) ». Par suite, contrairement à l'ancienne maxime de l'inaliénabilité, le principe de l'aliénabilité est au contraire proclamé comme conséquence du droit de propriété reconnu à la nation sur toutes les dépendances du domaine public. L'Etat peut désormais vendre les biens qui lui appartiennent, mais seulement avec l'assentiment et l'approbation des représentants de la nation. Ces principes sont encore la base du droit actuel en matière domaniale. (3).

La loi de 1792 avait prononcé la révocation de toutes les ventes,

(1) Ce simple énoncé d'ensemble trouvera plus de développement dans la 2<sup>e</sup> partie de ce travail, contenant une notice pour chaque châtellenie et aussi dans les pièces justificatives.

(2) *Moniteur universel*, 9 et 10 novembre 1790, nos 313, 314.

(3) C'est en s'étayant des principes ci-dessus de l'ancienne Monarchie, principes fortement ébranlés par les lois de la Révolution, que Napoléon III parvenu au Pouvoir, rendit les fameux décrets du 22 janvier 1852, prononçant la confiscation des biens de la famille d'Orléans, dont Louis-Philippe, deux jours avant son avènement au trône de France, le 7 août 1830, avait fait donation à titre de partage anticipé à ses enfants.

Ces décrets qui, naguère, ont fait verser tant de flots d'encre et soulevé tant de passions, lors de leur apparition, comme lors de leur abrogation, demandée en 1872 à l'Assemblée Nationale, étaient basés en effet, sur ce vieil axiome de la Monarchie voulant que tous les biens appartenant aux Princes lors de leur avènement au trône fussent, de plein droit et à l'instant même, réunis au domaine de la Couronne. Un des considérants citait même l'édit du mois de juillet 1607, rendu par Henri IV dans les circonstances que nous venons de rappeler plus haut.

cessions ou donations consenties depuis 1566, c'était, au mépris des droits acquis, faire rentrer dans le patrimoine national tous les domaines engagés et vendus à pacte de rachat. Viennent les dispositions de la loi du 14 ventôse an VII — 4 mars 1799 — cette loi apporte un tempérament au rigorisme de celle de 1792, elle permet aux détenteurs des biens cédés depuis l'édit de Charles IX de devenir propriétaires définitifs, en prenant l'engagement de verser à l'Etat le quart de la valeur des biens par eux détenus. A cet effet tout possesseur de l'ancien domaine royal dut remettre une déclaration faisant connaître la nature et consistance des biens ainsi possédés, avec promesse de verser, après expertise préalable, le quart de leur valeur. Un délai de 30 ans, à partir de la promulgation de la loi, était accordé, tant aux parties qu'à l'Etat, pour la régularisation ou revendication des droits du domaine.

Le délai de prescription, fixé par la loi du 14 ventôse an VII, étant arrivé à échéance au mois de mars 1829, tout possesseur de l'ancien domaine engagé est devenu propriétaire définitif et incommutable, soit qu'il ait versé le quart de la valeur des biens fixé par les dispositions de la loi, soit que, d'après la loi du 12 mars 1820, n'ayant pas fait la déclaration il n'ait eu à subir, dans le délai imparti ci-dessus, aucune revendication de la part de l'Etat.

C'est ainsi que s'est poursuivie et terminée cette liquidation de l'ancien domaine de Henri IV uni au domaine royal. Prolongée de règne en règne par suite de réméré perpétuel, jointe sous la Révolution à celle des biens confisqués sur les émigrés et à celle des biens du clergé, elle a formé la plus vaste liquidation qui puisse jamais se voir, liquidation qui, dit un auteur, dirigée avec plus d'ordre, plus de calme, moins de passion et de précipitation, aurait dû amener l'extinction de la dette publique au lieu d'aboutir à la banqueroute nationale.

BARON DE CORBIER.

---

## APPENDICES

---

Nous ajoutons en appendice à notre travail deux extraits qui nous paraissent de nature à corroborer et compléter notre étude, en donnant certains détails qui n'ont pu y figurer. Nous pourrions en fournir d'autres présentant de l'intérêt, mais il ne faut pas abuser.

Le premier extrait est tiré des Archives nationales, cote Q 3.193. Il concerne surtout les biens de la Vicomté de Limoges, sis en Limousin. Il fournit le détail, sinon complet, au moins assez étendu, des domaines et des droits de toute nature aliénés par Henri IV; la valeur et l'importance de ces aliénations, la date des titres et le nom des acquéreurs. On peut y suivre, pour un grand nombre, les différentes transformations subies, les nouvelles aliénations faites dans la suite par adjudication, avec le nom des nouveaux propriétaires jusqu'à la Révolution. On peut se rendre compte ainsi quels furent les possesseurs de ce qu'on a appelé le « domaine engagé » en Limousin, avec la série des édits en vertu desquels ces biens furent aliénés.

Le deuxième extrait, tiré de la Bibliothèque Nationale, — collection de l'abbé de Lespine, — avec quelques notes des Archives nationales, est surtout relatif aux biens du Comté du Périgord, relevant de la Vicomté de Limoges. Il fournit, pour le Périgord, les mêmes renseignements que le précédent pour la Vicomté de Limoges. Il contient, en outre, un historique du Domaine en Périgord; il montre combien vaste et important était le domaine du roi dans cet ancien comté.

Les châtelainies et seigneuries possédées par les comtes du Périgord étaient bien plus nombreuses que celles dont il est fait mention dans l'ouvrage de M. Clément-Simon, sur la *Vicomté de Limoges*. L'extrait a été donné en abrégé, incomplet, pour ne pas prolonger outre mesure. Le lecteur qui désirerait d'autres renseignements pourrait, au besoin, se reporter au volume cité de l'abbé de Lespine.

## PREMIÈRE ANNEXE

## GÉNÉRALITÉ DE LIMOGES — DOMAINES ALIÉNÉS

(2<sup>e</sup> supplément)*(Extrait des Archives nationales, carton Q<sup>3</sup> 193)*

La vicomté de Limoges, dépendait de la maison de Navarre avec le comté du Périgord, adjudgée en l'année 1641 au s<sup>r</sup> comte de Guébriant (alias : adjudgée par revente, outre l'ancien engagement, le 23 août 1646, à d<sup>me</sup> Renée du Bec, v<sup>e</sup> de feu messire Jean de Bude comte de Guébriant), outre le sou pour livre, moyt..... 30.000 <sup>11</sup>

La seigneurie, justice et droits en la paroisse de Saint-Yrieix, adjudgée par vente, outre l'ancien engagement, le 6 septembre 1643, à M<sup>re</sup> François marquis d'Hautefort, moyt..... 210 <sup>»</sup>

La terre de Donzenac et Boussac, qui était de la maison de Boulogne, aliénée par la reine Catherine de Médicis, le 5 août 1562, au s<sup>r</sup> de Ventadour, moyt 30,000 liv. Revente desdites terres à messire Philibert de Lévy s<sup>r</sup> de Ventadour, le 23 octobre 1579, moyt 20.000 l. Autre revente en l'année 1583, au s<sup>r</sup> de Ventadour, moyt 23,333 1/3 (écus) revenant en tout à (1)..... 120.000 l.

(suivent les mentions des ventes faites en Angoumois).

(1)  $23,333 \frac{1}{3} \text{ écus} \times 3 = 70.000 \text{ livr.} + 30,000 + 20,000 = 120,000 \text{ livr.}$   
 — La seigneurie de Boussac dont il s'agit ici est située commune d'Orliac-de-Bar, canton de Corrèze. L'historique de ces deux seigneuries est donné dans le *Dictionnaire des paroisses de la Corrèze* de l'abbé POULBRIÈRE, vol. I, p. 445 et vol. II, p. 429. — Voir aussi le *Nobiliaire de l'abbé Nadaud*, vol. 4, p. 256. — Les dates et le prix de ces actes complèteront.

BINDERY  
 DC  
 611  
 .1731  
 88

Société archéologique & historique du  
 Limousin.  
 Bulletin... v. 63, 1913.

10-25-33

Conseil du roy Henri IV,  
 compris l'année 1606.

ges.

e, commissaire  
 s reçus par le  
 on de Navarre,  
 et à Jean Pas-  
 avignac, diffé-  
 de St Meymy,  
 de Génis, avec  
 de 6,000 escus  
 aire et greffier  
 té de Limoges,  
 ..... 18.000 »  
 justice dépen-  
 e qui a été alié-  
 août 1600.... 2.880 »  
 esse douairière  
 net, juridiction  
 ..... 360 »

à Mire Gabriel de la Douze (d'Abzac) droits de  
 justice, enclos de Bussière-Galand, châtellenie de  
 Courbefy, contrat Lacoste 21 mars 1600..... 7.500 »

à Léon de Planeaux s<sup>r</sup> de Villecourt, Antoine Cha-  
 pelle s<sup>r</sup> de Jumilhac, Antoine et Jacques d'Arlot  
 frères, le château et châtellenie de Courbefy, 3 forêts  
 etc., contrat Lacoste du 23 mars 1600..... 33.750 »

à Pierre Jarrige s<sup>r</sup> de la Guyonnie. Différents droits  
 en la châtellenie de Peyzac, contrat Lacoste 25 mars  
 1600, 3.333 escus 20 s..... 10.000 »

à François de la Tour seig<sup>r</sup> de Vernéjoux, la justice  
 de la maison noble de Vernéjoux, la métairie et le  
 moulin y joignant ch<sup>te</sup> de Masseret, 4 juillet 1600..... 900 »

à Pierre Jarrige, droits de dixmes sur des villages.  
 Acte 8 juillet 1600..... 900 »

à Gabriel de la Breuille s<sup>r</sup> dud. lieu. La justice, cens,  
 rentes et autres droits seigneuriaux sur la paroisse de

|                                                                                                                                                                                                                             |         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| Saint-Maurice et autres, relevant de <i>Chalucet</i> . Acte Lacoste, 16 juillet 1600.....                                                                                                                                   | 3.000 » |
| à Pierre Chevaillé, lieutenant général en la sénéchaussée du Bas-Limousin à Uzerche, droits de justice sur trois villages, Faugeras et autres, relevant de la châteltenie de Masseret. Acte Lacoste du 3 juillet 1600 ..... | 600 »   |
| à Peyrot de Rostignac, droits de justice et autres, cens, rentes, etc., sur la par. de Cournhiac (Corgnac), relevant de Thiviers. Acte Lacoste du 9 août 1600, pour 1.500 escus sol.....                                    | 4.500 » |
| au s <sup>r</sup> du Saillant, droit de justice, guet, en la paroisse de Condat, chât <sup>le</sup> de Masseret. Vente Lacoste 9 avril 1603.....                                                                            | 900 »   |

## Année 1602

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| à François Pasquet seig <sup>r</sup> de Savignac, tout ce qui reste de la châteltenie de Moruscles, après la vente faite en 1600, comprenant le château, motte, fossez et la place où était anciennement l'étang joignant lad. motte ou montagne dud. château, de présent en ruine, hommages dépendant dud. château et tous autres droits de patronage et présentation d'église, etc. Acte Lacoste, 20 avril 1602..... | 17.100 » |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|

## Année 1603

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |         |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| à Jean de la Faye, écuyer, Droit dans la paroisse de Génis, chat <sup>le</sup> de Moruscles, sauf ceux déjà vendus au s <sup>r</sup> de Savignac, acte du 11 septembre 1603, reçu Lacoste, moy <sup>t</sup> mille escus sol.....                                                                     | 3.000 » |
| à M <sup>re</sup> Antoine de Saint-Marsault du Verdier, droits de justice sur plusieurs paroisses relevant de Masseret, Eyburie et autres, Moussour, Fargeas près Uzerche, rentes foncières et de chenage, plus le guet... droits de passage sur la rivière, etc. Acte Lacoste 14 novembre 1603..... | 9.500 » |

## Année 1604

à Léonard des Cars seig<sup>r</sup> de Saint-Bonnet, tout ce qui reste à aliéner en la terre de Masseret, outre les

précédentes aliénations, qui en ont été ci-devant faites, comprenant tout le surplus de lad. terre tant en justice qu'en rentes, chenages, dimes, étangs, moulins, guets.... y compris aussi les deux forêts de lad. chàtellenie appelées de Montars et de Chenoncerie. Aux conditions néanmoins que led. s<sup>r</sup> de Saint-Bonnet traitera, comme bon lui semblera avec tous ceux qui prétendent avoir droit de chauffage et autres usages ès dites forêts, etc., etc. est adjugé le tout aud. s<sup>r</sup> de Saint-Bonnet moy<sup>t</sup> 45,000<sup>li</sup>, contrat devant Lacoste 21 février 1604..... 45.000 »

Vinage..... 2.250 »

#### *Année 1606*

Par arrêt du Conseil privé du 16 février 1606, rendu entre le seig<sup>r</sup> de Chamberet et le seig<sup>r</sup> des Cars, ce dernier est condamné à payer à raison de cette adjudication un supplément de..... 6.000 »

#### **Domaines aliénés**

##### *Edits des mois de mars et décembre 1652*

La terre et seigneurie de Courbefy et Saint-Priest-Fougères, adjugée par revente, outre l'ancien engagement, le 29 juin 1646, à Pierre de Ribeyreys, moy<sup>t</sup>.. 2.200 »

Le domaine et la terre de Chalucet, adjugé par revente, outre l'ancien engagement, le 8 mars 1654, à messire François de Verthamon..... 11.200 »  
(L'adjudication par première vente du 10 août 1640 est de 26.350 liv.)

La justice de toute la paroisse de Saint-Maurice-des-Brousses, dépendant de la chàtellenie de Chalucet et tous autres droits, adjugés par revente outre l'ancien engagement, le 2 novembre 1654, à Pierre de la Faye, bourgeois de Paris..... 440 »

(Voir ci-dessus vente du 16 juillet 1600 au s<sup>r</sup> de la Breuilli 3.000 liv.)

La terre et seigneurie de Laron et Maléon, adjugée par revente, outre l'ancien engagement, le 16 mai 1657, à Léonard Chastagnac, écuyer, seig<sup>r</sup> de Li-

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |         |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| goure, grand prévôt de la généralité de Limoges et à M <sup>re</sup> Martial Malledent, receveur des tailles de l'Élection de Limoges.....                                                                                                                                                                                                                                                                                               | 230 »   |
| Plus loin, sur le même cahier, on trouve :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |         |
| La seigneurie de Laron et Maléon adjugée, le 29 juin 1594 à Charles de Bafièrre s <sup>r</sup> de Combort (sans doute Pierrebuffière). Voir <i>Nobiliaire de Nadaud</i> , tome III, p. 338 et suiv.) moyt.....                                                                                                                                                                                                                           | 6.075 » |
| Ladite prévôté et seigneurie de Laron et Masléon adjugée par revente, outre l'ancien engagement, le 9 avril 1642, à Messire Henri de Pierrebuffière, baron de Chamberet ou Combourn .....                                                                                                                                                                                                                                                | 1.050 » |
| La recette des consignations du Dorat, Bellac, Rancou et Champagnat, ensemble l'office de contrôleur joint à icelle adjugés par revente, outre l'ancien engagement de la somme de 1870 livres, le 26 août 1609, à François Bouchard, moyt.....                                                                                                                                                                                           | 740 »   |
| Le fief noble de la Chassagne, paroisse de Condat, dépendant de Masseret, adjugé par revente, outre la somme de 4,200 livres d'ancien engagement, liquidé par ordonnance de MM. les commissaires, le 13 mai 1630, à M <sup>re</sup> Jacques Chevaillie, lieutenant général à Uzerche, moyt.....                                                                                                                                          | 2.463 » |
| Le château et châtellenie de Courbefy, adjugé par revente le 6 juin 1626, outre la somme de 35,467 d'ancien engagement... à Jean et Antoine d'Arlot pour...                                                                                                                                                                                                                                                                              | 4.400 » |
| Le poids-le-roi de la ville de Limoges, où l'on pèse toutes les marchandises, sans comprendre en iceluy le poids appelé du Crochet, adjugé par revente, le 27 octobre 1626, outre la somme de 2,103 livres d'engagement ancien payé à Jacques de Neulbrumen (?) et Jean des Flottes, anciens engagistes, suivant contrat du 15 mars 1583, à M. Adrien Josse, procureur en la Prévôté de l'hôtel de Sa majesté, moyt <sup>t</sup> ci..... | 550 »   |
| Le poids-le-roi de la ville de Limoges adjugé <i>par tiercement</i> à M. Barthélemy de la Borie, commis au greffe du bureau des finances de la généralité de Limoges, outre les engagements ci-dessus, le 13 décembre 1626.....                                                                                                                                                                                                          | 361 »   |
| Le greffe civil et criminel de la justice et juridiction ordinaire de Limoges, adjugé par revente, le 30 octo-                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |         |

bre 1626, outre la somme de 26,374 livres payée à M. Clément, ancien engagiste, suivant le contrat du premier engagement, à M<sup>e</sup> Jean Moureil, bourgeois de Limoges, pour..... 1.100 »

Les places de clerks dud. greffe de la justice et juridiction ordinaire de Limoges, adjudgées, le 30 octobre 1626, audit Jean de Maureil, bourgeois, moyt.... 5.500 »

Le greffe civil et criminel et places de clerks adjudgés par revente, *outre les engagements ci-dessus*, le 17 décembre 1626, à Nicolas de Creil, marchand bourgeois de Paris, moyt..... 2.420 »

L'office de greffier du tribunal et place de clerc au bureau des finances de la généralité de Limoges, adjudgé au greffier ancien et alternatif dud. bureau, le 21 août 1629, suivant la fixation faite au conseil, le 26 février précédent, moyt..... 10.200 »

La moitié de deux places de M<sup>es</sup> clerks alternatifs et triennal de l'Election d'Angoulême et le droit de deux sols pour livre, adjudgés par revente, outre la somme de 15.684 d'ancien engagement, remboursé à M<sup>me</sup> la marquise de Beuvron, engagiste ancienne..... à Jean Potel, secrétaire du conseil privé du roi, moyt..... 165 »

La geolle et conciergerie des prisons royales de la ville de Limoges, adjudgée, le 22 novembre 1641, à François Nicot..... 8.000 »

Au supplément on trouve : La geolle des prisons du Présidial de Limoges, adjudgée le 16 septembre 1596 à Jean Bernard, 1.320 livres.

L'office de commissaire général, receveur des deniers des saisies réelles de la sénéchaussée d'Uzerche, adjudgé le 19 décembre 1695 (ou 1675) à Jean Gramond moyt..... 1.000 »

Même office pour la sénéchaussée et siège présidial de Brive adjudgé, le 19 décembre 1695, aud. Jean Gramond..... 1.000 »

Même office pour Tulle, adjudgé, le 27 janvier 1676, aud. Jean Gramond..... 1.000 »

L'office de commissaire général, receveur des saisies réelles du Présidial de Limoges, adjudgé le 30 janvier 1676 aud. Jean Gramond..... 1.800 »

## Domaines allénés

*Edits des mois de mars et avril 1695 (1)*

## CONFIRMATION D'ENGAGISTES

|                                                                                                                                                             |         |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| Reçu de M. de Verthamon, pour confirmation de la terre et baronnie de Chalucet, suivant quittance de finance du 25 avril 1698.....                          | 1.200 » |
| du s <sup>r</sup> marquis de Foursac, pour confirmation du domaine de la ville et château de Masseret et droit d'échange. quittance du 6 novembre 1698..... | 500 »   |
| de la v <sup>e</sup> du s <sup>r</sup> de Ribeyreys, confirmation de partie du domaine et seigneurie de Courbefy.....                                       | 200 »   |
| du seigneur d'Abzac, pour confirmation de la terre et seigneurie de Juvenie.....                                                                            | 200 »   |
| du s <sup>r</sup> Constant de Beaupeyrat, pour confirmation du Poids-le-roi de la ville de Limoges, suivant quittance du 6 novembre 1698.....               | 400 »   |
| du s <sup>r</sup> Juge, pour confirmation de la geolle des prisons de la ville de Limoges, quittance du 6 novembre 1698.....                                | 200 »   |
| des engagistes des rentes dues sur partie des fo-rêts de Montard (Masseret), pour confirmation desd. rentes, quitt. du 21 août 1700.....                    | 40 »    |
| de l'engagiste du domaine de Masléon pour confirmation d'icelluy, suivant quittance dud. jour 21 août 1700.....                                             | 150 »   |

(1) On a vu qu'en vertu de l'édit du mois de mars 1695, les biens engagés n'étaient plus mis en adjudication, les engagistes étaient maintenus dans la jouissance des domaines engagés en versant une taxe ou rente recouvrée par les agents du Domaine. Ce sont ces rentes recouvrées dont il est fait mention ici.

**Confirmation d'engagistes**

## FOSSEZ ET REMPARTS

*Edits de mars et avril 1595*Reçu des propriétaires des fossezs (*sic*) et remparts de la ville de :

|   |   |                     |      |
|---|---|---------------------|------|
| — | — | Limoges.....        | 1090 |
| — | — | Bourganeuf.....     | 218  |
| — | — | Egleton.....        | 71   |
| — | — | Tulle.....          | 114  |
| — | — | Bellac.....         | 305  |
| — | — | Saint-Léonard.....  | 290  |
| — | — | Le Dorat.....       | 323  |
| — | — | Saint-Junien.....   | 349  |
| — | — | La Souterraine..... | 225  |
| — | — | Uzerche.....        | 70   |
| — | — | Bort.....           | 127  |
| — | — | Brive.....          | 515  |
| — | — | Eymoutiers.....     | 201  |

*Edit du mois d'avril 1702*

Il n'y a eu aucun droit de confirmation d'engagiste payé en conséquence de l'édit 1702 en la généralité de Limoges, ainsi que pour l'Edit du mois d'août 1708.

---

Ajoutons à ce relevé la nomenclature suivante pour compléter le tableau du Domaine royal en Limousin. Elle est prise au même dossier Q3 193, mais sur une autre pièce contenant 145 articles, pièce dressée en 1782.

Payé par le marquis de Forsac pour confirmation du domaine de la ville et château de Masseret et des droits d'échange, le 6 novembre 1698, en conséquence des édits du mois de mars et avril 1695 (en marge est écrit : M. de Bouillac, ancien fermier général. M. de Saint-Aulaire acquéreur de partie de la terre de Forsac).....

500 »

Payé par le marquis de la Beaume de Forsac pour confirmation de la ville et château de Masseret, en conséquence de la déclaration du 23 septembre 1723.... 300 »

Payé par le s<sup>r</sup> d'Abzac de Juvenie pour confirmation de la terre et seigneurie de la Juvénie (par Saint-Yrieix) le 6 novembre 1698, en conséquence des édits de 1695..... 200 »

La châteltenie et seigneurie de Chaméirat, élection de Tulle, adjudgée le 16 février 1747 à M. le duc d'Ayen et au s<sup>r</sup> Dubois, moy<sup>t</sup> la somme de..... 64.000 »  
(En marge est écrit : sommé le 23 septembre 1782, le maréchal duc de Noailles et M. Dubois de Saint-Hilaire, à Brive).

La seigneurie d'Estival et Chartriers adjudgée, le 29 février 1748, à M. le maréchal duc de Noailles, moy<sup>t</sup> 20.000 »

La châteltenie de Beaulieu, adjudgée ledit jour 29 février 1748, au s<sup>r</sup> Ladat du Laudet moy<sup>t</sup>..... 17.400 »  
(En marge : Le 23 septembre 1782, sommé la D<sup>me</sup> de Coumergue v<sup>e</sup> de M. Pierre Massoulie, habitant la ville de Beaulieu, héritière de la dame Geneviève de Coumergue v<sup>e</sup> de M. de Lavialle de Laudet.)

La seigneurie de Nanteuil adjudgée le 4 avril 1748 au maréchal du de Noailles moy<sup>t</sup>..... 9.000 »

La seigneurie de Chaufour et Saillat adjudgée au même led. jour, moy<sup>t</sup> ci..... 7.500 »

Le moulin de la Bertière adjudgé ledit jour au s<sup>r</sup> de Lagarrigue, moy<sup>t</sup> la somme de..... 12.600 »  
(En marge : de Laguarrigue l'aîné à Turenne).

La châteltenie et seigneurie de Collonges Beynat, Dapniat et Argentat, adjudgée à M. le Maréchal de Noailles, moy<sup>t</sup>..... 12.000 »

NOTA. — Ces dernières seigneuries devaient dépendre de la Vicomté de Turenne acquise par Louis XV, en 1738 au prix de 4,200.000. — Laquelle Vicomté de Turenne fut annexée, pour la partie restante, après les ventes faites, à l'apanage du comte d'Artois, par la déclaration royale du 28 mars 1774.

## DEUXIÈME ANNEXE

## BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

(Extrait de la collection de l'abbé de Lespine, vol. 71, p. 223 et suiv.)

---

**Domaine n° 6. — Comté du Périgord**

Est ici pour mémoire que dans tout le Périgord presque tout le domaine de sa majesté est dans la main des engagistes et le fermier du domaine ne jouit d'aucuns droits seigneuriaux sur les biens ruraux que de ceux qu'on appelle Le Pariage, qui est moitié de ceux qui sont dûs dans un certain canton où le chapitre de Saint-Front de Périgueux a l'autre moitié. Encore y a-t-il plusieurs aliénations à titre d'engagement sur la moitié appartenant à sa majesté.

Le fermier du domaine jouit encore des droits de lods et ventes des biens nobles, même dans l'étendue des fiefs baillés à titre d'engagement..... Le bail du domaine est accordé, depuis bien longtemps, au s<sup>r</sup> Gaillard, contrôleur à Thiviers.

Il y a dans ce pays deux sortes d'engagements : l'un qui a été fait avant la réunion du domaine de Navarre à celui de France, et l'autre après la réunion.

Les domaines de l'ancien engagement sont : la baronie de Nontron, les chatellenies d'Auberoche, d'Ans, d'Excideuil, de Courbefy, de Montignac, de Montpaon et Eymet, les paroisses dépendant de la Prévôté de Thiviers, partie du domaine de Mussidan.

Les seigneuries du deuxième engagement sont : la seigneurie de Montignac aliénée à feu M. le marquis d'Hautefort qui l'a mise sur le pied de 6,000 livres de rente, et qui, à ce qu'on prétend, a tiré de la vente des bois de haute futaie le double de la finance qu'il a payé pour cet engagement ; la ville de Dôme et la paroisse de Cénac ; le domaine de Bergerac et la seigneurie des Mouvem (?) et Mouleydier ; le domaine de la ville et juridiction

de Lalinde; le domaine de la ville de Menliers et ses dépendances; le domaine de Villefrance et ses dépendances; la baronnie de Puynormand aliénée en 1614.

Le fermier du domaine jouit des charges locales réservées sur lesdits domaines et des lods et ventes des biens nobles. Il jouit encore des droits de greffe des 3 sénéchaussées qui sont : Périgueux, Sarlat et Bergerac.

Le domaine de la ville et banlieu de Périgueux appartient aussi à sa Majesté, est tenu à titre d'engagement par les maire et consuls de la ville, il ne consiste qu'en droits de haute, moyenne et basse justice, cens, rentes, lods et ventes.

### *Le Comté de Périgord*

A été vendu par Messieurs du conseil de Navarre, année 1597, et les deniers reçus par le s<sup>r</sup> Motet, trésorier de Sadite Majesté de Navarre : à M. de la Burthe le pariage de Saint-Front, pour la somme de 18,000 livres, par contrat retenu par Chatenelle et Lecamen notaires au Châtelet de Paris, le 29 juillet 1597..... 18.000 »

A divers particuliers certaines parties desd. comté et vicomté de Limoges, par contrats passés en l'année 1598, devant Etienne Lacoste, notaire, jusqu'à la la somme de..... 32.224 »

Au s<sup>r</sup> de Sauveboeuf, droits de justice et autres cens et rentes en la châtellenie de Montignac, paroisse de Chalard, le repaire noble de Saint-Michel, etc., moyt..... 8.400 »  
(contrat Chaudru, notaire, à Périgueux du 25 janvier 1600. Vinage, le sous pour livre ..... 420 »

à Pierre Deschamps, en la châtellenie de Peyzac, rentes foncières. Acte Lacoste du 26 février 1600, moyt..... 1.000 »  
.....Suit le détail des ventes faites en Périgord. Nous en citerons ici seulement quelques-unes, beaucoup ayant déjà été mentionnées. Ainsi :

Vente à M<sup>re</sup> Charles de Colonges de Pellegrin de la Baronnie de Nontron, sise en pays de Périgord, néanmoins dépendant de la Vicomté de Limoges.

à D<sup>lle</sup> Iolande André, Dame de Nantiat et de la Juvénie, par permission de Jean Joubert s<sup>r</sup> dud. Nantiat, son mari, de différents droits à la Juvénie

et autres villages, dépendant de la terre et juridiction de Peyzac, moy<sup>t</sup> 1,800 escus. Acte Lacoste du 21 août 1600, soit..... 5.400 »

à D<sup>lle</sup> Marguerite du Bos, épouse de Jean Foucaud ou Foucauld s<sup>r</sup> de Lardimalie, seig<sup>r</sup> de Cubzac droits de justice et autres sur les bourgs et paroisses de Montbayol, La Boissière relevant de la chatellenie d'Ans, acte Lacoste 6 août 1600 moy<sup>t</sup> 1,500 livres..... 1.500 »

à Guy de Badefol s<sup>r</sup> de Peyraux, différents droits sur les paroisses de Badefol, de Bersac, sauf les droits aliénés au s<sup>r</sup> Jean Le Blanc, seig<sup>r</sup> des Oliviers, etc., dépendant : Badefol de la chatellenie d'Ans, Bersac de celle de Montignac, moy<sup>t</sup>..... 15.750 »  
acte Lacoste du 8 août 1600.

à noble Rigaud du Mas s<sup>r</sup> de Peyzac, faisant tant en son nom que pour D<sup>lle</sup> de Bouchiac, sa femme, de droits de justice, cens, rentes, dixmes inféodées et autres droits et devoirs au bourg et paroisse de Peyzac, ce qui n'est pas vendu dans les ventes faites à D<sup>lle</sup> de Savignac et de St Mesmin, mère et fils, beau-frère frère et neveu, au s<sup>r</sup> Gérard de Jarrige, à D<sup>lle</sup> Iolande d'André D<sup>me</sup> de Nantiat et de la Juvénie et à Pierre Deschamps s<sup>r</sup> de Meymet, droits dans la juridiction de Rufiac et Savignac (acte Lacoste 4 septembre 1603) moy<sup>t</sup> 5,000 escus faisant..... 15.000 »

Audit s<sup>r</sup> d'Hautefort (Francois), la ville, terre et seigneurie de Montignac-le-Comte, aud. Périgord, droits de justice, avec tous cens, rentes, dixmes inféodées, droits de féodalité, droits de guet, de péage, de mesurage, de garenne, buisson, cours d'eau, pont, passages, lods et ventes, prélation et tous autres quelconques que Sad. Majesté perçoit ou peut percevoir à raison de lad. chatellenie, ensemble les hommages, ... avec réserve que les aliénations faites en 1598 ne seront pas comprises en lad. vendition..... Plus est réservé l'hommage de la terre et seigneurie de Lumeville (?)..... a été aussi réservé l'hommage lige de lad. chatellenie de Montignac à faire à Sadite majesté à chaque mouvance de seigneur et de vassal, pour la somme de 20.000 escus sol, plus le sol pour livre pour le vinage, soit..... 60.000 »  
(acte Lacoste du 7 décembre 1603). Vinage<sup>a</sup> 3,000<sup>ll</sup>

**Domaines aliénés***Edits des mois de mars 1619 et décembre 1652*

Les domaines du comté de Périgord et vicomté de Limoges, leurs appartenances et dépendances, adjugés par revente, outre les engagements, le 3 avril 1646, à Dame Renée du Bec v<sup>e</sup> de Guébriant moy<sup>t</sup> 30,000 escus (alias 30,000 livres) (1).

La châtellesnie, terre et seigneurie de Montpaon, ses appartenances et dépendances, adjugée par revente, outre la somme de 100,000 livres d'ancien engagement, conformément au contrat du 24 juillet 1582, à M<sup>re</sup> Jean Frédéric de Foix, comte de Gusson et de Fleix, le 6 mai 1626, moy<sup>t</sup> la somme de 36,000 livres.

Le marquis de Biron, pour droits d'échange des directes qu'il possède dans la terre et seigneurie de Badefol et Saint-Geniès suivant quittance de finance dud. jour 20 mars 1699.....

550 »

**Confirmation d'engagistes***Edits de mars et avril 1695. — Edit d'août 1708*

Les habitants de la ville de Thiviers, suivant l'arrêt du conseil du 4 décembre 1696, la somme de.....

2.500 »

M. le Duc d'Estrée pour la confirmation du domaine de Dome ou Domme-Vieille, en Périgord, la somme de.....

1.500 »

La justice dépendant du baillage de Beaumont en Périgord adjugée, le 19 février 1696, au s<sup>r</sup> de Rouillon moy<sup>t</sup> 4,400 écus, outre les engagements ci-devant faits d'aucune portion dud. domaine, dont il sera tenu envers le précédent acquéreur.....

13.200 »

(1) Voir le bail publié dans le *Bulletin de la Société archéologique du Limousin*, t. XLII, p. 561.

Le greffe, sceaux et places de clercs en la ville de Domme. La justice des paroisses de Domme-Vieille et tous autres droits dépendant de la terre par revente outre le précédent engagement du 2 avril 1596, aux habitants de la ville de Domme, moy<sup>t</sup> 723 écus, 20 sols revenant le tout à 4,103 livres.

Le domaine de Bergerac et châellenie de Morens et Mouleydier adjudés, le 30 avril 1596, à Jacques Nompar de Caumont seig<sup>r</sup> de la Force, moy<sup>t</sup> la somme de 2.200 livres.

La châellenie de Morens, Mouleydier et la juridiction de Bergerac adjudées le 27 septembre 1640, à Jacques Nompar de Caumont, moy<sup>t</sup> 9,044 l.

NOTA. — La cote Q1 173-174 des arch. nat. contient un dossier important relatif au domaine de Bergerac, Morens et Mouleydier; on peut s'y reporter pour plus de détails.

La justice et juridiction de la ville de Bergerac adjudée, en l'année 1495, aux habitants de Bergerac, moy<sup>t</sup> 1,000 l.

Toutes les justices et domaines des villes et seigneuries de Lalinde, Villefranche, Montpazier, Moulières et paroisses en dépendant, adjudés par revente, le 26 mai 1596, à M. de la Force, moy<sup>t</sup> 9,429 escus 42 sols, outre les anciens engagements, notamment celui de la seigneurie de Lalinde fait au s<sup>r</sup> de Beauregard le 6 juillet 1554, moy<sup>t</sup> 3,000 l. revenant le tout à 31,467 liv.

La baronnie d'Auberoche, adjudée le 6 avril 1626 à M. Henri Foucaud de Lardimalie, moy<sup>t</sup> 2,750 liv., outre celle de 21,255 liv. du précédent engagement, revenant le tout à 24,605 liv.

Les paroisses de Bersac, Badefol, S<sup>t</sup> Lazare, adjudées par revente outre la somme de 16.550 d'ancien engagement moy<sup>t</sup> la somme de 840 liv. revenant le tout à 17,390 liv. (Voir ci-dessus adjudication à Guy de Badelol.)

Le domaine de la ville de Montpazier et la justice des paroisses en dépendant, adjudés par revente, outre l'ancien engagement, le dernier de mars 1642, au s<sup>r</sup> Henri de Caumont, à 527 livres.

La seigneurie de Saint-Astier et Taucane adjudée, le 3 janvier 1596, par revente, à Jean de Fayolle, s<sup>r</sup> de la Jarte, moy<sup>t</sup> 444 écus, outre celle de 250 liv., pour la première vente du baillage de St-Astier fait le 30 octobre 1543, à François de Fayolle, revenant e tout à 1570 livr.

Les archives nationales. — Carton Q1 173-174, contiennent

de nombreux avœux et dénombrements de terres et seigneuries du Périgord, entre autres celui de la terre de Lamorélie rendu le 22 février 1780 par Jeanne Claude de Lastérie, marquise de Lestrade de la Causse, etc.

Ce carton renferme aussi un dossier important sur la terre et seigneurie de Monpon (Monpaon). Cette terre, dit un mémoire, appartenait patrimoniallement à Henri IV qui la céda, à pacte de rachat pour dix ans, par contrat du 24 juillet 1582, à René vicomte de Rohan, en paiement de droits dûs à Isabeau de Navarre, tante du roi. Henri IV n'avait pas exercé le retrait lorsqu'il parvint au trône. En 1626, par contrat du 6 mai, elle fut comprise dans la revente des biens de Henri IV et adjugée à M<sup>re</sup> Jean Frédéric de Foix comte de Guzon de Fleix, qui l'avait acquise 36,000 l. en sus du premier engagement. Elle passa ensuite dans la maison de Belzunce, marquis de Castelmoron; elle était encore dans cette maison en 1765. Un arrêt du 21 octobre 1783 maintient et confirme le comte de Béarn et le s<sup>r</sup> de Beaupuy dans la possession de la châtellenie de Monpaon.... à la charge de payer au domaine, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1783, une rente annuelle de 1.000 livres; liquide la finance d'engagement de lad. châtellenie de Monpon à la somme de 154.000 livres; ordonne que dans 6 mois, du jour du présent arrêt, lesd. s<sup>r</sup> comte de Béarn et de Beaupuy seront tenus de rapporter au conseil la quittance de finance de 36.000 livres, payée en 1626, si non ils paieront au domaine, outre la rente ci-dessus de 1,000 livres, celle de 1,800 livres, formant l'intérêt de lad. finance de 36,000 livres.

#### **Notes concernant quelques justices de Limoges et des environs**

EXTRAIT DES ARCHIVES NATIONALES, cote Q<sup>3</sup> 193.

Etat (1) des Domaines aliénés dans la Généralité de Limoges, fournis sur un cahier déposé au bureau des Finances

N<sup>o</sup> 1..... N<sup>o</sup> 2, etc..... (Il y a 145 n<sup>os</sup>).....

(1) Cet état a été dressé par les agents du domaine en 1782, pour réclamer les droits dûs par les engagistes du domaine. Par les annotations mises en marge, il fait connaître quels étaient en 1782 les possesseurs du domaine engagé.

## N° 22

La justice et greffe de la Cité de Limoges et Prévoté du Naveix, droit de buche et justice commune envers le roi et l'Evêque de Limoges, adjugée, le 25 janvier 1598, à Henri (nom tronqué de Melhouze ?) de la Marthonie, évêque de Limoges, moy<sup>t</sup> 13,020 livres (En marge est écrit : Louis-Charles Duplessis d'Argentré) (1).

## N° 38

La justice de Saint-Pierre de Limoges, adjugée le 13 décembre 1703 au s<sup>r</sup> François du Peyrat, moy<sup>t</sup> 500<sup>ll</sup>. En marge : le premier engagiste était François Dupeyrat, chanoine théologal du chapitre de Saint-Martial de Limoges. Ensuite M. l'abbé Dupeyrat de Beaupré, official et vicaire général du diocèse. MM. Martin de la Bastide sont héritiers du feu s<sup>r</sup> abbé de Beaupré des Vases, paroisse de Saint-Pierre.

## N° 52

La Prévôté de Condat, adjugée le 13 août 1594 à Martial Duquay 200 liv.

## N° 53

La justice de la prévôté de Saint-Lazare adjugée, par revente, outre l'ancien engagement, le 3 juillet 1661, à M. François de Paignon, baron de Brie et Beauséjour, conseiller du roi, procureur du roi à Limoges, moyennant 467 liv.

En marge on lit : MM. Martin de la Bastide, héritiers de M. Paignon, baron de Brie et de Beauséjour, ont fait un abandon à Sa Majesté de l'engagement de la Prévôté et justice de Condat et de Saint-Lazare près Limoges, qui se trouve ainsi aux sièges royaux de cette ville (2).

(1) Le prix de 13,020 livres était important, dès l'instant surtout que cette justice était en pariage, c'est à dire partagée entre l'évêque et le roi ; à partir de l'adjudication de 1598, elle demeura aux évêques jusqu'à la Révolution.

(2) Il existe à ce sujet en nos mains une pièce intéressante de M. de la Bastide demandant à remettre cette justice au roi.

## N° 54

|                                                                                         |        |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Payé par le même en conséquence des édits de mars et avril 1695, pour confirmation..... | 100 l. |
| Payé le 27 septembre 1723, ci.....                                                      | 100 l. |

## N° 95

|                                                                                                                                           |       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| Payé par M. de la Bastide pour confirmation de la justice de Saint-Michel-des-Lions, en vertu de la déclaration du 27 septembre 1723..... | 10 l. |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|

NOTA. — Le domaine de la Vicomté ou ancienne Vicomté, comme on a pu le voir, fut vendu par adjudication, puis revendu à différentes époques. Le nouvel acquéreur devait rembourser au premier le prix de la première adjudication, le surplus du prix était versé au roi.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, on procéda d'une autre façon, on ne mettait plus en adjudication, mais on faisait payer au propriétaire ou détenteur une certaine somme, et moyennant ce versement l'engagiste était assuré qu'il ne serait pas inquiété pendant une période de 30 ans, par exemple.

L'engagiste possédait, mais il pouvait être dépossédé si on lui remboursait les différentes sommes qu'il avait payées. La législation Révolutionnaire avait voulu tout d'abord déposséder purement et simplement les détenteurs qui avaient légalement payé le prix de leur acquisition. Mais elle faisait erreur, car ces acquisitions avaient été faites seulement à titre de rachat, ou de réméré, pour employer le terme usuel de nos jours.

---

# LA POSTE EN LIMOUSIN

(SUITE ET FIN)

---

## III

### La Poste de la Révolution à nos jours

Nous donnons ci-après quelques renseignements généraux sur le service des postes, de 1789 à 1896 :

« La Révolution mit fin au système de l'affermage des impôts. Les postes furent mises en régie à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1792 et en avril 1793 le bail de la ferme des Messageries fut résilié. Un décret de juillet de la même année organisa la poste aux lettres, la poste aux chevaux et les messageries en régie nationale, sous la direction de neuf administrateurs élus par la Convention. Les débuts ne furent pas heureux, le déficit de 1793 atteignit cinq millions. On eut alors l'idée de remettre les postes en ferme, tentative qui échoua pareillement. On revint donc à la régie intéressée. Il y eut cinq administrateurs dont la gestion fut surveillée par un commissaire du gouvernement qui ne tarda pas à être remplacé par un directeur général. En 1817, une ordonnance royale substitua à la régie intéressée, la régie simple pour le compte et au profit entier de l'Etat.

« C'est de cette époque que datent réellement les progrès de la poste : création des mandats de poste en 1817; mise en correspondance quotidienne de tous les bureaux en 1827; établissement, à partir de 1830, d'un service de distribution dans les communes rurales, fonctionnant d'abord de deux jours l'un, puis quotidiennement; utilisation des voies ferrées pour le transport des correspondances à partir de 1844 et organisation des services de bureau ambulant: unification des tarifs, à l'intérieur (réforme postale) commencée en 1848 (lettres à 0,20 cent. poids 7 gr.  $\frac{1}{2}$ ), achevée en 1878 (lettres à 0,15 cent. par 15 gr.); création des timbres-poste (1848) et des chiffres taxes 1858); faculté donnée aux expéditeurs d'assurer les valeurs déclarées contenues dans les lettres (1859 et 1873); unification des tarifs internationaux, œuvre du congrès international de Berne (1874).

« La loi du 18 mai 1850 releva la taxe des lettres à 25 c., jusqu'à 7 gr.  $\frac{1}{2}$ . En 1854, on revint au tarif de 1848 et l'on éleva en 1861 le poids maximum de la lettre simple à 10 gr. La loi du 24 août 1871 porta la taxe à 25 cent.

et celle du 3 août 1875 la fixa à 25 cent. pour 15 gr. La loi du 16 avril 1878 abaissa la taxe à 15 cent. par 15 gr. et enfin la loi du 6 mars 1906 établit la taxe à 10 cent. par 15 gr. d'abord, et en 1910 par 20 gr.

» Sous l'administration de M. Cochery, sous-secrétaire d'Etat aux finances en 1878, eut lieu la fusion en un seul service de la poste et du télégraphe. Celui-ci devint ministre des Postes et des télégraphes en 1879. Depuis lors d'incessantes améliorations ont été apportées dans le fonctionnement, l'outillage et le tarif des postes et télégraphes, auxquels ont été adjoints les téléphones lors du rachat du réseau de la Compagnie concessionnaire en 1889.

» Actuellement, la direction générale des postes, après avoir été rattachée au ministère des finances, passa au ministère du commerce et de l'industrie (5 janvier 1889) et devint enfin (25 mai 1896) un sous-secrétariat d'Etat dépendant du même ministère (1). »

Le développement de la Poste aux lettres a été lent dans le département de la Haute-Vienne. Plusieurs causes vinrent l'entraver : les principales furent le défaut de route et le défaut d'argent.

Pendant la période révolutionnaire, on ne pouvait pas espérer que la Poste aux lettres serait bien administrée. Malgré les décrets de 1792 et de 1793, réorganisant le service de la poste aux lettres, de la poste aux chevaux et des messageries on voit que ces administrations donnèrent de très médiocres résultats.

Les faits que nous connaissons en ce qui concerne le département de la Haute-Vienne, sont là pour le démontrer.

Si l'on consulte les délibérations du Conseil municipal et celles des sociétés populaires, on est bien vite édifié sur ce point. Ce sont des dénonciations perpétuelles, dont la violation du secret de la correspondance fournit la matière.

En septembre 1792, la Société des *Amis de la Constitution* dénonce au directoire du département la mauvaise gestion du bureau des postes de Limoges. Sur la demande de cette Société, le s<sup>r</sup> Carresse, directeur, est destitué. On avait choisi pour le remplacer Mathis, Labriaudière et des commis ; mais un mois après ceux-ci avaient déjà perdu la confiance du peuple et on songeait à les remplacer à leur tour. On nomma Estier, ancien contrôleur, comme directeur, et on désigna quatre commissaires pour surveiller l'arrivée et le départ des courriers. Une pétition avait été envoyée au département afin qu'il nommât des commissaires chargés d'aller à l'avance du courrier de Paris, afin d'en surveiller l'arrivée.

(1) *Encyclopédie générale.*

Il est bon de savoir que, sous le prétexte de rechercher les ennemis de la chose publique, toutes les lettres reçues ou expédiées au bureau de Limoges, étaient décachetées. Le fait étant connu, les personnes expédiant ou recevant des lettres ne les faisaient plus adresser à Limoges.

Voyant cela le Conseil général de la Haute-Vienne prit la délibération suivante :

« Le Conseil du département, considérant que le danger de la patrie exige des administrateurs une surveillance particulière sur la correspondance des ennemis de la République; que la plus exacte inspection faite à la poste de Limoges prouve que les malveillants ont choisi un autre bureau pour en faire le dépôt de leur correspondance; que l'opinion publique indique celui de Chanteloube, district de Bellac, après avoir ouï le procureur général syndic;

» Arrête que le citoyen Dumas, administrateur du département, se transportera à Chanteloube, Morterol et autres bureaux du département, qu'il sera autorisé à ouvrir et visiter les paquets partant de Limoges et y arrivant, à décacheter les lettres qui lui parattraient écrites à des personnes suspectes ou à des particuliers suspects, à se saisir de celles dont il croira le rapport nécessaire. L'administration du département l'autorise à en donner décharge au maître de poste, même à suspendre la route des courriers, si cette suspension devient nécessaire pour son opération. Enjoint tant aux courriers qu'aux maîtres de poste de déférer à toutes ses réquisitions, même aux municipalités et gardes nationales qu'il requerra de l'escorter et prêter main-forte (*Arch. de la Haute-Vienne* L. 56) (1) ».

C'est par la violation du secret de la correspondance que les conventionnels envoyaient au Tribunal révolutionnaire de Paris, c'est-à-dire à la mort, presque tous les suspects dont les biens étaient acquis ensuite à la nation (2).

En 1793, le corps municipal nomma deux de ses membres, Imbert et Ganny, pour se rendre au bureau de la poste afin d'y surveiller l'expédition et la distribution des lettres.

La Société des *Amis de la liberté et de l'égalité* nommait elle aussi un commissaire pour surveiller la poste. Le 23 août 1793,

(1) FRAY-FOURNIER, *Le département de la Haute-Vienne*, II, p. 49.

(2) LECLER, *Le Limousin et la Marche au Tribunal révolutionnaire de Paris* (Limoges, Ducourtieux et Gout, 1912-1914, 3 vol. in-8°).

Aubreton est nommé à la place de Biron, sur la demande de celui-ci.

Quelques jours après, cette société accusait Imbert d'avoir laissé circuler des lettres de gens suspects et d'avoir intercepté celles des patriotes. « Il a pris, il est vrai, des notes et des extraits de certaines lettres, « mais ce fait est à son honneur », dit la délibération.

En septembre, la même société renouvelle ses dénonciations contre le directeur et les commis de la poste. C'est à son instigation, que Brival, représentant en mission, annonce le 24 nivôse 1794 qu'il va remplacer le contrôleur des postes par Laviolette fils, substitut de l'agent national de la commune.

Il fallait que les plaintes au sujet de l'ouverture des lettres soient vives pour qu'elles aient motivé une lettre du citoyen Gay-Vernon, député et évêque constitutionnel, invitant la municipalité à respecter le secret de la correspondance.

Gay-Vernon pensait moins à l'intérêt général qu'à son intérêt propre en écrivant cette lettre. On avait décacheté ses lettres. à lui, le député, le patriote, et il ne voulait pas que cela se renouvelât. Dans une lettre que lui écrit le comité de surveillance de Limoges (24 avril 1794), on relève ce passage : « Tu parais fâché de ce que quelques-unes de tes lettres ont été ouvertes. Nous ne savons pas si les tiennes l'ont été, mais nous devons te dire que c'est une mesure de sûreté provoquée par la société et adoptée par la municipalité et le comité de surveillance dans des temps orageux où les conspirations d'Hébert et autres commandaient les plus grandes précautions. Tu es trop ami de la République pour improuver notre zèle et notre sollicitude patriotiques. Sois bien convaincu que jamais nous n'agissons qu'en vue du bien public et que nos cœurs seront toujours absorbés du sublime sentiment de l'amour de la patrie » (1).

Il résulte d'une pièce d'*Archives de la Haute-Vienne* (L. 58) qu'après le 9 thermidor il y eut une détente et qu'on renonça à l'ouverture des lettres au bureau de Limoges et dans ceux des départements (2).

On surveillait les fonctionnaires et en particulier le directeur de la poste de Limoges, M. Estier, qui s'était élevé graduellement à cette situation. Il avait osé demander à la Direction générale

(1) FRAY-FOURNIER, *Le département de la Haute-Vienne*, II, 112.

(2) *Ibid.* II, p. 280.

les moyens de se faire rembourser ses dépenses de bureau. Le représentant du peuple Chérier le suspend de ses fonctions en juin 1795 et nomme à sa place Mathis du Chappé. Ce dernier prête serment ainsi que les employés et il est installé dans ses fonctions.

Pendant ce temps Estier pétitionne afin de rentrer dans ses déboursés. Des renseignements sont fournis par l'accusateur public près le Tribunal criminel, et la municipalité atteste la légitimité de la réclamation d'Estier.

Mathis du Chappé, son remplaçant, pétitionne à son tour auprès de l'administration nationale et demande son remplacement à la fin d'août.

En octobre, nous voyons Estier réintégré dans ses fonctions. Deux membres du corps municipal se concertent avec lui sur le choix du local le plus convenable pour établir le service des postes.

La même incohérence existe dans le service de la Poste aux chevaux. On vient de voir de quelle façon les représentants du peuple Brival et Chérier s'immisciaient dans la direction du bureau de poste. En 1794, la municipalité de Limoges avait défendu au maître de poste de fournir des chevaux à qui que ce soit sans son autorisation. Le représentant du peuple Malharmée passe outre à cet ordre et se fait délivrer des chevaux par la citoyenne Lacombe, maîtresse de poste.

Le décret du 3 thermidor an III déterminait le prix des chevaux de poste et des postes aux lettres; il est à croire que ce décret était peu suivi; car un nouveau tarif fut décrété dix ans plus tard.

On avait obligé les maîtres de poste à s'approvisionner d'avoine et de fourrages dans les marchés publics; mais en face de la pénurie des grains, un arrêté du comité de salut public (1795) les autorisa à s'approvisionner au dehors.

Sous le premier Empire, on voit apparaître l'aurore d'une organisation, malheureusement les guerres se succèdent et empêchent le gouvernement de s'occuper de l'administration des postes.

Cependant on lui doit la taxe des lettres (24 avril 1806 et 20 avril 1810), le tarif des Malles-Postes (20 floréal an XIII) et l'établissement des messageries (4 décembre 1809).

Sous la Restauration, bien que les progrès de la poste soient lents, ils finissent cependant par prendre une forme, grâce à la tranquillité dont jouit le pays.

Les communes sont encore bien mal desservies, beaucoup ne reçoivent leur correspondance qu'une ou deux fois par semaine. Cependant on s'en contente, si nous nous en rapportons à l'éloge de la Poste que nous lisons dans l'*Annuaire de la Haute-Vienne* de 1820 reproduit dans le *Calendrier de la poste aux lettres de Limoges* de 1823.

« C'est à la France que l'Univers entier doit la perfection de cet important établissement (les Postes); c'est elle qui, par d'exactes et de justes combinaisons a créé ce concours de relations que nous admirons tous avec un respectueux hommage et qui fait fleurir toutes les branches de commerce; c'est par les postes que les citoyens se communiquent leurs idées, leurs pensées les plus secrètes et leurs sentiments les plus chers; c'est à la faveur de cette industrieuse circulation que s'étendent et se multiplient les progrès des lumières, et que se propagent parmi les nations les plus éloignées les bienfaits du génie. C'est enfin le lien qui rapproche et unit tous les hommes d'une extrémité de la terre à l'autre extrémité et qui entretient toutes les relations morales, civiles et politiques... »

A la fin du règne de Charles X, un grand effort fut tenté pour doter les communes d'un service journalier, dont on avait fixé le commencement au 1<sup>er</sup> janvier 1828. En prévision de cet heureux événement, les *Annuaire*s de 1828 et 1829 contenaient un éloge pompeux de la poste :

« Il faut le dire avec l'accent de la reconnaissance, les postes, depuis la restauration, ont éprouvé des améliorations bien sensibles, soit par la célérité, la confluence et la sûreté; et tout fait honneur aux divers directeurs généraux qui se sont succédés, et aux administrateurs qui ont été chargés des divers services. Aujourd'hui plus que jamais cette administration va devenir la plus belle et plus florissante. La France seule mérite l'honneur de cette conception que les autres gouvernements ambitionneront peut-être, mais qu'il n'imiteront pas.

» Oui, nous le répétons avec enthousiasme, même avec une espèce de gloire, rien ne peut caractériser une si belle création; car n'est-ce pas la poste qui est le principal rouage de cette grande machine qui fait mouvoir toutes les relations administratives et commerciales ? N'est-ce pas elle qui fait fructifier l'industrie et les arts ? N'est-ce pas elle qui transmet la pensée, le besoin, l'amitié et les sentiments les plus secrets d'une extrémité à l'autre extrémité ? Enfin, nous nous faisons un devoir de rendre hommage à toutes ses améliorations.... »

Mais le service journalier des correspondances nécessitait beaucoup de changements qui ne purent s'effectuer à la date in-

diquée (1<sup>er</sup> janvier 1828). En 1829, on n'avait pu encore établir les communications journalières avec les communes. L'administration recrutait les facteurs-boitiers; ceux-ci parcouraient cinq ou six communes tous les deux jours pour y porter la correspondance. Dans les communes les plus centrales, on établissait une boîte qui recevait les lettres des localités voisines, et les facteurs, qui portaient les lettres à distribuer, rapportaient à leur bureau celles que renfermaient ces boîtes. Cette marche assurait à tous les points du royaume une communication active qui manquait au bel établissement du service journalier.

Au début du règne de Louis-Philippe, près de la moitié des communes de la Haute-Vienne ne recevaient leurs correspondance que de deux jours l'un.

A chacune de ses sessions, le Conseil général renouvelait son vœu pour que le service des dépêches soit rendu quotidien dans toutes les communes du département; mais les ressources dont disposait l'administration ne pouvaient permettre de satisfaire ce vœu.

Dans la période de 1840 à 1848, on sent que la Poste tient une grande place dans les préoccupations du Conseil général, il demande l'uniformité de la taxe, la modération du tarif des transports d'argent, la suppression des frais extraordinaires (10 cent. dans les cantons ruraux); il se préoccupe d'assurer le service sur les lignes existantes sans les faire dévier pour desservir telle ou telle localité; il demande la prolongation de ces lignes pour se relier aux départements limitrophes; il renouvelle ses vœux pour qu'un bureau de poste soit créé dans tous les chefs-lieux de cantons ou dans les localités d'une certaine importance; à défaut de direction de poste, il demande des distributions pour quelques communes, espérant leur transformation en directions par la suite.

Sous la deuxième République, une réforme ~~inquiétante~~ s'introduit dans la poste : la taxe des lettres est unifiée.

Enfin sous le second Empire, à la faveur de l'ouverture de nombreuses routes et du fonctionnement des lignes de chemins de fer, la poste prend une extension qui s'est affirmée de plus en plus jusqu'à nos jours.

Depuis sa réorganisation sous le premier Empire, la loi attribuait à l'administration des postes :

1<sup>o</sup> Le transport *exclusif* des lettres et journaux et la conduite des voyageurs en poste;

2<sup>o</sup> Le transport *non exclusif* des livres brochés, des brochures et imprimés:

3<sup>o</sup> La remise des valeurs d'argent.

La correspondance des fonctionnaires publics était exempte de taxe moyennant les formalités prescrites par les règlements.

Nous diviserons donc cette partie en Transport des lettres et Transport des voyageurs.

#### TRANSPORT DES LETTRES

Le transport des lettres peut lui même se subdiviser de la façon suivante : bureaux de poste, départ et arrivée des courriers, taxe des lettres, bureau de Limoges.

Nous embrasserons seulement la période de 1790 à 1870, c'est-à-dire jusqu'après l'ouverture des lignes ferrées de Paris, Bordeaux, Toulouse et Clermont.

#### *Bureaux de poste*

1790. — Sauf pour le bureau de Limoges, on a peu de renseignements sur les bureaux de la Haute-Vienne. On peut seulement supposer que leur nombre était sensiblement le même que dans la période suivante.

1804. — La France était divisée en un certain nombre de sénatoreries. Celle de Limoges embrassait les trois départements limousins : Haute-Vienne, Corrèze et Creuse, et comptait 62 bureaux de direction, savoir :

*Haute-Vienne*, 11 bureaux, situés à Limoges, Arnac, Bellac, Châlus, Chanteloube, Le Dorat, Morterolle, Rochechouart, Saint-Junien, Saint-Léonard, Saint-Yrieix.

*Corrèze*, 24 bureaux, situés à Tulle, Argentat, Beaulieu, Beynat, Bugeat, Brive, Corrèze, Donzenac, Egletons, Eygurande, Juillac, Larche, Lapleau, La Roche-Canillac, Lubersac, Meymac, Meyssac, Mercœur, Neuvic, Seilhac, Servièrès, Treignac, Uzerche, Vigeois.

*Creuse*, 27 bureaux, situés à Guéret, Ahun, Aubusson, Auzances, Ajain, Bellegarde, Bénévent, Bonnat, Bourganeuf, Boussac, Chambon, Châtelus, Chénérailles, Crocq, Dun, Evaux, Felletin, Gentioux, Jarnages, La Courtine, Le Grand Bourg, La Souterraine, Pontarion, Royère, Saint-Sulpice-les-Champs, Saint-Sylvain, Saint-Vaulry.

Cette liste nous donne déjà les noms des chefs-lieux de cantons et de quelques communes ou hameaux placés sur les routes de poste. Il semble que la Haute-Vienne est moins bien desservie que les deux autres départements. Elle n'a pas la moitié de leurs bureaux et sur ses 26 chefs-lieux de canton, huit seulement ont un bureau de direction.

Mais si tous les bureaux de la Haute-Vienne sont pourvus de leur titulaire, 19 bureaux de la Corrèze et 10 bureaux de la Creuse n'en ont pas.

1815. — 12 bureaux, avec celui de Pierrebuffière.

1824. — 12 bureaux, auxquels est venu s'adjoindre le bureau de distribution d'Aixe. — Les bureaux de distribution avaient des attributions moins étendues que celles des bureaux de direction. On n'y recevait pas de dépôt d'article d'argent, on n'y payait pas de mandats et on n'y recevait pas d'affranchissement pour l'étranger. Mais on y recevait et délivrait des lettres chargées et recommandées.

1830. — 13 bureaux de direction, avec celui d'Eymoutiers.

2 bureaux de distribution : Moulin de la Poitevine (commune de Bussière-Poitevine) et La Barre (commune de Veyrac).

6 entrepôts de dépêches : Châlus (*extra-muros*), Conore (commune de Peyrilhac, La Maison-Neuve, route d'Eymoutiers, Moulin de la Poitevine, commune de Bussière-Poitevine, La Plaine, commune de Nexon, Vayres. — Les bureaux d'entrepôts reçoivent et c'est de ces établissements que sont expédiées les dépêches des directions et distributions qui ne sont pas situées sur le passage des courriers.

Sur les 200 communes du département 73 reçoivent leur correspondance de deux jours l'un.

1848. — 21 bureaux de direction, avec ceux d'Aixe, Châteauponsac, Magnac-Laval, Mézière, Nantiat, Nexon, Saint-Germain, Saint-Sulpice-les-Feuilles (le bureau de Razès a remplacé celui de Chanteloube).

14 bureaux de distribution, avec ceux d'Ambazac, Bessines, Châteauneuf, Laurière, Lussac-les-Eglises, Magnac-Bourg, Nieul, Oradour-sur-Vayres, Peyrat-le-Château, Sauviat, Solignac, Saint-Laurent-sur-Gorre, Saint-Mathieu.

1851. — 22 bureaux de direction, avec Châteauneuf.

15 bureaux de distribution, avec Coussac-Bonneval, La Barre-de-Veyrac et Verneuil.

1870. — 28 bureaux de direction, avec Ambazac, La Barre-de-Veyrac, Bessines, La Jonchère, Lussac-les-Eglises, Magnac-Bourg, Oradour-sur-Vayres, Saint-Mathieu.

22 bureaux de distribution, avec Bujaleuf, Bussière-Poitevine, La Chapelle-Montbrandeix, Le Châtenet-en-Dognon, La Croisille, Ladignac, La Meyze, Nedde, Rancon, Saint-Just, Saint-Paul, Séréilhac, Ségur (Corrèze).

8 entrepôts de dépêches, avec Le Vigen, commune de Solignac, La Maison-Rouge, commune de Bonnat, et les Quatre-Vents, commune de Verneuil.

Sur les 200 communes du département, 49 reçoivent leur correspondance de deux jours l'un.

1911. — 130 bureaux de poste. Sur ce nombre : 55 facteurs-receveurs, plus quatorze bureaux auxiliaires, dont six à Limoges.

Sur les 130 bureaux, 118 ont un bureaux télégraphique et téléphonique.

#### *Arrivée et départ des courriers*

1790. — Les courriers arrivaient de Limoges trois fois par semaine : *le lundi* arrivait le courrier de Bordeaux, *le mardi* ceux de Paris, Confolens par Saint-Junien, Clermont, Eymoutiers ; — *le vendredi* ceux de Toulouse et Poitiers.

Les départs avaient lieu trois fois par semaine : *le mardi* ceux de Toulouse, Bordeaux, Poitiers et Saint-Léonard : — *le mercredi* celui d'Eymoutiers ; — *le vendredi* ceux de Paris, Clermont, Confolens.

1804 à 1824. — Les mêmes courriers arrivent et partent trois fois par semaine.

1830. — Les courriers arrivent et partent tous les jours depuis 1825. Un nouveau courrier, celui de Saint-Yrieix.

Dans l'ouvrage que viennent de publier MM. G. Charbonnet et E. Dailleine, *L'arrondissement de Saint-Yrieix, étude géographique, économique, historique* (Limoges, H. Charles-Lavauzelle, 1912, in-8°, p. 296, on peut voir l'organisation de la poste dans cet arrondissement en 1830.

L'arrondissement qui comprend 4 cantons et 28 communes n'a que deux bureaux de poste : Saint-Yrieix qui dessert 10 communes et Châlus 7 com-

munes. Les autres sont desservies par le bureau d'Aixe, 2 communes, et celui de Pierrefeu, 8 communes.

A partir du 1<sup>er</sup> avril 1830, des boîtes aux lettres furent placées au chef-lieu de chaque commune non pourvue d'un bureau de poste.

De plus il était établi près de chaque bureau de poste un ou plusieurs facteurs chargés de desservir les communes environnantes et de faire la levée des boîtes dont ils avaient la clef. Le départ des facteurs avait lieu tous les deux jours (ces facteurs remplaçaient les « piétons spéciaux » et dépendaient de la direction générale des postes.

A partir de la même date (1<sup>er</sup> avril 1830), un courrier arrivait par la nouvelle route à Saint-Yrieix à 7 heures du matin (avant le service journalier, il n'arrivait qu'à quatre heures du soir). Il en repartait aussi chaque matin à dix heures. Ce service était assuré à *l'entreprise*.

L'arrondissement était traversé par deux « routes de poste » aboutissant à Limoges : celle de Limoges à Toulouse par Magnac-Bourg et celle de Limoges à Bordeaux par Châlus.

Le 2 mai 1830, Nexon réclamait un bureau de poste, soit à La Plaine, soit au Plantadis.

1848. — Un nouveau courrier, celui de Pau.

1851. — Deux nouveaux courriers, Saint-Léonard et Rochecouart, qui étaient précédemment desservis par ceux de Clermont et d'Angoulême.

1870. — Seize départs ou arrivées de courriers. Quatre distributions.

1911. — Vingt-cinq départs ou arrivées de courriers à la gare Bénédictins. Quatre distributions.

A partir de 1825, les voitures partent ou arrivent tous les jours.

Il n'y a de malles-postes que sur les routes de Limoges à Paris et de Limoges à Toulouse. Les autres routes ont été mises à l'entreprise et les entrepreneurs sont tenus de remplir les obligations imposées aux courriers des dépêches et de faire le trajet dans le même temps exigé, c'est-à-dire deux lieues à l'heure.

Le courrier qui porte et reçoit les dépêches de et pour Tulle coïncide à Uzerche avec le départ et l'arrivée de ceux de Paris à Toulouse et *vice-versa*.

Pour le courrier de Poitiers qui se fait à cheval, les chemins impraticables en hiver sur cette route le retardent souvent.

Les dépêches pour Saint-Yrieix, qui auparavant étaient portées de Châlus, parviennent par la nouvelle route.

La route de Clermont, qui se faisait à cheval, a été supprimée, les dépêches de cette ville partent et arrivent par Guéret.

Depuis 1824, un piéton fait le service de la poste pour Solignac et Nexon; il part le mercredi et le samedi.

### *Taxe des lettres*

La taxe des lettres suivant la loi du 28 frimaire an VIII (17 décembre 1799) 24 avril 1806 et 20 avril 1810 étant basée sur la distance et le poids, se développe à l'infini.

1824. — La lettre simple au-dessous de 7 grammes payait pour une distance :

|                 |           |          |
|-----------------|-----------|----------|
| 0 à 50 kil..    | 2 décimes | 20 cent. |
| 50 à 100 kil..  | 3 décimes | 30 cent. |
| 100 à 200 kil.. | 4 décimes | 40 cent. |

et ainsi de suite en augmentant de un décime par cent kilomètres.

De 7 à 10 gr., 1 décime en sus du port simple.

De 10 à 15 grammes, moitié en sus du port simple.

et ainsi de suite de 5 en 5 grammes jusqu'au poids de 100 grammes.

De 100 à 200 gr. pour chaque poids de 10 gr., la moitié du port simple en sus.

A 200 gr. une fois le port en sus pour chaque 30 gr.

Les lettres de et pour la même commune payaient d'après le poids, mais en suivant une progression moins élevée.

Une lettre simple au-dessous

|                   |            |
|-------------------|------------|
| de 15 gr.....     | 1 décime.  |
| de 15 à 29 gr.... | 2 décimes. |
| de 30 à 60 gr.... | 3 décimes. |

Soit un décime en plus par fraction de 30 gr.

Les lettres de la ville pour les communes de l'arrondissement du bureau supportaient un tarif différent.

La lettre simple au-dessous

|                  |            |
|------------------|------------|
| de 7 gr.....     | 2 décimes. |
| de 7 à 14 gr.... | 3 décimes. |
| de 15 à 30 gr... | 4 décimes. |

Soit un décime en sus par fraction de 15 gr.

Lorsque le poids des lettres donnait lieu à une fraction de 5 cent., on ajoutait 5 autres centimes pour parvenir à la taxe en décime.

En 1848 commence la réforme postale et l'unification des tarifs à l'intérieur, tarifs qui se sont abaissés graduellement jusqu'à nos jours. (Voyez ci-dessus, p. 73.)

### *Bureau de poste de Limoges*

Ce qui nous permettra de suivre les développements de la poste aux lettres dans notre département, ce sont les diverses transformations du bureau de Limoges : son personnel, augmente ; son local s'agrandit, ses heures d'ouverture se modifient, le nombre des boîtes de ville s'accroît, celui des distributions aussi.

En 1790, il y a 7 fonctionnaires au bureau de Limoges ; de 1804 à 1830, 9 ou 10 ; en 1830, 15 fonctionnaires ; en 1848 et 1851, 37 ; en 1870, 39 et enfin en 1911, 200.

Sur ces nombres : 2 facteurs de 1790 à 1824 ; quatre en 1830 ; 21 en 1848 et 1851, 22 en 1870 ; enfin, 58 en 1911, dont 53 pour la ville et 5 pour la banlieue.

Nous donnons ci-dessous les noms des principaux fonctionnaires de l'administration des Postes de la Haute-Vienne, de 1790 à 1870 :

En 1790, le chef de service des postes était M. de Vallongne, administrateur général des postes du département. Puis le titre change : c'est un inspecteur des postes et relais pour les départements de la Haute-Vienne, de la Creuse et de l'Indre, en résidence à Limoges, MM. Lombard, de 1797 à 1810 ; Rafélys de Broves, de 1811 à 1820 ; Monicault, de 1821 à 1823 ; Pison, de 1824 à 1827 (réside à Paris) ; Savin qui lui succède (1828 à 1830) a le titre d'inspecteur de la 15<sup>e</sup>, puis de la 16<sup>e</sup> ligne (réside à Limoges) ; Tenant de Latour, de 1831 à 1834, même titre ; M. Van-Heddeghem, inspecteur des postes et relais de la Haute-Vienne de 1833 à 1849. Inspecteurs, MM. Prioux, de 1850 à 1851 ; Faure, de 1852 à 1854 ; de Laurens-Puylagarde, de 1855 à 1860 ; Pellet, de 1861 à 1872 (à partir de 1866, le titre d'inspecteur est remplacé par celui de directeur) ; Bonassies, 1873 à 1879 ; de Siorac, 1880. A partir de 1880, les postes et télégraphes sont réunis.

Les directeurs du bureau de Limoges sont : MM. Carresse, 1789 ; Estier, de 1792 à 1797 ; Mathis de Chappé, 1795 ; Estier (1), 1795-1816 ; Tristan de Lhermite, de 1816 à 1830 ; Estier, de 1831 à 1835 ; Cazelles, de 1836 à 1839, Julien, de 1840 à 1843 ; Marnat, de 1844 à 1845 ; Bourdeau, de 1846 à 1860 ; Berguien, de 1861 à 1864 ; Abbadie-Gasquin, de 1865 à 1868 (à partir de 1866, le titre de directeur est remplacé par celui de receveur principal) ; Niox-Château, de 1869 à 1873.

(1) M. Estier, en se retirant de la direction de postes de Limoges, se fit marchand de graines ; c'est ce qui résulte d'une note reproduite dans les *Annales de la Haute-Vienne* du 8 mars 1856.

**TÉLÉGRAPHES.** — Inspecteurs : MM. Fabre, 1855; Rabouin, 1856; Le Moyne, 1857; Pèlerin, 1858 à 1865; Degors, 1866 à 1870; de Siorac, 1871 à 1879.

Les maîtres de poste de Limoges sont : Lacombe, place Dauphine, de 1790 à 1793; v<sup>e</sup> Lacombe, 1794; Lambert, de 1825 à 1831; Paturet (Louis), route de Paris, de 1832 à 1870.

Il est à croire que les appointements des employés des postes aux lettres de Limoges ne leur suffisaient pas, car ils vendaient, au bureau des postes même, divers remèdes curatifs et préservatifs. Nous reproduisons ci-dessous l'annonce qu'ils faisaient paraître dans les *Annales de la Haute-Vienne* du 29 novembre 1816 :

« Les employés des postes aux lettres de Limoges ont l'honneur de prévenir leurs concitoyens qu'ils ont le dépôt de divers remèdes curatifs et préservatifs. La confiance que méritent ces remèdes leur fait un devoir de les assurer qu'ils peuvent sans crainte s'adresser à eux.

Ils possèdent : 1<sup>o</sup> le dépôt des *Perles d'Hygie*, du docteur Taisseire-de-Saint-Marc. Ces perles indispensablement nécessaires à plusieurs maladies, ont la faculté de purger d'une manière douce, en aidant la nature et secondant ses efforts. Enfin le docteur Bichat, médecin de l'Hôtel-Dieu, dit qu'elles sont utiles dans presque toutes les maladies (c'est assez faire l'éloge de cet important remède).

2<sup>o</sup> Le dépôt du *Sirop pectoral de Mou-de-Veau*, de Pierre Monors, pharmacien à Lyon. Ce sirop, déjà très connu dans cette ville, n'a pas besoin d'autres éloges que tout le bien qu'il a opéré. Tous les médecins l'ont ordonné dans toutes les maladies de poitrines et ils connaissent les heureux résultats qu'il a produit.

3<sup>o</sup> Le dépôt de la véritable *Eau de Cologne*, de Wolf, gendre à Marie Farina. Ils la font venir de Cologne même et on peut compter sur sa bonté.

4<sup>o</sup> Le dépôt des *Cuirs à rasoirs* et *Tablettes métalliques* de Berghoser. Avec ces cuirs on est dispensé de les faire repasser : leur usage très connu est de la plus grande économie et ne peut trop s'apprécier.

Ils donneront avec chaque remède des livrets qui indiqueront la manière de s'en servir. Celui qui est nécessaire pour l'usage des *Perles d'Hygie* contient plusieurs pages dont l'éloge inspire une confiance bien méritée. On trouvera tout ce qui est ici rapporté au bureau des postes aux lettres à toutes les heures de l'ouverture du bureau.

Le bureau de la Poste qui était, depuis la Révolution, rue Porte-Tourney, fut transporté, à partir de mai 1830, boulevard de la Poste (Victor Hugo actuel), maison de la Poste aux Chevaux; à partir de 1840, boulevard Montmailler, et enfin, en 1876, boulevard Carnot. C'est sa dernière étape, puisqu'à partir de décembre 1911 l'administration occupe le vaste immeuble construit spécialement pour elle près de la Préfecture.

En 1815, le bureau était ouvert de 9 h. à midi et de 3 à 5 h. du soir. On ne recevait pas d'article d'argent après midi. La dernière levée de la boîte se faisait à 6 h. du soir.

En 1830, on voit par quelques modifications que la Poste a pris plus d'importance : les postes restantes sont remises aux étrangers jusqu'à 6 h. en été. Les articles d'argent sont reçus et payés de 8 h. à midi et de 2 à 4 heures du soir. Les affranchissements et chargements sont fermés pour toutes les routes à 4 h. du soir.

La dernière levée se fait à 9 h. du soir, on doit mettre la veille au soir les lettres qui doivent partir le lendemain. Le travail de départ se faisant avant l'ouverture des bureaux tous les matins.

La distribution des lettres et paquets pour les fonctionnaires et les abonnés aux boîtes se fait au guichet les matins à 8 h. en été à 9 h. en hiver. Les facteurs (ils étaient trois) commençaient leur première tournée à 9 heures et la seconde après l'arrivée du courrier de Toulouse vers une heure.

Enfin en 1848, le bureau est ouvert de 7 h. du matin à 8 heures du soir.

En 1804, une seule boîte supplémentaire à Limoges (rue du Consulat); en 1848, cinq (places des Bancs, Manigne, Saint-Pierre, des Carmes et rue de la Cité) en 1870, seize; en 1911, soixante-quatre.

Nous avons donné plus haut la situation de la Corrèze et de la Creuse en 1804, pour le service de la poste. Nous la donnons ci-dessous en 1847, afin de permettre des rapprochements.

## CORRÈZE

Si on ouvre l'*Annuaire* de 1847, on pourrait croire que toutes les communes étaient desservies chaque jour. Un avis prévient le public que les lois et ordonnances défendent à toutes personnes étrangères au service des postes tout transport de lettres et journaux sous peine d'amende. Un service journalier sur tous les points du royaume, qui embrasse celui de toutes les communes, ne laisse aucune espèce d'excuses pour éluder les dispositions rappelées. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1847, le décime rural est supprimé.

Les communes n'étaient pas desservies tous les jours, puisque dans un nota, il est dit que, si elles ne le sont pas, la faute en est aux conseils municipaux qui n'en ont pas demandé l'autorisation.

Il eut été bien difficile à l'administration des Postes de faire parvenir la correspondance, tous les jours dans toutes les communes (au nombre de 292), avec le petit nombre de directions et de distributions dont elle disposait (17 directions et 8 distributions), au total 25 (en 1804, 24 bureaux) (1).

Chacun des bureaux desservait un très grand nombre de communes : Tulle, 36, Argentat 30, Treignac 11, Saint-Priest 9, Uzerche 30, Egletons 23, Brive, 23 Beaulieu 16, Meyssac 13, Objat 14, Donzenac 7, Juillac 6, Ussel 28, Meymac 11, Bort 10, Neuvic 9, Bugeat 12, soit 292 communes.

Les sept facteurs ruraux de Tulle avaient 36 communes à desservir. Ils partaient bien à 5 heures du matin en été et à 6 heures en hiver; mais nous doutons qu'ils pussent accomplir leur tâche; à ce moment, on ne connaissait ni la bicyclette ni les automobiles.

Les lignes de poste partant de Tulle étaient les suivantes :

Paris par La Graulière, Uzerche, Masseret, Saint-Germain-les-Belles, Magnac, Pierrebuffière, Limoges, Orléans.

Aurillac par Argentat, Saint-Privat, Saint-Martin-Valmeroux.

Lyon par Egletons, Ussel, Clermont.

Bordeaux par Brive, Terrasson, Périgueux.

Toulouse par Brive, Cressensac, Souillac, Peyrac, Cahors, Caussade, Montauban.

Figeac par Beaulieu, Saint-Céré.

Treignac. — Meyssac. — Objat.

Il est à remarquer que Brive n'a pas cessé d'être le centre routier le plus important de la Corrèze, comme il est aujourd'hui le centre des voies ferrées qui traverse cette région. C'est par Brive que passaient les routes de Limoges à Toulouse, Tulle à Bordeaux, Tulle à Toulouse, Tulle à Figeac, Tulle à Meyssac.

En ce qui concerne le transport des voyageurs :

Il y avait une malle-poste pour la route de Bordeaux et Lyon pour laquelle on devait s'adresser au bureau des postes à Tulle.

Les messageries avaient pour directeur M. Frenaye, maison Charles, restaurateur.

Les voitures qui faisaient le service étaient :

(1) Ces bureaux étaient : Tulle, Argentat, Treignac, Saint-Privat, Uzerche, Egletons; — Brive, Beaulieu, Meyssac, Objat, Donzenac, Juillac; — Ussel, Meymac, Bort, Neuvic, Bugeat. — Les distributions étaient : Noailles, Lubersac, Masseret, Chamboulive, Vigeois, Seilhac et Corrèze.

Tulle à Limoges (trajet en 9 heures), correspondance pour Paris avec les messageries royales et générales et places réservées pour Paris. — Tulle à Aurillac. — Tulle à Bordeaux (service direct). — Tulle à Brive. — Tulle à Figeac par Beaulieu et Saint-Céré (messageries). — Tulle à Argentat (omnibus). — Tulle à Clermont par Ussel.

## CREUSE

D'après l'*Annuaire* de 1847, la Creuse possédait 23 directions et 6 distributions (1), au total 29 (en 1804, 27 bureaux).

Nous ne savons combien de communes chacun des bureaux desservait, mais tout porte à croire que la situation était à peu près la même que dans la Corrèze. Cependant le nombre des bureaux était plus grand dans la Creuse (29 au lieu de 25), et cette dernière comptait 266 communes au lieu de 292 dans la Corrèze.

Les lignes de poste de la Creuse étaient les suivantes :

Route de Limoges à Moulins, par Bourganeuf, Drouille, Guéret, Pierre-Blanche, Gouzon et Montluçon.

Route de Bordeaux à Lyon, par Limoges, Bourganeuf, Charbonnier Aubusson, le Poux, La Villeneuve, Clermont.

Route de Tours à Clermont, par La Châtre, Genouillac, Pierre-Blanche, Chénérailles, Aubusson.

Route de Guéret à Paris, par Genouillac, La Châtre et Châteauroux.

Route de Clermont à Poitiers, par Guéret, Les Trois et demie, et la Souterraine.

Route de Guéret à Aubusson, par Ahun.

Route d'Angoulême à Nevers, par La Souterraine, Dun, Aigurande et La Châtre.

Il y avait chaque jour à Guéret six arrivées et six départs de courriers pour les directions Paris, Moulins, Limoges, La Châtre et Bourges, Aubusson, Bourganeuf.

La Creuse n'avait pas de malle-poste, les voyageurs qui vou-

(1) Ces bureaux étaient : Guéret, Ahun, Bonnat, Dun, La Souterraine, Saint-Vaury; — Aubusson, Auzances, Bellegarde, Chénérailles, La Courtine, Crocq, Evaux, Felletin; — Bourganeuf, Bénévent, Pontarion, Royère; — Boussac, Chambon, Châtelus-Malvaleix, Gouzon, Genouillac, Jarnages. — Les distributions étaient : Azérables, Gentieux, Le Grand-Bourg, Lépaud, Mainsat, Saint-Sulpice-les-Champs.

laient s'en servir empruntaient celle de Paris à Limoges, qu'ils allaient prendre à La Souterraine.

Nous avons peu de détails sur les messageries.

#### TRANSPORT DES PERSONNES

##### *Poste aux chevaux*

De même que la Poste aux lettres, la Poste aux chevaux va prendre un développement considérable dans le premiers tiers du XIX<sup>e</sup> siècle.

Les routes de poste aboutissant à Limoges étaient en 1790 au nombre de quatre :

Paris par Orléans, 47 postes, relais à La Maison-Rouge, Chanteloube, Morterolles, La Ville Aubrun ;

Toulouse par Uzerche et Cahors, 36 postes, relais à Pierrebuffière ; Masseret, Uzerche, Saint-Pardoux, Donzenac, Brive.

Bordeaux par Périgueux, 26 postes, relais à Aixe, Châlus ;

Lyon par Clermont, Thiers et Roanne, 41 postes, relais au Mazet, Saint-Léonard, Sauviat, Bourganeuf, Pontarion, Charbonnier, Aubusson, Le Poux, La Villeneuve.

La route de Poitiers par Bellac et Lussac-les-Châteaux, 26 lieues, non reconstruite, n'avait pas de relais.

En 1804, la route de Clermont fut remplacée par celle de Moulins, 25 postes, par Bourganeuf, Drouille, Guéret, Ajain, Gouzon, Montluçon. On ajouta la route d'Angoulême (11 postes  $\frac{1}{2}$ ), avec relais à La Barre, Saint-Junien, la Maison-Rouge, Chasseneuil, La Rochefoucault.

En 1825, on voit figurer la route de Limoges à Aurillac par Seilhac, Tulle, Argentat, Montvert, 19 postes  $\frac{1}{2}$ , et celle de Limoges à Saintes par Angoulême, Hiersac, Jarnac, Cognac.

En 1848 et 1851, les routes de Pau (relais à Aixe et Châlus) ; de Poitiers depuis 1844 (relais à Conore, Bellac, Bussière-Poitevine) ; de Poitiers à Guéret (relais au Dorat et à Saint-Sornin-Leulac) ; de Saint-Yrieix (relais à la Plaine), d'Angoulême à Nevers (relais à Champeaux, commune de Gajoubert), sont venus s'ajouter aux précédentes.

Le tarif du prix des chevaux de poste avait été réglé par décret impérial du 20 floréal an XIII. (*Bulletin des Lois*, an XIII, n° 42). Nous le donnons ci-dessous :

| NOMBRE<br>DE PERSONNES | NOMBRE<br>DE CHEVAUX | PRIX PAR POSTE | SOMME TOTALE |
|------------------------|----------------------|----------------|--------------|
|------------------------|----------------------|----------------|--------------|

## CABRIOLETS

|   |   |          |          |
|---|---|----------|----------|
| 1 | 2 | 1 fr. 50 | 3 fr. »  |
| 2 | 2 | 1 fr. 50 | 3 fr. »  |
| 3 | 3 | 1 fr. 50 | 4 fr. 50 |
| 4 | 3 | 2 fr. »  | 6 fr. »  |

## LIMONIÈRES

|           |   |          |          |
|-----------|---|----------|----------|
| 1, 2 et 3 | 3 | 1 fr. 50 | 4 fr. 50 |
| 4         | 3 | 2 fr. »  | 6 fr. »  |

*Nota.* — Il sera payé 1 fr. 50 par chaque personne excédant le nombre de 4.

## BERLINES

|           |   |          |           |
|-----------|---|----------|-----------|
| 1, 2 et 3 | 4 | 1 fr. 50 | 6 fr. »   |
| 4 et 5    | 4 | 1 fr. 50 | 9 fr. »   |
| 6         | 6 | 1 fr. 15 | 10 fr. 50 |

*Nota.* — Il sera payé 1 fr. 50 par chaque personne au-dessus du nombre de six, et il ne sera jamais attelé au-delà de six chevaux sur une berline.

Un enfant de six ans et au-dessous ne pourra être considéré comme voyageur. Deux enfants de quelque âge qu'ils soient tiendront toujours lieu d'un voyageur.

Chaque voiture pourra être chargée d'une vache (1) soit qu'elle soit entière ou en deux parties, et d'une malle. Il sera payé par chaque article excédant 50 cent. par poste outre le prix des chevaux.

*Malles-Postes*

En 1806, l'administration des postes et messageries venait d'établir des malles-postes ou berlines « très légères, très commodés et bien suspendues », contenant six places à l'intérieur et trois au cabriolet, entre Paris et Toulouse; elles faisaient le trajet en huit jours. Elles arrivaient à Limoges les jours impairs et en partaient les jours pairs à deux heures du matin (*Calendrier* de 1806).

En 1823, ces malles-postes contiennent quatre places, trois dans l'intérieur et une dans le cabriolet; elles sont désignées

(1) On donnait ce nom à une malle recouverte de cuir.

par les n<sup>os</sup> 1, 2, 3 et 4; les n<sup>os</sup> 1 et 2 sont celles des deux coins et le n<sup>o</sup> 3 celle du milieu; le n<sup>o</sup> 4 celle du cabriolet.

Il y avait en outre la malle-poste de Limoges à Bordeaux, qui contient trois places également désignées par numéros; les 1 et 2 occupent le fond et le 3 à côté du courrier (1).

L'*Annuaire* de 1820 contient une belle réclame en faveur des malles-postes :

« Nous devons à M. Duplex de Mézy, conseiller d'Etat, directeur général des Postes, de sincères remerciements; rien n'échappe à cet administrateur aussi zélé qu'il est instruit. Pour donner aux Postes la plus brillante perfection afin que tous les roulages marchent dans un accord parfait, nous lui devons l'établissement des Malles-Postes qui procurent aux voyageurs toutes les facilités possibles pour voyager à peu de frais, dans des voitures qui égalent par leur beauté, leur élégance et leur solidité celles de nos Crésus. En vain chercherait-on à détruire la réalité des avantages qu'elles procurent, tout concourt à prouver à l'évidence qu'elles sont préférables à ces lourdes voitures qui ne ressemblent à rien.

» Les Malles-Postes quoiqu'elles conduisent les dépêches, offrent la même célérité que si l'on voyageait en poste; elles présentent d'autant plus d'avantages que le prix des places est très modéré. On peut compter sur la complaisance et l'honnêteté des courriers, à qui tous les égards sont particulièrement recommandés.

» Quoique nous ne puissions offrir maintenant que celles qui vont de Paris à Toulouse, nous avons la presque assurance de procurer la facilité de voyager dans des voitures d'un semblable modèle sur les routes de la 2<sup>e</sup> section. »

Il était réservé dans la malle-poste de Paris une place pour les voyageurs de Limoges, qui devaient se présenter au bureau munis de leur passeport s'ils n'étaient pas connus.

Pour nous, qui disposons de nombreux et importants moyens de locomotion et qui assistons à des départs de trains emportant des milliers de voyageurs, nous ne pouvons nous empêcher de sourire en lisant dans les délibérations du conseil général de 1835 le passage suivant (2) :

« Le Préfet communique au Conseil une lettre du directeur général des postes annonçant que sur sa demande et ses instances, il consent de réserver une place pour Limoges, deux fois la semaine, dans la malle-poste de Toulouse à Paris. Consulté sur

(1) *Calendrier des postes aux lettres de Limoges* pour 1823.

(2) Conseil général de la Haute-Vienne. Analyse des délibérations manuscrites de 1800 à 1839, publiée par M. Alfred Leroux. — Limoges, Plainemaïson, 1892, p. 324. (Session des 18-28 sept. 1835).

le jour qu'il serait préférable d'indiquer, le Conseil se prononce pour le mercredi et le samedi. »

A cette date Limoges comptait 29,000 habitants et pour toute cette ville commerçante, il n'y avait qu'une seule place disponible dans la malle-poste de Toulouse à Paris.

Hâtons-nous de dire qu'il y avait la diligence des Messageries royales (18 places) et d'autres voitures de moindre importance.

Comme on vient de le voir en 1820, il n'y avait pas d'autre malle-poste que celle de Paris à Toulouse et de Limoges à Bordeaux. L'Etat trouvait plus économique de confier à des entrepreneurs le service des autres routes, d'autant plus que ceux-ci s'engageaient à faire le service dans le même temps que les malles-postes (deux lieues à l'heure).

En 1823, les entreprises qui dépendaient du bureau de Limoges étaient les suivantes :

Limoges à Moulins, aux maîtres de poste, chez M. Dubois, commissionnaire des courriers, porte Tourny. Cette voiture coïncidait avec celle de Paris à Lyon par Roanne et Tarare.

Limoges à Clermont, aux maîtres de poste, M. Lambert, directeur, chez M. Boulland, maison de la Poste aux Chevaux.

Limoges à Angoulême et Limoges à Saint-Junien et Rochechouart, à M. Peyrijat, bureau maison de la Poste aux Chevaux.

Limoges à Poitiers, à M. Depoix à Poitiers, puis à M. Gorsas, aubergiste, boulevard du Collège. Ce service se faisait à cheval (1).

En 1828, les services de Limoges à Bordeaux, de Limoges à Angoulême et de Saint-Junien à Rochechouart étaient confiés à M. Pénicaut, place Dauphine. Celui de Limoges à Moulins était donné à M. Meunier, maître de poste de cette dernière ville, puis à M. Desglandes.

Il y avait en outre les deux petits services d'Eymoutiers et de Saint-Yrieix.

### *Messageries*

La Régie générale des messageries nationales, qui avait été créée sous la Révolution pour les transports du gouvernement et des administrations publiques, fut supprimée par la loi du 9 vendémiaire an VI.

(1) *Calendrier de la poste aux lettres de Limoges pour 1823.*

Elle fut remplacée par les Messageries impériales, autorisées par décret du 4 décembre 1809; le premier directeur général fut Soufflot, frère de l'architecte de Paris. Celui-ci choisit comme directeur à Limoges M. Boulland (1), auquel nous consacrons une notice biographique. Ce dernier fut nommé en 1813 à Orléans,

(1) M. François-Pierre-Nicolas Boulland, directeur des messageries à Limoges et Orléans, est né à Troyes le 21 décembre 1786.

Sa famille était originaire de Bolland, dans le Limbourg. Elle compte parmi ses membres Jean Bolland, né à Tirlemont (Belgique) le 13 août 1596, mort le 12 septembre 1665, religieux à Anvers. Ce fut lui qui fut chargé de réaliser l'idée conçue par Roseweyld d'Utrecht, d'écrire la vie des saints. On trouve dans ce travail, en plus de son objet direct, nombre des faits qui intéressent non seulement l'histoire ecclésiastique, mais encore l'histoire civile, la chronologie, la géographie, les droits des nations. En 1643, Jean Bolland, fit paraître sous le titre *Acta Sanctorum*, la vie des saints du mois de janvier, 2 vol, puis en 1658, celle des saints du mois de février, 3 vol. Il avait commencé le mois de mars lorsqu'il mourut. Le pape Alexandre VII lui avait adressé une lettre de félicitations en l'engageant à venir à Rome. Il eut la gloire de donner son nom à la Société qui reçut mission de continuer son œuvre et qui prit le nom de Société des Bollandistes. On lui a élevé une statue à Tirlemont.

Cette famille vint en France à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, à Saint-Dizier en Champagne, puis à Troyes. Elle compte parmi ses membres du médecins, des négociants, des avocats des architectes, des directeurs de messageries. L'un de ses membres : Jean-Baptiste Vincent Boulland, était architecte de Notre-Dame de Paris, dont il acheva la façade méridionale en 1773. Il fut aussi chargé en 1775 de la restauration de la façade de Saint-Nicolas des Champs. On lui doit l'abbaye royale de Jouy près Brunoy. Il fit, en collaboration, avec Antoine l'Hôtel des Monnaies à Paris; il était architecte-expert de cette ville et fut nommé en 1781, architecte du Palais-Royal.

C'est chez cet oncle que vivait François-Pierre-Nicolas Boulland, le futur directeur des messageries de Limoges. Dans les premières années de l'Empire il cherchait une position. Il eut l'idée de s'adresser à l'un des amis de son oncle, Soufflot, frère de l'architecte du Panthéon, qui en 1809 venait d'être nommé directeur des Messageries impériales de France. Il se recommandait des relations amicales de son oncle, mais surtout de sa connaissance des langues. Il parlait l'anglais l'allemand, l'italien et l'espagnol. C'était une excellente recommandation.

Soufflot le nomma directeur des Messageries à Limoges, où il resta de 1809 à 1813; nommé ensuite à Orléans il ne resta dans cette ville que jusqu'en 1819. Il fut de nouveau nommé à Limoges avec avancement, et c'est là qu'il est mort le 29 décembre 1846. Il était décoré de l'ordre du Lys.

François-Pierre-Nicolas Boulland a eu six enfants, dont les deux aînés et les deux derniers virent le jour à Limoges. Le dernier est Louis-Charles Boulland, docteur en médecine, professeur à l'Ecole de médecine de Limoges, e fondateur de la physique biologique.

d'où il nous revint avec avancement en 1819 (1). Il garda la direction jusqu'à sa mort, arrivée en 1846, et il fut remplacé par son frère Eugène jusque vers 1856. On peut dire que, de 1809 à 1856, c'est-à-dire pendant 47 ans, les Messageries ont été dirigées à Limoges par M. Boulland.

En 1819, lorsque M. Boulland revint d'Orléans, il annonçait qu'une diligence pour Paris partait tous les jours à 2 h. du soir et faisait le trajet en deux jours et demi. Une de ces diligences était affectée seule à la ville de Limoges, et l'autre venant de Toulouse donnait journellement des places à Limoges pour Paris et la route (2).

L'article se termine ainsi :

« Les prix sont extrêmement modérés tant pour les places (qui sont plutôt au-dessous qu'au-dessus de ceux des courriers) que pour le transport des marchandises et de la finance; on fait des compositions avec le commerce pour les envois considérables.

» Ces diligences sont parfaitement conditionnées, beaucoup plus douces et moins à craindre pour la verse que les voitures à deux roues. Elles mettent une demi journée de moins que la concurrence pour se rendre à Paris.

» Il part de Limoges tous les deux jours à 10 heures une diligence venant de Paris pour Toulouse. On peut assurer la veille des places pour Uzerche, Brive, Cahors, Montauban, Toulouse. On traitera de même pour le transport des marchandises et finances pour toutes les villes du Midi.

» S'adresser à Limoges à M. Boulland, directeur des messageries, hôtel des diligences, ci-devant Chariot d'Or, boulevard Périgord. Il fera ses efforts pour concilier les intérêts des particuliers avec ceux de son administration (3)

En 1821 (4), les Messageries royales inséraient l'annonce suivante :

« Tous les deux jours, à dix heures du matin, il part une diligence venant de Paris pour Bordeaux, dans laquelle plusieurs places sont réservées aux habitants de Limoges. Son parcours de Limoges à Bordeaux se fait en deux jours l'été et deux jours et demie l'hiver.

» Dans ce même bureau, diligences de Limoges pour Clermont et Lyon. Ces voitures sont bien suspendues et conditionnées. Elles se rendent à Lyon en quatre jours. Le service appartient aux maîtres de postes, partant de Limoges à midi, les lundi, jeudi et samedi de chaque semaine.

(1) De 1813 à 1819, M. Boulland fut remplacé par M. Bernard, hôtel des Diligences, ci-devant Chariot d'Or, route du Pont-Saint-Martial (aujourd'hui boulevard Gambetta). Celui-ci annonçait en 1805 que son administration venait de monter un nouveau service de Paris à Limoges, lequel partait tous les deux jours.

(2) D'après le *Calendrier* de 1823, ces voitures contenaient six places dans l'intérieur, six dans la caisse de derrière, appelée galerie, trois dans le cabriolet et trois sur la banquette.

(3) *Annuaire* de 1819, p. 222.

(4) *Annuaire* de 1821, p. 210.

*Pataches*

M. Betoulle, hôtel de la Bonne Foi, boulevard de la Poste, a des pataches ou voitures à pompes pour Paris partant les mêmes jours que la Diligence. Il n'y a pas de jours fixes, mais c'est de jour entre autres. Le prix des places est de 50 livres (1).

M. Roseleur, route du Pont-Saint-Martial, possède des voitures « très bien suspendues, à six places, qui partent tous les jours pour Paris à trois heures du matin. Le prix des places est de 40 centimes par lieue.

M. Gorsas, cours de Tourny, tient toujours les pataches pour Moulins et Clermont, marchant de jour et de nuit, comme celles de la poste. Il annonce qu'il aura en 1816 une diligence pour Clermont-Lyon et Bordeaux. Effectivement, l'*Annuaire* de 1816 dit que « les personnes qui ont voyagé dans ces voitures ne peuvent assez faire l'éloge tant de l'aisance dont on y jouit, que des soins, de l'activité et des prix de MM. les entrepreneurs, qui inspirent une entière confiance (2).

M. Périgeat, bureau de la Poste aux chevaux, possède une voiture de Limoges à Angoulême, à quatre roues et à quatre places suspendues intérieurement. Elle part de Limoges après l'arrivée du courrier de Paris, et arrive à Angoulême le même jour.

M. Aumerle tient des voitures sur Clermont-Lyon partant tous les jours, et passant par Thiers, Roanne et Montbrison.

Les maîtres de postes sont évidemment contrariés par tous les petits entrepreneurs de voitures. Ils annoncent en 1827, qu'ils ont, avec MM. Gaillard frères, une voiture pour Clermont-Lyon. « Leurs voitures, disent-ils, sont de construction nouvelle, très commodes et élégantes. »

En 1828, le service des diligences est tenu par M. Pénicaud, place Dauphine. « Ses voitures sont très commodes, elles sont faites sur le même modèle que celles de MM. Lafitte et C<sup>ie</sup>. »

Enfin, en 1829, apparaissent les *Messageries générales de France*. L'*Annuaire* nous apprend que « cet établissement, connu sous la raison de Lafitte, Gaillard et C<sup>ie</sup>, est fondé pour trente ans sur des bases d'une dimension appropriée à l'étendue des besoins du commerce et de l'industrie, et dans l'espace de deux

(1) *Annuaire*, 1815, p. 227.

(2) *Ibid.* 1816, p. 162.

années, il a déjà marqué sa place par la rapidité de ses développements, tant en France qu'à l'étranger.

En 1830, les Messageries générales ont traité avec l'Entreprise de MM. Pénicaud et Gaillard, qui n'a de voitures que sur Bordeaux-Angoulême et Clermont-Lyon (1).

(1) En 1842, les Messageries Pénicaud, place Dauphine, font partir tous les jours :

Une voiture directe pour Lyon, par Aubusson et Clermont à 8 h. du soir.

Une voiture pour Périgueux, correspondant avec celle d'Agen, à 6 h. du s.

Une voiture directe pour Guéret, à 9 heures du soir.

Deux voitures pour Angoulême, matin et soir, correspondant avec celle de Saintes.

Une voiture directe pour Niort, par Confolens, Civray et Melle, à 8 h. du s.

Une voiture pour Saint-Junien à 4 h. du soir.

Une voiture pour Rochechouart, après l'arrivée du courrier de Paris.

Une voiture pour Aurillac par Tulle, à 8 heures du soir.

En 1840, de l'administration Laffitte et Caillard, boulevard de la Poste-aux-Chevaux :

Il part tous les deux jours une voiture pour Paris et une pour Toulouse. Les départs ont lieu en janvier les jours impairs et ainsi de suite tous les deux jours.

Il part tous les deux jours du même bureau :

Une voiture pour Angoulême à 10 h. matin (Messageries Pouyat et Michel).

Une voiture pour Saint-Junien à 4 heures soir (même messageries).

Une voiture pour Poitiers à 4 h. matin (Messageries Marcet).

En 1842, indépendamment des voitures sur Paris et sur Toulouse, tous les deux jours, cette administration fait partir.

De deux jours l'un, deux voitures pour Poitiers, l'une à 4 h. du matin et l'autre à 4 heures du soir.

Tous les jours, une voiture pour Clermont à 4 heures et demie du soir.

Les autres voitures partant de Limoges sont pour :

Poitiers, tous les jours à 3 heures du matin, Marcet et C<sup>ie</sup>, place Dauphine.

Tulle, Brive, Uzerche tous les jours à 5 h. du matin, Sirgout, hôtel du Midi, faubourg Manigne.

Pompadour, mercredi et samedi à 6 h. du matin, hôtel de France, place Manigne.

Guéret par La Souterraine tous les jours 8 h. matin. Fissou, route de Paris.

Saint-Léonard, tous les jours, 4 h. m. et 5 h. s. Bressit, Porte Tourny.

Saint-Léonard — 5 h. soir. Lansade, place Boucherie.

Eymoutiers — 11 h. m. et minuit. Valériaud, r. Porte-Tourny.

Saint-Yrieix — minuit. Sirgout, hôtel du Midi, faub. Manigne.

— — 10 h. matin. Bac, hôtel de l'Aigle d'Argent, place de la Mairie.

— — 10 h. matin. Chatout, hôtel du Commerce, boulevard Saint-Gérald.

Aixe-sur-Vienne — 5 h. soir. V<sup>e</sup> Landry, hôtel Richelieu, pl. d'Aine.

Gorre, Cussac, Saint-Mathieu, vendredi matin. Faure, aubergiste, pl. des Carmes.

Châlus, deux fois par semaine. Paland, aubergiste, place des Carmes.

D'après ce que l'on vient de voir, les voitures sont plus nombreuses qu'avant la Révolution, et, s'il faut s'en rapporter aux annonces des entrepreneurs, elles ont gagné comme confort et comme aspect: 1830, a vu l'apogée de la diligence qui, à ce moment contenait réglementairement 18 personnes, mais qui en réalité en contenait bien davantage.

### *Prix des places*

En 1806, on ne pouvait prendre place à Limoges, pour Toulouse et pour Paris, qu'à l'arrivée des voitures, s'il y avait des places vacantes. Les prix pour ces deux routes étaient fixés d'après le tarif du 20 floréal an XIII donné plus haut.

|                                 | Intérieur | Cabriolet |
|---------------------------------|-----------|-----------|
| Place de Limoges à Paris.....   | 73 fr. 50 | 63 fr. 70 |
| Place de Limoges à Toulouse.... | 63 fr. 75 | 55 fr. 25 |

Prix des effets, tous droits compris, par chaque livre : de Limoges à Paris 40 centimes; de Limoges à Toulouse 35 centimes.

Un chariot poste suivait la même route, chargé des effets, comme malles, caisses, etc., il offrait de grands avantages au commerce. Le prix par myriagramme ou 20 livres était de 8 francs.

De Limoges à Bordeaux, 42 fr.; Angoulême, 28 fr.; Rochefort, 40 fr.; La Rochelle, 46 fr.

D'après l'*Annuaire* de 1815, les prix des pataches étaient les suivants :

Chez M. Betoulle : de Limoges à Argenton, 13 fr. 50; d'Argenton à Vierzon, 10 fr. 50; de Vierzon à Orléans, 10 fr. 50 et d'Orléans à Paris, 15 fr. 50.

Chez M. Gorsas : de Limoges à Bordeaux et de Limoges à Clermont, 2 fr. 50 par poste et par personne.

Chez M. Périgeat : de Limoges à Angoulême 18 fr. 90.

L'*Annuaire* de 1820 (p. 147) donne les indications suivantes sur les prix dans les Malles-Postes :

|                                          |       |
|------------------------------------------|-------|
| De Limoges à Paris (51 postes).....      | 76 50 |
| De Limoges à Toulouse (43 postes ½)..... | 65 25 |

Le prix est de 1 fr: 50 par poste: On accorde à chaque voyageur 15 kil, pour son porte-manteau. Les places sont désignées par les nos 1, 2 et 3 pour l'intérieur le 4<sup>e</sup> est au cabriolet. En se présentant au bureau pour prendre une place il faut donner pour arrhes au moins la moitié de prix de la place dont la totalité

se paye d'avance. Le voyageur qui traiterait avec le courrier et qui ne se ferait pas enregistrer au bureau, s'exposerait à rester en route, dans le lieu où il trouverait un autre voyageur qui se serait fait inscrire. Il est indispensable d'être munie d'un passeport, lequel doit être représenté avant le départ.

De Limoges à Bordeaux..... 59 50

Le prix des places dans cette voiture est de 2 fr. par poste.

L'*Annuaire* de 1836 (p. 26) indique les prix des diligences des Messageries royales de la manière suivante :

De Limoges à Paris : coupé, 50 fr.; intérieur, 44 fr.; rotonde, 38 fr., plus 7 fr. pour les guides.

De Limoges à Toulouse : coupé, 48 fr. 30; intérieur, 44 fr.; rotonde, 35 fr., plus 6 fr. pour les guides.

De Limoges à Poitiers : coupé, 15 fr.; intérieur, 14 fr.; rotonde, 12 fr.

Les voitures de l'entreprise Laffitte et Gaillard partaient le jour inverse des Messageries royales. Les prix étaient les mêmes ainsi que les heures des départs.

Les voitures de M. Pénicaud avaient le tarif suivant :

De Limoges à Bordeaux : coupé, 30 fr.; intérieur, 27 fr.; rotonde, 24 fr.

De Limoges à Lyon par Clermont : coupé, 56 fr.; intérieur, 50 fr.; rotonde, 44 fr.

De Limoges à Saint-Junien : coupé, 2 fr. 30; intérieur, 2 fr. 10.

Après avoir parlé des voitures, nous devons citer quelques uns des anecdotes sur les agréables liaisons qui naissaient souvent entre personnes ayant fait un long parcours dans le même véhicule.

On a vu plus haut, que d'après un avis inséré dans la *Feuille hebdomadaire de Limoges*, les personnes voyageant en poste recherchaient un compagnon. C'est un détail à noter; car nos pères se liaient peut-être plus facilement que la génération actuelle. Ils étaient plus sociables et plus aimables que nous, mieux élevés en un mot.

L'*Almanach Limousin* de 1867 contient une excellente histoire en patois limousin sur un relai de la diligence de Paris à Limoges. Nous en donnons la traduction :

« Je me souviens qu'un jour, allant à Paris, nous étions quatre sous la bâche, quatre Limogeauds. Arrivé au relai de La Ville au Brun, on s'arrête pour dîner. Pierre Flambar nous dit : « Ça

nous coûtera nos cinquante sous ; bah ! allons-y. » Nous y allons. Il n'y avait peut-être pas plus d'une heure que nous étions à table, quand ce filou de conducteur vient nous crier : « Allons, Messieurs les voyageurs, en voiture ! » Ces conducteurs c'est tous des gens de rien, ils s'entendent avec les aubergistes pour empêcher le monde de manger. « C'est ainsi, dit Pierre, tu vas voir. » Nous prenons chacun une bonne bouteille de vin que nous faisons glisser dans la poche de notre lévite. Après cela, Pierre coupe en quatre parties la dinde qui n'avait pas été touchée et nous en prenons chacun notre morceau. Après cela, nous ramassons les rognons, les côtelettes, les massepins, les boutons, les pommes, les poires, les figues et tout. Pierre allait couper jusqu'au biscuit de Savoie qui était au milieu, mais il était en carton. Ces brigands ! Il le fourre tout de même dans son chapeau pour amuser son petit. Quand tout est nettoyé, nous payons la bonne. Mais voilà-t-il pas cette autre mange-monde qui me demande : « N'y a rien pour la bonne, Messieurs ? Pour la bonne ? je lui réponds, bah ! demande à ton maître, il nous a bien assez volés. »

Bon nombre de personnes de Limoges se souviennent du départ des voitures rapides connues sous le nom de *briskas*, attelées de quatre ou cinq chevaux solides. On allait les voir, boulevard Montmailler, où la poste aux lettres a subsisté de 1840 à 1876, comme on va à la gare aujourd'hui. Les voitures s'engageaient dans une cour longue et étroite et sous prétexte qu'il fallait aller vite, les conducteurs accrochaient régulièrement chaque semaine les montants trop rapprochés de la porte de la cour.

Notre cadre ne nous a pas permis de parler du télégraphe et du téléphone.

Nous n'avons pas connu, à Limoges, le télégraphe aérien inventé par Chappe en 1792 et qui a subsisté jusque vers 1844. Le télégraphe électrique a commencé à fonctionner dans la Haute-Vienne en 1855. Pendant onze ans notre département n'a eu d'autre bureau que ceux des quatre chefs-lieux d'arrondissement. Il y en a maintenant 130.

Le Téléphone a été établi en vertu du décret du 21 décembre 1888 et il a commencé à fonctionner dans la Haute-Vienne à partir du 20 mai 1889. Il compte actuellement plus de 1.000 abonnés, dont 800 à Limoges.

Si la poste s'est développée lentement dans notre province, on peut dire que depuis 1870, elle a fait des pas de géants. Comment peut-il en être autrement? Si les moyens de transmettre la pensée n'étaient pas nombreux et rapides, la vie serait complètement interrompue.

Pour donner une idée de ce développement, nous n'avons qu'à comparer le produit de la poste dans la Haute-Vienne en 1808 (1) : 49,668 fr., avec celui de 1912 : 1.513,504 fr. (2). Ce résultat montre combien les affaires sont importantes et actives dans notre département et aussi les services rendus par l'administration des Postes et Télégraphes.

Paul DUCOURTIEUX.

(1) Statistique de la France. Département de la Haute-Vienne. — Paris, Testu, 1808, in-4°.

En 1823, le produit de la poste dans la Haute-Vienne était de 90.000 fr. Le nombre de lettres reçues dans le département était de 1,350 par jour. (*Calendrier des postes aux lettres de Limoges* pour 1823.)

(2) Chambre de commerce de Limoges, Statistique commerciale et industrielle. Limoges et Haute-Vienne. Année 1912. — Limoges, Ducourtieux et Gout, 1913, in-8°.

---

## LA JOURNÉE DU 13 JUILLET 1794

### AU TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE DE PARIS <sup>(1)</sup>

---

Le Tribunal Révolutionnaire de Paris, du 6 avril 1793, jusqu'au 22 prairial an II (10 juin 1794, fit exécuter 1259 personnes, au nombre desquelles nous en trouvons 24 du Limousin ou de la Marche.

Depuis la loi du 22 prairial (10 juin 1794) jusqu'au 9 thermidor (27 juillet 1794) il en condamna à mort 1366. Parmi ces dernières on en trouve 33 de notre province.

Ce n'est qu'après le 9 thermidor que les exécutions diminuèrent et postérieurement à cette date, au nombre des 166 qui furent encore envoyées à l'échafaud, on trouve seulement deux ou trois de nos compatriotes.

Beaucoup de gens, quand ils pensent au temps de la Terreur, ne voient que les grandes victimes, je veux dire les personnes de haute condition sociale, nobles, prêtre, généraux, magistrats, financiers, les fronts princiers, les têtes royales. On c'est une erreur manifeste, Il y a dix têtes de gens du peuple, pour une tête de noble ou de prêtre. M. de Mézières a pris une liste des condamnés, et sur 175 noms commençant par les lettres A. B. C., il a trouvé 37 nobles, 11 prêtres et 158 roturiers. La rage antiroyaliste et anticatholique, les haines et les jalousies de quartier, suffirent à envoyer au « grand rasoir national » des milliers de personnes des plus humbles conditions. C'est ce que ne dément pas la journée du 13 juillet 1794 (25 messidor), dans laquelle furent guillotинées les quatre personnes auxquelles sont consacrées les notices suivantes :

Vincent de Roffignac.

Julie-Agathe Garat.

Marie-Anne Lassuderie.

Marie-Anne Bidault.

(1) Extr. de LECLER, *Le Limousin et la Marche au Tribunal révolutionnaire de Paris*, t. II. — Limoges, Ducourtieux et Gout, éditeurs, 1912-1914, 3 vol. in-8.

XLI. — VINCENT DE ROFFIGNAC,  
vicaire de Lésignac-Durand

*Guillotiné le 13 juillet 1794*

---

Le procès de M. de Roffignac est étroitement lié à ceux de M<sup>me</sup> Garat de Saint-Priest, marquise d'Assier des Brosses, et de M<sup>me</sup> de Lassuderie-Gamory, non qu'il y ait une action commune qui puisse lier leurs causes, mais parce qu'ils furent tous les trois englobés dans les mêmes poursuites. C'est en vertu d'un arrêté du Comité de Sûreté générale de Paris, qu'ils furent extraits de la prison de Confolens, conduits ensemble au tribunal révolutionnaire de Paris, jugés et condamnés le même jour; ils périrent aussi ensemble sur le même échafaud.

Roffignac (Vincent-Frédéric-Ferdinand de), né le 1<sup>er</sup> septembre 1760, au lieu de Grimodie, paroisse de Roussac, dans l'ancien archiprêtré de Rancon, aujourd'hui canton de Nantiat (Haute-Vienne), était fils de Martial-François de Roffignac et de Marie-Joseph Bonnin de Nuis. Le lendemain de sa naissance il fut baptisé dans l'église paroissiale, dans les registres de laquelle on trouve cet acte :

Le second septembre mil sept cent soixante, a été baptisé par moi prêtre commis et parrain dudit baptisé, Vincent-Frédéric-Ferdinand, fils légitime de Messire Martial-François de Roffignac, écuyer, seigneur de Grimodie et de Marie-Joseph Bonnin de Nuis, lequel naquit le jour précédent, au lieu noble de Grimodie. La marraine a été demoiselle Marie-Anne de Roffignac de Grimodie, laquelle a signé avec moi. Bonnin de Lavaubois, prêtre commis, parrain et oncle maternel. Marie-Anne de Roffignac de Grimodie.

Cette dernière était la tante paternelle du baptisé, elle épousa, en 1761, Antoine de Père, chevalier, seigneur de Vauguenige, paroisse de Saint-Pardoux, et mourut en 1763. Le parrain était alors vicaire à Rancon, il fut appelé à la cure de Bussière-Dunoise en 1763.

La famille de Vincent de Roffignac est une des plus anciennes du Limousin; elle est connue depuis Gérard de Roffignac vivant en 1060; elle porte pour armes *d'or au lion rampant de gueules, armé et lampassé de même*; alias *d'azur au lieu rampant d'or*. Elle a formé plusieurs branches, en particulier celle de Sannat, dans la paroisse de Saint-Junien-les-Combes (Haute-Vienne), en 1506, par le mariage de Guy de Roffignac avec Françoise Chauvet, fille de Pierre de Chauvet, écuyer, seigneur de Sannat, et de Catherine de Pierrebuffière. C'est Léonard de Roffignac, petit-fils de Guy, qui a formé, vers 1552, la branche de Grimodie, à laquelle appartient Vincent de Roffignac. Au moment de la Révolution ils étaient quatre frères et deux sœurs : 1<sup>o</sup> Jean Claude-Alexandre, né le 12 mars 1757, a continué la descendance; 2<sup>o</sup> Vincent, le vicaire de Lésignac-Durand; 3<sup>o</sup> Jean-Baptiste-Alexandre, dit le chevalier de Roffignac, né le 11 avril 1768, mort à Rancon (Haute-Vienne) le 31 octobre 1847; 4<sup>o</sup> Louis-Martial, né le 17 janvier 1772, fut tué à la bataille de Fleurus, le 26 juin 1794; 5<sup>o</sup> Anne-Constance, née le 10 janvier 1774; 6<sup>o</sup> Catherine-Thérèse, née le 12 juillet 1775.

C'est au collège de Magnac-Laval, peu éloigné de Grimodie, qu'il fit ses humanités. Ce collège avait à cette époque, et depuis longtemps, une grande et bien légitime réputation. Lorsqu'il les eut terminées, Vincent de Roffignac alla étudier pendant deux ans la philosophie au collège des Jacobins de Limoges, puis, se présenta le 1<sup>er</sup> août 1783, à l'examen pour être reçu au Séminaire des Ordinands. Cet examen fut subi, avec plein succès, et il fut admis au Séminaire à la rentrée d'octobre de cette même année (1).

C'est dans la chapelle de cet établissement, dont les bâtiments sont devenus depuis la révolution la caserne de cavalerie, que Mgr d'Argentré, évêque de Limoges, lui donna la première tonsure le samedi des quatre-temps de l'Avent, 20 décembre 1783. Il reçut ensuite les ordres mineurs le 6 mars 1784, fut sous-diacre le 8 décembre de la même année, et diacre le 12 mars 1785 (2). Il reçut la prêtrise à l'ordination de la Trinité.

Le 17 septembre 1785, il était vicaire à Lésignac-Durand, paroisse de l'ancien diocèse de Limoges, aujourd'hui dans celui d'Angoulême. Elle avait eu pour curé Jean-Charles Guyot, qui

(1) *Livre des examens pour la réception des ordinands*, p. 166.

(2) *Archives de l'évêché. Registre des ordinations.*

à été un des confesseurs de la foi (1); mais lorsque Vincent de Roffignac y arriva, il avait cédé sa place à Bernard Dupin de Bessac, lequel prêta le serment de la constitution civile du clergé en 1791, et y resta comme curé constitutionnel, jusqu'en 1793. Le vicaire eut le malheur de l'imiter. Je sais qu'il existe une tradition disant le contraire, mais les documents ne permettent pas de l'admettre. Tout au plus pourrait-on dire que Vincent de Roffignac prêta le serment, en faisant les réserves nécessaires, et que les autorités municipales dont il a toujours eu l'affection, le regardèrent, malgré cela, comme valable.

Lorsqu'on voulut remplacer les curés légitimes par des prêtres constitutionnels, nommés par des électeurs libres penseurs, juifs ou protestants, les sujets manquèrent en bien des endroits. On en vit aussi en plusieurs endroits nommer des prêtres dont ils ne connaissaient pas les intentions. C'est ce qui arriva pour Vincent de Roffignac : le 28 février 1791 les électeurs du district de Bellac l'élurent pour la cure de Saint-Symphorien; il ne répondit pas à leur nomination. Le 13 juillet 1792 ceux du district de Confolens le choisirent pour la cure de Suris; il refusa en alléguant la faiblesse de sa santé. Il voulait et croyait pouvoir rester en France comme simple particulier, ayant cessé d'exercer le ministère; il se trompait. Il croyait ensuite que l'affection des habitants de Lésignac-Durand qu'il possédait entièrement le mettrait à l'abri des dangers; il n'en fut rien.

Il fut nommé membre du Conseil général de la commune de Lésignac-Durand, et ensuite ayant renoncé à la pratique du ministère ecclésiastique, il fut nommé, le 20 mai 1793, officier public pour la tenue des registres de l'état-civil, des naissances, des mariages et des décès; enfin il fut aussi employé dans l'administration des salpêtres. Il avait donné assez de preuves de son dévouement aux hommes et aux institutions de l'époque pour mériter ainsi d'être choisi pour remplir ces fonctions.

Bientôt de graves inquiétudes lui vinrent du côté de sa famille. Un de ses frères avait émigré, et pour cela tout le bien de la famille fut saisi. Sa mère se trouvait réduite à l'indigence; le 5 pluviôse an II (24 janvier 1794), elle pétitionnait, exposant qu'elle n'avait aucune ressource pour sa nourriture et celle de ses enfants. Les autorités départementales de la Haute-Vienne vou-

(1) Voir *Martyrs et Confesseurs de la foi du diocèse de Limoges*, tome IV, page 196.

lurent bien lui promettre qu'une somme de cent francs lui serait versée, lorsqu'il y aurait des fonds provenant de ses biens séquestrés (1).

C'est aussi à cette époque qu'il fut arrêté et emprisonné à Confolens. « Il n'y a aucune pièce au dossier, il n'y a ni interrogatoire du comité révolutionnaire de Confolens qui, au contraire, paraissait le protéger, ni interrogatoire du tribunal révolutionnaire, ni aucune pièce de conviction, rien qui puisse nous dire les motifs de cette arrestation (2) ».

Si aucun document n'indique la cause de son arrestation, et par suite de sa mort, il n'en est pas de même de la tradition locale qui est restée bien précise dans la mémoire des habitants de la contrée. C'est la plaisanterie suivante qui en fut cause : on sait que les habitants de la campagne donnent ironiquement le nom de *noble* ou d'*habillé de soies* à l'animal qui se nourrit de glands. M. de Roffignac crut pouvoir se permettre d'innocentes représailles sur ce sujet. A un moment où le mot de *citoyen* (3) était saint et sacré, il osa l'employer pour désigner le même animal et écrire à un ami un billet ainsi conçu : « Nous avons occis *notre citoyen*; faites-moi l'amitié de venir assister à ses funérailles qui auront lieu tel jour..... » Peu de temps après, l'ami fut arrêté comme suspect, et on trouva sur lui le billet d'invitation. L'abbé de Roffignac fut arrêté à son tour et conduit au district. Les membres du Directoire virent, dans sa métaphore, un crime de lèse-majesté, digne du plus grand des châtiments, et ils en donnèrent avis au Comité de Sûreté générale qui en conséquence ordonna de le faire conduire à Paris. On ne trouve pas d'autre raison à son transfert et à sa condamnation que cette correspondance.

Lorsqu'il fut en prison à Confolens, il se mit en mesure de se faire délivrer les certificats attestant son dévouement révolutionnaire, ainsi que son apostasie. Voici en effet les certificats de civisme et attestations en sa faveur qui furent délivrés par le corps municipal de la commune de Lésignac-Durand.

(1) *Archives de la Haute-Vienne*. Liasse n° 314.

(2) D<sup>r</sup> GIGON, *Les Victimes de la Terreur de la Charente*, tome II, p. 303.

(3) La commune de Paris, par un arrêté du 21 août 1792, avait supprimé les qualificatifs de *Monsieur* et de *Madame*, pour y substituer les appellations de *Citoyen* et *Citoyenne*.

*Attestation du corps municipal*

Nous maire, notables et officiers municipaux de la commune de Lésignac-Durand, district de Confolens, département de la Charente, soussignés, certifions à qui il appartiendra que le citoyen Vincent Roffignac, ci-devant prêtre et vicaire de ladite commune, qui de son gré et volonté a abdiqué le vingt trois frimaire mil sept cent quatre-vingt-treize (vieux stile) les fonctions mensongères du sacerdoce, s'est dans tous les temps montré en bon citoyen, en vray républicain reconnu, sans qu'il ait été possible, en aucune manière de blâmer sa conduite et de suspecter son exacte conformité et obéissance aux lois de la République. Certifions en outre que ledit Vincent Roffignac a été membre du conseil général de notre commune, et qu'il a exercé depuis le 20 may 1793 jusqu'à ce jour les fonctions d'officier public, en méritant notre estime et notre confiance. En foy de quoi nous lui avons délivré le présent certificat de civisme pour lui valoir et servir en cas de besoin. Fait en notre chambre ordinaire de commune à Lésignac-Durand le vingt-neuf pluviôse l'an second de la République française (17 février 1794).

Debord, maire; Debord La Lande, Fourgeaud, J. Fourgeaud, P. Fourgeaud, Fourgeaud, agent national.

Vu et approuvé par les membres du Comité de Surveillance établi à Confolens, le douze ventôse, deuxième année de la république française une et indivisible (2 mars 1794).

Grellier, Raynaud, Villeyseaux, Dupoirier (1).

*Certificat de civisme.*

Département de la Charente. District de Confolens. Canton de La Peyruse  
Municipalité de Lésignac-Durand.

Sur le rapport fait au comité général de la commune par les commissaires commis à cet effet, que le citoyen Vincent Roffignac, ci-devant prêtre et vicaire de cette commune y demeurant en qualité d'officier public, né le 1<sup>er</sup> septembre 1760, qui demande un certificat de civisme, a suby les trois jours d'affiches prescrits et qu'à l'appui (qua la puy) de sa demande est joint l'avis de la commune sur son civisme, qu'il offre de représenter les quittances de son imposition mobilière de l'année 1792 et années antérieures, ensemble 1<sup>o</sup> un certificat qui atteste que ledit citoyen n'a point été compris sur la liste des émigrés de ce département, et que ses biens n'ont pas été mis en séquestre; 2<sup>o</sup> celui de la commune de son domicile constatant qu'il réside dans la République depuis le 9 may 1792, sans interruption jusqu'à ce jour.

Le conseil général arrête et déclare que le présent lui est délivré pour certificat de civisme, conformément aux lois des 30 janvier, 5 février et 19 juin 1793 (vieux stile).

Le citoyen est de la taille de cinq pieds deux pouces, yeux gris, cheveux et sourcils châtains, nez allongé, bouche grande, visage rond.

(1) *Archives Nationales*. W 1<sup>b</sup>, 414. Liasse 949, pièce 1-17.

Fait en la chambre commune le 30 floréal l'an deux de la République française (19 mai 1794), approuvant six mots raturés pour ne valoir.

Debord maire, Marchand, Fougeron, Rassat, Fourgeaud, agent national, Debord La Lande.

Vu et approuvé par les membres du Comité Révolutionnaire à Confolens le quatre prairial l'an 2<sup>e</sup> de la République française une et indivisible.

Grellier, Villeyseaux, Jean Teste-Picard, Stanga-Labarre (1).

Malgré ces pièces probantes et atténuantes, au bas desquelles se trouve un visa approbatif du comité révolutionnaire de Confolens lui-même, l'arrestation de Roffignac fut maintenue, et bientôt on va le faire monter dans le tombereau d'Ygier, avec les deux malheureuses accusées qu'on dirige avec lui vers la Conciergerie de Paris.

« Je le répète, dit le docteur Gigon, il n'existe aucune pièce d'instruction qui précise les faits imputés à cet accusé; on trouve, dans l'acte d'accusation, que Fouquier-Tinville lui reproche d'avoir cherché à allumer le feu de la guerre civile par le fanatisme dans la commune de Lesignac-Durand, d'avoir, dans des lettres, provoqué la dissolution de la représentation nationale et le rétablissement de la royauté. Mais ce sont là des banalités qu'on voit dans un grand nombre d'actes d'accusation; un homme qui avait mérité les certificats de civisme ci-dessus, le prêtre qui avait accepté cette attestation louangeuse, d'avoir dès le mois de frimaire an II, renoncé aux « fonctions mensongères du sacerdoce », n'avait certainement pas cherché à allumer le feu de la guerre civile par le fanatisme, d'autant mieux que, s'il en eût été ainsi, le comité révolutionnaire de Confolens, qui avait l'œil malveillant sans cesse ouvert sur les meilleurs citoyens, n'eût pas ajouté la honte de son approbation à la honte de l'attestation de renégat qui précède. Quant aux lettres dont s'occupe Fouquier-Tinville, on en parle d'une façon générale, sans les préciser par des dates ou des extraits; on n'en trouve d'ailleurs aucune trace au dossier. C'est donc un mensonge, une invention. Roffignac n'avait rien fait, toute sa culpabilité gisait dans ces deux mots : ex-noble, ex-prêtre. »

L'arrêté suivant ne tarda pas à arriver à Confolens, ce qui est constaté le 23 juin par le comité révolutionnaire y répondant ce jour.

(1) *Archives Nationales*. W 1<sup>b</sup>. 414, liasse 949, pièce 11-18.

*Convention nationale*

*Comité de Sûreté générale et de surveillance de la Convention Nationale*

Du vingt-cinq prairial, l'an second de la République française une et indivisible (13 juin 1794).

Le Comité de Sûreté générale arrête que le nommé Roffignac, ex-noble, ex-prêtre, cy-devant vicaire de la commune de Lezignat-Durand, district de Confolens, département de la Charente, et officier public de ladite commune lors de son arrestation, prévenu de correspondance contrerévolutionnaire, tendant à avilir la représentation nationale (1), Marianne La Suderie, femme de La Suderie Gamori, dont le mari et le fils sont émigrés, Julie-Agathe Saint-Priest, femme Dassier des Brosses émigré, ces deux dernières prévenues d'avoir entretenu des correspondances et des intelligences avec les ennemis extérieurs de la République, seront traduits au tribunal révolutionnaire, à l'effet de quoi les pièces les concernant seront adressées à l'accusateur public près le tribunal révolutionnaire, et lesdits Roffignac, les femmes La Suderie et Saint-Priest, seront extraits de la maison d'arrêt de Confolens, où ils sont détenus, transférés sous bonne et sure garde, dans les prisons de la Conciergerie à Paris, par la Gendarmerie, de brigade en brigade; charge le comité révolutionnaire de la commune de Confolens de faire faire ladite translation, et à requérir à cet effet les autorités civiles et militaires.

Les représentants du peuple membres du Comité de Sûreté générale. Signé : (un nom a disparu par déchirure de la pièce), Laviconterie, Philippe Reihe et Louis du Bas-Rhin.

Pour copie que nous président et secrétaire du comité révolutionnaire établi à Confolens certifions pour être conforme à l'original, demeuré dans les archives dudit comité. A Confolens le cinq messidor (23 juin 1794) l'an deuxième de la République française une et indivisible. Et a été la présente copie délivrée au citoyen Louis Ygier (2) qui a été chargé de la conduite des prévenus par le présent comité, jusqu'à la Conciergerie à Paris, à cause de l'infirmité de Marianne La Suderie qui ne peut ni ne (mot illisible) se tenir à pied ni à cheval, suivant l'arrêté de ce jour.

Dupoirier, président; Grellier, secrétaire; Reynaud, Villeysaud, Stanga-Labarre, Clavaud-Létang (3).

Cachet  
du Comité

A Confolens, département de la Charente, le 5 messidor l'an 2<sup>e</sup> de la république française une et indivisible (23 juin 1794).

(1) Cette « correspondance contre révolutionnaire tendant à avilir la représentation nationale » semble faire allusion à la lettre de Roffignac, où il emploie d'une manière irrévérente le mot « citoyen ».

(2) Louis Ygier était un charretier de la commune de Lesterps, qui reçut plusieurs fois la mission de conduire des accusés à Paris.

(3) *Arch.Nat.*, W 1<sup>b</sup>, 414, liasse 949, pièce VII-23. — Copie de cet arrêté se trouve aussi sur le registre des copies des arrêtés du Comité de Sûreté Générale, 254, p. 467.

Le Comité de surveillance établi à Confolens au citoyen accusateur public près le Tribunal Révolutionnaire séant à Paris.

Nous t'envoyons copies des deux interrogatoires subis devant nous par Marie-Anne La Suderie femme La Suderie Gamori et par Julie-Agathe Garat Saint-Priest femme de Dassier des Brosses émigré. Nous y avons joint un certificat de maladie de la première, signé Leproux, et un autre signé Chesne. L'état de cette femme là cause que nous avons requis une charette et Ygier avec ses chevaux pour conduire dans les prisons de la Conciergerie à Paris ces deux femmes d'émigrés et le nommé Roffignat ex-prêtre, ex-noble, etc. C'est en vertu d'un arrêté du Comité de sûreté générale que ces trois individus sont traduits au tribunal révolutionnaire; tu trouveras au comité de sûreté générale les pièces qui les concernent tous trois, et sur lesquelles le procès doit être fait. Le citoyen Ygier te remettra copie de cet arrêté, et celui que nous avons pris nous même. Tu voudras bien lui donner décharge du tout, et lui faire payer la somme de douze cent cinquante livres, à laquelle nous avons fait marché avec lui pour la conduite de ces trois individus.

Salut et fraternité.

Reynaud . ., Villeyseaux, Jean Teste-Picard, Stanga-Labarre, Grellier, secrétaire; Dupoirier, président (1).

On lit en tête : Répondu le 18 messidor.

Il est bon de remarquer que l'accusateur public ne se donna même pas la peine de faire demander les pièces en question au Comité de Sûreté générale. Le procès fut fait et terminé par une condamnation à mort sans voir les pièces. Fouquier s'est borné à répéter dans son acte d'accusation les termes de l'arrêté du Comité de Sûreté générale. Cet arrêté avait certainement été pris sur la dénonciation du comité de Confolens. C'est aux sept individus composant ce comité : Grellier, Stanga-Labarre, Reynaud, Clavaud Létang, Dupoirier, Teste-Picard et Villeyseaux que semble remonter la responsabilité de la mort de ces trois victimes.

Cette somme de 1,250 livres pour conduire sur une charette trois personnes à Paris paraît être un prix exagéré.

Parti de Confolens après le 23 juin 1794, date de la lettre précédente, ce convoi de trois victimes envoyées au tribunal révolutionnaire y arriva le 5 juillet. Pendant qu'il était en route, un nouveau malheur vint frapper la famille de Roffignac; peut-être fut-il ignoré par le vicaire de Lésignac Durand. Son frère Louis-Mathieu de Roffignac, né à Grimodie le 17 janvier 1772, tomba sur le champ de bataille de Fleurus le 26 juin. Le général Jourdan, son compatriote, se couvrit de gloire par cette vic-

(1) *Archives Nationales*. W 1<sup>b</sup>, 414, liasse 949, pièce VIII-24.

toire remportée sur les Autrichiens, mais Louis-Martial de Roffignac, âgé de 22 ans, y trouvait la mort.

Lorsqu'il fut arrivé à Paris le conducteur Ygier, remit à l'accusateur public ses trois prisonniers. Ce dernier donna alors le mandat suivant, en vertu duquel ils sont emprisonnés à la Conciergerie. Ce mandat est accompagné du procès-verbal de son exécution et de sa notification.

Maintenant les choses vont marcher rapidement, et en moins de huit jours tout sera fini. Les motifs de l'arrestation de Vincent de Roffignac sont juridiquement inconnus, les formalités, garantissant la justice, sont bien simplifiées, ou plutôt on les a supprimées. A quoi bon ces formalités ? puisqu'il s'agit simplement de tuer les malheureux qu'on accuse.

#### *Mandat d'arrêt*

De par la loi.

Antoine-Quentin Fouquier, accusateur public du Tribunal Révolutionnaire, établi à Paris par décret de la Convention Nationale du 10 mars 1793, l'an deuxième de la République, sans aucun recours au Tribunal de Cassation, en vertu du pouvoir à lui donné par l'article deux d'un autre décret de la Convention, du 5 avril suivant, portant : que l'Accusateur public est autorisé à faire arrêter, poursuivre, et juger, sur la dénonciation des autorités constituées, ou des citoyens, mande et ordonne à tous exécuteurs de mandement de justice, de conduire à la maison d'arrêt de la Conciergerie les nommés Roffignat ex-noble, ex-prêtre; Marie-Anne La Suderie, femme La Suderie-Gamori, et Julie-Agathe Saint-Priest, femme de Dassier Desbrosses, prévenus tous trois de correspondance contrerévolutionnaire et de s'être rendus les ennemis du peuple français.

Mande au gardien de ladite maison d'arrêt de les recevoir; tout en se conformant à la loi; requiert tous les dépositaires de la force publique, auxquels le présent mandat sera notifié, de prêter main-forte pour son exécution en cas de nécessité.

Fait et délivré à Paris le 17 messidor de l'an deux de la République française une et indivisible (5 juillet 1794).

A. Q. FOUQUIER (1).

Cachet du  
Tribunal

On lit au dos : Igier, gendarme à la résidence de Confolens (2).

(1) *Arch.Nal.* W 1<sup>b</sup>. Carton 156, liasse sans numéro, pièce 180.

(2) Igier, était-il gendarme ? ou simple citoyen conducteur de voiture ?

On a peut-être voulu dire que les prisonniers avaient été conduits à la Conciergerie par Igier et les gendarmes de la résidence de Confolens.

*Procès-verbal d'exécution de mandat d'arrêt et d'arrestation*

Le dix-sept messidor de l'an second de la République une et indivisible (5 juillet 1794), en vertu d'un mandat d'arrêt décerné par le Citoyen Accusateur public près le Tribunal Révolutionnaire en date du dit jour, signé Fouquier et à la requête dudit Citoyen Accusateur public, lequel fait élection de domicile en son cabinet, sis audit Tribunal, je, huissier audit Tribunal, soussigné, pour l'exécution dudit mandat d'arrêt ci-dessus daté, me suis transporté cour du Palais, où étant j'ai abordé le citoyen Roffignat qui était sous la garde des citoyens Igier..... gendarmes de la résidence de Confolens..... qui ont amené ledit Roffignat prévenu de propos contre-révolutionnaires et de s'être rendus les ennemis du peuple français, lui ai notifié ledit mandat d'arrêt ci-dessus daté, et requis de me suivre à l'instant en la maison d'arrêt de la Conciergerie, ce qu'il a fait sans difficulté, en conséquence je l'ai conduit, accompagné des deux gendarmes, en la dite maison d'arrêt de la Conciergerie, pour y rester jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné par ledit Tribunal, et laissé à la charge et garde du citoyen Richard, concierge de la dite maison, qui s'en est chargé pour le représenter quand il en sera requis, sous les peines portées par la Loi; et de tout ce que dessus, j'ai fait et dressé le présent procès-verbal, pour servir et valoir ce que de raison, duquel j'ai audit Roffignat, et audit Richard, concierge, laissé, à chacun séparément, copie dudit mandat d'arrêt, et autant du présent, dont acte.

BOUCHER.

Enregistré gratis à Paris, le 21 messidor l'an second de la République une et indivisible :

SADÉE (1).

*Notification du Mandat d'arrêt*

Le dix-sept messidor l'an deuxième de la République une et indivisible (5 juillet 1794), à la requête du citoyen accusateur public près le Tribunal révolutionnaire, établi à Paris, par la loi du 10 mars 1793, sans aucun recours au Tribunal de cassation, séant au Palais, lequel fait élection de domicile en son cabinet, sis audit Tribunal, j'ai, huissier audit Tribunal, soussigné, notifié à la Municipalité de Paris, en la personne du citoyen agent national en son parquet, à la maison commune, en parlant à un commis du mandat d'arrêt décerné ledit jour par ledit citoyen accusateur public, en vertu du pouvoir à lui décerné par l'article deux du décret de la Convention Nationale du cinq avril 1793, contre le nommé Roffignat, prévenu de propos contre-révolutionnaires, et de s'être rendus les ennemis du peuple français, à ce que du contenu elle n'ignore, je lui ai, en parlant comme dessus, laissé copie dudit mandat d'arrêt et autant du présent.

BOUCHER.

Enregistré gratis à Paris, le 21 messidor l'an deuxième de la République une et indivisible.

SADÉE.

(1) *Arch. Nat.* Série W 1<sup>er</sup>, Carton 210.

Il y a quatre autres pièces du même carton 219, absolument semblables, aux noms près, concernant Mmes d'Assier des Brosses et Lassuderie-Gamory. La formule : « prévenus de propos contre-révolutionnaires, et de s'être rendus les ennemis du peuple français » est appliquée à eux trois. On les englobe donc ici dans une même accusation. Cependant ils n'avaient d'autres liens que d'être de la même région ; ils étaient poursuivis pour des faits différents.

Le 18 messidor (6 juillet 1794) l'accusateur public Fouquier-Tinville, fit transférer 150 prévenus, de la Conciergerie à la prison de l'Egalité. La liste de leurs noms est conservée aux Archives nationales, on y voit Vincent de Roffignac et Jean Laguzet ; on sait cependant que ce transfert ne fut exécuté que partiellement. Si de Roffignac fut ainsi conduit à la prison du Plessis, dite de l'Egalité, il y passa les derniers jours de sa vie avec Lafon, curé de Berneuil, voisin, et connaissance de la famille de Roffignac (1).

Six jours après, l'accusateur public prenait au hasard, trente des prévenus dont regorgeaient toutes les prisons de Paris, et dressait contre eux l'acte d'accusation que l'on va lire. Pour la plupart il n'y avait aucun rapport entre les causes qui avaient déterminé leur arrestation. Nos trois prisonniers, venus de Confolens, sont de ce nombre, et nous allons voir ce qu'il leur reproche, ainsi qu'aux autres malheureux auxquels on les a réunis :

#### *Acte d'accusation*

Antoine-Quentin Fouquier, accusateur public du Tribunal Révolutionnaire établi à Paris par décret de la Convention nationale du 10 mars 1793. l'an deuxième de la République, sans aucun recours au Tribunal de Cassation, en vertu du pouvoir à lui donné par l'article deux d'un autre décret de la Convention du 5 avril suivant portant « que l'accusateur public dudit Tribunal est autorisé à faire arrêter, poursuivre et juger, sur la demande des autorités constituées, ou des citoyens ».

Expose qu'en vertu d'arrêtés du Comité de sûreté générale de la Convention et autres arrêtés sous diverses dates.

1° Auguste Hervé Faudoas, âgé de 59 ans, né à Bayeux, département du Calvados, ex-noble, ex-comte et commandant de la garde nationale de Caen, demeurant à Canizy, département de la Manche.

2° Eleonore Faudoas, fille, âgée de 18 ans, née à Caen, département du Calvados, y demeurant ordinairement, arrêtée à Canisy. :

3° Catherine-Michelle Faudoas, veuve Beurepaire, ex-noble, âgée de 49 ans, née à Bayeux département du Calvados. demeurant à Falaise, arrêtée à Canisy.

(1) Voir la notice sur Laguzet au n° XLVI, et celle sur Lafon au n° XLV.

4° Jean-François Lantaigne, âgé de 26 ans, né à Caen département du Calvados, demeurant à Rouen.

5° Joseph Lantaigne, âgé de 23 ans, né à Caen, demeurant à Rouen.

6° Jean Evangeliste Rose, âgé de 53 ans, né à Châteauporcin, département des Ardennes, ex-procureur général de la cy-devant généralité de Châlons, ex-procureur syndic du département de la Marne, cultivateur demeurant à Champmenu, département des Ardennes.

7° Nicolas Frederiq, tailleur des pages de Capet, âgé de 51 ans, né à Clouange département de la Moselle, demeurant à Versailles.

8° Jean-Pierre Rose dit La Rosée, palfrenier de Capet, âgé de 47 ans, né à Lille-Adam, département de Seine-et-Oise, arrêté à Versailles.

9° Octavin Souchet-Dalvimont, ex-noble, âgé de 63 ans, né à Paris, ex-gouverneur des pages de Capet, ex-capitaine de dragons.

10° René-Joseph Nicolais, âgé de 22 ans, né à Ernée, département de Mayenne, ex-officier municipal dudit lieu, y demeurant.

11° Jean-Marie-Julien Laguedec, âgé de..... né à.....

12° Jean-Alexandre Mouchet, âgé de 42 ans, né à Fontenotte, département du Doubs, demeurant à Beauseau, ex-valet de chambre de Tourzel.

13° ..... Rousseau, maître d'armes des enfants de Capet, âgé de..... né à.....

14° Jean-Noel Deluche La Crose, ex-curé constitutionnel, maire de la commune d'Eragny, âgé de 34 ans, né à Bordeaux, département du Bec-d'Ambes, demeurant à Eragny.

15° ..... Renonvin, ex-vicaire, âgé de..... né à.....

16° Henri-Aimé Mégnenem Dartaise, âgé de 75 ans, né à Artaize, département des Ardennes, ex-cultivateur, demeurant à Versailles.

17° *Vincent Rossignac (sic) ex-prêtre, vicaire, âgé de 32 ans, né à Roussac, district de Bellac, département de la Haute-Vienne, demeurant à Les Signa Durant (sic), district de Confolens, département de la Charente.*

18° *Marie-Anne La Suderie, veuve La Suderie Gamory, ex-noble, âgée de 41 ans, née à Chambon, département de la Charente, demeurant à Saint-Maurice, même département.*

19° *Julie Agathe Saint-Priest, veuve Dacier, ex-noble, âgée de 42 ans, née à Limoges demeurant à Confolens, département de la Charente.*

20° Charles Vanhoof, horloger, âgé de 18 ans, né à Anvers, arrêté à Montigny près Charleroy.

21° Jean-Baptiste Leguain, étudiant, âgé de 18 ans, né à Jemmap en Brabant.

22° Jean-Elisabeth-Barthélémy Cousin, âgé de 43 ans, né à Montdidier département de la Somme, ex-caissier du citoyen Chartraize et cultivateur, demeurant à Arcueil.

23° Jean-Joseph Laville, commis aux affaires étrangères, âgé de 43 ans, né à Sainte-Marie, département des Landes, demeurant à Versailles.

24° Mathurin Lambert, ex-curé de Gidy, département du Loiret, y demeurant, âgé de 80 ans, né à Jargeot, même département.

25. Jean-Claude Pelechot, ex-inspecteur des ciments des bâtiments du tyran, âgé de 47 ans, né à Pontarlier, demeurant à Versailles.

26° Louis-Antoine Suzanne, ex-curé assermenté, âgé de 54 ans, né à Chartres, département d'Eure-et-Loire, demeurant à Boissy, département de Seine et-Oise.

27° Louis-Joseph-Samson Bricogne, ex-curé de Marly, âgé de 62 ans, né à Liencourt, département de Seine-et-Oise, demeurant à Marly.

28° Josse-François-Joseph Benaut, ex-curé de Saint-Cyr, âgé de 53 ans, né à Gullegeni près Courtray, demeurant à Saint-Cyr.

29° Melchior Grandjean, ex-curé de Boussonville, département de Seine-et-Oise, demeurant à Mézières, près Mantes, même département.

30° Claude-Henri Boismaigre, âgé de 42 ans, né à Versailles, ex-curé de Chartres, y demeurant.

Ont été traduit au Tribunal révolutionnaire.

Qu'examen fait des pièces remises à l'accusateur public il résulte :

Que Faudoas, ex-marquis, sa fille et la femme Beurepaire doivent être comptés parmi les ennemis de la souveraineté du peuple, de la liberté et de l'égalité. En effet une correspondance entre le père, la fille et la tante prouve que, toujours guidés par l'orgueil et l'arrogance, le peuple qui a fait la révolution et anéanti les instruments de sa servitude et de son oppression, n'a cessé d'être l'objet de leurs outrages et de leur mépris. « Je sais, écrit Faudoas dans une lettre du 19 avril 1792, l'intérêt que vous portez à votre compère le maréchal Ladiguedondaine, combien vous désirez la fin dans la capitale des sabats jacoquins, afin de pouvoir rétablir l'ordre, la paix et l'harmonie et la tranquillité nécessaire..... Bonechose sculpteur, dit-il dans une autre lettre, qui désire trouver encore le maréchal à son gré pour en faire une statue, a motionné un vêtement. Je lui ai fait délivrer quatre bottes de paille et deux de foin. Cette vestiture nationale est modeste et économique. »

C'était en vers surtout qu'ils aimaient à distiller contre la Révolution le fiel de leurs fureurs contre-révolutionnaires. Il paraît que c'est Faudoas qui est l'auteur d'un prétendu tableau de Paris, trouvé chez la fille Faudoas, au mois de may 1792.

On ne rencontre dans les rues  
Que députés ou soi-disants,  
Des brisonteurs aux mains crochues  
Qui dévalisent les passans,  
Des femmes et des filles perdues  
Des jacoquins, des vagabonds  
Portant culottes mal cousues,  
Armés de piques ou de bâtons,  
Des scélérats aux Thuilleries  
Criant contre les seigneurs :  
Voilà Paris, qu'en pensez-vous.

Une autre pièce en vers porte le même caractère d'aristocratie et de haine pour les pe<sup>ti</sup>riotes :

Que le diable à jamais confonde  
Des Jacobins la troupe immonde,  
C'est très bien fait.  
Mais que partout on les tolère,  
Sans craindre de Dieu la colère  
C'est très mal fait.

La fine de son côté, exerçait sa verve contre la Révolution : « Je vous remercie, Mademoiselle, lui écrit-on le 29 décembre 1792, de votre émission

poétique. J'approuve les vœux pour Malesherbes, ainsi que pour Seize et Tronchet : mais l'épigramme contre Target ne vaut pas mieux que lui ; j'ai dans mon porte-feuille quelque chose de meilleur :

Lorsque Malesherbes prend de Louis la défense  
On vit que c'est Themis qui défend l'innocence,  
Et chacun rend justice aux vertus, aux talents  
De Seize et de Tronchet qui sont ses adjutants.

Enfin Faudoas employe dans ses lettres à sa fille le langage de l'injure, de l'outrage et de la dérision en parlant de la nation et de ses efforts pour résister aux puissances coalisées. Il est évident que la contrerévolution était leur seul espoir. Aussi a-t-on trouvé chez Faudoas père tous les monuments de la féodalité et ses brevets de ses prétendues charges à la cour, et les titres féodaux de ses rentes seigneuriales, et chez la fille ses armes conservées soigneusement, ce qui démontre jusqu'à quel point elle comptait sur le rétablissement des prétendues prérogatives nobiliaires et féodales.

Rose, parent et subdélégué de Rouillé d'Orfeuil, co-Intendant de la ci-devant Champagne, après avoir été l'oppresseur et le fléau du peuple, n'a paru s'attacher à la révolution que pour y intriguer et parvenir à des fonctions publiques afin d'écraser de nouveau de son despotisme les citoyens, et de travailler à faire revivre la tyrannie. Aussi n'a-t-il pas cessé de se montrer l'ennemi du peuple et le soutien de tous les contre révolutionnaires du département de la Marne, des prêtres réfractaires avec lesquels il tenait des conciliabules, à Châteauporcen, contrerévolutionnaires dont la plupart sont échappés. Ayant à force de manœuvres parvenu aux fonctions de procureur-sindic du département de la Marne, il ne s'est occupé qu'à seconder les projets liberticides du tyran Capet, dont il plaignait publiquement le sort, lors de son arrestation à Varennes et de son séjour à Châlons, à qui il prodigua toutes les bassesses de l'adulation la plus vile et la plus lâche, et dont il devint le dépositaire de sommes en numéraire que le tyran emportait chez l'étranger, pour les dépenses de la guerre qu'il déclarait à la Nation. Enfin correspondant du comité autrichien et son agent, lié avec l'infâme Delepart, il se propose de lui succéder dans le ministère. C'est lui qui rédige et qui fait signer une adresse au tyran sur les événements du vingt juin, aussi, fut-il destitué de ses fonctions de procureur-sindic du département de la Marne par un des représentants du peuple commissaire de l'assemblée législative. Depuis il s'est jeté dans le parti fédéraliste du département des Ardennes. C'est lui qui a tenu à Mézière le congrès départemental fédéraliste insurrectionnel qui a été dissous par les commissaires du comité de Salut public. Enfin, il s'est montré depuis le commencement de la révolution l'ennemi du peuple et le fauteur de la tyrannie et du despotisme.

Dalvinart, ex-noble, ex-gouverneur des pages de Capet, a été le complice de tous les complots du despote contre le peuple français. Il a fait émigrer son fils pour lui faire porter les armes contre sa patrie et assassiner les défenseurs de la liberté. Il a facilité l'émigration des prétendus pages du tyran. Il insultait et outrageait les citoyens qui, attachés au service des pages, s'étaient dévoués au service de la garde nationale, il voulait les empêcher de monter leurs gardes, il appelait leurs habits des habits de singe. Il entretenait des correspondances avec des contre-révolutionnaires de Londres, et des lettres trouvées chez lui, à lui adressées sous les dates des 20 mars, 17

uillet et 7 août, en sont la preuve; elles sont du père de l'un des pages et de celui-ci.

« Si tous mes camarades, lui dit ce conspirateur, ne vous ont pas encore quitté, je prendrais la liberté de vous prier de m'informer où je pourrais adresser mes lettres pour MM. de Chamasir, de Billon ou de Bourgogne. Si leur route est dirigée vers l'Allemagne, j'espérerais les y voir. Je crois que mon père vous a instruit du dessein qu'il a de m'envoyer en Italie passer le temps destiné à notre exil. Si vous ne trouvez pas que ce soit imprudent, ou même indélicat et que vous puissiez me le faire transporter, je compte porter mon surtout aux cours étrangères. En adressant le paquet à M. Nepau, secrétaire d'état à Londres, le comte de Gonder, ambassadeur à Paris, me l'apporterait. » Ce texte suffit pour démontrer jusqu'à quel point Dalvinart était l'agent de la contre-révolution.

Frédéricq, tailleur des pages de Capet et La Rosée ont été les complices de Dalvinart, affichant publiquement leur aversion pour la révolution. Ce sont eux qui ont été les agents de Capet et de Dalvinart, pour faire parvenir à Coblenz et ailleurs non seulement les habits des pages, mais encore les habillements et les équipements de ce qu'on appelait alors la maison du tyran. Un projet de lettre trouvé chez Frédéricq, et qui paraît avoir été adressé à Simon, piqueur de l'exécrable Lambesc, porte : « Je sais bien que quant à moi j'ai perdu à votre absence de toutes les manières possibles, tant par l'éloignement de notre illustre maître M. le prince de Lambesc, que par la disposition des personnes avec lesquelles je faisais quelques affaires dans ce pays-ci..... Il est bien difficile, ajoute-t-il plus bas, d'errer comme je fais, dans une cruelle incertitude, de savoir si nous aurons le bonheur de revoir notre cher maître. L'attente ne serait encore rien, si nous pouvions l'acheter à ce prix. »

Rousseau, maître d'armes des enfants de Capet, est évidemment un des conspirateurs aux gages du tyran. C'était lui qui lui écrivait pour l'inviter à se mettre à la tête des honnêtes gens pour égorger les citoyens. Il arriva à Paris pour le 10 août 1792, et fut arrêté au château à neuf heures du soir. Il était revêtu d'un uniforme de garde nationale, avec un bouton de ralliement pour les conspirateurs du château. Dans tous les autres événements de la révolution, il s'est toujours montré contre le peuple pour le despotisme.

Pelchet, inspecteur des bâtiments du cy-devant roy, est encore un des conspirateurs soudoyés par le despote. Chef des signataires des pétitions, instigateur des signatures, ne développant au public que les principes les plus contre-révolutionnaires, et contestant à la représentation nationale le droit de juger le tyran, dont il soutenait l'innocence, disant que quelque chose qu'il put en arriver, il parlerait pour son roy. Il ne cessa d'être l'ennemi du peuple et de sa liberté.

Laville, commis aux affaires étrangères, a figuré au château dans la scène des poignards et était un de ceux qui furent désarmés et conduits au corps de garde. On ne peut pas douter qu'il n'ait été de la journée du 10 août, avec les assassins du peuple, au château. Enfin, lors du jugement du procès de Capet, il cherchait à lui faire des partisans en lisant publiquement et à haute voix les écrits des contre-révolutionnaires, en faveur du tyran.

Jean-François et Joseph Lanteigne frères, sont deux contre-révolutionnaires notoirement connus. Joseph a été l'un des chefs de la fameuse conspiration de Caen du mois de décembre 1791, dont le fanatisme était le pré-

texte, mais sans doute la noblesse dirigeait tous les mouvements. La preuve en est fournie par Lanteigne lui-même, dans les lettres émanées de lui : « Les clubistes, dit-il, dans une lettre du 17 octobre, sont presque foutus ici. Ils voulaient désarmer la noblesse et les prétendus aristocrates, et voyant le parti pris par les honnêtes gens de déffendre cette infamie, ils ont été obligés d'en rester là..... Il y aurait eu du rude s'ils avaient fait la moindre démarche, tout le monde était prêt pour fondre sur ces gueux-là..... En post-scriptum il ajoute : « Tu me marqueras le prix des bâtons, plusieurs jeunes gens ayant envie d'en avoir.

Une lettre du 6 novembre contient le détail de l'explosion de contre-révolution qui se manifeste ce jour-là, et le détail des contre-révolutionnaires qui avaient reçu le digne prix de leurs efforts : « On avait fait venir, dit-il, des enragés de tous côtés (c'est ainsi qu'il appelle les patriotes). J'ai reçu, continue-t-il, la lettre et le bâton que tu m'as envoyés, je t'en remercie. »

Ce conspirateur devait être, et a été en effet, dans la garde de Capet. Il paraît qu'au 10 août il était au château pour égorger le peuple au nom du tyran. Il a un frère émigré avec lequel il entretenait des correspondances, Il paraît avoir été à Rouen un des fauteurs de la révolution du mois de janvier 1793, et est prévenu d'avoir envoyé à Caen du charbon de l'arbre de la liberté brûlé par ces scélérats.

Jean-François Lanteigne, son frère, était aussi son complice. C'était à lui que les lettres dont on vient de citer quelques phrases étaient adressées. C'était lui qui envoyait ces bâtons, armes familiaires des contrerévolutionnaires. Enfin, tout donne lieu de croire qu'il est émigré et qu'il est rentré ensuite sur le territoire français, après avoir porté les armes contre sa patrie. Il est constant qu'à Rouen il a tenu publiquement les propos les plus séditions, et les plus contrerévolutionnaires, tendant à provoquer la dissolution de la représentation nationale et le rétablissement de la monarchie.

Nicolais, officier municipal de la commune d'Ernée, par une lettre sans date, mais adressée dans le mois de prairial dernier, s'est déclaré l'ennemi de la République et le partisan de la Royauté : « Je me suis trouvé, dit Nicolais à plusieurs assemblées populaires où j'ai eu la lâcheté de répéter quelquefois : Vive la République; cris que ma conscience me défend de prononcer, parce que je ne puis reconnaître la république qui a détruit ma religion, et qu'au contraire je peux et dois reconnaître un roy qui en est le protecteur. J'ai en outre signé, comme officier municipal, un arrêté tendant à inviter tous les citoyens à se trouver à une fête nommée décade pour y rendre soi-disant hommage à l'être suprême; mais ne vous y trompez pas, citoyens, ces fêtes sont réprouvées de Dieu. C'est ce serment d'attachement à la république, fait au préjudice de celui que je dois à mon Dieu que je rétracte aujourd'hui. » (1).

(1) René-Joseph Nicolais, officier municipal à Ernée (Mayenne), âgé de 23 ans, à peine nommé officier municipal de sa commune, il se demanda s'il ne s'était pas rendu complice des actes révolutionnaires que sa conscience réprouvait; il résolut d'expié sa faute au prix même de sa vie, et écrivit la lettre suivante, dont parle ici Fouquier-Tinville :

« CITOYENS,

« Le 18 prairial (6 juin 1794), la commission nommée par vous, conjointement avec le représentant du peuple, me nomma officier municipal. Tenté

Il est évident que le fanatisme est encore ici l'auteur du crime commis par Nicolais, et qu'il est l'instrument dont les prêtres se sont servis pour le porter à une démarche criminelle, dont il espérait tirer parti pour renouveler dans la commune d'Ernée et autres environnantes une nouvelle Vendée.

Laguedec, payeur de l'armée de Sambre-et-Meuse, est un de ces lâches conspirateurs, de ces scélérats désorganiseurs aux gages de Pitt et de Cobourg. Pour jeter l'alarme et le désordre dans l'armée dans les moments les plus décisifs d'une bataille, tandis que les intrépides défenseurs de la République se couvraient de gloire à Fleurus en taillant en pièces les esclaves des despotes coalisés, Laguedec cherchait à enlever par la terreur les lauriers que cueillaient aux champs de la victoire les courageux soldats de la patrie, et courait en avant porter l'alarme dans la division du général Sihdrer, en disant que l'armée était en déroute, que tous nos canons étaient pris, et que nos soldats étaient en fuite, cherchant ainsi à jeter le désordre dans cette partie de l'armée, afin que l'ennemi put en profiter.

Mouchet, agent de Peyreux, ex-marquis émigré, notoirement connu par ses principes, ses sentiments et ses démarches contre révolutionnaires, a encore favorisé l'émigration de Payreux, en faisant charger secrètement sur des charettes les effets les plus précieux de Peyreux qui furent arrêtés

de donner ma démission sur le champ, j'en fus détourné par les conseils de quelques personnes et j'eus la faiblesse d'acquiescer. Le lendemain, 19, j'eus la faiblesse plus coupable encore, de donner, en levant la main, mon adhésion à un serment que mon cœur réprouvait. Depuis je me suis trouvé à différentes assemblées populaires, où j'ai eu la lâcheté de répéter quelquefois : Vive la République, cri que ma conscience me défendait de prononcer, parce que je ne puis reconnaître la République qui détruit ma religion, et qu'au contraire je puis et dois reconnaître un roi qui en est le protecteur. J'ai en outre signé, comme officier municipal un arrêté tendant à inviter tous les citoyens et citoyennes à une fête nommée Décade, pour y rendre soit-disant hommage à l'Etre suprême; mais ne vous y trompez pas, citoyens, ces fêtes sont réprouvées de Dieu, ce culte est un culte impie et sacrilège qui ne peut qu'outrager Dieu que l'on semble invoquer. Le scandale a été public, la réparation le sera aussi. C'est ce serment d'attachement à la République, (fait au préjudice de celui que je dois à mon Dieu), que je rétracte aujourd'hui à la face de toute l'assemblée, à la face de ce Dieu que j'ai outragé ! Puisse ma mort expier mes crimes ! Puisse les âmes chrétiennes mais trop faibles qui comme moi sont tombées, se relever promptement. Puisse celles qui ont eu le courage de marcher dans la bonne voie sans dévier, se soutenir dans leur chrétienne et courageuse fermeté. Je serais venu moi-même faire ma rétractation à la tribune, mais je craignais d'être interrompu, et mon but n'eut pas été rempli. Je finis en protestant de mon attachement à la religion catholique, apostolique et romaine.

« Vive la religion.

NICOLAIS.

Au dos : « Aux citoyens et citoyennes composant la société populaire d'Ernée. »

Cette lettre est écrite peu après le 18 prairial. Le 30 du même mois il était en prison et interrogé. Bel exemple de foi chrétienne confessée au prix de sa vie, donné par Nicolais. Il doit être rangé au nombre des martyrs

par des volontaires la nuit même qu'ils devaient disparaître. Il paraît lui-même avoir émigré en 1792, pour parcourir le Palatinat. Enfin au moment de l'émigration de Peyreux, il s'était fait passer un bail général de toutes ses terres, avec un tiers de bénéfice, bail qui a été annulé par l'administration.

Magenem Dartalze, écuyer de la cy-devant d'Artois, est prévenu d'avoir affecté de retirer dans sa maison à Villepreux un curé réfractaire lors de son refus de prêter le serment, de s'être opposé au recrutement de l'armée du nord, disant hautement que les puissances coalisées feraient un sort plus heureux que celui que l'on a, qu'elles avaient un milliard tout prêt pour acquitter les dettes de l'état, que les parlements seraient réinstallés dans leurs fonctions et que tous les Français en seraient plus heureux. Enfin, lorsque la trahison faisait éprouver quelque échec aux défenseurs de la patrie, la joie qu'il en éprouvait se manifestait dans ses gestes et ses discours.

Jean-Ellisabeth-Barthélemy Cousin, ex-receveur des états de la cy-devant Bourgogne, est prévenu d'avoir fourni des fonds au nommé Gallet, dit Mondragon père, pour émigrer. La preuve de ce fait paraît résulter d'une lettre de Mondragon fils aîné au nommé Lory, par cette lettre en date du 7 mars 1792, Mondragon s'exprime ainsi : « Me trouvant dans le cas d'avoir ici un remboursement avantageux pour mon père à faire dans ce moment, jusqu'à la concurrence de vingt-deux mille livres, et en ayant communiqué avec mon père, j'ai emprunté de M. Cousin, receveur des états de Bourgogne, le montant de cette somme, et comme dans ma réponse mon père me dit de vous faire la demande de ce qu'il vous serait possible de donner, soit à compte soit en totalité pour rembourser ledit emprunt, et ne m'ajoutant pas où vous en êtes sur le chapitre des finances, j'envoie, par le même courrier, à M. Cousin père, à Dijon, une quittance pour vous. La somme est en blanc afin qu'elle soit remplie de celle que vous pourrez lui remettre. J'écirai à mon père lorsque j'aurai le montant de votre remise afin qu'il le porte à votre décharge. »

Dans une autre lettre du 28 juin 1792, écrite par le même Mondragon audit Lory, il lui dit : « La première fois que vous irez à Dijon, je vous prierai de voir M. Cousin receveur des cy-devant états de Bourgogne pour le prier de me renvoyer la quittance que je lui ai envoyée dans le temps, la somme en blanc, afin de la remplir de ce que vous pourrez lui remettre. Elle devient inutile, quitte à lui en envoyer une autre.

Il est donc constant que Cousin a prêté vingt-deux mille livres, sous prétexte d'aider Mondragon fils à faire un remboursement pour son père, mais dans le fait pour lui procurer des fonds, et que c'est sur Lory que l'on a ordonné à Cousin pour reprendre la somme par lui fournie à Mondragon père. C'est ainsi que l'on a épuisé tous les moyens de ruse et d'astuce pour fournir des ressources aux conspirateurs.

Vanhoof et Leguain, étrangers, sont entrés sur le territoire français contre les dispositions de l'article 12 de la loi du 6 septembre 1793, qui porte que les étrangers nés dans les pays avec lesquels la République est en guerre, qui entreraient en France après la publication de cette loi, seraient déclarés conspirateurs et comme tels punis de mort. Ces deux individus étrangers sont donc dans le cas de la loi que les perfidies et les trahisons de Pitt et de Cobourg ont rendue nécessaire pour faire échouer leurs infâme manœuvres.

La femme Destrosses est prévenue d'avoir entretenu des correspondances avec les ennemis de la République, et notamment avec son mari émigré. Elle

est encore prévenue d'avoir soustrait du séquestre mis par les autorités constituées des lustres et des garnitures de chenet et autres effets. Enfin, dans l'espoir de faire un rassemblement contrerévolutionnaire par le fanatisme, elle a affiché, avec la plus grande affectation, aux portes extérieures de sa maison, des cœurs signés de ralliement de la Vendée.

*La femme La Suderie* a également entretenu des correspondances contrerévolutionnaires avec son mari émigré. Elle a aussi un fils au régiment dit Royal étranger émigré. C'était à une parente de Limoges qu'elle adressait ses lettres pour les faire passer à son mari. Enfin elle recevait elle-même des lettres d'émigré, ainsi que cela est démontré, et s'associait ainsi aux complots des lâches ennemis de la patrie.

*Rossignac*, ex-noble, ex-prêtre, est prévenu d'avoir cherché à allumer le feu de la guerre civile par le fanatisme dans la commune de Leignac-Durant, district de Confolens. Il est encore prévenu d'avoir dans les lettres provoqué la dissolution de la représentation nationale et le rétablissement de la royauté.

*Renault*, ex-curé de Saint-Cyr, est prévenu d'être un des instigateurs de la guerre de Vendée et d'avoir fait plusieurs voyages dans les départements insurgés pour correspondre avec ces rebelles fanatiques. On lui impute d'avoir dit publiquement « que lui vingtième, armé d'une main d'un pistolet, et de l'autre d'un poignard, irait à la Convention nationale détruire toute la montagne ». Il a été expulsé de la commune de Broux, district de Montfort, pour y avoir prêché des principes contrerévolutionnaires. Enfin, il paraît qu'il était l'agent de la faction fédéraliste et complice des Brissot, des Vergniaux. Aussi, lors de la trahison de Dumourier, il y applaudit en disant : « Dumourier marche sur Paris. »

*Bricogne*, ex-curé de Marly, a cherché à exciter les citoyens à la rebellion par le fanatisme en abusant des cérémonies religieuses pour fomenter les rassemblements des communes voisines. Il est encore prévenu d'avoir tenté d'avilir la représentation nationale en disant qu'il ne savait pas si la Convention ne rendrait pas un décret pour que le soleil se levât à l'heure où il se couche, et se couchât à l'heure où il se lève, comme aussi que les femmes fissent des enfants tous les dix mois, mais que nous étions foutus et que jamais nous ne l'emporterions sur les puissances coalisées.

*Suzanne*, curé de la commune de Boissy, est prévenu d'avoir tenu des registres particuliers, comme prêtre, des actes civils de naissance et de mariage (1).

*Bolsmaigre*, ex-curé de Chatou, paraît avoir abusé de ses fonctions pour fanatiser les citoyens de Chatou, et se servir des cérémonies religieuses pour exciter des rassemblements contrerévolutionnaires. Il a également tenu des registres d'actes de baptêmes, de mariages et autres, au préjudice de la loi du mois de septembre 1792. Les registres contiennent des actes depuis novembre 1792, jusqu'en novembre 1793, ce qui prouve qu'il violait et bravait tout à la fois toutes les lois.

*Grandjean*, ex-curé de Goussonville est prévenu d'avoir annoncé publiquement une contrerévolution prochaine, en disant que les choses revendraient au même état où elles étaient.

(1) Ces registres de baptêmes, mariages et décès sont encore dans les dossiers des prêtres qui les avaient tenus, pièce XII-40 et suivantes.

Mathurin Lambert, ex-curé de Gidy, est prévenu d'avoir provoqué par ses discours la dissolution de la représentation nationale, le mépris des autorités constituées et le rétablissement de la royauté : « Je regarde la municipalité de Gidy, disait Lambert, comme la boue de mes souliers. Elle n'est composée que de brigands. » Je vous écraserai la cervelle, ou vous écraserez la mienne », disait-il aux habitants de la commune de Gidy, au milieu de ses fonctions sacerdotales. Enfin, en parlant de la mort du tyran il disait : « Ceux qui l'ont fait mourir sont des gueux, des scélérats » et autres propos.

La Cloze, ex-curé de Regny, est prévenu de n'avoir cessé de donner des preuves de sa haine pour la Révolution en donnant azile à des prêtres réfractaires, de leur avoir fait même exercer des fonctions publiques dans sa cy-devant paroisse, d'avoir cherché à empêcher par des propos et discours le recrutement, enfin d'avoir provoqué la résistance à l'exécution des lois de la République.

Renouvin, ex-vicaire de la même commune, après avoir prêté le serment dit constitutionnel, l'a rétracté par des explications qui le rendaient conditionnel, et que les autorités ont refusé de recevoir. Il a cependant, malgré cette rétractation et au préjudice des lois, continué d'exercer ses fonctions publiques, dans la même commune, sous les auspices de La Cloze, et d'avoir tenu des propos et des discours contrerévolutionnaires.

D'après l'exposé cy-dessus, l'accusateur public a dressé la présente accusation contre les susnommés, pour s'être rendu les ennemis du peuple en entretenant des intelligences et correspondances avec les ennemis intérieurs et extérieurs de la République, en leur fournissant des secours en hommes et argent pour favoriser l'invasion du territoire français, en participant aux trames et complots de Capet pour assassiner les citoyens dans les journées des 28 février 1791 et 10 août 1792, en provoquant par des discours, propos et écrits la dissolution de la représentation nationale, la résistance aux autorités constituées, le rétablissement de la royauté, en cherchant à jeter l'alarme et le désordre dans l'armée de Sambre et Meuse lors de la bataille de Fleurus, et répandant avec perfidie le bruit qu'une partie de l'armée était en déroute, enfin en voulant exciter par le fanatisme la guerre civile et armer les citoyens les uns contre les autres, comme aussi en exerçant des fonctions publiques contre les dispositions des lois, et en entrant sur le territoire français comme étrangers avec lesquels la nation est en guerre.

En conséquence, l'accusateur public requiert qu'il lui soit donné acte de l'accusation par lui intentée, et aussi qu'il soit dit et ordonné qu'à sa diligence et par l'huissier porteur de l'ordonnance à intervenir, les prévenus susnommés seront pris au corps et écroués sur les registres de la maison d'arrêt où ils sont détenus, pour y rester comme en maison de justice et aussi que la présente ordonnance sera notifiée.

Fait au cabinet de l'accusateur public, le 24 messidor l'an deux de la république, une et indivisible (12 juillet 1794).

A. Q. FOUQUIER (1).

(1) *Arch. Nat.* Série W 1<sup>b</sup>. Carton 414. Liasse 949. Pièce IX-101.

*Ordonnance de prise de corps (transcrite à la suite de l'acte d'accusation)*

Le Tribunal faisant droit sur le réquisitoire de l'accusateur public lui donne acte de l'accusation par lui portée, et ordonne qu'à sa diligence et par l'huissier du Tribunal porteur de l'ordonnance, les prévenus y dénommés seront pris au corps et écroués sur les registres de la maison d'arrêt où ils sont détenus pour y rester comme en maison de justice, et aussi que la présente ordonnance sera notifiée.

Fait et jugé au Tribunal le vingt-quatrième messidor l'an deux de la République une et indivisible (12 juillet 1794), par les citoyens juges soussignés.

DUMAS, COFFINHAL, HARNY, MAIRE (1).

Le même jour il y eut la convocation du jury de jugement.

Au moyen d'une formule imprimée déjà reproduite, l'huissier Leclerc, à la date du 24 messidor (22 juillet 1794) convoque pour le lendemain les jurés des deux sections.

Pour la 1<sup>re</sup> section, pour juger le groupe où se trouvait Marie Bidault, dans la salle de l'Egalité : Renaudin, rue Jean Denis; Nicolas, rue Honoré; Lumière, rue Thibaudaté; Chatelet, boulevard des Piques; Prieur, faubourg Denis; Petit-Tressein, rue Honoré, 1503; Despreaux, rue du Sentier, n° 20; Marbel, passage de l'Indien; Lafontaine, rue de la Monnaye.

Pour la 2<sup>e</sup> section, pour juger le groupe où se trouvait l'abbé de Roffignac dans la salle de la Liberté, ce sont : Didier, rue Honoré; Dix-Août, rue d'Orléans; Laporte, rue Thomas du Louvre; Pigeat, rue des Arts; Topino-Lebrun, au Louvre; Feneaux, faubourg Martin; Lavyron, rue Sébastien, 3; Laurent, rue Nicolas, 58; Butin, rue de Surène faubourg Honoré (1).

Enfin, le lendemain, 13 juillet 1794, Vincent de Roffignac est conduit au tribunal avec les autres prévenus dont on a vu les noms dans l'acte d'accusation.

Au moment du jugement, Fouquier-Tinville, soit par incohérence, soit plutôt volontairement, fit plusieurs changements dans la liste des jurés; ceux qui étaient convoqués pour siéger dans la salle de l'Egalité (1<sup>re</sup> section), jugèrent les accusés de la salle de la Liberté, et *vice-versa*. Tout porte à croire que le sanguinaire accusateur public choisissait les jurés qui condamnaient toujours, parce que les ordres du comité lui disait de ne laisser échapper aucun des accusés jugés dans la salle de la Liberté. Aussi pendant que dans la salle de l'Egalité, la moitié des accu-

(1) Arch. Nat. Série W 1<sup>a</sup>. Carton 218.

sés (9 sur 19) étaient acquittés, dans l'autre section le jury *fit feu de file*, comme on disait alors, et tous montèrent sur l'échafaud.

*Procès-verbal de la séance du Tribunal Criminel Révolutionnaire établi par la loi du 10 mars 1793, et en vertu de la loi du 5 avril de la même année, séant à Paris, au Palais de Justice.*

Du 25 messidor l'an second de la République française (13 juillet 1794), dix heures du matin.

L'audience ouverte au public, le Tribunal composé des citoyens Toussaint-Gabriel Scellier vice-président, Antoine-Marie Maire et François-Pierre-Gabriel Garnier-Launay, juges, de Gilbert Liendon substitut de l'accusateur public et Charles-Adrien Legris, commis-greffier, sont entrés les citoyens Renaudin, Prieur, Chatelet, Magnien, Depréaux, Lumière, Filion, Lafontaine et Petit-Treissein jurés de jugement.

Ensuite ont été introduits à la barre, libres et sans fers, et placés de manière qu'ils étaient vus et entendus du Tribunal et des auditeurs, les accusés ci-après nommés au nombre de vingt-neuf.

Les témoins de l'accusateur public ont pareillement été introduits.

Les dits jurés se sont placés sur leurs sièges dans l'intérieur de l'auditoire, en face des accusés et des témoins.

Le président dit aux accusés qu'ils peuvent s'asseoir : après quoi il leur a demandé leurs nom, âge, profession, demeure et lieu de naissance.

A quoi ils ont répondu se nommer :

1<sup>o</sup> Augustin Hervé-Faudoas, âgé de 57 ans, né à Bayeux, département du Calvados, ex-noble et ex-marquis, demeurant à Canisy, département de la Manche.

2<sup>o</sup> Eléonore Hervé-Faudoas, âgée de 18 ans, née à Caen, département du Calvados, y demeurant.

3<sup>o</sup> Catherine-Michelle Faudoas, femme Beurepaire, ex-noble, âgée de 49 ans, née à Bayeux, département du Calvados, demeurant à Falaise, même département.

4<sup>o</sup> Jean-François Lanteigne, âgé de 26 ans, né à Caen, vivant de son bien, demeurant à Rouen, département de la Seine-Inférieure, ex-garde de Capet.

5<sup>o</sup> Nicolas Frédéric, âgé de 51 ans, né à Clouange, département de la Moselle, tailleur des ci-devant pages de Capet, demeurant à Versailles, département de la Seine-et-Oise.

6<sup>o</sup> Jean-Pierre Rosée, dit La Rosée, âgé de 47 ans, né à l'Isle-Adam, département de l'Oise, ci-devant palefrenier des pages de Capet, demeurant à Versailles.

7<sup>o</sup> Joseph Lanteigne, âgé de 23 ans, né à Caen, département du Calvados, vivant de son travail, demeurant à Rouen, département de la Seine-Inférieure.

8<sup>o</sup> Souchet Dalvinart, âgé de 63 ans, né à Paris, ex-noble, ci-devant gouverneur des pages de Capet, demeurant à Versailles.

9<sup>o</sup> Jean Evangelyte Roze, âgé de 53 ans, né à Châteauporcin, département des Ardennes, ex-procureur-général, syndic du département de la Marne cultivateur, demeurant à Grandchamp, même département.

10° René-Joseph Nicolais, âgé de 22 ans, né à Ernée, département de la Mayenne, ex-officier municipal de ladite commune y demeurant.

11° Jean-Marie-Julien Laguedec, âgé de 22 ans, né à Pontivy, département du Morbihan, employé pour le payement des armées, demeurant à Vanne, même département.

12° Jean-Alexandre Mouchet, âgé de 42 ans, né à Fontenotte, département de Doubs, valet de Chambre de l'ex-marquise de Tourzel, demeurant à Abondant, département d'Eure-et-Loire.

13° Augustin-Bernard-Louis-Joseph Rousseau, âgé de 45 ans, né à Versailles, département de Seine-et-Oise, y demeurant, cy-devant maître d'écriture et d'armes des enfants de Capet.

14° Jean-Noël de Luche, dit La Grosse, âgé de 34 ans, né à Bordeaux, département du Bec d'Ambès, ex-curé et maire de la commune d'Eragny département de Seine-et-Oise, y demeurant.

15° Henri-Aimé Maignenem Dartaise, âgé de 75 ans, né à Artaize, département des Ardennes, ex-noble et ex-capitaine de cavalerie, ex-écuyer du cy-devant comte d'Artois, cultivateur, demeurant à Versailles, département de Seine-et-Oise.

16° Vincent Rossignac (il faut lire Roffignac), âgé de 32 ans, né à Roussac, département de la Haute-Vienne, ex-prêtre, et officier public, demeurant à Lesignac-Durand, département de la Charente, ex-noble.

17° Marie-Anne La Suderie, femme divorcée de La Suderie-Gamory, âgée de 41 ans, née à Chambon, département de la Charente, ex-noble, demeurant à Saint-Maurice.

18° Julie-Agathe Saint-Priest, femme divorcée de Dacier-Desbrosses, ex-noble, âgée de 42 ans, née à Limoges, département de la Dordogne (il faut lire de la Haute-Vienne), demeurant à Confolens.

19° Charles Vanhooft, âgé de 19 ans, né à Anvers, horloger, demeurant à Gochenis en Brabant, étranger, arrêté à Montcenis près Charles-sur-Sambre.

20° Jean-Baptiste Le Guain, âgé de 18 ans, né à Genapin en Brabant, étudiant, réfugié en France, arrêté à Philippeville.

21° Jean-Elisabeth-Barthélemy Cousin, âgé de 43 ans, né à Montdidier, département de la Somme, ci-devant caissier des états de Bourgogne, demeurant à Arcueil, près Paris.

22° Jean-Joseph Laville, âgé de 43 ans, né à Sainte-Marie, département des Landes, commis aux affaires étrangères, demeurant à Versailles.

23° Mathurin Lambert, âgé de 80 ans, né à Jargeau, département du Loiret, ex-curé de Judy, même département, y demeurant.

24° Jean-Claude Pelechet, âgé de 47 ans, né à Pontarlier, département du Jura, ex-inspecteur des bâtiments de Capet et architecte, demeurant à Versailles.

25° Louis-Antoine-Benoît Suzanne, âgé de 54 ans, né à Chartres, département d'Eure-et-Loir, ex-curé et officier public à Boissy, département de Seine-et-Oise, y demeurant.

26° Louis-Joseph-Samson Bricogne, âgé de 62 ans, né à Liancourt, département de l'Oise, ex-curé de Marly, département de Seine-et-Oise, y demeurant.

27° Josse-François-Joseph Benaut, âgé de 51 ans, né à Legen près Courtray, ex-curé de Saint-Cyr, y demeurant.

28° Melchior Grandjean, âgé de 60 ans, né à Courty près Luxembourg, ex-curé de Bensanville, département de Seine-et-Oise, demeurant à Méziers, même département.

29° Et Claude-Henry Boismegre, âgé de 42 ans, né à Versailles, ex-curé de Chatou, y demeurant.

Le président a averti les accusés d'être attentifs à ce qu'ils allaient entendre et il a ordonné au greffier de lire l'acte d'accusation. Le greffier a fait ladite lecture à haute et intelligible voix. Le président a dit aux accusés : « Voilà de quoi vous êtes accusés; vous allez entendre les charges qui ont été produites contre vous. »

Le greffier a ensuite fait lecture de la loi relative aux faux témoins.

Les témoins présentés par l'accusateur et assignés à sa requête, après avoir entendu la lecture de l'acte d'accusation, se sont retirés.

Le président a fait appeler les dits témoins l'un après l'autre pour faire leurs déclarations, et dans l'ordre ci-après, et avant de faire leur déclaration il leur a fait prêter le serment suivant à chacun individuellement. « Vous jurez et promettez de parler sans haine et sans crainte, de dire la vérité, et rien que la vérité. » Ensuite il a demandé aux témoins qui ont été présentés leurs nom, demeure, profession, s'ils sont parents, amis, alliés, serviteurs ou domestiques des accusés, ou de l'Accusateur public; si c'est de l'accusé présent devant eux qu'il leur a fait examiner, qu'ils entendent parler, et s'ils le connaissent avant le fait qui a donné lieu à l'accusation; à quoi lesdits témoins ont répondu comme ci-dessous :

1° Jean-Baptiste Jacques, agent national du Comité de Sûreté Générale de la Convention, demeurant à Paris, connaît plusieurs des accusés, n'est point parent, dépose, etc.

2° Pierre-Nicolas Chrétien, âgé de 33 ans, limonadier, demeurant à Paris rue des Filles Thomas, connaît l'accusé Rousseau, n'est point parent, dépose, etc.

3° Pierre-Nicolas Vergne, âgé de 35 ans, membre du Comité de Surveillance de la section Lepelletier, demeurant à Paris, connaît l'accusé Rousseau, n'est pas parent, dépose, etc.

L'accusateur requiert et le tribunal ordonne, qu'attendu que Jean-Alexandre Mouchet, d'après l'examen des pièces et ses déclarations n'est pas celui contre lequel est dirigé l'acte d'accusation à l'égard d'un autre Mouchet, qu'il sera mis hors des débats et réintégré en la maison d'arrêt où il était détenu, sauf à être pris par l'accusateur public tels renseignements qu'il appartiendra à son égard.

Les débats sont fermés.

Le président à la fin de chaque déclaration des témoins susdits, a demandé à l'accusé s'il avait à y répondre; et pendant ladite déclaration le président, l'accusateur public, les juges, les jurés et l'accusé, ont fait telles observations ou interpellations qu'ils ont jugé convenables, ledit citoyen Liendon accusateur public a été entendu sur les moyens de justifier l'accusation.

Le président a fait un résumé de l'affaire, et l'ayant réduite à ses points les plus simples, et ayant fait remarquer aux jurés tous les faits et les preuves propres à fixer son attention tant pour que contre les accusés.

Il a ensuite, sur l'avis du tribunal, rédigé la série des questions de faits sur lesquels les jurés ont eu à prononcer, et les a remises aux jurés arrangées dans l'ordre qu'ils doivent en délibérer, ainsi que l'acte d'accusation et autres

pièces, et procès verbaux, excepté les déclarations écrites des témoins. Ce fait lesdits jurés se sont retirés dans leur chambre, et le président a fait retirer les accusés. Le tribunal, composé comme dessus, est resté à l'audience pendant la délibération du juré. Les jurés ayant fait avertir le président qu'ils étaient prêts à donner leur déclaration, ils sont entrés, et chacun d'eux ayant repris sa place, le président a demandé à chacun desdits jurés ci-dessus nommé par son nom, et l'un après l'autre, leur a demandé leur vœu sur chacune des questions qui leur avait été remises dans l'ordre qu'il les avait posées, ainsi qu'elles sont portées en la note qu'il leur en avait remise et signée de lui. D'après que les dits jurés ont eu donné leur déclaration, les accusés ont été introduits de la même manière, libres et sans fers, après quoi il leur a dit : « Vous allez entendre l'accusateur public. » Ce fait, ledit Liendon, accusateur public, a été entendu dans ses conclusions sur l'application de la loi. Après quoi le président a demandé aux accusés s'ils n'avaient rien à dire sur l'application de la loi. Ce à quoi ils n'ont rien répondu.

Le tribunal en présence des accusés a opiné à haute voix, à commencer par le plus jeune des juges, jusqu'au président; et le président ayant recueilli les opinions a prononcé aux accusés le jugement de condamnation, le greffier a écrit le jugement, et y a inséré le texte de la loi. Le président a fait retirer les condamnés et la séance a été levée, et a été le présent procès-verbal signé du président de la séance et du greffier.

LEGRIS, commis greffier, SCHELLIER (1).

#### *Questionnaire remis au jury dans l'affaire*

1° Augustin Hervé Faudoas, 57 ans, Bayeux, département du Calvados, ex-noble, ex-comte et commandant de la garde nationale de Caen, demeurant à Canisy, département de la Manche et capitaine de cavalerie.

2° Eléonore Faudoas, fille, âgée de 18 ans, née à Caen, département du Calvados, y demeurant ordinairement, arrêtée à Canisy.

3° Catherine-Michelle Faudoas, veuve Beaurepaire, ex-noble, 49 ans, née à Bayeux, département du Calvados, demeurant à Falaise, arrêtée à Canisy.

4° Jean-François Lanteigne, âgé de 26 ans, né à Caen, département du Calvados, demeurant à Rouen.

5° Nicolas Frédéric, tailleur des pages de Capet, né à Clouange, département de la Moselle, demeurant à Versailles, âgé de 51 ans.

6° Jean-Pierre Rosée, dit La Rosée, palfrenier de Capet, âgé de 47 ans, né à Lisle-Adam, département de Seine-et-Oise, demeurant à Versailles.

7° Joseph Lanteigne, 23 ans, né à Caen, département du Calvados, demeurant à Rouen lors de son arrestation, vivant de son travail.

8° Souchet Dalvinart, ex-noble, âgé de 63 ans, né à Paris, gouverneur des pages de Capet et ex-capitaine de dragons, demeurant à Versailles.

9° Jean-Evangéliste Roze, âgé de 53 ans, né à Château-Porcine, département des Ardennes, ex-procureur syndic, provincial de la généralité de Châlons, et ensuite procureur général syndic du département de la Marne, aujourd'hui cultivateur à Grand-Champ, même département.

(1) *Arch. Nat.* W 1<sup>b</sup>. Carton 414. Liasse 949, pièce I-92.

10° René-Joseph Nicolais, 22 ans, né à Ernée, département de la Mayenne, et officier municipal dudit lieu, y demeurant.

11° Jean-Marie-Julien Laguedec, âgé de 22 ans, né à Pontivy, département du Morbihan, commis du paiement des trois divisions de l'armée du Nord, demeurant à Vannes.

12°..... (1).

13° Augustin-Bernard-Louis-Joseph Rousseau, âgé de 45 ans, maître d'exercice et d'arme des enfants de Capet, né à Versailles, y demeurant.

14° Jean-Noël Deluche La Crosse, 34 ans, né à Bordeaux, département du Bec d'Ambès, ex-curé et maire d'Eragny, département de Seine-et-Oise, arrêté audit lieu, y demeurant.

15° Renouvin (2).

16° Henri-Aimé Maignenem Dartaise, âgé de 75 ans, né à Artaize département des Ardennes, cultivateur demeurant à Versailles, ex-noble, ex-capitaine de cavalerie.

17° Vincent Roffignac, âgé de 32 ans, né à Roussac, département de la Haute-Vienne, ex-prêtre, ex-officier public pour tenir les registres des naissances, mariages et décès, employé dans les Salpêtres, demeurant à Lésignac-Durand, département de la Charente.

18° Marie-Anne Lasuderie, veuve Lasuderie-Gamory, 41 ans, née à Chambon, département de la Charente, demeurant à Saint-Maurice, ex-noble.

19° Julie-Agathe Saint-Pries, femme divorcée de Dacier Desbrosses, ex-noble, 24 ans, née à Limoges, département de la Dordogne (lire Haute-Vienne), demeurant à Confolens.

20° Charles Vanhoof, 19 ans, né à Anvers, arrêté à Montcenis près Charle-roy, horloger, demeurant à Gochelin.

21° Jean-Baptiste Leguain, 18 ans, né à Genapin en Brabant, étudiant réfugié en France comme suspect aux Autrichiens, arrêté à Philippeville.

22° Jean-Ellisabeth-Barthélémy Cousin, 43 ans, né à Montdidier, cultivateur, demeurant à Arcueil, ex-caissier général des états de Bourgogne.

23° Jean-Joseph Laville, 43 ans, né à Sainte-Marie, département des Landes, demeurant à Versailles, commis aux affaires étrangères.

24° Mathurin Lambert, 80 ans, né à Jargeat, département du Loiret ex-curé de Jisly, même département, y demeurant.

25° Jean-Claude Pelchet, 47 ans, né à Pontarlier, département du Doubs, ex-inspecteur des ciments des bâtiments du tyran, demeurant à Versailles, architecte.

(1) Cette 12° question est effacée; elle concernait Jean-Alexandre Mouchet, qui fut mis hors des débats ainsi qu'on le voit dans le procès-verbal de la séance. Ce qui prouve, contrairement à l'assertion imprimée dans ce procès-verbal, que ce questionnaire pour le jury était rédigé d'avance. D'ailleurs ce procès-verbal n'est qu'une formule imprimée dont on se servait pour tous les jugements en y ajoutant les noms des juges, des accusés et des témoins. Mais le plus souvent on ne remplissait pas les formalités qui y sont indiquées, tout se réduisait à faire l'appel des accusés et des témoins, quand il y en avait, et à donner lecture de l'acte d'accusation.

(2) Aucune indication ne se trouve à la suite de ce nom. On a écrit à côté, au crayon rouge, le mot *inconnu*.

26° Louis-Antoine-Benoît Suzanne, 54 ans, né à Chartres, département d'Eure-et-Loir, ex-prêtre et curé, officier public de Boissy, département de Seine-et-Oise, y demeurant.

27° Louis-Joseph-Sanson Bricogne, 62 ans, né à Liancourt, département de l'Oise, ex-curé de Marly, y demeurant.

28° Josse-Françoies Benaut, 51 ans, né à Gulegem près Courtray, ex-curé de Saint-Cyr, y demeurant.

29° Melchior Granjean, 60 ans, né à Courtray, canton de Luxembourg, même département, ex-curé de Rossenville, département de Seine-et-Oise, demeurant à Mézières.

30° Claude-Honoré Boismaigre, âgé de 42 ans, né à Versailles, ex-curé de Chatou, y demeurant, département de Seine-et-Oise.

Sont-ils convaincus de s'être rendus les ennemis du peuple et d'avoir conspiré contre sa liberté, sa sûreté et sa souveraineté, en entretenant des intelligences et des correspondances avec les ennemis intérieurs et extérieurs de la République, en leur fournissant des secours en hommes et argent pour favoriser leur invasion sur le territoire, en participant aux complots de Capet pour assassiner les citoyens dans les journées des 28 février 1791 et 10 août 1792, en provoquant par des discours, propos et écrits la dissolution de la représentation nationale, la résistance aux autorités constituées, le rétablissement de la royauté, en cherchant à jeter l'alarme et le désordre dans l'armée de Sambre-et-Meuse, lors de la bataille de Fleurus, en répandant avec perfidie le bruit qu'une partie de l'armée était en déroute, en voulant exciter par le fanatisme la guerre civile et armer les citoyens les uns contre les autres, en protégeant l'émigration des pages de Capet, en leur faisant passer des uniformes à Coblenz, en quittant le pays des ennemis coalisés pour jouer le rôle d'espion sur le territoire de la République, depuis la loi du six septembre 1793 (vieux style) qui déclare conspirateurs les étrangers qui se rendraient coupables de ce délit, en méprisant et violant les lois de la représentation nationale, en célébrant les mariages, en conservant des registres particuliers pour inscrire les actes de baptême et de mariage et tous les objets du fanatisme.

SCELLIER.

La déclaration du juré de jugement est affirmative à l'égard de tous les accusés. Au tribunal le vingt-cinq messidor l'an deux de la République Française une et indivisible,

LEGRIS, commis-greffier, SCELLIER (1):

*Jugement qui condamne à la peine de mort Hervé Faudoas et autres  
(25 messidor an II — 13 juillet 1794)*

Vu par le Tribunal Révolutionnaire l'acte d'accusation dressé par l'accusateur public près icelui contre :

1° Augustin Hervé Faudoas, âgé de 57 ans, né à Bayeux, département du Calvados, ex-noble, ex-marquis, demeurant à Canisy, département de la Manche.

(1) Archives Nationales. W 1<sup>b</sup>. carton 414, liasse 949, pièce X-102.

2° Eléonore Hervé Faudoas, âgée de 18 ans, née à Caen, département du Calvados, y demeurant, ex-noble.

3° Catherine-Michelle Faudoas, femme Beaurepaire, ex-noble, âgée de 49 ans, née à Bayeux département du Calvados, demeurant à Falaize même département.

4° Jean-François Lanteigne, âgé de 26 ans, né à Caen, vivant de son bien, demeurant à Rouen, département de la Seine-Inférieure, ex-garde de Capet.

5° Nicolas Frédéric, âgé de 51 ans, né à Clouange, département de la Moselle, tailleur des ci-devant pages de Capet, demeurant à Versailles, département de Seine-Oise.

6° Jean-Pierre Rosée, dit Larosée, âgé de 47 ans, né à l'Isle-Adam, département de l'Oise, ci-devant palfrenier des pages de Capet, demeurant à Versailles.

7° Joseph Lenteigne, âgé de 23 ans, né à Caen, département du Calvados, vivant de son travail, demeurant à Rouen, département de la Seine-Inférieure.

8° Souchet Dalvinart, âgé de 63 ans, né à Paris, ex-noble, ci-devant gouverneur des pages de Capet, demeurant à Versailles.

9° Jean-Evangeliste Roze, âgé de 53 ans, né à Châteauporcin, département des Ardennes, ex-procureur général syndic du département de la Marne, cultivateur, demeurant à Grandchamp même département.

10° René-Joseph Nicolais, âgé de 22 ans, né à Ernée, département de la Mayenne, ex-officier municipal de ladite commune, y demeurant.

11° Jean-Marie-Julien Laguedec, âgé de 22 ans, né à Ponthivy, y demeurant, département du Morbihan, employé pour le paiement des armées demeurant à Vannes, même département.

12° Jean-Alexandre Mouchet, âgé de 42 ans, né à Fontenotte, département du Doubs, valet de chambre de l'ex-marquis de Tourzel, demeurant à Bondant., département d'Eure-et-Loir.

13° Augustin-Bernard-Louis-Joseph Rousseau, âgé de 45 ans, né à Versailles, département de Seine-et-Oise, y demeurant, ci-devant maître d'exercices et d'armes des enfants de Capet.

14° Jean-Noël Deluche, dit Lacrosse, âgé de 34 ans, né à Bordeaux, département du Bec d'Ambès, ex-curé et maire de la commune d'Eragny, département de Seine-et-Oise, y demeurant.

15° Henri-Aimé Megnenem d'Artoize, âgé de 75 ans, né à Artoize, département des Ardennes, ex-noble, ex-capitaine de cavalerie, demeurant à Versailles, département de Seine-et-Oise, ex-écuyer de la ci-devant d'Artois.

16° Vincent Rossignac, âgé de trente-deux ans, né à Roussac, département de la Haute-Vienne, ex-prêtre et officier public, demeurant à Lesignac-Durand, département de la Charente, ex-noble.

17° Marie-Anne Lasuderie, femme divorcée de Lasuderie-Gamory, âgée de 41 ans, né à Chambon, département de la Charente, ex-noble, demeurant à Saint-Maurice.

18° Julie-Agathe Saint-Priest, femme divorcée de Dacier-Desbrosses, ex-noble, âgée de 42 ans, née à Limoges, département de la Dordogne (lire de la Haute-Vienne), demeurant à Confolens.

19° Charles Vanhooft, âgé de 19 ans, né à Anvers, horloger, demeurant à Gochenis en Brabant, étranger, arrêté à Montcenis, près Charles-sur-Sambre.

20° Jean-Baptiste Leguain, âgé de 18 ans, né à Genapin en Brabant, étudiant réfugié en France, arrêté à Philippeville.

21° Jean-Elisabeth-Barthélémy Cousin, âgé de 43 ans, né à Montdidier, département de la Somme, ci-devant caissier des états de Bourgogne, cultivateur, demeurant à Arcueil près Paris.

22° Jean-Joseph Laville, âgé de 43 ans, né à Sainte-Marie, département des Landes, commis aux affaires étrangères, demeurant à Versailles.

23° Mathurin Lambert, âgé de 80 ans, né à Jargeot, département du Loiret, ex-curé de Jidy, même département, y demeurant.

24° Jean-Claude Pelchet, âgé de 47 ans, né à Pontarlier, département du Jura, ex-inspecteur des bâtiments de Capet, et architecte demeurant à Versailles.

25° Louis-Antoine-Benoît Suzane, âgé de 54 ans, né à Chartres, département d'Eure-et-Loir, ex-curé et officier public de Boissy, département de Seine-et-Oise, y demeurant.

27° Josse-François-Joseph Benaut, âgé de 51 ans, né à Alegen, près Courtray, ex-curé de Saint-Cyr, y demeurant.

28° Melchior Grandjean, âgé de 60 ans, né à Courti, près Luxembourg, ex-curé de Bessanville, département de Seine-et-Oise, demeurant à Mezières, même département.

Et dont la teneur suit :..... (1).

L'ordonnance de prise de corps rendue par le tribunal le même jour contre lesdits Hervé Faudoas, Hervé Faudoas, Catherine-Michelle Faudoas femme Beaurepaire, Lanteigne, Frédérick, Rosée dit Larosée, Lanteigne, Souchet Dalvinart, Rose, Nicolais, Laguedec, Mouchet, Rousseau, Deluche dit Lacrosse, Megnenem Dartoize, *Rossignac*, *Suderie femme divorcée de Suderie-Gamorie*, *Saint-Priest*, *femme divorcée de Dacier Desbrosses*, Charles Vanhoof, Leguain, Cousin, Laville, Lambert, Pelchet, Suzanne, Bricogne, Benaut, Grandjean et Boismègre.

Le procès-verbal d'écrou et la remise de leurs personnes à la maison de justice de la Conciergerie, aussi du même jour, et la déclaration du juré de jugement faite individuellement et à haute et intelligible voix à l'audience publique du tribunal, portant que Augustin Hervé Faudoas, Eléonore Faudoas, Catherine-Michelle Faudoas veuve Beaurepaire, Jean-François Lanteigne, Nicolas Frédéric, Jean-Pierre Rosée dit Larosée, Joseph Lanteigne, Souchet Dalvinart, Jean-Evangeliste Rose, René-Joseph Nicolais, Jean-Marie-Julien Laguedec, Augustin-Bernard-Louis-Joseph Rousseaux, Jean-Noel Deluche La Crose, Henri-Aimé Megnenem, *Vincent Rossignac*, *Marie-Anne La Suderie veuve (sic) La Suderie Gamory*, *Julie-Agathe Saint-Priest femme d'Acier divorcée Desbrosses (sic)*, Charles Vanhooff, Jean-Baptiste Leguain, Jean-Elisabeth-Barthélémy Cousin, Jean-Joseph Laville,

(1) Le jugement reproduit ici la teneur intégrale de l'acte d'accusation rapporté ci-dessus. On y remarque, qu'à partir du deuxième paragraphe commençant par ces mots : Expose qu'en vertu, etc., il est écrit d'une autre main, d'une autre encre, et sur un papier différent, avec des blancs et des ratures qui ne sont pas approuvés, ce qui était une irrégularité signalée plus loin. On y a conservé le nom de Jean-Alexandre Mouchet, qui a été effacé dans le questionnaire remis au jury.

Mathurin Lambert, Jean-Claude Pelchet, Louis-Antoine-Benoît Suzanne, Louis-Joseph-Samson Bricogne, Josse-François-Joseph Benaut, Grandjean, et Claude Henri Boismègre, sont convaincus (1) de s'être déclarés les ennemis du peuple et d'avoir conspiré contre sa liberté, sa sûreté et sa souveraineté, en entretenant des intelligences et correspondances avec les ennemis intérieurs et extérieurs de la République, en leur fournissant des secours en hommes et en argent pour favoriser leur invasion sur le territoire, en participant aux complots de Capet pour assassiner les citoyens dans les journées des 28 février 1791 et 10 août 1792, en provoquant par des discours, propos et écrits la dissolution de la représentation nationale, la résistance aux autorités constituées, le rétablissement de la royauté, en cherchant à jeter l'alarme et le désordre dans l'armée de Sambre-et-Meuse lors de la bataille de Fleurus, et répandant avec perfidie le bruit qu'une partie de l'armée était en déroute, en voulant exciter par le fanatisme la guerre civile et armer le citoyens les uns contre les autres, en protégeant l'émigration des pages de Capet, en leur faisant passer des uniformes à Coblenz, en quittant le pays des ennemis coalisés pour jouer le rôle d'espion sur le territoire de la République depuis la loi du 6 septembre 1793 (vieux style) qui déclare conspirateurs les étrangers qui se rendent coupables de ce délit, en méprisant et violant les lois de la représentation nationale, en célébrant les mariages, en conservant les registres particuliers pour inscrire les actes de baptême, de mariage et tous les objets du fanatisme.

Le tribunal, après avoir entendu l'accusateur public sur l'application de la loi, condamne à la peine de mort les dits Augustin Hervé Faudos (suivent les noms et prénoms des autres accusés, exactement dans le même ordre et avec la même orthographe que ci-dessus), conformément aux dispositions des articles 4, 5, 6 et 7, de la loi du 22 prairial dernier, dont a été fait lecture et lesquels sont ainsi conçus, savoir :

« Art. 4. — Le tribunal révolutionnaire est institué pour punir les ennemis du peuple.

« Art. 5. — Les ennemis du peuple sont ceux qui cherchent à anéantir la liberté publique, soit par la force, soit par la ruse.

Art. 6. — Sont réputés ennemis du peuple ceux qui auront provoqué le rétablissement de la royauté ou cherché à avilir et dissoudre la convention nationale et le gouvernement révolutionnaire et républicain dont elle est le centre, — ceux qui auront trahi la République dans le commandement des places et des armées, ou dans toute autre fonction militaire, entretenu des intelligences avec les ennemis de la République, travaillé à faire manquer les approvisionnements ou le service de l'armée, — ceux qui auront cherché à empêcher les approvisionnements de Paris, ou à causer la disette dans la République, — ceux qui auront secondé les projets des ennemis de la France en favorisant la retraite et l'impunité des conspirateurs et de l'aristocratie, soit en persécutant et calomniant le patriotisme, soit en cor-

(1) A partir de ces mots le jugement est écrit comme au commencement. Il est évident que primitivement cette partie avait été laissée en blanc; et ce n'est que plus tard, après le 9 thermidor, qu'on a essayé de régulariser ce jugement en y intercalant la partie omise. Voir la note à la suite de cet acte.

rompant les mandataires du peuple, soit en abusant des principes de la révolution, des lois et des mesures du gouvernement par des applications fausses et perfides, — ceux qui auront trompé le peuple ou les représentants du peuple pour les induire à des démarches contraires aux intérêts de la liberté, — ceux qui auront cherché à égarer l'opinion et à empêcher l'instruction du peuple, à dépraver les mœurs et à corrompre la conscience publique et altérer l'énergie et la pureté des principes révolutionnaires et républicains, ou à en arrêter les progrès, soit par des écrits contrerévolutionnaires ou insidieux, soit par tout autre machination, — les fournisseurs de mauvaise foi qui compromettent le salut de la République et les dilapidateurs de la fortune publique autres que ceux compris dans les dispositions de la loi du.... (espace en blanc), ceux qui étant chargés de fonctions publiques en abusent pour servir les ennemis de la révolution, pour vexer les patriotes et opprimer le peuple, — enfin tous ceux qui sont désignés dans les lois précédentes relatives à la punition des conspirateurs et contrerévolutionnaires, et qui, par quelque moyen que ce soit, et de quelque dehors qu'ils se couvrent, auront attenté à la liberté, à l'unité, à la sûreté de la République, ou travaillé à en empêcher l'affermissement.

« Art. 7. — La peine portée contre tous ces délits dont la connaissance appartient au tribunal révolutionnaire est la mort. »

Déclare les biens de tous les susnommés acquis à la République en conséquence des dispositions de l'article deux, du titre deux, de la loi du 10 mars 1793, dont a été préalablement fait lecture, lequel est ainsi conçu : « Les biens de ceux qui seront condamnés à la peine de mort seront acquis à la République, sauf à pourvoir à la subsistance des veuves, enfants, s'ils n'ont pas de biens d'ailleurs.

Ordonne qu'à la diligence de l'accusateur public le présent jugement sera exécuté dans les vingt-quatre heures sur la place dite barrière de Vincennes, et qu'il sera lu, publié, imprimé et affiché dans toute l'étendue de la République française.

Fait et prononcé le vingt-cinq messidor, l'an deuxième de la république française une et indivisible (13 juillet 1794), en l'audience publique du tribunal, où siégeaient les citoyens Toussaint-Gabriel Scellier, vice-président, Antoine-Marie Maire et François-Pierre Garnier-Launay, juges, qui ont signé le présent jugement avec le greffier.

SCELLIER, MAIRE, GARNIER-LAUNAY, LEGRIS, commis-greffier (1).

On lit sur la pièce III, 94, du même dossier : « Le jugement était en blanc; il a été rempli depuis, il est signé Garnier-Launay, Scellier, Maire. »

Cette note jointe au jugement a été écrite en 1795 par l'un des magistrats chargés par les thermidoriens de poursuivre et de punir les terroristes, et qui cherchait des charges contre eux dans les dossiers de leurs victimes.

Il y a dans le dossier une note écrite de la main de Fouquier, dans laquelle il dit que les témoins contre Pelchet n'ont point été

(1) Arch. Nat. Série W 1<sup>b</sup>. Carton 414. Liasse 949. Pièce IX-101.

assignés, sans doute par oubli, qu'il ne voit pas qu'il y ait impossibilité de le faire juger sans témoins; il recommande à son substitut de faire tout ce qu'il pourra pour que Pelchet ne soit pas mis hors des débats.

On a vu que tous les témoins ne parurent pas au jugement. Voilà donc plusieurs accusés qui furent jugés et condamnés sans que les paroles ou les actes qui leur étaient reprochés aient été affirmés par personne. Pour l'abbé de Roffignac et ses deux compagnes d'infortune ce fut bien pire ! Non seulement il n'y avait pas de témoins, mais encore pas de pièces à charge, comme nous l'avons constaté. C'est à tel point que l'on peut se demander si la correspondance reprochée à ces infortunés a bien existé. Il est bien évident que les jurés, pour les condamner, ont cru sur parole le substitut Liendon, sans exiger qu'on produise ces pièces à l'audience, et, *à fortiori*, sans permettre aux accusés de les discuter.

Quelle preuve plus convaincante et plus terrible du parti pris de tout le monde, de la monstrueuse cruauté des jurés condamnant comme des brutes les malheureux qu'on faisait asseoir en face d'eux, sans chercher à savoir de quoi il était question. D'après le procès-verbal, les 28 victimes furent jugées et condamnées dans une seule audience, sans la plus petite suspension, ce qui prouve la précipitation des débats. Or, rien que pour lire les pièces composant le dossier de ce jugement, et sans les discuter, il faut de 12 à 13 heures, expérience que tout le monde peut faire comme nous aux Archives nationales.

★ Après que ce jugement eut été prononcé, il n'y avait plus qu'à le signifier et à l'exécuter, tout cela fut fait en quelques heures.

#### *Signification au Concierge du jugement qui condamne à mort*

L'an second de la République française, une et indivisible, le vingt-cinq messidor (13 juillet 1794) à la requête du citoyen Accusateur public près le Tribunal Révolutionnaire, établi à Paris par la loi du 10 mars 1793, séant au Palais, qui fait élection de domicile au greffe dudit tribunal, j'ai, huissier audit tribunal, demeurant à Paris, soussigné, signifié et laissé copie au citoyen Richard, concierge de la maison de justice dudit tribunal, y demeurant, et parlant à sa personne, trouvé en son greffe, du jugement rendu le vingt-cinq messidor, lequel condamne les nommés Augustin Hervé Faudoas, Eléonore Hervé Faudoas, Catherine-Michel Faudoas femme Beaurepaire, Jean François Lanteigne, Nicolas Friderich, Jean-Pierre Rosée dit Larosée, Joseph Lanteigne, Souchet d'Alvimart, Jean-Evangéliste Rose, René-

Joseph Nicolas, Jean-Marie-Julien Laguedec, Augustin-Bernard-Louis-Joseph Rousseau, Jean-Noël Deluche dit Lacrose, Henry-Aimé Magnenem Dartoize, *Vincent Rossignac, Marie-Anne-Lasuderie, Julie-Agathe Saint-Priest femme Dasser des Brosses*, Charles Vanhoof, Jean-Baptiste Le Gain, Jean-Elisabeth-Barthélémy Cousin, Jean-Joseph Laville, Mathurin Lambert, Jean-Claude, Pelchet, Louis-Antoine-Benoît Suzanne, Louis-Joseph-Samson Bricogne, Josse-François-Benoist Benault, Melchior Grandjean et Claude-Henry Boismaigre.

AUVRAY,

Enregistré à Paris le 27 messidor l'an second de la République française une et indivisible.

SADÉE (1).

*Procès-verbal d'exécution*

L'an second de la République Française, le 25 messidor, à la requête du citoyen Accusateur public près le Tribunal établi au Palais, par la loi du 10 mars 1793, sans aucun recours au Tribunal de Cassation, lequel fait élection au greffe dudit Tribunal séant au Palais, je me suis, huissier audencier au Tribunal, soussigné, transporté en la maison de justice dudit Tribunal, pour l'exécution du jugement rendu par le Tribunal ce jourd'huy contre les nommés Augustin Hervé Faudoas, Eléonore Hervé Faudoas, Catherine-Michelle Faudoas femme Beaurepaire, Jean-François Lantaigne, Nicolas Friderick, Jean-Pierre Rosée dit Larosée, Joseph Lanteigne, Souchet d'Alvimart, Jean-Evangéliste Rose, René-Joseph Nicolas, Jean-Marie-Julien Laguedec, Augustin-Bernard-Louis-Joseph Rousseau, Jean-Noël Deluche dit la Crose, Henri-Aimé Megnenem d'Artaize, *Vincent Rossignol (sic), Marie-Anne Lasuderie, Julie-Agathe Saint-Priest femme Dacier Desbrosses*, Charles Vanhooff, Jean-Baptiste Le Guain, Jean-Elisabeth-Barthélémy Cousin, Jean-Joseph Laville, Mathurin Lambert, Jean-Claude Pelchel, Louis-Antoine Benoît Suzanne, Louis-Joseph-Samson Bricogne, Joseph-François-Benoît Benault, Melchior Grandjean, et Claude Henri Boismaigre, qui les condamne à la peine de mort pour les causes énoncées audit jugement, et de suite je les ai remis à l'exécuteur des jugements criminels et à la gendarmerie, qui les ont conduits sur la place ci-devant du Trône, où, sur un échafaud dressé sur ladite place, lesdits susnommés, ont, en notre présence, subi la peine de mort, et de tout ce que dessus ai fait et rédigé le présent procès-verbal, pour servir et valoir ce que de raison, dont acte.

(signature illisible).

Enregistré gratis à Paris le 27 messidor l'an second de la République française une et indivisible (2).

(Signature illisible).

Cette pièce est une feuille imprimée, sur laquelle l'huissier n'avait qu'à inscrire le nom des condamnés. Mais cette formule

(1) Arch. Nat. Série W 1<sup>b</sup>. Carton 529.

(2) Arch. Nat. Série W 1<sup>b</sup>. Dossier 414. Liasse 949. Pièce VI-98.

n'était faite que pour un seul condamné, et l'huissier au lieu d'en faire vingt-huit, une pour chaque victime, a voulu tout faire tenir sur la même feuille. Aussi force lui a été de renvoyer leurs noms d'abord en marge, puis au bas de la feuille, et jusque sur le verso. Dans cette liste funèbre les noms sont encore plus mal écrits que dans les autres pièces; ils chevauchent les uns sur les autres; de plus cet huissier dont le nom est illisible, trouve 29 condamnés au lieu de 28, et cela, en séparant par une virgule Samson de Bricogne. Ce sont de nouveaux indices de la précipitation et du peu de sérieux qui présidaient à tous les actes de ce tribunal.

Ce procès-verbal d'exécution, et autres pièces publiées ci-dessus font encore voir que si le vicaire de Lésignac-Durand, a été conduit au tribunal révolutionnaire sous le nom de *Roffignac*, ce tribunal l'a condamné sous le nom de *Rossignac*, et il a été exécuté sous le nom de *Rossignol*.

Le greffier du tribunal fit à la municipalité de Paris la déclaration du décès du vicaire de Lésignac-Durand, ainsi que celui des autres guillotins, et l'acte en fut dressé, mais les registres de l'état-civil ayant été détruits pendant la période insurrectionnelle de la commune, cet acte a été rétabli en 1874 dans la forme donnée ci-après, sous le nom de *Rossignac*.

*Tribunal Révolutionnaire établi à Paris, au Palais par la loi du 10 mars 1793  
l'an II de la République*

Greffier du Tribunal,

Je t'envoie, Citoyen, extrait du jugement qui condamne à la peine de mort les dénommés ci-contre, en date du vingt-cinq messidor présent mois (13 juillet 1794), ainsi que celui du procès-verbal d'exécution dudit jugement.

Je t'invite à faire la consignation de ce décès sur le registre mortuaire, et à m'accuser la réception de cet extrait.

A Paris le vingt-cinq messidor de l'an deuxième de la République française une et indivisible (13 juillet 1794), Ducray, commis greffier.

Reçu le 29 messidor, Deltroit, officier public.

Au citoyen commis à l'enregistrement des actes constatant l'état-civil des citoyens, à la municipalité de Paris (1)

(1) *Arch. Nat.* Série W 1<sup>a</sup>. Carton 504. — Une seconde feuille jointe à cette lettre donnait les 28 noms des condamnés.

*Extrait du registre des actes de décès de la municipalité de Paris pour l'an deux*

Du vingt-sept messidor, an deuxième de la République (15 juillet 1794), acte de décès de Vincent Rossignac, du vingt-cinq de ce mois, âgé de trente-deux ans, employé, natif de Roussac.

Vu l'extrait du jugement du tribunal révolutionnaire, et le procès-verbal d'exécution en date du vingt-cinq de ce mois, signé..... officier public, Rétabli sur une pièce tirée de la minute détruite pendant la période insurrectionnelle.

Le greffier chef de l'état-civil au Palais de Justice à Paris, ce 9 mai 1874.

RATHELOT (1).

(1) Arch. de la ville de Paris. — Etat civil reconstitué.

XLII. — M<sup>me</sup> JULIE-AGATHE GARAT DE SAINT-PRIEST  
marquise D'ASSIER DES BROSSES

*Guillotinée le 13 juillet 1794*

---

Le procès de cette dame infortunée est lié étroitement à celui de M<sup>me</sup> Lassuderie-Gamory et de M. de Roffignac, parce qu'ils furent tous trois englobés dans les mêmes poursuites, condamnés et exécutés en même temps.

Julie-Agathe Garat-Saint-Priest était la huitième enfant, et la cinquième fille de François-Joseph Garat, seigneur de Saint-Priest-Taurion, Saint-Yrieix, Ambazac, etc. (1) et de Marie-Anne Benoist de Lostende.

Elle naquit à Limoges en 1752, à l'hôtel de Saint-Priest, place Fontaine-des-Barres. Son enfance s'écoula dans cette ville et au château de Saint-Priest, situé au confluent de la Vienne et du Taurion, à quatre lieues de Limoges. Quand vint le temps de son éducation, elle entra au couvent de la Visitation, dont sa sœur Agathe était une des religieuses les plus éminentes, et qui sut toujours conserver le caractère de sainteté auquel elle avait destiné sa vie. L'abolition de son ordre la força à rentrer dans sa famille; elle en fut le conseil et la providence pendant les temps malheureux de la Révolution.

L'aîné des fils de François-Joseph Garat épousa M<sup>lle</sup> de Fromental et posséda le château de Saint-Priest qu'a habité jusqu'à nos jours son petit-fils M. de La Salvanie.

Le second, entré dans les ordres, subit toutes les épreuves de la Révolution, à laquelle il survécut pour être archidiacre de Saint-Brieuc.

Le troisième mourut jeune encore et déjà commandant de carabiniers; il eut la jambe emportée par un boulet.

(1) Les armes de la famille Garat sont *d'azur à l'entrelacs d'or accompagné de trois étoiles du même, deux en chef et une en pointe, au chef de gueules chargé d'un croissant d'argent.*

Les cinq filles, par leur position dans le monde, furent échelonnées sur les bords riants et pittoresques de la Vienne, qui baigne les tours du Puy-Moulinier, où était mariée l'aînée, M<sup>me</sup> de Douhet. Celle-ci mourut jeune et sans enfants, avant l'émigration de son mari et l'envahissement de sa demeure.

M<sup>me</sup> de Vyon partagea, avec sa sœur Agathe de la Visitation, la résidence de Limoges; elle fut mère de trois enfants; M. de Vyon de La Planche; la marquise de Fontanges et une fille nommée Agathe, qui devait épouser le fils de celle qui fait le sujet de cette notice et perpétuer sa descendance.

La quatrième sœur avait épousé M. Texandier de l'Aumônerie, paroisse d'Aixe. Ils n'eurent qu'une fille unique, la comtesse de Villelume, dont les descendants habitent le château de l'Aumônerie, sur la rive droite de la Vienne.

La cinquième, Julie-Agathe Garat de Saint-Priest, fut mariée le 13 novembre 1775 à Jacques-Joachim marquis d'Assier des Brosses, ancien page du roi Louis XV, issu d'une famille noble et illustre du Quercy, établie depuis 1556 à Confolens dans l'ancien diocèse de Limoges, aujourd'hui département de la Charente. La bénédiction nuptiale leur fut donnée par l'abbé Benoist de Lostende, chanoine de la collégiale de Saint-Martial.

La jeune épouse s'établit au château des Brosses, paroisse de Saint-Maurice-des-Lions, près de son beau père. Elle devint trois fois mère : deux fils, dont l'un Gabriel-Joseph, naquit le 13 octobre 1779; le second, Frédéric-Louis, naquit le 19 février 1781, puis sa fille Agathe. Ces trois enfants furent baptisés à Saint-Maxime de Confolens; ils passèrent leurs premières années dans le bien-être de la fortune, mais les années de misère et de souffrances arrivèrent bientôt; leur père élevait pour eux aux Brosses une habitation élégante et commode, ils n'en purent prendre possession. Avant son achèvement, l'heure de l'émigration avait sonné, et le jeune marquis des Brosses, fidèle à son roi, quitta sa jeune femme et ses trois petits enfants, pour aller joindre cette héroïque et malheureuse armée de Condé, dont il partagea les périls et les désastres et dont il ne revint pas.

Julie-Agathe quitta les Brosses pour venir s'établir dans sa maison de Confolens. En 1792 elle fut arrêtée sous l'accusation de femme d'émigré et fut enfermée dans la prison de ville; ses trois enfants furent eux-mêmes dispersés et placés chez différentes personnes.

Peu de temps après son emprisonnement, où elle eut pour

compagne de sa détention M<sup>me</sup> de Lasuderie-Gamory, on lui fit subir l'interrogatoire dont voici le procès-verbal :

*Extrait du registre des interrogatoires du Comité révolutionnaire  
et de surveillance établi à Confolens*

Du 4 décembre 1793

D. — Ses nom, surnom, âge, qualité et demeure.

R. — S'appeler Jeanne-Agathe Garat-Saint-Priest, âgée d'environ 40 ans, femme de Joachim-Jacques d'Assier des Brosses, émigré, demeurant en la ville de Confolens.

D. — Si elle a des frères et sœurs émigrés.

R. — Qu'elle n'a aucun de ses parents, et que son mari, de la famille, est le seul émigré.

D. — Si elle n'a pas reçu de lettres des émigrés; si elle ne leur en a pas écrit.

R. — Qu'elle n'a rien reçu qu'une lettre de son mari, il y a environ un an; qu'elle n'en a pas reçu depuis, et qu'elle n'a jamais écrit aux émigrés.

D. — Si elle n'a pas envoyé d'argent ni d'autres secours aux émigrés.

R. — Qu'elle ne leur a jamais rien envoyé.

D. — Comment il a été soustrait du séquestre des lustres et garnitures de chenets, et que ces meubles ont été portés en la maison de sa belle sœur.

R. — Que, ces lustres et garnitures de chenets se rouillant chez elle, elle en parla, à sa belle-sœur, qui dit de les faire transporter chez elle, et qu'elle les mettrait dans un endroit où ils ne se rouilleraient pas, ce qui fut fait. Et ce transport fut fait il y a deux ans passés depuis les vendanges.

D. — A quelle fin elle avait affiché ou fait afficher aux portes de sa maison de petits cœurs, au bas desquels étaient ces mots : « *Miserere nobis Jesu* ».

R. — Que c'était à aucun dessein.

Lecture à elle faite du présent interrogatoire, a déclaré y persister et a signé.

La citoyenne DES BROSSES.

Signé au registre : Stanga La Barre, président; Villesot, Clavaud L'Etang, Jean Teste-Picard, Reynaud, Dupolrier et Grellier, secrétaire.

Un mois après, et afin de pouvoir conserver quelque chose pour ses enfants, elle chercha à faire prononcer son divorce, parce que les lois contre les émigrés portaient la confiscation absolue de tous leurs biens. Ces lois rigoureusement exécutées entraînaient la perte d'une partie des biens de la femme et quelquefois de grandes persécutions. Aussi beaucoup d'émigrés prescrivait à leurs épouses de faire prononcer le divorce, la loi du 20 septembre 1792 l'autorisant, afin qu'elles pussent avoir un peu de repos et conserver du pain à leurs enfants. Toutefois, ce n'était là qu'une mesure transitoire, et tous ceux qui rentrèrent plus tard firent rapporter les jugements de séparation, qui étaient aussi contraires

à leurs principes religieux qu'aux sentiments de leurs cœurs.

Le procès-verbal du tribunal de famille réuni pour cela est du 8 décembre 1793.

*Procès-verbal de l'assemblée du tribunal de famille pour la demande en divorce de la citoyenne Agathe Saint-Priest*

Aujourd'hui, 19 frimaire, l'an II de la République française, une et indivisible (8 décembre 1793), une heure après midi, nous, Jean Dubois-Dupuy et Lagrange-Videaud, arbitres nommés par la citoyenne Agathe Saint-Priest, épouse du sieur Dassier des Brosses, émigré, par son acte de sommation en date du 12 de ce mois; Planteau-Maroussein et Pierre Lagrange-Jaraudie, arbitres nommés d'office pour Dassier des Brosses, par ordonnance du tribunal de cette ville, en date du jour d'hier, à l'effet, conjointement avec les arbitres nommés par la citoyenne Saint-Priest, de former un tribunal de famille pour statuer, conformément à la loi du 20 septembre 1792, sur la demande en divorce provoquée par ladite Saint-Priest, d'avec ledit d'Assier des Brosses, son mari, nous sommes transportés dans la maison du citoyen Dupuy, l'un de nous, où étant et après avoir réciproquement accepté la mission à nous donnée et nous être régulièrement formés en tribunal de famille.

A comparu le citoyen François Sicamois, habitant de cette ville, au nom et comme fondé de pouvoir de la citoyenne Saint-Priest, épouse de Dassier des Brosses, émigré, lequel a dit qu'elle entendait faire prononcer son divorce d'avec son mari, en vertu de la loi relative au divorce du 20 septembre 1792, pour cause d'émigration de celui-ci; que c'était toute la vengeance qu'elle pouvait tirer de son absence et ingratitude envers elle et de son crime envers la patrie, mais que, comme, d'après l'article 18 du paragraphe de ladite loi relative au divorce, celui des deux époux qui veut le faire prononcer sur le fait d'émigration, qui est un des motifs déterminés énoncés dans l'article 4 du paragraphe 1<sup>er</sup> de ladite loi, est obligé de convoquer un tribunal de famille à l'effet de vérifier le fait qui sert de fondement à la demande, lequel, s'il juge la demande fondée, renvoie le demandeur en divorce par devant l'officier public du domicile du mari, pour le faire prononcer, c'est à ces fins qu'elle nous a fait convoquer et à la conséquence requis, en donnant défaut contre Dassier des Brosses, son mari, qui n'est point comparu, ni personne pour lui, quoique assigné à ce jour, lieu et heure, par exploit du jour d'hier, que nous eussions à faire droit à sa demande. *Signé* : Sicamois, fondé de pouvoirs.

Nous, composant le tribunal de famille,

Attendu que Dassier des Brosses, ni personne pour lui, ne sont comparu, quoique attendu jusques à 3 heures après midi, en avons donné défaut.

Et, pour le profit.

Considérant qu'il est de la certitude la plus notoire que ledit Dassier des Brosses est émigré, puisque ses biens meubles et immeubles ont été compris dans la mainmise et séquestre que la nation a fait des biens de tous les émigrés; que ces dits meubles, ont été d'abord affermés par adjudication au profit de la nation, et ensuite vendus aussi au profit de la nation, sans que ledit Dassier des Brosses, ni personne pour lui, ait justifié de sa résidence dans l'étendue de la République.

Attendu cette vérité, trouvant le motif qui sert de fondement à la citoyenne Saint-Priest pour former sa demande en divorce suffisamment prouvé, nous l'avons, conformément à l'article 19 du paragraphe 2 de la dite loi du 20 septembre 1792, renvoyée devant l'officier public du dernier domicile de son mari pour faire prononcer son divorce d'avec lui.

Fait en tribunal de famille les jour et an susdits, sur les quatre heures après midi, et avons signé : Dubois, Lagrange-Videaud, P. Lagrange, Maroussein.

Pour expédition conforme à la minute déposée au greffe du tribunal du district de Confolens (Nom illisible). greffier.

Enregistré à Confolens, le 23 frimaire, an II de la République. Reçu 20 sols.

Signé (illisible), (1).

On comprend combien étaient grandes les souffrances de Mme Garat de Saint-Priest dans sa prison. Précédemment « elle avait vu monter et grossir le flot révolutionnaire; elle avait éprouvé toutes les angoisses de la déchéance de sa position, n'ayant autour d'elle que sa belle-sœur Marguerite et ses trois enfants. Elle fut assez inquiétée pour désirer anéantir tous les titres qui devaient être un crime aux yeux de ses ennemis politiques; elle rassembla tous les papiers qui lui semblaient compromettants, au nombre desquels était la généalogie de ses enfants, signée par d'Hozier; après en avoir fait la lecture à sa belle-sœur et ses enfants, et recommandé le souvenir, elle les livra aux flammes. L'aîné de ses enfants se souvenait encore de ce moment qui avait impressionné sa jeune imagination, et nous en a parlé souvent, malgré qu'il n'aimât pas à réveiller ses anciens souvenirs.

« Sa belle-sœur fut aussi arrêtée, et renfermée aux Récollets (aujourd'hui collège de Confolens).

« On se figure aisément quelle fut la douleur de cette pauvre mère; ses trois enfants furent eux-mêmes dispersés et placés, l'aîné chez un serrurier, le second dans une auberge et la petite fille chez une blanchisseuse.

« L'ancien château des Brosses, qui existe encore près du nouveau, et la maison de Confolens furent pillés l'un et l'autre.

« Un trait caractéristique qui ne peut se retrouver qu'à cette époque, nous montre le jeune Joseph-Gabriel, alors âgé de 12 ans, suivant le flot populaire et pillant avec eux la demeure de ses pères; mais le pauvre enfant ne prit pas la tâche la plus facile : il arracha deux cheminées de marbre et entraîna les girouettes de

(1) Arch. Nat. W 1<sup>b</sup>, 414. Liasse 949. Pièce III. 19.

sa maison, qui surmontent aujourd'hui leur nouvelle habitation de Joncherolles.

« La prisonnière apprit bientôt que sa belle terre des Brosses et sa maison de Confolens se vendaient nationalement, et étaient perdues sans retour. Par un mouvement de désespoir, et en pensant à son mari et à ses enfants, la malheureuse femme joignit les mains, qu'elle éleva vers le ciel en s'écriant : « Il y aura un Dieu vengeur de tant de crimes et de tant de malheurs ! » Cette parole fut recueillie et incriminée ; il y eut aussi, dit-on, une femme, dont nous taisons le nom en faveur de son repentir, qui, le bonnet rouge sur la tête, la pique à la main, se fit sa geôlière et sa persécutrice, sans autre haine que son furieux patriotisme.

« Mais que ces invectives, poignantes cependant, deviennent secondaires devant le malheur affreux qui vint la frapper ! Elle apprit la mort de son mari, arrivée à Maestricht, par suite d'une blessure reçue à l'armée de Condé (1) ».

La marquise d'Assier des Brosses fut bientôt informée qu'elle allait être transférée à Paris. On a vu ci-devant, dans l'article de Vincent de Roffignac, l'ordre du Comité de Sûreté générale de la Convention qui ordonne ce transfert ; il est daté du 25 prairial an II<sup>e</sup> (13 juin 1794). Alors les portes de la prison de Confolens s'ouvrirent devant elle et devant M<sup>me</sup> de Lasuderie, sa compagne de prison et d'infortune ; on leur adjoignit le vicaire de Lesignac-Durand, et tous trois prirent place dans une carriole attelée d'un seul cheval, qui préludait au tombereau de la Conciergerie. Ils furent conduits par un homme de Lesterps, patriote dur et impitoyable. Un retard aurait pu les sauver ; le règne de Robespierre touchait à sa fin ; les trois pauvres victimes en eurent la pensée et firent des offres au monstre qui les conduisait, mais celui-ci n'en pressa que plus le voyage. Partis de Confolens le 5 messidor (23 juin 1794), comme on allait par étapes avec le tombereau du citoyen Ygier, ils ne durent arriver à Paris que le 20, et nous les trouvons devant le tribunal révolutionnaire le 25 messidor (13 juillet 1794).

Alors on ne se donna même pas la peine d'observer la formalité, fort inutile il est vrai, de l'interrogatoire avant le jugement, par un des juges du tribunal révolutionnaire ; on n'en trouve pas de trace dans le dossier ; les victimes étaient poussées avec une ef-

(1) D<sup>r</sup> GIGON. — *Les Victimes de la Terreur*, tome II, p. 334.

frayante rapidité vers la mort, le sang coulait à flot tous les jours sur l'échafaud de Paris.

Lorsqu'elle comparut devant le tribunal, M<sup>me</sup> des Brosses fut accusée de trois crimes. On lui reprocha d'avoir reçu des lettres de son mari de l'émigration; mais on ne le prouva nullement, car elle l'avait nié d'une manière absolue, et on ne lui présenta aucune preuve. On lui reprocha encore d'avoir soustrait au séquestre qui pesait sur ses meubles, de par la nation, un lustre et une garniture de cheminée : elle déclara que c'était vrai, que, comme elle s'attendait à voir lever cet interdit avant peu, elle avait cru pouvoir enlever ces quelques meubles, qui se rouillaient chez elle, pour les transporter chez sa belle-sœur, où l'on avait plus de soin. Enfin, troisième chef d'accusation, on lui reprocha d'avoir cherché à exciter le fanatisme, en plaçant ostensiblement des cœurs sur la porte de sa maison à Confolens, avec cette courte légende : « *Miserere nobis, Jesus!* » signes qui, lui dit-on, étaient ceux arborés par les rebelles de la Vendée. Hélas ! « *Miserere nobis, Jesus!* » était une expression de douleur pieuse que l'on pouvait bien comprendre et respecter chez cette noble femme, naguère si heureuse et qui s'était vu tout enlever, à la fois, à elle, à ses trois enfants, et qui avait fait le sacrifice de demander son divorce d'avec son mari, émigré, dans l'espérance d'assurer un peu de pain à ses enfants en bas âge; mais, à ces époques néfastes, l'expression d'une pensée pieuse était un crime irrémissible que la mort seule devait punir (1).

L'acte d'accusation, le procès-verbal de la séance du tribunal où M<sup>me</sup> des Brosses fut condamnée, les questions sur lesquelles les jurés ont prononcé le jugement, et le procès-verbal d'exécution, sont à l'article de M. de Roffignac, qui précède.

Un de ses parents nous écrivait il y a quelques temps : « Il est une affaire sur laquelle je serais heureux de vous voir étendre un peu, et flétrir, comme il convient, les procédés criminels des bandits terroristes; c'est celle de M<sup>me</sup> Dasser des Brosses, née Garat de Saint-Priest, assassinée le 13 juillet 1794. Elle est mon arrière grande tante. Son sort m'a toujours vivement ému; des traditions de famille veulent que son agonie, comme celle de sa compagne, aient été épouvantables, et qu'au cours de leur douloureux calvaire, ces deux dames aient connu les plus affreuses tortures morales. Vous savez qu'elles furent condamnées sans

(1) D<sup>r</sup> GIGON. *Les Victimes de la Terreur dans la Charente*, tome II, p. 329.

pièces écrites, sans audition de témoins, sur le seul énoncé (fort vague) de l'acte d'accusation, qu'aucune présomption, qu'aucun indice ne vint corroborer, dans une audience où trente personnes furent jugées en trois heures. »

C'est le 25 messidor an II (13 juillet 1794) que M<sup>me</sup> des Brosses fut conduite au Tribunal, ainsi que M<sup>me</sup> Lassuderie et M. de Rofignac. Condamnée à mort, elle fut menée quelques heures après sur la place du Trône, et monta sur l'échafaud, ainsi que les autres condamnés le même jour. Son corps fut transporté au cimetière de Picpus, et tous ses biens furent confisqués au profit de la République.

Les trois enfants de M<sup>me</sup> d'Assier des Brosses s'élevèrent comme enfants de la nation. A la sortie de la prison des Récollets à Confolens, où leur tante Marguerite avait été détenue, ils la suivirent aux Brosses, dont elle n'avait cessé de réclamer sa part de patrimoine; elle lui fut assignée sur l'ancienne demeure, ses dépendances et sa réserve où elle habita plusieurs années. Elle vit partir ses deux neveux pour le service militaire. L'aîné fit les guerres d'Italie. Frédéric fournit une plus longue carrière militaire; il fit toutes les campagnes de l'Empire, gagna la croix et ses grades bravement. La campagne de Russie, où il servit en qualité d'officier de cuirassiers, lui fut funeste; il en revint criblé de blessures, et mourut de leurs suites, après quelques années passées à Confolens.

Leur sœur avait épousé M. Sardin de Fonfais et habita Les Ponts, près Saint-Claud (Charente). Les malheurs de sa famille eurent sur elle une influence de tristesse. Pieuse et douce, elle vivait retirée, et n'avait de sourire que pour l'intimité de sa famille; elle mourut sans enfants.

Gabriel-Joseph, l'aîné, eut à partager avec les héritiers de sa tante Marguerite la petite portion des Brosses qui lui avait été assignée; ce partage en obligea la vente. Il épousa sa cousine germaine, Agathe de Voyon; il se fixa d'abord à Confolens, puis à Brigueil, et acheta ensuite Joncherolles (1).

---

(1) D<sup>r</sup> GIGON, *Les Victimes de la Terreur dans la Charente*. — Cet auteur donne aussi tome II, p. 346, les Tableaux de la vente des biens de M<sup>me</sup> Garat de Saint-Priest.

## XLIII. — MARIE-ANNE LASSUDERIE-GAMORY

*Guillotinée le 13 juillet 1794*

---

M<sup>me</sup> de Lassuderie-Gamory appartenait à une de ces familles de gentilshommes campagnards chez lesquels l'honneur et l'amour de la patrie étaient le premier héritage de famille et qui, après avoir servi dans la première partie de leur carrière avec leur épée le roi et la France — car dans leur pensée, c'était tout un — passaient le reste de leur existence dans leurs terres, à pratiquer les vertus domestiques et à s'occuper d'agriculture (1). M<sup>me</sup> de Lassuderie était née au Chambon, paroisse de Saint-Maurice-aux-Lions, dans l'ancien archiprêtré de Saint-Junien au diocèse de Limoges, mais aujourd'hui département de la Charente. Elle portait déjà le nom de Lassuderie lorsqu'elle épousa son cousin, M. de Lassuderie-Gamory, qui revenait du service. Sa jeunesse s'était écoulée paisiblement dans cette contrée que baigne la Vienne, lorsque la Révolution inaugura la persécution religieuse et politique qui a fait couler des torrents de sang français. M. de Lassuderie-Gamory émigra, emmenant avec lui son jeune fils, âgé de 21 ans, soldat au régiment de cavalerie Royal-étranger. M<sup>me</sup> de Lassuderie, âgée de 41 ans, resta seule, avec ses deux plus jeunes enfants, au village de Chez Bonny, *alias* Chez Bouit, situé à un kilomètre du Chambon.

« L'émigration, comme acte politique, était une faute, car elle laissait le roi seul, au milieu de ses ennemis, séparé de ses plus

(1) Jacques La Suderie, chevalier, seigneur de Gamory, conseiller du roi, président de France général des finances en la généralité de Limoges, a fait enregistrer ses armes à l'Armorial de 1696, *écartelé, au 1<sup>er</sup> d'argent à deux JJ. de gueules posés en pal, au 2<sup>e</sup> d'azur à un croissant d'argent; au 3<sup>e</sup> d'azur à une coquille d'or en chef, et une demi-coquille de même en pointe mouvante de la partition, au 4<sup>e</sup> d'or à une branche de Suriette de sinople posée en pal.*

fidèles de ses plus dévoués serviteurs. Cependant, on ne peut méconnaître qu'au point de vue personnel il y avait quelque chose d'héroïque, de chevaleresque dans l'action de ces gentilshommes qui abandonnaient tout, leur famille, leurs intérêts, pour obéir à leurs obligations féodales envers la royauté. Ajoutons que beaucoup d'entre eux furent forcés de s'expatrier pour échapper aux persécutions. La situation des gentilshommes, du reste, était bien difficile à ce moment. En restant en France, ils étaient exposés aux insultes, aux violences de la populace la plus grossière, la plus abjecte; aux incarcérations, aux persécutions des autorités locales; émigraient-ils, alors il étaient déclarés traîtres à la patrie, livrés aux tribunaux révolutionnaires, c'est-à-dire à la mort, leurs biens confisqués, leurs femmes et leurs enfants déclarés solidaires d'actions auxquelles ils n'avaient en rien participé, étaient punis des mêmes peines qu'eux-mêmes, ou au moins longuement incarcérés. Je sais bien qu'on les a accusé d'avoir trahi leur patrie et d'avoir combattu contre la France; mais eux répondaient que la France était avec eux, qu'ils combattaient pour le roi, pour la propriété, la famille, la religion, l'organisation sociale, tout ce qui avait fait la France grande, respectable, respectée et redoutée. Et cette raison, ce me semble, n'était pas dénuée de solidité.

« Était-elle donc avec les révolutionnaires et les désorganiseurs, cette France qu'on accusait les émigrés d'avoir trahie ? Était-elle avec les bourreaux qui mitraillaient à Lyon, noyaient à Nantes, brûlaient en Vendée et guillotinaient partout ? qui remplissaient les prisons des meilleurs citoyens et organisaient aussi le vol public, sous forme de confiscation et d'assignats ? Était-elle avec la Convention prétendue nationale, cette assemblée faible et violente, tyrannique et rampante qui, dénuée de toute indépendance, obéissait lâchement à un Robespierre, à un Marat, à un comité nommé, par antiphrase, de Salut public ?

« Je ne le pense pas.

« Les émigrés combattaient pour le roi et pour la civilisation, contre la violence et l'anarchie; le droit et la raison étaient avec eux. Seulement, ils furent vaincus : *Væ victis !* (1) ».

La malheureuse Mme de Lassuderie éprouva bientôt toutes les horreurs des traitements que nous venons d'indiquer. Son

(1) *Les victimes de la Terreur de la Charente*, par le Dr Cl. GIGON, auquel nous faisons de nombreux emprunts.

mari et son fils avaient émigré : leurs biens furent saisis et séquestrés; puis à son tour, elle fut elle-même déclarée suspecte et incarcérée aux Récollets, à Confolens, où elle fut gardée par les chaudes patriotes de l'armée révolutionnaire, qui chantaient aux détenues les chansons démagogiques du temps, où ne brillaient ni les bons sentiments ni les bonnes mœurs. Pendant cette captivité elle fut complètement séparée de ses deux autres jeunes fils, âgés de 11 et 13 ans, qu'elle avait laissés chez son père.

La date exacte de son arrestation ne nous est pas connue, c'est peut-être à l'époque où son médecin donna pour elle le certificat suivant :

Le soussigné, officier de santé, certifie que Marie-Anne Lassuderie, veuve Gamory, a, depuis le mois de septembre dernier, essuyé une fièvre putride et maligne qui lui a laissé un rhumatisme sur tout le corps, qui, d'après les bains domestiques que je lui ai fait prendre, s'est fixé sur les extrémités inférieures à prendre depuis l'os des illes, ce qui fait qu'elle ne marche qu'avec peine, qu'autant même qu'elle est soutenue par quelqu'un.

En foi de quoi, je lui délivre le présent certificat pour valoir.

A Saint-Maurice, ce 18 floréal, an II<sup>e</sup> de la République française, une et indivisible (7 mai 1794).

Signé : LEPROUX.

Bientôt deux lettres, venant de l'émigration, arrivèrent à Confolens, à son adresse; mais elle ne les reçut point, elles furent saisies à la poste par le comité révolutionnaire de Confolens et furent envoyées à Paris. C'est alors que le comité de Sûreté générale de la Convention qui les avait reçues, prit l'arrêté du 25 prairial (13 juin 1794) reproduit plus haut, qui renvoya M<sup>me</sup> de Lassuderie devant le tribunal révolutionnaire à Paris, en même temps que M. de Roffignac et M<sup>me</sup> d'Assier des Brosses; et par cet arrêté il chargeait aussi le comité révolutionnaire de Confolens, son fidèle complice, de le faire exécuter. Avant d'envoyer ses victimes à la boucherie, le susdit comité, présidé par le cordonnier Dupoirier, procéda à l'interrogatoire de M<sup>me</sup> de Lassuderie en la manière suivante :

*Extrait du registre des interrogatoires du comité révolutionnaire et de surveillance établi à Confolens*

Le 30 prairial an II (18 juin 1794).

D. — Son nom, surnom, âge, qualité et demeure.

R. — Marie-Anne Lassuderie, femme de Jacques Lassuderie-Gamory, âgée de 42 ans, demeurant Chez-Bonit, commune de Saint-Maurice.

D. — Si elle a quelqu'un de sa famille qui soit émigré.

R. — Que son mari était émigré, et qu'elle a fait ce qu'elle a pu pour renoncer à son mari, en faisant divorce.

D. — Si elle n'a pas d'enfant émigré.

R. — Qu'elle avait un fils parti depuis 1788, lequel servait dans le régiment de cavalerie Royal-étranger; qu'elle ne l'a pas vu depuis, et qu'elle n'a pas reçu de ses nouvelles depuis environ deux ans, temps auquel il était à son corps, et qu'elle ne sait ce qu'il est devenu.

D. — Quel âge a actuellement son fils.

R. — Vingt et un ans.

D. — Si elle a d'autres enfants.

R. — Qu'elle a deux autres enfants mâles, l'un âgé de 13 ans et l'autre de 11 ans.

D. — Où sont ces deux enfants.

R. — Chez leur grand père.

D. — Ce qu'elle a fait pour la Révolution.

R. — Tout ce qu'elle a pu, soit en don patriotique toutes les fois qu'elle en a été requise, et en se conformant aux lois, et en donnant des chemises, des couvertures, et que sa municipalité lui a accordé un certificat de civisme.

D. — Quelle était sa fréquentation et ses liaisons depuis la Révolution.

R. — Que la veuve Durousier et la citoyenne Vaucouleurs, ses belles sœurs étaient les personnes qu'elle fréquentait.

D. — Si elle a correspondu avec son mari et autres émigrés.

R. — Qu'elle a écrit une seule fois à son mari, pour l'engager de rentrer en France, et avant que la loi lui défendit de correspondre avec les émigrés et qu'elle ne lui a pas écrit depuis cette défense.

D. — Si elle n'a pas écrit plusieurs fois à son mari, notamment le 28 janvier et le 1<sup>er</sup> février 1793.

R. — Qu'elle n'a jamais écrit qu'une seule fois.

D. — Si elle ne sait pas le nom de l'émigré qui se nomme cousin d'Anjou.

R. — Qu'elle ne le connaît pas.

D. — Si elle connaît celui qui est qualifié de ministre dans les lettres d'émigrés, notamment dans la copie de deux lettres à elle adressées, en date du 4 et 20 mars, dont nous lui avons fait lecture.

R. — Qu'elle ne sait pas de qui on entend parler par le nom de ministre.

D. — Comment elle appelle la cousine qu'elle a à Limoges, et à qui elle adressait ses lettres.

R. — Qu'elle n'a jamais adressé de lettres à Limoges et qu'elle ne croit pas y avoir de cousine.

Lecture faite du présent interrogatoire, a dit qu'elle y persistait et a signé :  
Marie Lassuderie; Dupoirier, président; Grellier, secrétaire.

Il y a vraiment dans ces questions un raffinement de barbarie incroyable. On lui demande ce qu'elle avait fait pour la Révolution. La Révolution ruinait, pillait, incarcérait, assassinait tous ces malheureux, et il fallait qu'ils l'aimassent et la servissent avec la même tendresse que s'ils eussent été ses grands prêtres, les massacreurs de Septembre ou les jurés victimaires du Tribu-

nal révolutionnaire ! On lui demanda si elle avait correspondu avec son mari émigré ; elle répondit qu'elle lui avait écrit une seule fois, alors que cela n'était pas interdit par la loi, et encore c'était pour l'engager à revenir. On prétendit bien qu'elle avait écrit deux autres fois ; mais elle nia, et l'on ne put rien objecter ; on ne reproduisait point les prétendues lettres écrites par elle. Enfin, on voulut la porter à une dénonciation contre une parente de Limoges, qui, dit-on, se chargeait de faire parvenir les lettres à son mari ; elle répondit fermement et simplement qu'elle n'avait jamais envoyé de lettres à Limoges, qu'elle n'y avait pas de cousine.

L'instruction se termine là, et cinq jours après on la fait partir. Au moment du départ, sur sa réclamation sans doute, un médecin est appelé pour constater son état. Il donna le certificat suivant :

Le citoyen Chesne, officier de santé de Confolens, département de la Charente, certifie à tous qu'il appartiendra qu'après avoir visité scrupuleusement la dame Gamory, qui dit être atteinte d'un rhumatisme sur les parties inférieures, ce qui l'empêche de marcher et même de se tenir à cheval, je déclare ne rien connaître qui dénote un rhumatisme.

Mais il arrive souvent que les douleurs rhumatismales se font sentir sans qu'on y reconnaisse rien.

Ce que dessus je certifie sincère et véritable. En foi de quoi j'ai signé le présent.

Confolens, le 5 messidor, l'an II républicain (23 juin 1794).

Chesne, officier de santé.

Cette attestation ne s'accorde guère avec celle du docteur Leproux, et celle du comité révolutionnaire de Confolens, du même jour ; ce dernier écrit en effet que, « à cause de son infirmité, Marianne Lassuderie ne peut ni se tenir à pied, ni à cheval ». Elle était, en effet, criblée de rhumatismes. Alors on requit l'équipage d'Ygier, de Lesterps, le grand charroyeur de victimes, et M<sup>me</sup> de Lassuderie, M<sup>me</sup> des Brosses et l'abbé de Roffignac furent entassés dans le tombereau de ce citoyen qui, moyennant, 1,250 livres, se chargea de les conduire à Paris, c'est-à-dire à la mort.

Quand ces trois victimes furent écrouées à la Conciergerie, on ne se donna même pas la peine d'observer la formalité de l'interrogatoire avant le jugement, par un des juges du tribunal révolutionnaire ; on n'en trouve pas de traces dans le dossier ; les

victimes étaient poussées avec une effrayante rapidité vers la mort, le sang coulait à flots sur les échafauds de Paris.

Voici la question qui fut soumise au jury, touchant Mme de Lassuderie dans le simulacre de jugement : « Marie-Anne Lassuderie, veuve Lassuderie-Gamory, 41 ans, née à Chambon, département de la Charente, demeurant à Saint-Maurice, ex-noble, est-elle coupable de s'être rendue l'ennemie du peuple, d'avoir conspiré contre la liberté, sa sûreté et sa souveraineté, en entretenant des intelligences et des correspondances avec les ennemis intérieurs et extérieurs de la République, en provoquant par des discours le rétablissement de la royauté ? »

La déclaration du jury de jugement fut affirmative. C'était prévu et arrêté.

En comparant cette accusation avec l'interrogatoire de Confolens qui lui a servi de base, on comprend bien l'iniquité de ce jugement. L'accusée condamnée à mort, fut, quelques heures après, conduite à l'échafaud, et la confiscation de ses biens prononcée.

Avec l'acte d'accusation, le procès-verbal de la séance du tribunal révolutionnaire, le jugement et le procès-verbal d'exécution, qui sont ci-devant à l'article de Roffignac, on peut voir, dans l'ouvrage du Dr Gigon, le tableau des biens de la famille de Lassuderie qui furent vendus nationalement.

---

## XLIV. — MARIANNE BIDAULT

*Guillotinée le 13 juillet 1794*

Au nombre des victimes qui montèrent sur l'échafaud le 25 messidor an II (13 juillet 1794), en même temps que l'abbé de Roffignac, se trouve une autre personne de notre département, une pauvre servante de Saint-Léonard, dont la condamnation est tellement monstrueuse qu'il serait permis d'en nier les circonstances, si elles n'étaient basées sur des pièces authentiques. Il est bon de les rappeler brièvement pour bien démontrer, une fois de plus, ce qu'était la justice révolutionnaire.

Sur un monticule dominant la rive gauche de la Vienne, en face de la ville de Saint-Léonard que distingue son beau clocher d'architecture limousine, se trouve un village appelé Le Chigot. Là vivaient en 1793, retirés du bruit de la ville, la famille Nicard de Fraisseix, ses jeunes enfants et une servante du nom de Marie Bidault. Le grenadier Peyrichon passant dans ce village un des premiers jours d'octobre 1793, accepta le dîner que la maîtresse de maison lui offrit, puis lui en témoigna sa reconnaissance d'une étrange manière. Lui-même va nous faire connaître l'origine de l'affaire qui fait le sujet de cette notice, par la lettre suivante qu'il adressa au comité de surveillance de Saint-Léonard.

Saint-Léonard, le 6 octobre 1793, l'an II de la République.

CITOYENS,

Me trouvant en commission ces jours derniers en vertu d'un ordre de la municipalité, je dînai chez la citoyenne Nicard de Fraisseix au village de Chigot, où pendant dîner, j'avais laissé mon chapeau et mon sabre sur le lit. Des personnes dignes de foi m'ont rapporté que la servante de la sus-nommée s'est avisée de cracher sur mon manteau, de tirer mon sabre, de pointer des coups de sabre sur mon susdit manteau, de le présenter au feu en disant : « Si jamais nous gagnons nous en ferons autant de celui qui le porte et de ses semblables. » On ajoute que lors de ces actions et propos in-

décents, sa maîtresse était présente. Je vous fais cette dénonciation pour qu'au nom de la république vous en fassiez suite et poursuiviez les coupables.

PEYRICHONT, grenadier.

Aux citoyens membres du comité de surveillance à Saint-Léonard (1).

Le grenadier Peyrichon, de Saint-Léonard, auteur de cette lettre, avait, disons-nous, une étrange façon de rendre la politesse aux personnes qui lui avaient offert à dîner. Sans même s'assurer des faits qu'il rapportait (et nous allons voir quels étaient les *témoins dignes de foi* dont il parle), il dénonçait la maîtresse de maison qui l'avait reçu à sa table, et sa servante. La justice révolutionnaire devait lui accorder une des deux têtes.

On va voir que sa dénonciation ne laissa pas le comité de Saint-Léonard indifférent. En voici la preuve :

*Extrait des registres du comité de surveillance du district de Saint-Léonard*

Le 6 octobre 1793, l'an deux de la république, pardevant nous membres du comité de surveillance de la ville et district de Saint-Léonard, s'est présenté le citoyen Peyrichont, grenadier, qui nous a présenté une dénonciation de lui écrite et signée, contre la servante de la citoyenne Fraisseix de Nicard, de laquelle il résulte que le dénonciateur se trouvant ces jours derniers à dîner chez elle, ladite servante prit son manteau, cracha dessus, tirant son sabre, en porta des coups sur ledit manteau; qu'elle le présentait au feu en disant : « Si jamais nous gagnons, nous en ferons autant de celui qui le porte et de ses semblables. » Ledit dénonçant a ajouté que ladite Fraisseix était présente à ce qu'on lui a dit; a offert témoins dignes de foi et a signé : Peyrichont, grenadier.

Vu laquelle dénonciation nous membres du comité de surveillance arrêtons que la servante de la citoyenne Nicard-Fraisseix, actuellement au village de Chigot, municipalité de Saint-Léonard, sera aujourd'hui mise en état d'arrestation, et conduite en la maison d'arrêt de cette ville, pour, d'après les renseignements pris à son égard, être statué ce qu'il appartiendra. Fait audit comité les jour, mois et an que dessus. Signé : Mazoupi, Joliet et Ledot (2).

Quand ils tinrent en prison cette servante, les membres du comité de salut public mirent la justice en mouvement par la lettre suivante :

(1) Arch. Nat. W 415, dossier 950, pièce 104.

(2) Arch. Nat., W. 415, dossier 950, pièce 107.

des gardes nationaux et de leur uniforme, revinrent au corps de garde. Là, s'étant trouvés en présence de Peyrichont, commencèrent à se moquer de lui, au grand divertissement de la galerie, de la façon blessante et mortifiante dont ont coutume d'user en pareil cas les gens d'éducation rudimentaire; et chacun se mit à prendre le grenadier pour cible des plaisanteries et des quolibets usités en pareil cas et en pareil lieu, roulant tous sur l'aventure de son manteau.

C'est alors que, vexé d'être ainsi la risée de l'assemblée, Peyrichont s'en fut porter plainte contre son hôtesse et sa servante. Le comité saisit cette occasion de sauver la République, et gravement le juge de paix instruisit l'affaire. En temps ordinaire, l'histoire se serait terminée en éclats de rire, et le juge eut renvoyé les parties dos à dos..... Sous la pression du comité ou sous l'influence des événements d'alors, il rendit l'ordonnance suivante que nous trouvons mentionnée dans la même pièce 113 du dossier :

Et attendu que l'affaire dont s'agit ne peut être jugée par la voie de la police correctionnelle, mais seulement par le tribunal criminel du département, avons renvoyé toutes les pièces à l'accusateur public dudit tribunal, pour la dénoncée y être jugée conformément à la loi. Fait à Saint-Léonard le 10 octobre 1793, l'an 2<sup>e</sup> de la république française une indivisible : Thomas Mazéau, juge de paix et officier de police.

Les pièces envoyées à l'accusateur de la Haute-Vienne, en compagnie de l'inculpée, suffisaient pour démontrer le peu de gravité de l'accusation, son comique même. Loin d'arrêter l'affaire, Maublanc, l'accusateur public, renvoya la malheureuse servante à son terrible collègue Fouquier-Tinville. Mais, ce qui démontre qu'on considérait la pauvre domestique comme une personne inoffensive, et qu'on faisait peu de cas de son affaire, c'est qu'on la confia purement et simplement au conducteur de la messagerie, qui se chargea de la transférer à Paris, peut-être en voiture publique avec les autres voyageurs. C'est ce que nous apprend la pièce 105 du dossier précité.

#### AU NOM DE LA LOI, •

Le concierge de la maison d'arrêt près le tribunal établi à Paris, recevra et gardera la nommée Marie Bidaud ou Bidot, prévenue de propos contre-révolutionnaires, conduite par le citoyen Dupont, conducteur de la messagerie, qui est chargé d'en rapporter décharge.

Fait à Limoges, le 25 frimaire, l'an 2 de la République française une et indivisible (15 décembre 1793).

Maublané, accusateur public du tribunal criminel du département de la Haute-Vienne.

Cachet  
du tribunal.

Que pouvait-on craindre en effet, d'une vieille femme, qui probablement ne parlait que patois, et n'était jamais sortie de Saint-Léonard ? Comment eut-elle pu s'échapper sans argent, sans papiers, manquant d'expérience et d'initiative, ignorante du monde à travers lequel on la promenait ?

En même temps Fouquier-Tinville était prévenu de son arrivée prochaine par une lettre à la même date du 25 frimaire (Pièce 106 du dossier).

Ce fut le 7 nivôse (27 décembre 1793) qu'elle arriva à Paris, ainsi qu'il en est fait mention sur la chemise ayant enveloppé les documents la concernant. Elle fut écrouée à la Conciergerie. Le 12 suivant (1<sup>er</sup> janvier 1794), elle était interrogée, à midi, par le juge Lanne, assisté de Jean Fabre commis greffier.....

A répondu se nommer Marianne Bidault, âgée de 50 ans, domestique chez le citoyen Nicard, native de Saint-Léonard, département de Limoges, demeurant à Saint-Léonard.

A elle demandé s'il ne lui est jamais arrivé de cracher sur un manteau de la garde nationale, de le présenter au feu en disant : « Si jamais nous gagnons, nous en ferons autant à celui qui le porte. »

A répondu qu'elle jure qu'elle n'a jamais tenu ce propos.

A elle demandé si elle a un conseil.

A répondu que non. Pourquoi nous lui avons donné le citoyen Tronchon (Tronson) Ducoudray.

Lecture à elle faite du présent, a dit que les réponses en icelui contiennent vérité, qu'elle y persiste, et a déclaré ne savoir signer. Pourquoi nous avons signé avec le greffier.

FABRE, LANNE (Pièce 108).

L'interrogatoire était aussi bref que l'accusation insignifiante. Pendant plusieurs mois, Fouquier ne s'occupa pas de cette affaire. A cette époque, malgré les sentiments du tribunal, un acquittement eut été probable, et l'accusation avait si peu d'importance. A la date du 9 germinal (29 mars 1794), surlendemain de l'exécution de la sœur de Chamborant, on trouve le transfert de Marianne Bidault de la Conciergerie à la maison de l'Egalité, l'ancien collège du Plessis, rue Saint-Jacques (Préfecture de Police, carton XVIII, pièce 40). Ce fut seulement en prairial que Fou-

quier, pressé par les comités qui lui demandaient sans cesse plus de têtes, et se sentant plus certain de son jury, évoqua l'affaire en chambre du Conseil. Le 14 prairial (2 juin 1794), les juges Scellier, Dobsen, Harny, Bravet Foucault et Denizot, après avoir pris connaissance du dossier, eurent la criminelle audace de prononcer qu'il y avait lieu à accusation. Le 18 suivant, Dobsen délivrait une cédule pour assigner pour le 25 messidor (13 juillet 1794), Marie Darfeuille, et la citoyenne Nicard-Fraisseix (Arch. Nat. W., carton 180, pièce 30). Il est permis de se demander, pourquoi ces deux, et non pas les autres, ni les enfants auxquels on attribuait sans preuves ces commérages.

En vertu de cette cédule, Pierre Francillon, huissier public près le tribunal du district, assignait pour la date indiquée les deux femmes, Marie Darfeuille, demeurant en ce moment au village de Surzot, commune de La Geneytouse, et M<sup>me</sup> Nicard dans la ville de Saint Léonard (Pièce 31).

La réponse à cette double assignation fut la lettre suivante adressée à Fouquier-Tinville (*Idem*. Pièce 26).

#### CITOYEN,

Sitôt après la réception de ta lettre en date du 19 du courant, j'ai fait donner les assignations y jointes à Marie Darfeuille et à la citoyenne Fraisseix, épouse Nicard, pour se rendre à Paris le 25 messidor prochain afin de déposer dans l'affaire de Marie Bidault. Tu trouveras ci-joint l'original de l'assignation avec l'ordonnance donnée à cet effet. Je te renvoie également les attestations que les ajournées m'ont présentées ce matin pour constater leur impossibilité de faire le voyage de Paris, et c'est à toi de les apprécier, et de me mander ce que tu veux qu'il soit fait à ce sujet. Il y a longtemps que j'ai entendu parler des incommodités de la Fraisseix, épouse Nicard. Quant à Marie Darfeuille, représente-toi une vraie paysanne qui n'est jamais sortie de son village limousin, qui n'entend pas le français et ne sait pas le parler, une femme nourrie vraiment dans la misère, et obligée de garder son ménage, tandis que son mari va chaque jour gagner une vingtaine de sous pour substantier sa famille. Quelle figure ferait cette femme à Paris ? Comment s'y rendrait-elle ? Et certes, s'il faut absolument qu'elle y aille, il faut nécessairement lui avancer les frais de son voyage. Et là dessus je te prie de m'adresser un mandat à prendre sur notre receveur. Ces observations faites à la vue des pièces cy-jointes, mande-moi, sans perdre de temps, ce que je dois faire, afin que tout soit prêt pour le 25 messidor prochain.

Salut et fraternité : Ducros, commissaire national provisoire.

A Saint-Léonard, chef-lieu de district, département de la Haute-Vienne, ce 25 prairial l'an 2<sup>e</sup> républicain (13 juin 1794).

Divers certificats sont, en effet, joints à cette lettre, à la cédule et à l'original d'assignations. Dans un de ces certificats, on lit :

« Les maire et officiers municipaux de la commune de La Geneytouse, canton de Saint-Paul, district de Saint-Léonard, département de la Haute-Vienne, étant tous illettrés, attestent, par le ministère du citoyen Joisson, membre du conseil général de cette commune, que Marie Darfeuille, habitante du village de Surzot, est sans biens, sans ressources, ne pouvant vivre que de la journée de son mari; qu'elle a trois enfants, l'un de huit ans, l'autre de cinq ans, qui ne peut se tenir debout, le dernier qu'elle allaite.... » (*Idem.* Pièce 29).

La pièce 27<sup>e</sup> porte que « la citoyenne Fraisseix, femme Nicard, demande aux citoyens composant le corps municipal de la commune de Tarvienne (Saint-Léonard), de désigner tels médecins qu'ils voudront, pour constater qu'elle ne peut faire le voyage de Paris..... » C'est ce qu'attestent par la pièce 28<sup>e</sup> J.-B. Tramon-teil et Léonard Beaure. Ils ont constaté chez M<sup>me</sup> Nicard « une affection d'un genre nerveux, de fréquentes attaques de syncope vaporeuse et une descente de matrice ».

On ne trouve plus mention de ces deux personnes, et quelque invraisemblable que cela puisse paraître à première vue, Fouquier-Tinville prit le parti de faire condamner Marie Bidault sans témoins. C'est que dans l'intervalle la loi du 22 prairial avait été votée, et que l'accusateur savait qu'il pouvait tout demander et tout obtenir de ses juges et de ses jurés. Aux approches du 25 messidor, jour fixé depuis près de cinq semaines pour le jugement de la pauvre servante, il la comprit dans l'acte d'accusation qu'il fit dresser contre 37 prévenus réservés à la salle de l'Egalité, en même temps qu'on en groupait 30 autres pour la salle de la Liberté.

Voici dans cet acte d'accusation le passage qui concerne notre domestique : « Marie Bidault, fille, domestique, voyant un jour les habits de deux gardes nationaux qui dinaient chez sa maîtresse, cracha avec mépris sur ces manteaux et fit plusieurs piques sur le drap, en disant que si les aristocrates venaient à gagner, ils en feraient de même des patriotes. Elle insulta encore ces volontaires en disant que ces bougres-là n'avaient pas besoin de venir manger leur dîner. » (*Arch. Nat.* carton 415, dossier 950, pièce 110).

Entre les différentes versions de l'enquête de Saint-Léonard, c'était celle de Marie Darfeuille que Fouquier-Tinville avait reproduite. C'était pour cela sans doute qu'il l'avait fait assigner seule d'entre les quatre dénonciatrices.

Quoi qu'il en soit, en même temps qu'on réunissait l'abbé de Roffignac, les dames de Lassuderie-Gamory, de Garat de Saint-Priest et leurs 27 compagnons pour les juger dans la section de la Liberté, on se mettait à la recherche, dans les diverses prisons de Paris, des 38 autres pour la section de l'Egalité. Nous allons voir leurs noms ci-après. Mais soit qu'on n'ait pu mettre la main sur tous, soit qu'au dernier moment on se soit décidé à n'en faire comparaître que la moitié, 19 seulement furent jugés ce jour.

Au surplus, il y a peu d'affaires, où les pièces essentielles, telles que questionnaire, jugement, procès-verbal d'audience, acte, d'accusation, etc., soient dans un semblable désordre. Ces pièces sont chiffonnées, souillées de vin, de graisse, écrites à la diable, criblées de fautes d'orthographe, avec des blancs à foison.

Les noms des accusés sont suivis de la réponse du jury. Le mot *oui* indique ceux qui sont condamnés à mort, et *non* ceux qui sont acquittés. Voici la copie de cette pièce :

1. — Charles-François-Alexandre Barbier père, natif de Buy, département de la Drôme, âgé de 53 ans, demeurant à Buy. — Oui.
2. — Barbier fils. — Absent.
3. — Dubayet, officier d'artillerie, à Carpentras. — Absent.
4. — Venta, aussi de Carpentras, ex-noble. — Absent.
5. — Lagarde Théologas, prêtre réfractaire, de Carpentras. — Absent.
6. — Lecapiscol, aussi prêtre réfractaire dudit lieu. — Absent.
7. — Dupuy-Lamario. — Absent.
8. — Duclaux-Beignon fils. — Absent.
9. — Bertrand Montfort. — Absent.
10. — Lucet, cy-devant curé de la commune de Buis. — Absent.
11. — Joseph-Jacques Thune, ci-devant juge du tribunal du Buis, âgé de 41 ans, né à Saint-Paul-Trois-Châteaux, département de la Drôme, demeurant à Montélimar. — Oui.
12. — Antoine-Charles Clément, médecin, né à Buis, Drôme, y demeurant. — Non.
13. — Christophe Durieux, menuisier, 43 ans, né et demeurant au Buis. — Non.
14. — Laurent Esmenard, travailleur de terre audit lieu. — Non.
15. — Petit, chapelier. — Non.
16. — Joseph Mouret Le Bortoux, cordonnier, âgé de 22 ans, né au Buis, y demeurant. — Absent.

17. — Jean-Louis Brocher, dit Sans-Quartier. — Absent.
18. — Jean Monvel, dit Le Danseur. — Non.
19. — Girod dit Sans-Peur. — Non.
20. — Joseph Mourel, cordonnier. — Non.
21. — Joseph Blanc. — Absent.
22. — Michel, menuisier. — Absent.
23. — Jean Liotaud, cordonnier. — Non.
24. — Jean Bordel. — Absent.
25. — Benoit Coudert, âgé de 36 ans, domestique du citoyen Bosredon, de la commune de Seigne. — Oui.
26. — Pierre Reynault, fils, cultivateur de la commune de Vic-sur-Allier, âgé de 27 ans, né à Chollier, Puy-de-Dôme, y demeurant. — Oui.
27. — Pierre Cerbret, cultivateur de la commune de Choriât (Puy-de-Dôme), âgé d'environ 27 ans. — Non.
28. — Pierre Nailles Maumont, âgé d'environ 40 ans, laboureur chez le citoyen La Gironnie, aux fonds Dumas, commune de Montagnac. — Oui.
29. — Benoit Bragot, âgé de 45 ans, natif de Moustier en Tarentaise, demeurant à Saint-Georges d'Hurtière, district de Saint-Jean de Maurienne, département du Mont-Blanc, huissier. — Oui.
30. — Jean Delpy dit Gondelle, tailleur d'habits, natif de Vic-Dessos (Ariège), âgé de..... — Oui.
31. — Françoise Périer, veuve Saint-Hilaire, âgée de 62 ans, née à Clermont, département du Puy-de-Dôme, demeurant audit lieu. — Oui.
32. — Pierre Correl, l'aîné, tanneur et membre du comité royaliste de Dol. — Absent.
33. — Tissier fils, membre du même comité. — Absent.
34. — Franquine, membre du même comité. — Absent.
35. — *Marianne Bidault, âgée de 50 ans, domestique chez le citoyen Nicard, native de Saint-Léonard, demeurant audit lieu.* — Oui.
36. — Yort-Nicolas Grosse, âgé de 36 ans, charretier, employé dans les charrois de l'armée, natif de Sarrebruck, demeurant à Paris, faubourg Honoré, 110, chez le citoyen Saint-Maurice. — Absent.
37. — Etienne Adam, âgé d'environ 40 ans, ouvrier en horlogerie, natif de Terloir, district d'Annecy, département du Mont-Blanc, demeurant à Gie, même district et département. — Absent.

38. — Jean-Ferminet, perruquier, âgé de 30 ans, demeurant en la commune de Périgueux. — Non.

Dans cette liste que l'on trouve aux Archives nationales (carton 415, dossier 950), on remarque que sur les 38 accusés devant être jugés le 25 messidor (13 juillet 1794), 19 d'entre eux n'y furent pas conduits; quant aux 19 autres, 10, au nombre desquels est Marie Bidault, furent condamnés à mort, et 9 acquittés.

Ces accusés venaient de tous les points de la France et pour les motifs les plus divers. On y voit d'abord un groupe de la région du Sud-Est, ensuite des Auvergnats, puis trois Bretons qui ne comparurent pas, deux Périgourdins, un Ariégeois, et notre pauvre servante de Saint-Léonard, enfin le charretier Nicolas Grosse, qui n'y gagna rien de ne pas comparaître ce jour, puisque le surlendemain, 15 juillet, il fut le co-accusé de Lafond, curé de Berneuil, notre compatriote, et moins heureux que lui il devait être condamné.

L'audience s'était ouverte salle de l'Egalité, à 10 heures du matin. Elle était présidée par Pierre-André Coffinhal, vice-président du tribunal, assisté de Charles Harny et de Charles Bravet, juges. Anne Ducray était commis greffier. Les jurés étaient au nombre de sept, mais ne sont pas nommés au procès-verbal d'audience. Nous avons vu leurs noms plus haut à l'article de Roffignac.

Marie Bidault, ne put pas être convaincue, ne fut pas convaincue des faits qu'on lui reprochait, elle les niait absolument, et aucun témoin n'était là. Ce n'était du reste ni Marie Darfeuille, ni M<sup>me</sup> Nicard Fraisseix qui auraient pu établir ou non l'acte sans importance dont il était question, mais bien les jeunes Nicard, et on ne les avait pas même interrogés. Malgré l'indulgence relative du jury en ce jour, elle n'en fut pas moins condamnée. Il est probable que, pauvre femme isolée, sans expérience, sans défense, ne parlant pas français, fortement impressionnée par tout l'appareil de la justice révolutionnaire, elle ne sut ou ne put pas parler.

Peu d'heures après, les 28 condamnés de la salle de la Liberté étaient réunis, dans la salle des morts de l'arrière-grefte, aux 10 condamnés de la salle de l'Egalité. Avec tous les prêtres de la première section, Marie Bidault y trouva un compatriote, l'abbé de Roffignac, parlant le même langage qu'elle. Peut-être sa dernière conversation fut-elle avec lui. Son dernier voyage, de la Conciergerie à la place du Trône-Renversé, elle le fit dans la même

charette que M<sup>me</sup> de Lassuderie-Gamory; sa compatriote, M<sup>me</sup> d'Assier des Brosses, l'héritière des Garat de Saint-Priest, dont elle avait sans doute entendu parler à Saint-Léonard; M<sup>lle</sup> de Faudoas et sa tante, se rattachant aux premières familles du royaume; M<sup>me</sup> de Saint-Hilaire, etc. Jamais vraisemblablement cette humble servante n'avait compté voyager, et sur le pied d'égalité en compagnie de ces grandes dames, mais jamais bien certainement, elle n'avait prévu un sort semblable à celui qui l'attendait.

Et, au soir tombé, le sang de ces 38 victimes rougit le pavé de la barrière de Vincennes, avant d'aller féconder, par le fameux égout, les potager des jardiniers sans-culottes. Ce sang d'hommes et de femmes, de prêtres, de nobles, de bourgeois, d'artisans et de paysans, était du meilleur sang de France, qui, comme la veille, comme les jours précédents, ne cessait d'être répandu par le Tribunal révolutionnaire.

Quatre jours après, Fouquier-Tinville adressait aux Administrateurs du département de la Haute-Vienne, l'avis suivant pour faire « procéder à la séquestration des biens de la condamnée, situés dans l'étendue du département. »

Paris, le 29 messidor, l'an second de la République française, une et indivisible (17 juillet 1794).

*L'Accusateur public près le Tribunal Révolutionnaire  
Aux citoyens Administrateurs du directoire du département de la Haute-Vienne.*

CITOYENS,

Je vous prévien que, par jugement du Tribunal, dont extrait en fin de la présente, le particulier, y dénommé a été condamné à la peine de mort; et que, par le même jugement, ses biens ont été déclarés acquis à la République; en conséquence, je vous engage à faire faire les diligences nécessaires pour procéder à la séquestration des biens de ce condamné, qui sont situés dans l'étendue de ce département.

Salut et Fraternité.

A. Q. FOUQUIER.

Extrait :

Du 25 messidor de l'an second de la République française, une et indivisible.

Marie-Anne Bidaut, âgée de soixante-ans, veuve Tricar, native de Saint-Léonard, département de la Haute-Vienne (1).

(1) *Arch. de la Hte-Vienne*, L. 194. — *Aux Archives Nationales*, on trouve quelques autres renseignements : W 180. — W 177, liasse 108, pièce 6. — W 155, liasse 10. — W 529. — W 218 (24 messidor).

# INVENTAIRE

APRÈS DÉCÈS DE

## SIRE JEHAN VEYRIER

MAITRE - ORFÈVRE

à Limoges en 1566

---

Les Veyrier ou Verrier appartenaient à une famille d'orfèvres qui exerça son art à Limoges depuis 1464 environ jusqu'à 1685. Joailliers en même temps qu'orfèvres, il n'est pas impossible que certains d'entre eux aient été aussi émailleurs, ces trois professions présentant, alors comme aujourd'hui, de nombreuses affinités. Dans les documents d'archives et les registres de confréries, on retrouve quelques mentions de leurs travaux.

En mars 1481, Antoine Gentier, marchand d'Angoulême, est condamné à payer 52 sols 2 deniers, pour *prix d'anneaux* que Pierre Veyrier lui a livrés.

Un autre Pierre Veyrier, dit *l'aisné*, a exécuté plusieurs réparations pour le compte des confrères du Saint-Sacrement de Saint-Pierre du Queyroix :

« 1551. — à Pierre Veyrier l'aisné, orfèvre, pour avoir racoustré l'aisle d'un des grands anges d'argent, tant pour ses peines et vaccacions que pour l'estoffe y requise, XXX s. » :

« 1551. — Audit Veyrier, orfèvre, pour avoir racoustré le joyau et un des encensoirs, iceux nectoyé et dressé ensemble la grande croix d'argent, fut bailhé XXV s. » :

« 1551. — à Pierre Veyrier, l'aisné, orfèvre, pour les quatre évangélistes et pour les ymages saint Pierre et saint Paul esmailhées, que nous avons fait mettre au soubzbasement du joyeau et pour les six chapes de cuyvre et dorure d'icelles, III l., X s. » :

« 1584. — A Pierre Veyrier et Jehan Yvert pour acoustrer les chandeliers et encensoirs d'argent, 1 l. 22 s., 6 d. ».

En 1600, Jean Veyrier, orfèvre à Limogés, a exécuté une croix processionnelle d'argent doré pour la même Confrérie du Saint-Sacrement de Saint-Pierre du Queyroix, et le Registre de la Confrérie, au folio n° 151, en contient le dessin (1).

L'inventaire que nous publions, et qui fait partie du fond des notaires déposé aux archives du département de la Haute-Vienne, est celui de sire Jehan Veyrier, orfèvre, décédé en 1566, avant le mois de novembre, dans sa maison située rue de la Porte Poulaillère. Le défunt laissait une veuve, Françoise Ardant, et trois fils, Guillaume, Jehan et Helies, ces deux derniers mineurs. Il avait perdu un autre fils Pierre, marié à Marguerite Ardant. Son frère s'appelait Aymeric.

A l'inventaire après décès, qui eut lieu le 28 novembre 1566, figure en qualité d'expert sire Pierre Veyrier *l'ayné, orfeuvre* de Limoges.

Ce document nous a paru intéressant à reproduire intégralement. Il est assez rare en effet de retrouver au XVI<sup>e</sup> siècle des actes de cette nature, et celui-ci présente en outre l'avantage d'être des plus complets. Il énumère l'outillage très détaillé de l'orfèvre, ses marchandises fabriquées, les matières et pierres précieuses qu'il employait, ses meubles et ustensiles de ménage, son vestiaire, ses créances, les éléments de sa fortune mobilière et immobilière.

Jehan Veyrier possédait une bibliothèque, assez restreinte il est vrai, 19 ouvrages seulement, mais d'un choix judicieux et varié. 5 ouvrages appartiennent à la théologie, 6 à l'histoire, 5 aux sciences ou aux arts, et 3 aux belles-lettres. M. Paul Ducourtieux, dont nous ne pouvions manquer, en l'occurrence, de mettre à contribution la haute compétence, a bien voulu, avec

(1) Barbier de Montault (Mg<sup>r</sup>). — *Inventaires et comptes de la confrérie du Saint-Sacrement de Saint-Pierre-du-Queyroix*. — *Bulletin de la Soc. Arch. et Hist. du Lim.* t. XXXV.

son obligeance coutumière, identifier quelques-uns de ces ouvrages décrits d'une façon un peu obscure par le scribe du notaire. Notre confrère estime que ces livres s'échelonnent, comme date d'impression, entre 1515 et 1544 : certains sont devenus très rares et on ne les rencontre que dans les grandes bibliothèques.

Jehan Veyrier avait enfin, dans sa maison de la rue Poulailière, un véritable arsenal, casques, cuirasses, lances, épées, arbalètes, pistolets et même pièces d'artillerie. La période troublée des guerres de religion suffit à expliquer la présence de cet attirail guerrier qui, au premier abord, paraît quelque peu insolite chez un marchand de profession paisible. Il avait, dans tous les cas, de quoi s'armer de pied en cap avec ses fils, ses parents et ses voisins du quartier des Taules, dont il était peut-être dizenier.

Nous avons pu identifier à peu près complètement les outils et les marchandises de maître Veyrier. Quelques objets seulement portent aujourd'hui d'autres noms, ou s'écrivent de façon différente : un petit nombre est inconnu des orfèvres modernes que nous avons consultés.

Nous avons multiplié les notes explicatives, nous attachant à copier fidèlement le texte lui-même, dont la lecture, parfois très difficile, nous a été rendue possible grâce à l'assistance de l'érudit archiviste départemental, M. A. Petit, et au concours aussi dévoué que précieux de son attaché, M. Georges Bac. Nous tenons à nous acquitter ici d'un agréable devoir en leur exprimant notre bien vive gratitude.

André DEMARTIAL.

---

## Inventaire de Jehan Veyrier, orfèvre

---

Le vingt-huictiesme jour de novembre, l'an mil cinq cens soixante-six à Limoges. Ont esté presents dame Françoise Ardant, veuve de feu sire Jehan Veyrier (1), Guillaume Veyrier, Jehan Veyrier et Helies Veyrier filz et héritiers du dict feu les dictz Jehan et Helies o (2) l'auctorité de Laurens Mouret (3) leur curateur ordonne par justice illec aussi presant lesquelz ont dict et declaire que ledict feu auroyt ordonne par son testament qui seroyt faict inventaire sommaire de ses biens suivant lequel et pour exécuter le dict testament les dictz Jehan et Helies auroyent esté pourvez de curateur de la personne du dict Laurens Mouret et o l'auctorité duquel et en présence de honorable M<sup>e</sup> Pierre Ardant (4) procureur pour le Roy notre sire en la seneschauce de Limosin et de sieur Jehan Rougier (5) bourgeois et marchant de la presant ville executeurs testamentaires du dict feu a este faicte sommaire description des biens delaysses par le dict feu a l'instance et requete des dictz Guillaume, Jehan et Helies Veyrier par l'advis de la dicte Ardant comme sensuyt.

(1) Veyrier (feu Jehan). — Jehan Veyrier, dont nous donnons l'inventaire après décès, doit être le même que celui cité par M. Louis Guibert dans son *Catalogue des Artistes limousin*, *Bull. de la Soc. Arch.*, t. LVIII, sous le n° 589.

(2) O. — Moyennant ; vieux signe très usité au XVI<sup>e</sup> siècle, mais qui disparut au XVII<sup>e</sup>.

(3) Mouret (Laurent). — Sous le n° 620 de son *Catalogue*, M. Louis Guibert cite Laurent I Mouret, orfèvre, 11 août 1558 et 1565 (Hôtel de ville, GG. 287 fol. 180. — D). Laurent Mouret est porté sur la liste des collecteurs des tailles pour le quartier de las Taulas, en 1566 et 1573 (*Reg. cons.*, t. II).

(4) Ardant (Pierre). — Procureur du Roi. (*Reg. cons.*, t. II, pages 62, 324, 356, 462).

(5) Rougier (Jehan). — Figure sur une liste de cotisés pour un emprunt, en 1557 : est consul pour le quartier Maignenie (Manigne), en 1565 (*Reg. cons.* t. II, pages 155 et 294). M. Louis Guibert cite sous le n° 629 de son *Catalogue* un Jean Rougier, orfèvre en 1569.

Premierement les dictz François Ardant et Veyrier ont dict le dict feu estre alle de vie a trespas en une siene maison size en la présent ville et en la rue de la porte poulaliere.

En laquelle le dict feu a delayasse les meubles que sensuyvent desquelz a este fait inventaire comme s'ensuyt.

En premier lieu les dictz Ardant et Veyrier et chacun deulx se sont purges moyennant serment mettre et exhiber fidellement tout ce que le dict feu auroyt delayasse et quilz ont en leur puissance et nen receller aulcune chose et ce fait les dictz Ardant et Veyrier ont dict le dict feu avoir delayasse la somme de cinq cens livres tournois lesquelz dez le decès du dict feu sont este employes par les d. Veyrier scavoir : a payer la dot de Marguerite Ardant vefve de feu Pierre Veyrier (1), filz au dict feu Jehan Veyrier, la somme de troys cens livres (2) comme est porte par les lettres de quittance receues par Mouret notaire soubz signe montant a la somme de cinq cens cinquante livres et combien que les dictes lettres portent quittance de la dicte somme de cinq cens cinquante livres le dict du Bouscheyx (3) fist credict de la somme de cens cinquante livres dont a este fait cedeule par les dictz Veyrier aussi pour parfaire le payement de quatre cens livres fut emprunte du dict sieur Ardant la somme de cent livres, laquelle somme les dictz Veyrier ont dict debvoir au dict sieur Ardant, plus ont dict avoir employe pour faire les vendenges la somme de soixante livres tournois.

Pour faire les fraiz funebres du dict feu, la somme de trente huit livres huit solz tournois.

Plus en cire pour faire les luminaires la somme de dix-huit livres sept solz six deniers.

Plus en l'achapt de deux onces d'or, la somme de quarante livres tournois.

Plus a estre paye cheix Duboys pour ung debte de draptz, dix-neuf livres, deux sols.

(1) Veyrier (Pierre). — Doit être le même que celui cité par M. Louis Guilbert sous le n° 603 dans son *Catalogue* avec cette mention : « Pierre II Veyrier, le jeune, orfèvre, 1543 (Hôpital, B. 284) ».

(2) La valeur moyenne de la livre tournois, d'après M. le vicomte d'Avenel, était de 3 francs 11 cent. entre 1561 et 1572 (Renseignement fourni par M. Petit, archiviste départemental de la Haute-Vienne).

La livre tournois valait 20 sols tournois, et le sol 12 deniers.

(3) Du Bouscheyx. — Un du Bouscheyx était consul pour le quartier de Las Combas (Les Combes), en 1558. (*Reg. cons.*, t. II, p. 163).

Pour les tailles huit livres tournois.

Pour le damas achapte pour faire la croix mise sur le poyle (1) que fust miz sur la caisse (2) du dict feu, la somme de sept livres tournois.

Plus a este miz le surplus en la despance de la maison et a present nont devers eulx aucuns deniers contans.

En la boutique et may (3) de la dicte maison sont este trouves dans les coffres et arches que y sont les argenteries et besoigne d'orfeuvrierie dor et d'argent faconnes et à faconner que s'ensuyvent et pour en faire l'estimation et advaluation les dictz Veyrier ont nomme et se sont accordees de sire Pierre Veyrier l'ayne (4) et Dominique Mouret (5) orfeuvres de la dicte ville. En presence desquelz a este faicte la description des argenteries et estimation dicelles comme sensuyt.

Premièrement quarante anneaulx d'or en pierre et en perles les uns esmailhes et les autres non, peçant quatre onces six deniers.

Vingt neuf anneaulx d'or a expouser (6) et signes retortes foyz (7) poyzant deux onces.

Plus des enseignes (8) et estrinctes (9) et (10) dor poizant deux onces.

(1) Poyle. — Drap mortuaire.

(2) Caisse. — Cercueil.

(3) May. — May ou Méan : c'est une pièce séparée par une cloison légère; du mot patois « miana », qui signifie séparer en deux. On trouve dans Ducange : *Meanus, murus intermedius*. (Une imprimerie et une librairie à Limoges au XV<sup>e</sup> siècle, par Ducourtieux et Bourdery (*Bull. de la Soc. Arch.* t. XLVII). Les *Registres consulaires de Limoges* (IV, 201, et V, 155) donnent le mot *mianis* dans le même sens.

(4) Veyrier (Pierre l'ainé). — Doit être le même que celui cité par M. Guibert sous le n<sup>o</sup> 603 de son *Catalogue*.

(5) Mouret (Dominique). — Cité par M. Guibert sous le n<sup>o</sup> 590 de son *Catalogue*.

(6) Anneaulx à expouser. — Anneaux de fiançailles.

(7) Signes retortes foyz. — Anneaux à torsades.

(8) Enseignes. — On comprend sous ce nom les médailles, emblèmes, images de dévotion, signes de reconnaissance, portés apparemment au chapeau, à la poitrine, ou suspendus au cou et servant de parure ou de marque de distinction dans le costume civil. (Victor Gay, *Gloss. arch.*)

(9) Estrinctes. — Ceintures. — « Une estraincte d'argent doré (*Arch. de Douai*, f<sup>o</sup> 287), 1522 » (V. Gay, *Gloss. arch.*)

(10) Un mot illisible.

Une douzaine d'aiguilheltes dor (1), poizans avec le ribant neuf deniers.

Troys broudures (2), ung paire de braceletz dor poizant cinq onces.

Troys pendens, sept cueurs d'or, poizants deux onces troys deniers.

Six croix dor esmaillhes et grains et gerbes dor poizant deux onces quatorze deniers.

Six cornelines dor (3) poizant dix huit deniers.

Des toucheaulx (4) dor poizant deux onces, or casse deux onces.

Une once dor a meltre en œuvre.

Plus quatre anneaulx dor poizant demy once la où il y a deux doubletz (5).

Ung anneau en roze (6) et ung chien (7).

Deux petitz pilliers dor en cheyne poyzantz douze deniers.

Plus des pendentz daureilhe poizantz six deniers.

Plus or fin dix-neuf deniers. Laquelle besoigne et estoffe dor a cste extime tant la faconner que a facone et lung pourtant l'autre a la raison de vingt-cinq livres tournoys, comprenant les facons montant la somme de six cens cinquante livres et ung sol.

Huict cordes de perles (8) poizant deux onces dix huit deniers extimes a trente escutz sol.

Plus des pernes (9) petites et mediocres de plusieurs sortes poizant une once six deniers et ung bouton de pernes poizant avec

(1) Aiguilhettes. — Aiguillettes. — Extrémité métallique d'une mince lanière, d'une tresse ou d'un cordon aussi ferré pour réunir en les laçant ou en les nouant les différentes parties du costume ou quelques pièces de l'armure (V. Gay. *Gloss. arch.*)

(2) Broudures. — Broderies d'or.

(3) Cornelines d'or. — Cornalines, sorte de pierres précieuses, montées en or.

(4) Toucheaulx. — Les toucheaux, touchaids ou toucheaux sont des étoiles d'or ou d'argent dont chaque branche est à un titre différent et qui servent aux essais.

(5) Doublet. — Pierre fausse : cristal coloré par un paillon ou une couche de peinture posée entre deux verres ou en doublure d'une pierre fine (Victor Gay, *Gloss. arch.*).

(6) Forme de diamant : diamant taillé en rose.

(7) Un chien. — ?

(8) Cordes de perles : perles enfilées.

(9) Pernes. — Perles.

le bouton quinze deniers extimes a la somme de trente livres.

Ung manchon (1) drapt dor et plusieurs aultres petites pièces de draptz dor d'argent avec une coeffe dor (2) poizant deux martz deux onces extimes a la somme de sept escutz et demy.

Deux tabliers de soye broches dor estimes a ung escu.

Plus a estre trouve huict diamans hors daure (3) extimes a trente cinq escutz sol.

Ung grand safir et ung ruby que sont en deux chatons extimes a troys escutz sol.

Vingt petitz rubis extimes a vingt livres.

Dix petites esmeraudes extimes a vingt livres.

Douze grandes turkuoyzes estimes a six livres.

Six moyennes turkuoyzes estimes a troys livres.

Trente petites turkuoyzes extimes ung escu.

Douze medalles de cristal, ung escu.

Quatre grandes esmeraudes non nettes appelées gendermouze (4) estimes a cinquante solz.

Deux grands safirs blancs extimes a vingt solz.

Troys aultres pierres communes et vulgaires extimes a douze solz.

Plus a este trouve une boelte ayant trente troys anneaulx dor mis en œuvre estans esmailhes ou y a sept mariages (5) extimes vingt neuf escutz.

Plus a este trouve sept diemans en table (6) extimes a trente-neuf escutz.

Plus a este trouve quatre rubis extimes a dix huict escutz sol.

Quatre turkuoyzes extimes a huict escutz.

(1) Manchon. — Les manches et manchons étaient mobiles, c'est-à-dire ne tenaient pas à la robe. Voir *Bull. Soc. Arch.*, t. XXXVIII, p. 201, en note.

(2) Coiffe d'or. — « Une coiffe de fil d'or faicte a rozes (*Inv. de la Comlesse de Montpensier*, p. 12 et 15), 1474 » V. Gay, *Gloss. arch.*

(3) Hors daure. — Hors d'œuvre, c'est à dire non montés.

(4) Esmeraudes appelées gendermouze. — Sorte d'émeraudes. « 1603. Une enseigne de chapeau d'or, où il y a une esmeraude gendarme. (*Testam. de Charmolue*, ap. la Fons, *Les Artistes du Nord*, p. 69 ». (Vict. Gay. *Gloss. arch.*)

(5) Mariages. — Anneaux de fiançailles.

(6) Table. — Diamants en table, c'est-à-dire taillés sur deux faces bien dressées avec un biseau et des pans ou facettes sur la tranche. (De Laborde, *Inv. du duc d'Anjou*, *Gloss.*).

Ung septrin (1) blanc extime deux escutz.

Ung nombre de pierres comme granatz, doubletz, cornelines, satrins, vermeilhes (2) et aultres pierres non fines extimes a la somme de dix sept livres dix solz tournois.

Plus a este trouve dix martz argent dores, ouvres extimes a vingt livres le marc, deux cens livres tournois.

Deux martz argent blanc esmailhe ouvre extimes a raison de seze livres le marc, trente deux livres.

Vingt troys martz et demy argent blanc ouvre extimes a la somme de dix-huict livres le marc, monte IIII<sup>e</sup> XXIII ll.

Troys martz argent case (3) a mettre en œuvre extime a quinze livres le marc, monte quarante cinq livres.

Troys martz argent de marque de Paris ouvre extime a dix huict livres le marc, monte cinquante quatre livres.

Une couronne d'argent dore garnie de perles de semence (4) poizant sept onces extimes a la somme de cinq escutz.

Deux martz argent de bilhon extimes a cinq livres le marc, dix livres.

Ung mar deux onces six deniers patrons d'argent estimes a raison de douze livres le marc, quinze livres.

Ung mar patrons argent de bilhon extime a cinq livres le marc.

Lesquelles extimations sont este faictes comme dessus par les experts et arbitres cy-dessus denommés.

Et advenant le lendemain vingt-neufviesme de novembre lan susdict a este procede a la faction du dict inventaire par l'avis requerant et en presence des susnommes estant en la maison du dict feu, en laquelle sont este trouves les obtilz, vaisseaux et instruemetz aptes au mestier dorfeuvrier que sensuyvent.

Premierement deux grandz enclumptz, deux tas a planer (5).

(1) Septrin. — Saphistrin, saphir citrin ou sitrin. Sorte de pierre précieuse (De Laborde, *Invent. du duc d'Anjou, Gloss.*).

(2) Vermeilhes. — La vermeille est une pierre précieuse que les anciens appelaient grenat bohémique. Elle est d'un rouge cramoisi, noirâtre, moins agréable que le rubis, mais quand elle est creusée en dessous, elle a une parfaite beauté. (*Dict. de Trévoux*).

(3) Case. — Cassé.

(4) Perles de semence. — Perles trop petites pour les compter et de peu de valeur, qu'on vend au poids.

(5) Tas à planer. — Les tas sont de forme très variée. Le tas à planer a une surface plate et unie : le tas à soyer, employé pour faire les rebords, ressemble à une bigorne.

Treize marteaulx grandz et petitz.

Treize filures (1).

Quatre boules (2)

Troys petitz enclumptz.

Troys triboulets (3) de fer.

Une plunete (4).

Ung tas a planer en ouvalle.

Ung bicornne (5).

Une grande biconne (6) a faire des cournetz (7).

Deux tanailhes a sartir (8).

Ung chevallet de cuyvre avec une bourcelle (9) de cuyvre.

Deux burcelles a esmailher de fer.

Huict tanalies a chene et a plier.

Unes grosse tanailhe a tirer au banc (10).

Unes petites a tirer a la main.

Unes tanailhes a turquoyzes que coppent.

Quatre grandz goytz (11).

Une sanguine (12).

(1) Filures. — Filières : instruments servant à étirer les métaux en fils.

(2) Boules. — La boule est une tige de fer de 0,20 à 0,25 centimètres, plantée dans un billot par son extrémité pointue et dont l'autre extrémité affecte la forme d'une boule ronde, demi-ronde ou aplatie. Elle sert pour commencer à rétreindre avec un maillet de bois les pièces qui doivent être ensuite continuées à la bigorne.

(3) Triboulets. — Le triboulet est un outil d'orfèvre, en bois ou en fer. « C'est une assez grosse quille de bois dont on se sert pour arrondir la besogne. » (*Dict. de Trévoux*).

(4) Plunete. — Probablement planète. Est peut-être la plane, outil avec lequel on unit les surfaces que l'on veut souder.

(5) Bicornne. — Bigorne, sorte de traverse en fer montée sur un pivot et dont les deux bras sont, l'un rond, l'autre plat.

(6) Biconne. — Bigorne.

(7) Cournetz. — Les cornets, en argent ou en métal argenté, sont placés à la partie supérieure des cierges pour recevoir les gouttes de cire qui en découlent et l'empêcher de salir soit les mains, soit le pavé. (*Bull. de la Soc. Arch.*, t. XXXV, p. 152).

(8) Sartir. — Sertir.

(9) Bourcelle. — Brucelle, sorte de pince employée dans les travaux d'orfèvrerie.

(10) Tirer au banc. — Le banc à tirer est une machine qui sert à étirer les métaux en les forçant à passer à travers des ouvertures de dimensions invariables.

(11) Goytz. — Probablement quartz. Ce minéral sert à brunir.

(12) Sanguine. — Hématite ou pierre sanguine, sert à brunir et à polir.

Quatre brunissoirs (1).  
 Quatre lingotz.  
 Quatre pareils (2) de bourcelles.  
 Cinq paires de cizoirs (3).  
 Troys estampes de leton (4).  
 Ung mourtier de leton.  
 Deux mourtiers a brayer (5) esmail.  
 Ung grand mourtier de leton.  
 Une grande estampe de croix (6).  
 Dix grandes limes et rapes.  
 Quatre plombs (7).  
 Ung estame (8).  
 Troys grandz tailhans dict sizeaulx.  
 Troys petisies (9).  
 Deux grands marbres (10).  
 Une estampe pour faire des poires (11).  
 Une estampe de parcire (12).  
 Dix-sept estampes.  
 Troys sovages (13).  
 Deux tailhans a flourons (14) par les seinctures a bas (15).  
 Dix tailhans rondz.  
 Huict poinsonz retortz.

(1) Brunissoir. — Outil pour le brunissage.

(2) Pareils. — Paires.

(3) Cizoirs. — Ciseaux d'orfèvre.

(4) Estampe. — Plaque de métal gravé en creux sur laquelle on frappe la feuille de métal dont on veut former un ornement par estampage.

(5) Brayer. — Broyer.

(6) Estampe de croix. — Plaque de métal sur laquelle est gravée en creux une croix.

(7) Plombs. — Tas de plomb sur lesquels on découpe les métaux précieux.

(8) Estame. — Etain. On disait fil d'estame ou fil d'étain.

(9) Petisies. — Le scribe a dû vouloir mettre *petits*, « trois petits tailhans ».

(10) Marbres. — Plaques de marbre servant de supports pour planer.

(11) Paires. — On dénomme paires en orfèvrerie les pendeloques affectant en effet la forme de poires suspendues aux branches des croix.

(12) Parcire. — Peut-être faut-il lire *parure*.

(13) Sovages. — On appelle *souage*, en terme d'orfèvrerie, une sorte de moulure en forme de boudin enroulé autour du pied des pièces d'orfèvrerie.

(14) Tailhans à flourons. — Outils pour façonner les fleurons ou fleurs de lys.

(15) Seinctures à bas. — Entourage du pied de certains objets d'orfèvrerie, par exemple, aiguières ou vases.

Cinq tailhans a river.

Douze bouteyrollas (1).

Troys garnitures de poinsonz de broudures, les grosses et les petites quest en nombre de poinsonz douze, sept poinsons de broudures à ponpons (2).

Vingt-quatre tours a chene de fer (3).

Quatorze tours de cuyvre de leton.

Troys compas.

Ung touret (4).

Deux sayes (5) de la forge garnies de leton.

Troys sayes a sayeter (6) garnies de leton et de cuyvre.

Neuf paires de molletz (7) grandes et petites.

Ung grand crouchet de fer.

Soixante douze petitiz poinsons de toutes sortes.

Quatre douzaines de limes moyennes et petites.

Quatre douzaines de limes carrées.

Cinq balansons (8) de cuyvre que ne vallent guerre.

Huict douzaines de sizelet en deux boytes.

Ung arfabet de lestres quil lia de piesses vingt troys.

Deux douzaines burins manches de boys.

Deux vérilloyrs (9).

Deux crampons à tenir des grains (10).

(1) Bouteyrolles. — Bouterolle, poinçon en acier de 0<sup>m</sup>08 de longueur, arrondi par le bout.

(2) Poinsons à pompons. — Outils pour façonner les pompons, ornements d'orfèvrerie dans le genre des fleurons, mais terminés par une partie ronde.

(3) Tours à chene de fer. — Tours en fer pour fabriquer la chaîne, objet de joaillerie.

(4) Touret. — Petit tour.

(5) Sayes. — « Saie, chez les orfèvres, se dit d'une petite poignée de soies de porcs, liées ensemble, et qui leur sert à nettoyer et épousseter la besogne. » (*Dict. de Trévoux*).

(6) Sayeter. — « Saietter, terme d'orfèvrerie; nettoyer ou épousseter la besogne avec la soie. » (*Dict. de Trévoux*).

(7) Molletz. — « Mollet, chez les orfèvres, se dit d'une petite pincette qui leur sert à tenir la besogne. Il ne se dit qu'au pluriel en ce sens. Donnez-moi les mollets. » (*Dict. de Trévoux*).

(8) Balansons. — Récipients dans lesquels on remue ou balance dans un liquide les pièces d'orfèvrerie à décaper ou à blanchir.

(9) Vérilloyrs. — Peut-être outils servant à faire les viroles pour les couteaux.

(10) Crampons à tenir des grains. — Pincés généralement en bois pour ne pas écraser les perles et grains d'or.

Deux boytes de patrons de plomb (1) de toutes sortes.

Deux pleynes boytes de patrons de plomb que sont este moules a Paris.

Une boelte de corps d'anneaulx de plomb.

Quatre paires de balances grandes, moyennes et petites.

Une pille de seze mars de pierres (2) avec anneau de fer.

Une pile en facon de cloche poizant deux martz.

Une pille de deux martz.

Deux pilles de huict martz chacune.

Une pille poizant deux livres de poix de ville.

Cinq trebuschetz (3) garnis de tout.

Troys touches (4).

Deux bacins de leton aptes a tenir de l'eau.

Quatre bacins petitiz a tenir de la besougne.

Deux bassins de la boutique.

Ung grand balanson de cuyvre a blanchir grande vesselle.

Sept bouteillhes a beauvay (5).

Cinq goudets a tenir la couleur et de l'eau fort.

Deux vazes destain que servent a la boutique.

Une grande pierre pour dresser la besoigne de grosserie (6).

Deux petites cloches de metaulx.

Un grand bacin darain qui a deux berles (7).

Vingt-quatre livres de patrons en pourtraiture de facons et impressions.

(1) Patrons de plomb. — Modèles en plomb.

(2) Pille de seze mars de pierres. — Poids en pierre pesant seize marcs.

(3) Trebuschetz. — Trébuchet : petite balance à peser l'or.

(4) Touches. — Pierres de touche. Toute pierre assez dure pour n'être pas rayée par l'or et l'argent, qui en même temps résiste à l'action de l'acide nitrique (eau forte) devient une pierre de touche ou un touchau, quelles que soient son origine, sa formation et sa couleur. (De Laborde, *Invent. du duc d'Anjou, Gloss.*).

(5) Bouteillhes à beauvay. — Peut-être bouteilles contenant un acide pour décaper.

(6) Grosserie. — L'orfèvrerie se divise en deux parties principales, la grosserie et la petite partie. Sous le nom de grosserie, on entend la fabrication de la vaisselle, des ornements d'église, des coffrets, des candélabres, et généralement de toutes les pièces d'argenterie qui figurent sur les tables et les buffets dans les grandes réceptions. La petite partie, désignée aussi sous le nom de partie du couvert, s'exerce sur les objets de détail, couverts, pinces, timbales, tasses, etc. (Larousse.)

(7) Berles. — La berle, *lo burlé*, *lo berlé* est l'anse en patois limousin. (*Bull. de la Soc. arch.*, t. XXXVII, p. 360, en note).

Plus dans le mean (1), chambres haultes de la dicte maison ont este trouves les meubles et utencilhes que sensuyvent.

Vingt deux arches et coffres grandz, moyens et petitz.

Six chaslitz de boys.

Cinq tables garnies de trateaulx.

Onze chières (2) la ou il y en a deux que sont tapisses.

Six bancs la ou il y a deux viradictz (3).

Douze escabelles grandes et petites.

Cinq grandz linceulx fins.

Cinq grandes nappes fines.

Sept nappes carrees fines.

Quatre grandes servietes appelees pousadour (4).

Sept douzaines servietes fines.

Quatre surcielz (5) a mettre aux chaslict.

Ung lincieulx fin, cler.

Une branche fine le tout quomunement usé.

Trentre quatre linceulx gros.

Six grosses nappes pour la maison.

Douze serviettes grosses pour la maison.

Six essuye mains.

Quatre pièces de surciel faictes a la guilhe.

Ung tapis faict a la guilhe pour une table carrée.

Ung tapis verd pour une table carrée.

Deux petitz tapis verdz.

Deux aureilhes (6) de damas.

Deux aureilhes de oripeaulx.

Ung aureilhe faict a la guilhe.

Deux tapis vieulx antiens pour des tables longues.

Troys grandz lietx garnis de couvertes.

Quatre lietx de couchettes (7) garnis de couvertes.

(1) Méan. — Voir note 3 de la page 171.

(2) Chieres. — Chaises.

(3) Viradictz. — Expression patoise. Bancs viradicts, bancs à pieds tournés.

(4) Pousadour. — Nous n'avons pu trouver nulle part l'explication de cette expression patoise. S'agit-il de serviettes employées pour épousseter ?

(5) Surcielz. — Ciels de lits. S'emploie également pour désigner des dais ou baldaquins.

(6) Aureilhes. — Oreillers, employé souvent pour coussins.

(7) Couchettes. — On appelait les lits, couchettes, quand ils n'avaient que six pieds de long et six de large. (*Inv. des châteaux des Pérusse des Cars*, par Mgr Barbier de Montault, *Bull. Soc. arch. du Lim.*, XLVI, 402.)

Une grande couverte de parement.

Une couverte de frize (1) rouge nefve de couchette.

Quatre grandz platz.

Seze grands platz plus petitiz que les dessus dictz.

Huict platz moyens.

Huict platz petitiz.

Douze escuelles en aureilhes.

Dix assiettes rondes.

Six assiettes carrées.

Six petites assiettes ou escunlous.

Douze potz, pinctes de quartes en pied.

Une quarte, troys chopines, pincte, tarsière, chopine, demy sestier (2).

Une esguiere, deux brotz.

Deux sallytz (3).

Ung passe-purer, le tout poizant en estaing huict vingtz-dix livres à..... (4) la livre [N] illec present duquel les parties se sont accordées.

Plus vingt cinq livres que sont :

Une bible en francois.

Trois livres contenant quatre volumes de Froyssiori en françois (5).

Ung livre de Massere de *vertulibus verbarum* (sic) (6).

Plus ung aultre livre de *Belle* (sic) *Judeorum* (7).

(1) Frize. — Etoffe velue et frisée d'un côté.

(2) Pintes, quartes, chopines. — Récipients destinés à contenir des liquides. Il existait deux pintes dans la quarte, et deux chopines dans la pinte.

(3) Sallytz. — Peut-être salières.

(4) Un blanc dans l'acte.

(5) Le premier (le second, le tiers et le quart) volume de messire Jehan froissart lequel traicte des choses dignes de memoire advenues tant es pays de France Angleterre Flandres Espagne que Escoce et autres lieux circonvoisins. Nouvellement outre les precedentes impressions Imprime a Paris. — *On les vend en la rue Saint-Jacques a lenseigne de la fleur de lys dor en la boutique de Jehan petit. Mil V<sup>e</sup> XXX, 3 vol. in-fol. (4 tomes en 3 vol.) — Caract. goth.*

(6) Peut-être *La pratique* de Masuer, publiée plusieurs fois au XVI<sup>e</sup> siècle sous ce titre : Aureus tractatus domini Masveri judiciorum praxim curiaque parlamenti stilum continens. Item, libellus fugitivus, sive exceptiones nepotis de Monte Albano. *Parisiis, Joan. Petit, 1523, in 8.*

(7) Il se pourrait que ce soit l'un des trois ouvrages suivants :

Josephus (Flavius) opera antiquitates judaicæ et de bello judaico libri, græce) *Basilee, Jo. Froben, 1544, in fol. de 6 ff et 967 pp.*

— Josephi historiographi viri clarissimi prologus in libros antiquitatum

Plus ung livre Messau (1).

Plus ung aultre livre de patrons de diverses manières.

Plus ung aultre livre de *octo orationis partum (sic)*.

Plus ung aultre livre de Landre de la profession generale.

Plus ung aultre livre des Roys en françois (2).

Les ordonnances du Roys Louis douzième en françois (3).

Plus le doctrinal de Sapiance (4);

vigiti incipit feliciter. — Josephi de bello iudaico prologus in libros septem incipit feliciter.

Plusieurs éditions aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles.

Hegesippus. *Ægesippi historia de bello iudaico, sceptri sublatione, judæorum dispersione et Hierosolymitano excidio, a divo Ambrosio.... et græca latina facta* (edidit Jac. Faber stapulensis). *Parrhisii, in ædibus ascensianis*, 1510, in-fol.

(Réimpression chez le même Ascensius, en 1511 et 1524, in-fol.; aussi à Cologne en 1525, en 1530 et en 1544, in fol.)

(1) Le livre Messau, désigne bien le Missel ou livre d'Heures.

(2) Il se pourrait que le *Livre des rois* en français ait été publié au XVI<sup>e</sup> siècle ?

Nous signalons l'édition moderne suivante (Collection des documents historiques) :

Livres (Les quatre) des Rois, traduits en français du XII<sup>e</sup> siècle, suivis d'un fragment de moralité sur Job et d'un choix de sermons de saint Bernard, publiés par M. Leroux de Lincy. *Paris, imprimerie royale*, 1841, in 4.

(3) Les Ordonnances royaulx des feuz roys Charles VII et VIII de ce nom avec celles du roy Loys XII, auquel dieu doint bonne vie. Et plusieurs autres ordonnances faictes puis nagueres tant pour les universitez que pour les monnoies *orfeures geolliers* et autres avecques le texte de la pragmatique sanxion et repertoire en chascune dicelles ordonnances. *Nouvellement imprime a Paris* (sur le titre, la marque et le nom de Jehan Petit et à la fin : *imprimees par Gaspard Philippe*), pet. in-8 goth. feuillets non chiffrés, sign. A. S. par huit.

Cette édition est antérieure à la mort de Louis XII (1515) (Brunet).

Ce livre était précieux pour Jean Veyrier, à cause des monnaies et des orfèvres joailliers (*orfeure geolliers*).

(4) Roy (*Guy de*) (archevêque de Sens). Le doctrinal de Sapiance (*Sans lieu ni date*) in fol. goth. de 123 ff. chiffrés au pinceau à 2 col. de 29 lign. sign *bi-nv* (au lieu de *uv* (antérieur à 1478, Brunet).

Nombreuses éditions à la fin du XV<sup>e</sup> et au commencement du XVI<sup>e</sup> siècle, dans plusieurs villes et avec des titres un peu différents.

L'édition de 1520 a pour titre : Le Doctrinal de sapience qui contient les troys estaz du monde (A la fin : *Imprime a Paris p. la veufve feu Jehan Trepperel et Jehan Jehannol, libraire et imprimeur* (vers 1520) in 4 goth. de XXX ff. chiffrés plus un f. à la fin où se voit une gravure et la marque de Trepperel.

Le livre de la description des Gaules (*sic*) (1).  
 Plus ung livre des commandemens de Dieu (2).  
 Plus ung autre livre appelle le Propriétaire en francoys (3).  
 Plus ung aultre livre des commentaires de Jules César.  
 Plus ung livre de *Juribus temporum* en latin.  
 Plus un livre des espitres de Virgile en latin.  
 Plus ung livre de Cicero.  
 Plus un livre de plusieurs martirs.

(1) Il doit s'agir de l'un des deux ouvrages suivants :

GILLES (*Nicole*), Les tres elegantes, et tres veridiques et copieuses annales des tres preux, tres nobles, tres chrestiens et tres excellens moderateurs des belliqueuses Gaules. Depuis la triste desolation de la tres inclyte e tres fameuse cite de Troye jusques au regne de tres vertueux roy Francois a present regnant. Compillees par feu... maistre Nicole gilles jusque au temps de tres prudent et victorieux roy Loys unzième. Et depuis additionnees selon les modernes hystoriens iusques en lan Mil cinq cens et vingt. *On les vend a Paris.... en la boutique de Galliot dupre. (A la fin) : Et fut acheue dimprimer Lan mil cinq cens vingt et cinq, le VI<sup>e</sup> tour de decembre par Anthoine couteau pour Galliot du pre, libraire, 2 tom., en 1 vol. in-fol. goth.*

(Nombreuses éditions au XVI<sup>e</sup> siècle) Brunet.

LE MAIRE (*Jean*) Les illustrations de Gaule et singularitez de Troyes, avec les deux epistres de Lamant vert. (A la fin) *Imprime a Lyon par Estienne Baland imprimeur... et se vendent audit lieu.*

*Et sus maistre Jacques Maillet, libraire, gr. in-4<sup>e</sup> goth. fig. en bois sign. a-m u i et A.-B., feuillets non chiffrés.*

(Vers 1510. Nombreuses éditions au XVI<sup>e</sup> siècle dans diverses villes avec des titres un peu différents (Brunet).

(2) **COMMANDEMENS (les) de Dieu et du dyable** (A la fin) *cy finel les commandemens de Dieu et du diable* (sans lieu ni date), pet. in 4 goth. de 6 ff. Marque de J. Trepperel sur le titre. (Vers 1520) ouvrage très rare dit Brunet.

(3) **Le Propriétaire en francois.** — *Imprime a paris pour Anthoine Verard marchand libraire* (sans date) in fol. à 2 col. fig. en bois.

LE PROPRIÉTAIRE des choses très utile et profittable aux corps humain; avecques aucune addicions nouvellement adioustees. C'est assavoir les vertus et pprietez des eaux artificielles : et des herbes pareillement. Les natiuitez des hommes et des femmes selon les XII signes de lan. Item plusieurs receptes contre aucunes maladies. Item ung remede tres utile contre feure pestilencieuse : et aultre maniere depydemye approuue par plusieurs docteurs en medecine. Item est adioustee a la fin une medicine tres utile appelee la medicine des cheuaux : et aultres bestes. Le tout reueue et corrige nouvellement. Translate du latin (de Barthome de Gianville anglois), par lehan Corbichon. (Sans lieu ni date), pet. in-f. goth. à 2 col.

Brunet indique ensuite cinq éditions de 1500 à 1556.

Plus ung aultre livre des œuvres de Clement Marot en françois (1).

Deux grandz bacins darain.

Une chante pure (2).

Ung grand perol (3) use et perce de la capacité de dix seilhes.

Deux grandes conches (4) de la capacité de VIII seilhes.

Deux chaudrons moyens.

Deux conches moyennes.

Deux petitz conchons.

Deux chandeliers pour tenir chandelle de cire.

Sept grandz chandeliers darain.

Troys petits chandeliers darain pour la boutique.

Deux chandeliers de cuivre pour la boutique.

Deux potz darain ung grand et ung petit.

Une fontaine a laver les mains, darain.

Ung perol d'arain qu'est dans le mean ou a este trouve du sablon (5).

Troys poylons.

Deux chauffe lietz.

Ung chauffrette.

Une couronne d'arain a mettre sous les platz.

Deux grandz chaneilz (6) de leton.

Ung chandelier de parement pour mettre au milieu de la maison.

Deux lechefrizes.

(1) MAROT (Clement) Ladole || science || clement || tme. autrement les œuvres de Clement Marot || de Cahors en Quercy, valet de chambre du || Roy composees en leage de son adolescence.... le tout reueu, et || mis en bon ordre. *On les vend à Paris, devant lesglise sainte || Genevieve des Ardens. Rue Neuve nostre || Dame A lenseigne du Faulcheur.* — (au recto du dernier f.) : *Ce present Livre fut acheue d'imprimer le || Lundy, XII. iour Daoust. Lan M. D. || XXXII, pour pierre Roffet, dict. le Faul || cheur. Par Maistre || Geofroy Tory Im || primeur du roy.* Pet. in 8, lettres rondes.

Nombreuses éditions au commencement du XVI<sup>e</sup> siècle dont l'une de Hugues Barbou à Lyon, 1539 (pour François Juste).

(2) Chante pure. — Chantepleure : arrosoir.

(3) Pérol. — Pérole, grand récipient en fonte dans lequel on fait bouillir de l'eau.

(4) Conche ou conchon. — Bassin en bronze ou cuivre.

(5) Sablon. — « Menu sable, d'ordinaire blanc, comme le sablon d'Etampes qui sert à écurer la vaisselle d'étain et de cuivre ». (*Dict. de Trévoux*).

(6) Chaneilz. — Chaneil ou chaleil. Lampe limousine à huile.

Quatre poelles.

Troys grandz potz de fer.

Deux petitz potz de fer.

Deux andeyx (1) de fer.

Six landiers de fer.

Ung marche pied de chaneilz de fer.

Une grande broche de fer.

Deux petites broches de fer.

Deux cramalhieres de fer.

Plus ont este trouves les cedeules (2) que sensuyvent :

Une cedeule de monsieur le Maistre de la somme de cens-trente-troys livres dix sols tournois.

Ung compte de Pierre Verier de la somme de trente-neuf livres onze solz six deniers.

Une cedeule de Michel Audoy (3) dict Bastier de la somme de neuf livres tournois.

Ung oblige de Phebus Sanar, orpheuvre de Paris de la somme de seze livres, dix solz.

Ung compte de Marcial du Bouscheys (4) de la somme de vingt-neuf livres tournois.

Plus deux missives de Monsieur de Leyterat de prest de deux livres, cinq solz, plus une livre dix solz.

Une cedeule de Laurens Mouret de la somme de quatre livres tournois.

Une cedeule de M<sup>re</sup> Leonard Thouron, pretre de Saint-Paul, de la somme de cinq livres tournois.

Une cedeule de Jehan Penicault (5), orfeuvre, de la presen ville de la somme de troys livres dix solz.

Une cedeule de M<sup>e</sup> Anthoine Dernous sergent royal de une livre huict solz quatre deniers.

(1) Andeyx. — Andeix, trépied.

(2) Cedeule. — Cédule : billet par lequel on reconnaît devoir une certaine somme.

(3) Audoy (Michel dict Bastier). — Probablement le père de Jehan Audoy, dict Bastier, procureur, qui figure en 1615 sur la liste des cent prudhommes, choisis pour élire les consuls.

(4) Du Bouscheys (Marcial). — Consul pour Las Combas, en 1558.

(5) Pénicaud (Jehan). — Probablement l'un des deux Pénicaud, les célèbres émailleurs, Jehan 1<sup>er</sup> au Jehan II. Peut-être aussi Jean Pénicaud, peintre verrier, 1556.

Une cedeule de Monsieur le procureur de Saint-Ybardz (1) de la somme de deux livres onze solz tournois.

Une cedeule de madamoyselle du Bourdeys de la somme de sept escutz solz et deux livres tournois.

Ung oblige de Pierre Ardant (2) orfeuvre de la somme de quarante livres tournois de laquelle somme Mathieu Blanchard (3) est caution à payer dans troyz ans.

Monsieur Dorsene doit de compte faict la somme de quinze livres deux solz six deniers.

Ung oblige de Jehan Faure de Sarlat et de Berthe Dauvergne de la somme de cent livres tournois deubz a Aymeric Veyrier (4) et au dict feu a payer tous les ans cinq livres tournois jusques a fin du payement et est faict le dict oblige mil cinq cens cinquante deux. Surquoy y a ung receu douze annees quest deux livres dix solz.

Plus ung certificat de deux escutz prestes à sire François Vidault (5) et Albert Hardy (6) pour faire ouvrir la monnaye de ceste ville dans la feste de Pasques prochain en date du seziesme novembre mil cinq cens-cinquante-six.

Plus une cedeule de Jehan Boutaut (7) de la somme de six escutz solz et quatre escutz a la couronne.

Surquoy y a receu les six escultz solz, reste quatre escutz a la couronne. Plus a este trouve ung contract d'obligation de la somme de quatre cens livres d'une part et six vingt livres d'autre deubz par Jehan Sagueleri, bourgeois et marchand de la ville de Bourdeaux en date du XXVII<sup>e</sup> juillet mil V<sup>e</sup> quarante cinq signé M. Pelleties.

Davantage sont estes trouves des memoires des debtes que sensuyvent.

Helies Boutault doit la somme de soixante six livres onze sols quatre deniers tournois.

(1) Saint-Ybardz. — Monastère situé à Angoulême.

(2) Ardant (Pierre). — Cité par Louis Guibert dans son *Catalogue* sous le n° 661.

(3) Blanchard (Mathieu). — Orfèvre. Cité par Louis Guibert dans son *Catalogue* sous le n° 630. — Consul pour Lansecot en 1569.

(4) Veyrier (Aymeric). — Aymeric al. Mérigot ou Méri Veyrier, orfèvre, frère du *de cujus*. Cité par Louis Guibert dans son *Catalogue* sous le n° 597.

(5) Vidault (François). — Consul pour La Porte, en 1555.

(6) Hardy (Albert). — Figure sur une liste de cotisés pour un emprunt en 1557.

(7) Boutaut (Jehan). — Consul pour La Porte, en 1572 et 1578.

Monsieur le lieutenant particulier (1) doit pour reste de quelques bagues la somme de sept livres sept sols, trois deniers.

Doit Jehan Auzanet demeurant à la Soubsteraine la somme de trois escutz sols.

Plus est deub par Marcial Martin, seigneur des Montz (2), la somme de sept livres, dix sols par chascun terme de rente pour cause de l'emprunt.

La somme de trois livres treize sols quatre deniers deubz par sire Guillaume Poyleve (3) à cause de l'emprunt.

Plus sont este trouve deux papiers et livres lung des debtes et de raisons contenant (4) feuilhetz, dont on y a (5) descriptz, plus les aultres en blanc ou sont este trouves les debtes et parties dues que sensuyvent tireez du papier.

Plus a este trouve ung papier de quictances des tailles contenant XX feulletz escriptz et remplis le plus par de quictances avec vingt six quittances de tailles y estant attachées.

M<sup>e</sup> Estienne Durand demeurant à Saint-Léonard, doit de comptes fait deux livres seze sols six deniers.

La vefve de Francois Vitrac (6) doit de compte fait cinq livres quatre sols six deniers.

La vefve de Jehan Decordes (7) doit une livre trois sols.

Marcial Duboys (8) doit onze livres.

Thomas Ducloups de Nantiat doit par reste dung demy cent de compte fait, douze livres.

Monsieur le conseiller Souduyrault (9) doit de compte arreste trois livres sept sols.

Doit Monsieur M<sup>e</sup> Guillaume Douhet (10) la somme de trois livres.

(1) Joseph Lamy, lieutenant particulier en 1570.

(2) Martin (Marcial), seigneur des Montz. — Cité dans un rôle de sommes fournies au roi, en 1554. — Consul pour les Croissances en 1558.

(3) Poylevé (Guillaume). — Consul pour Le Marché en 1560, et pour les Croissances en 1564.

(4) Un blanc dans l'acte.

(5) Un blanc dans l'acte.

(6) Vitrac (François). — Collecteur des tailles pour Las Taulas en 1564.

(7) Decordes (Jehan). — Consul pour La Fourie en 1554.

(8) Duboys (Marcial). — Consul pour Boucherye en 1554.

(9) Souduyrault. — Suduyraud, conseiller en la cour criminelle de la sénéchaussée du Limousin (*Reg. consul.*, t. II, p. 324. )

(10) Douhet (Messire Guillaume). — Procès entre les consuls et Messire Guillaume de Douhet, habitant de Limoges, se disant et prétendant être l'un des cent gentilshommes ordinaires de la Chambre du Roi, 1566. (*Reg. cons.*, T. II, p. 314.)

Doibt Coulault Vaureilh la somme de sept livres, quatre solz.

Doibt Marcial Guimbert, troys livres, dix solz.

Doibt Mathieu Gay pour ung paire de crouchetz d'argent (1) la somme de quatorze solz.

Plus pour la fascon d'une faradure (2) doibt la somme de une livre quinze sols.

Plus pour une estrincte dorée (3) douze solz.

Comme appert par le papier des debtes dudict feu.

Plus ung aultre papier terrier de rentes contenant cent et cinq feuilhetz commençant trente solz et ung chapon de cens (4) sur une maison assize en la grand pousse (5) deubz par Jehan Mathieu finissant troys sestiers seigle de rente deubz par Pierre Chenut de Louboudye paroisse Daureil.

Plus a este trouve une boitte des quictances des tailles et quictances des empruntz signés (6) estans en nombre de seze parrafées dessus par le signe du notaire sousigné.

Plus sont estes trouves les acoustremens et habillemens que sensuyvent :

Premierement deux robes.

Une saye (7) de drap noir.

Une jupe de sarge (8) d'escotz (9) fourres.

Ung saye de camelot (10) tanet.

Plus ont este trouves les gaiges (11) que sensuyvent :

Premièrement, Une saye de drap noir.

Une jupe de sarge d'escots fourres.

(1) Crouchetz d'argent. — Crochets d'argent : ornements du costume des deux sexes.

(2) Faradure. — Peut-être ferrure, mot s'appliquant à toutes les pièces métalliques d'un harnais, d'une escarcelle, etc. (Victor Gay, *Gloss. arch.*)

(3) Estrincte dorée. — Ceinture dorée.

(4) Cens. — Redevance.

(5) Grand Pousse. — Rue des Grandes Pousses.

(6) Un blanc dans l'acte.

(7) Saye. — Saie, sorte de casaque.

(8) Sarge. — Serge, étoffe commune et légère de laine croisée.

(9) Escotz. — Escot, étoffe croisée en laine peignée, rase, sèche. On conjecture que cette étoffe fut d'abord fabriquée en Ecosse (Larousse).

(10) Camelot. — Etoffe fine et lissée, non croisée, faite sur le métier à deux marches : en principe fait avec du poil de chèvre d'Orient. (Victor Gay, *Gloss. arch.*)

(11) Gaiges. — Gages, s'emploie d'ordinaire, en Limousin, pour désigner toutes sortes de récipients.

Une cappe de draptz noir.

Un manteau de draptz noir.

Deux paires de chausses.

Deux chapeaulx.

Deux propointz de fustaine (1) et bombazine (2) appartenans au dict Guilhaume estant a son usaige.

Deux sayes noires.

Une cappe noire.

Ung manteau noir.

Deux paires de chausses.

Deux chapeaulx.

Deux propointz de fustaine et bonbazine appartenans au dict Jehan.

Deux sayes noir et tanees.

Une cappe noire.

Ung manteau.

Deux propointz de toille.

Un chapeau.

Deux paires de chausses appartenans au dict Helies.

Plus sont este trouves les tiltres que sensuyvent :

Ung tiltre de trente solz et ung chappon de cens de fondalité en datte du 15 octobre mil quatre cent quatre vingt dix neuf deubz sur une maison assize en la grand rue de pousse, signé Montebacherie (3).

Ung tiltre de cinq sols de cens en datte du 18<sup>e</sup> d'aoust mil quatre cens octante et deux deubz sur une maison assize en la grand rue de pousse, signé M. Debeyssaco.

Ung tiltre de six sols de cens sur une borde (4) ou chauchiere (5) assize en Pallevesi (6) en datte du 28<sup>e</sup> jour de janvier mil quatre cent nonante trois, signé Decampis.

Ung tiltre de six solz de cens deubz sur une maison assize pres la croix de l'arbre peint en datte du 9<sup>e</sup> jour d'avril mil cinq cens quatre-vingt-quinze (*sic*) (7). Signé A. Deschaussadis.

(1) Fustaine. — Futaine, étoffe de fil et colon.

(2) Bombazine. — Bombasin, étoffe allemande (Victor Gay, *Gloss. arch.*).

(3) Montebacherie. — Montboucher. On remarquera que tous les noms des notaires ont la forme latine dans les actes antérieurs à 1500.

(4) Borda. — Petite maison.

(5) Chauchière. — Tannerie. (Renseignement fourni par M. Champeval.)

(6) Pallevesi. — Aujourd'hui rue Palvézy.

(7) 1595. — Erreur de plume du scribe qui aurait dû mettre 1495.

Ung tiltre de quatre livres tournois de cens deubz sur une maison assize au montant de la rue de Magninie en datte du 21<sup>e</sup> avril mil cinq cens trente six. Signé Frenault.

Ung tiltre de vingt solz moytie de cens, moytie loncdallité sur une maison assise en la cyte de Limoges apartenas à Pierre Boutaud en datte du 19<sup>e</sup> de juin mil cinq cens. Signe Duvaud clericus.

Ung tiltre de vingt solz de cens deubz sur une vigne assize au territoyre de Chinchouvau en datte du 23<sup>e</sup> jour de mars mil cinq cens deux. Signe (1).

Ung tiltre de sept livres tournois de rente deubz sur une grande maison assize en la grand rue des Combes et sur une aultre petite maison assize en la ruelle Pelisson (2) près de l'aultre en datte du 14<sup>e</sup> mars mil cinq cens-vingt sept et l'aultre du penultieme jour du moys d'août mil cinq cens vingt-sept, signé : Deglane et Dupin.

Ung tiltre de douze livres huict solz chascun an deubz de rente par Léonarde de Julien, vefve de feu s<sup>r</sup> Marcial Rougier et Joseph Rougier leur filz en date du 20<sup>e</sup> de feuvrier mil cinq cent soixante quatre signé Mouret, notaire royal.

Ung tiltre de une esmine froment de cens deubz sur une vigne assize au Claud Champoux près Saint Lazare en datte du 18 de fevrier mil cinq cens quinze, signé François Bechamel.

Ung tiltre de deux septiers seigle de cens deubz sur une vigne et terre assize au Claud Champoux en datte du 28<sup>e</sup> jour de fevrier mil cinq cens quinze. Signé Bechamel.

Ung tiltre dung sestier de seigle de cens deubz sur une autre vigne appelée Le Boscarat au dict Claud assize en datte du 28<sup>e</sup> jour de fevrier mil cinq cens quinze, signé Bechamel.

Ung tiltre de six sestiers esmine seigle de rente et trente-cinq sols de rente deubz sur les biens de Vincens Eytier de Grossereys paroisse de Beaune a partir entre Aymeric Veyrier et nous en datte du 25<sup>e</sup> octobre mil cinq cens. signé Deproges.

Ung tiltre de troys sestiers seigle deubz sur les biens de Jacques de la Villate paroisse Deygeaulx et Pierre dict Pinot de la Charouffarie payant la dicte rente en date du 2<sup>e</sup> octobre mil cinq cens cinquante troys. Signé Huard.

Ung tiltre de troys sestiers seigle de rente deubz sur les biens de

(1) Mot en blanc.

(2) Ruelle Péliison. — Il existait dans le quartier Viraclaud, avant sa démolition, la rue Péliison.

Benoist de la Charrouffarie paroisse Deyjgeaulx en datte du 18<sup>e</sup> octobre mil cinq cens cinquante cinq. Signé Dupin.

Ung tiltre de troys sestiers seigle de rente deubz sur les biens de Pierre Chenut de Louboudye paroisse Daureil en datte du 4<sup>e</sup> février mil cinq cens quarante sept. Signé Gamaud.

Ung tiltre de ung abault (1) de boys de rente deubz sur les biens de MM. Leonard et Pierre dict Papeys Bajou et ses frères paroisse de Saint-Martin-Terressus en datte du 18<sup>e</sup> jour de novembre mil cinq cens cinquante un, signé Mouret.

Ung tiltre dung demy abault de boys de vente deub par les dicts Mrs Léonard Bajou et Pauly Marquet Bajou, en datte du 4<sup>e</sup> février mil cinq cens soixante deux. Signé Mouret.

En la cave de la dicte maison ont este trouves les vaisseaulx de vin (2) que s'ensuyt :

Premierement : neuf tonneaulx de dix ou douze charges (3) chascun ou envyron, dont y a ung vuyde deux en perce et en chascune pièce y a quatre sercles de fer quest en nombre de trente-six sercles fer.

Troys barriques de chascune deux charges.

Deux barriques de chascune cinq charges sans sercles de fer dans lesquelles y a quatre vingtz charges vin ou envyron.

Et advenant le dernier jour de novembre an sus dict les dictz Veyrier ont dict que le dict feu avoyt une maison assize en la rue de Boucherie (4) confronté la maison de Pierre Sanxon (5), d'une part et la maison de Aymeric Veyrier d'autre part et la rue de Boucherie par le devant d'autre et les murailhes de la ville une ruelle allant de l'esglise Saint-Pierre a la porte Magninie d'autre part, en laquelle sont este trouves et descriptz les meubles, obtilz que sensuyvent :

Premierement en la chambre habitee cy devant visant sur le

(1) Abault. — L'abal de bois à brûler contenait à Limoges, mesure du château ou de la cité, 16 stères, 6 décistères, 6 centistères.

(2) Vaisseaulx de vin. — Tonneaux, fûts, barriques.

(3) Charge. — Ancienne mesure de capacité généralement calculée sur la quantité de la matière qu'un homme peut porter.

(4) Rue de Boucherie. — Rue du Collège actuelle.

(5) Sanxon (Pierre). — Consul pour Boucherie en 1557, en 1561, en 1567, en 1574 et en 1580. Pierre Sanxon a été un des chefs de la ligue à Limoges; on trouve son nom mêlé aux événements tragiques d'octobre 1589. (*Bull. de la Soc. arch.*, t. XLV, p. 285, en note. Documents publiés par M. L. Bourdery).

jardin et la chambre estant au dessoubz et dans le pressoir et cave.

Huict douzaines de sercles de fer pour garnir des vaisseaulx, de quatre, six, huict et dix charges.

Ung cable gros.

Deux pareilh (1) de tanailhes a tirer les crousolz du feu. (2).

Une paire de molles (3).

Une tine (4) à se banier avec troys sercles de fer.

Une tine de plomb à faire les lysives.

Une tronche (5) de fer avec son manche.

Deux tronz.

Deux sarseaulx (6).

Deux coignees.

Quatre crot de fer.

Quatre tables garnies de trateaulx.

Quatre chières.

Troys escabelles.

Ung buffet.

Ung chasliet.

Deux grandz bancs de quoy en y a lung viradys.

Deux coffres que se trouvent.

Troys bancs pour mettre autour des tables.

Deux grandz souffletz pour afiner (7).

Deux pressoirs garnis de chevilles de fer avec les obtilz et aultres choses que sont necessaires pour le dict pressoir.

Vingt deux tonneaulx de soixante, quarante et trente charges, de quoy il y a deux qui ont chascun quatre sercles de fer qui est huict sercles.

(1) Pareilh. — Paire.

(2) Tanailhes à tirer les crousolz du feu. — On fondait l'or dans des creusets placés dans un fourneau où ils étaient entourés de combustible : on sortait les creusets du fourneau au moyen d'une paire de pinces.

(3) Molles. — Moules.

(4) Tine. — Tine, tinette. *Tent*, en patois limousin, se dit d'une petite cuve affectant la forme d'une moitié de tonneau.

(5) Tronche. — Tranche, instrument de jardinage.

(6) Sarseaulx. — Doivent être des instruments de jardinage. On appelle cerceau, dans certaines localités, notamment en Poitou, une espèce de pioche dont un côté est tranchant et l'autre fourchu.

(7) Souffletz pour afiner. — Trévoux, dans son *Dict.* parle de soufflets d'émailleurs. L'affinage est l'épuration des métaux par le feu : cette opération nécessite l'emploi de soufflets.

Quatre bancs a descharger vendange (1).

Deux barilz.

Neuf tines qu'il y a a faire la lyssyve.

Les tines pour le pressoir et pour faire vendanger qui sont serclees de fer et de boys qui ont en nombre de sercles de fer cinq sercles.

Une seilhe (2) a tirer de l'eau.

Deux courceletz (3).

Ung devant de cuyrasse qua le devant de fer blanc.

Une chemise de mailhe (4).

Unes manches de mailhe.

Ung morion (5).

Ung burguiniote (6).

Un bonnet de mailhe (7).

Une rondelle (8).

Une picque.

Sept boys longs (9).

Deux marcus (10).

Troys espees.

Une arbaleste (11).

(1) Bancs à descharger vendange. — Bancs sur lesquels on posait les paniers remplis de raisin en revenant de vendanger.

(2) Seilhe. — Seau.

(3) Courceletz. — Cuirasses légères.

(4) Chemise de mailhe. — Cotte de mailles.

(5) Morion. — Casque à usage des gens de pied, notamment des arquebussiers.

(6) Burguiniote. — Bourguignote. Casque bombé en fer poli et à crête : il se distingue par une avance ou visière, des oreillères et un couvre nuque.

(7) Bonnet de mailhe. — « Deux bonnets de mailhe » (*Invent. de l'archev. de Rouen*). (Victor Gay, *Gloss. arch.*).

(8) Rondelle. — Bouclier rond, moitié moins grand que la rondache. Au lieu d'être portée à l'avant-bras comme la rondache, la rondelle, dite aussi souvent de *poing*, était portée à la main qui tenait une petite poignée placée en travers de la cavité centrale intérieure.

(9) Boys longs. — Probablement bois de lances.

(10) Marcus. — Sorte de poignards. « Espées de service, malchus et coutelas d'estoc et de fendant » (René François, chap.19). (Victor Gay, *Gloss. arch.*).

(11) Arbaleste. — Arbalète. Arme de jet se composant d'un arc en acier et d'un fût en bois nommé arbrier sur lequel cet arc est fixé. Le trait lancé par l'arbalète était une flèche courte, nommée carreau.

Un arcagelet (1).

Troys pistoletz a feu.

Ung fauconneau (2).

Deux petites pièces de fonte a morche (3).

Plus les s<sup>rs</sup> Veyrier ont dict le dict feu avoir delayssé deux vignes sizes aux Teulieres et au Claud de las Teulieras, contenant seze journaulx se confrontant entre la vigne de Jehan Murat d'une part et la vigne de Aymery Veyrier d'autre.

Plus une vigne contenant huict journaulx ou envyron assize au Claud Daureil sur les Carmes confronctes entre la vigne de Jehan Petiot (4) d'une part et la vigne de Jehan du Monteil dict Pasquette (5) d'autre

Plus ung petit vergier assiz au près Saint-Pol contenant deux journaulx ou envyron confroncte entre le jardrin de Monsieur Suduyraud et sa femme d'une part et le chemin que l'on va de la present ville a la maison Dieu d'autre et le cimetière de Saint-Paul d'autre part (6)

Plus une vismière (7) près Saint-Martin contenant ung journault et demy confronte entre la vismière de Aymery Veyrier d'une part et la vismière de François Vidau et ses frères d'autre.

Plus une aultre vismière assize aupres de Menudet contenant

(1) Arcagelet. — L'arc à jalet ou arbalète à jalet était une arme de chasse qui lançait des balles de plomb ou de terre glaise, ou bien de petits cailloux. « 1478. — A Guill. Dujardin, tapissier dudit Sgr (Louis XI), pour 12 arcs à jalets où il y avait à chacun un fer au milieu, 28 l., 10 s. ». (Victor Gay, *Gloss. arch.*). — Dans un inventaire de la famille Péconnet, du 31 octobre 1679, *Bull. de la Soc. Arch.*, t. XLVI, p. 284, M. Louis Guibert, cite avec un point d'interrogation « trois arcageletz d'acier fort vieux ».

(2) Fauconneau. — Pièce d'artillerie du poids normal de 150 à 250 kilog.

(3) Pièces de fonte à morche. — Nous pensons qu'il s'agit de petites pièces d'artillerie. « 2 petits sacs de cuyr pour la pouldre d'amorche » (*Rapp. sur l'artill. de Bourges.* — Girardot, *Arch. de l'Artill. fr.*, 2<sup>e</sup> série, 2-1, page 268). Victor Gay, *Gloss. arch.*).

(4) Petiot (Jehan). — Collecteur des tailles pour Lansequot en 1578.

(5) Monteil (Jehan du, dict Pasquette). — Consul pour Las Combas en 1566.

(6) Verger assiz au près Saint Pol. — L'église Saint Paul était placée à l'angle de l'avenue des Bénédictins actuelle. Elle était accompagnée de son cimetière. Le verger cité dans le texte était donc situé à peu près à l'entrée de l'avenue de la gare actuelle, qui a englobé le chemin de la Maison-Dieu. (Renseignement fourni par M. Paul Ducourtieux).

(7) Vismière. — Mot limousin qui signifie oseraie.

deux journaux confronte entre la vismière... (1) religieux (2) d'une part et le chemin que l'on va du Menudet à la maison Dieu d'autre part et le ruisseau du Menudet (3) dans et autour d'icellui d'autre part.

Plus ung pre assiz au Claud de Lautrins contenant de six a sept journaux.

Sensuyvent les tiltres qu'ont este trouves concernant les acquisitions des dicts heritayges.

Une lettre d'acquisition de la maison des Taules en datte du 14<sup>e</sup> novembre mil cinq cens deux. Signé De Bastida.

Ung aultre instrument d'acquisition de la maison de Boucherie en datte du 12<sup>e</sup> jour d'octobre mil cinq cens vingt troys. Signe Durand.

Ung instrument de département de tour de bourse (4) en datte du vingt-deux octobre mil cinq cens vingt deux. Signé Gamaud.

Ung instrument de l'acquisition d'ung pre assiz au claud de Lautrins en datte du vingt-sept d'aoust mil cinq cens vingt troys. Signé Baignol.

(1) Mot en blanc.

(2) Religieux. — Il s'agit des religieux de l'abbaye de Saint-Martin, dont les possessions s'étendaient de la place Jourdan au cours Bugeaud actuels. (Renseignement fourni par M. Paul Ducourtieux).

(3) Ruisseau du Menudet. — Le ruisseau du Menudet prenait naissance dans les terrains de l'abbaye de Saint-Martin : avant l'établissement de la gare, il coulait à ciel ouvert dans les prairies qui s'étendaient jusqu'aux Bénédictins, et allait se jeter dans la Vienne au Naveix.

La fontaine du Menudet était placée au bord du chemin de la Maison-Dieu, non loin de la Grange Poylevé, où les cordeliers avaient établi leur premier couvent (1226), avant de s'installer (1243) sur l'emplacement occupé aujourd'hui par le Cercle de l'Union. (Renseignement fourni par M. Paul Ducourtieux).

(4) Instrument de département de tour de bourse. — Département, dé-tir, étaient employés dans l'ancien droit pour exprimer l'idée de division, de partage (V. *Dictionnaire de droit et de pratique*, de Cl. de Ferrière, éd. 1779, à ces mots). — Tour de bourse est un équivalent du mot « Tourne » que le *Glossaire du droit françois*, de Laurière, éd. 1704, définit ainsi : « c'est la soulte ou retour de deniers, ou bourse desliée, quand il est traité de l'échange ou de partage de biens ». On trouve l'expression « tourne » dans plusieurs coutumes (*Nivernais*, chap. 4, art. 4; *Dunois*, art. 38). Celle de *Blois*, art. 120, parle de « tournes ou bourses déliées ». Dans la coutume de *Montargis*, l'expression est un peu différente, c'est « tornes » (chap. 1, art. 61; chap. 2, art. 24, 48) et « tornes d'argent » (chap. 1, art. 51; chap. 2, art. 30; chap. 16, art. 9).

Le contrat visé au texte avait donc trait à un partage de soulte. (Renseignement fourni par M. Louis Lacrocq).

Ung instrument de l'acquisition de faculté de rachapt d'icel-lui pre en datte du 17<sup>e</sup> d'octobre mil cinq cens trente sept, signe Dupin.

Ung instrument de l'acquisition d'une vigne au puy Saint-Martin en datte du 14<sup>e</sup> jour de janvier mil cinq cens trente huit. Signe Nantiac.

Ung instrument de l'acquisition d'une aultre vigne au dit claud, assize, du dernier jour de juillet mil cinq cens trente sept. Signe Frenaud.

Ung aultre instrument d'une vismière sise au Menudet en datte du vingt deuxiême de janvier mil cinq cens soixante et un. Signe Mouret.

|                    |           |                             |
|--------------------|-----------|-----------------------------|
| ARDENT             | G VEYRIER | VEYRIER                     |
| ROUGIER pour       |           | Hélie VEYRIER.              |
| avoir este present |           | MOURET, curateur susdit     |
|                    |           | et pour avoir este present. |
|                    | MOURET.   |                             |

Francoyse ARDANT,  
pour avoir este presente.

(Fonds des notaires, n<sup>o</sup> prov. E. 16172 Mouret).

---

# LA RÉDEMPTION DES CAPTIFS

## DANS L'ANCIEN DIOCÈSE DE LIMOGES

---

### I

Les épisodes tragiques de la guerre turco-balkanique ont rappelé notre attention sur une ancienne institution charitable qui avait dû sa naissance aux croisades et à la cruelle piraterie des populations barbaresques. Tant d'Européens, et notamment de Français étaient restés prisonniers en Orient, tant de voyageurs étaient sans cesse capturés sur terre et sur mer et réduits à un pénible esclavage, que la chrétienté avait dû s'efforcer sans retard de délivrer les malheureux captifs.

L'initiative de cette généreuse intervention fut due à Jean de Matha et à Hugues de Vermandois, qui fondèrent en 1197, avec l'autorisation d'Innocent III, un ordre monastique, dénommé Ordre de la Sainte-Trinité pour la rédemption des chrétiens captifs. La première maison de cet ordre fut érigée à Cerfroy près Brumetz (diocèse de Château-Thierry) : ce fut le *Conventus Sanctissimae Trinitatis captivorum catholicorum inter manus infidelium detentorum*. Les membres de cet ordre, dont le développement fut rapide dans la chrétienté, et surtout dans les nations méditerranéennes, étaient communément appelés *Trinitaires*. Le public les désignait par le nom de *Mathurins*, depuis qu'ils possédaient à Paris une aumônerie placée sous l'invocation de saint Mathurin (1209).

Le rachat des captifs retenus par les musulmans nécessitait forcément des sommes considérables. Aussi les Trinitaires avaient-ils recours, pour ajouter aux revenus de leur ordre les suppléments

indispensables, à des quêtes longuement poursuivies dans les diocèses.

Différents moyens étaient mis en œuvre pour stimuler le zèle des ecclésiastiques et des fidèles; un des plus ordinaires était l'octroi d'indulgences. Un document de 1473 nous apprend les privilèges dont jouissaient, en matière d'indulgences, les membres d'une confrérie de bienfaiteurs de la Rédemption fondée au début du XV<sup>e</sup> siècle par le pape Alexandre V. Un membre limousin de cette confrérie, la dame *Annette de La Tour*, est autorisée, en retour de ses offrandes d'argent, à jouir des indulgences accordées par l'indult pontifical : droit de choisir un confesseur qui pourra l'absoudre, une fois par an, de tous péchés ordinaires; droit d'être ensevelie religieusement même en temps d'interdit; et enfin droit de recevoir, une fois dans sa vie, l'absolution même pour les péchés réservés au siège apostolique (1).

Un second document, daté de 1489 (ancien style), nous présente des indications analogues, mais plus complètes, avec certains détails qui ne sont pas dans le premier document. Nous y voyons plus nettement comment étaient graduées les indulgences pour récompenser les bienfaiteurs de la Rédemption et provoquer de nouvelles générosités. Nous l'analyserons donc plus longuement.

Le pape Innocent VIII accorde aux donateurs le droit de se choisir un confesseur qui reçoit le droit de les absoudre, une fois par an, de tous leurs péchés, sauf des péchés réservés au Saint-Siège. Les confrères de l'Ordre peuvent obtenir rémission pleine et entière, même pour les péchés réservés, une fois dans leur vie et à l'article de la mort. Même en temps d'interdit, les confrères pourront être ensevelis religieusement, à moins qu'ils n'aient été excommuniés ou qu'ils ne soient « usuriers publics ». Tous les bienfaiteurs et leurs parents sont dispensés des vœux, sauf de ceux de pèlerinage en Terre Sainte, de religion et de chasteté. Enfin les prêtres et religieux qui serviront utilement la cause et qui feront des dons personnels pourront être absous pour les omissions commises dans les offices. La fin du document concerne particulièrement un donateur limousin, *Laurent Leyssene*; elle est malheureusement tronquée (2).

(1) Archives de la Haute-Vienne, pièce non cotée. Nous donnons le texte complet à l'appendice I.

(2) Archives de la Haute-Vienne, A, 7016. On trouvera le texte complet à l'appendice II.

Un autre document, émanant de Christophe Marsupin, vicaire général de César de Bourgnoni (évêque de Limoges de 1547 à 1552), nous renseigne exactement sur la façon dont s'effectuaient les quêtes (1). Voici les dispositions essentielles de cet acte qui est daté du 20 octobre 1551.

Le vicaire général de Limoges recommande à tous les abbés, prieurs, prévôts, archiprêtres, vicaires, etc. du diocèse de faire bon accueil aux procureurs ou envoyés de l'ordre de la Sainte-Trinité, qui viendront publier les indulgences accordées par les Souverains Pontifes, et en particulier par le pape actuel Jules III, aux bienfaiteurs de cet ordre. Il lui ordonne de laisser placer dans leurs églises les jours de fêtes de Toussaint et le dimanche suivant, des troncs et des boîtes pour recevoir les aumônes destinées au rachat des captifs. En même temps il leur interdit de garder pour eux la moindre partie de cet argent, sauf consentement gracieux des Trinitaires. Les procureurs ou envoyés et les sommes provenant des aumônes sont placés sous la sauvegarde de l'Evêque. Tout trouble apporté aux fonctions des quêteurs, toute injure, toute difficulté seront déferés à l'official de Limoges, et punis de l'excommunication et d'autres peines arbitraires.

A la même époque, les Trinitaires, étendant de plus en plus leur action, voulant l'organiser de la façon la plus complète et la plus stable, obtinrent de François I<sup>er</sup> des lettres-patentes, qui furent confirmées successivement par tous les rois. Ces lettres leur donnaient la permission « de faire par eux-mêmes ou personnes préposées, des questes dans toutes les villes, bourgs et villages du royaume » (2). La même permission ayant été accordée aux religieux de Notre-Dame-de-la-Mercy, qui avaient le même but que les Trinitaires, un arrêt du 6 août 1638 partagea les provinces du royaume en deux groupes, réservés à chacun des deux ordres rivaux; le Limousin fut attribué aux Trinitaires (3).

Dès lors le général de l'ordre institua dans chaque diocèse un *Procureur général et spécial*. Ce dernier nommait dans les principales paroisses des personnes honorables et influentes, qui étaient

(1) Archives de la Haute-Vienne, série G., n° 328. Nous donnons le texte complet à l'appendice III.

(2) Mention dans les Lettres patentes de 1720. (Archives de la Haute-Vienne, série B, n° 2).

(3) Arrêt cité dans les Lettres patentes de 1720.

chargées de faire ou faire faire chaque année des quêtes parmi les fidèles.

Nous n'avons pu retrouver les noms de tous les procureurs généraux du diocèse de Limoges. Un intéressant mémoire de notre confrère corrèzien, M. Victor Forot, nous en fait connaître trois pour le XVIII<sup>e</sup> siècle. Voici leurs noms : *Bernard de Lagarde*, seigneur du Suc, conseiller du Roy en la Sénéchaussée et Siège présidial de Tulle, qui remplit ses fonctions de 1753 à 1740 (1), — *Dominique Jean Joseph Bardoulat de la Salvanie*, écuyer, marguillier de la paroisse de Saint-Julien de Tulle, qui exerça de 1740 à 1768; et enfin, de 1768 à 1789 (2), le baron de *Lauthonie*, habitant de la ville de Tulle (3). Ces trois personnages, qui appartenaient tous au Bas-Limousin, étaient nommés pour les diocèses de Tulle et de Limoges à la fois.

En outre d'autres procureurs, qui n'étaient pas « généraux et spéciaux », existaient dans nos diocèses limousins avec des pouvoirs analogues : c'est-à-dire nommer des marguilliers et exiger d'eux annuellement les deniers provenant des quêtes. Peut-être ces procureurs étaient-ils commissionnés pour un ressort de sénéchaussée ou pour une ville importante. Ainsi, nous voyons les marguilliers des paroisses appartenant à la sénéchaussée de Saint-Yrieix nommés de 1756 à 1766 par *Lafon*, doyen du chapitre de Saint-Yrieix (4); puis de 1767 à 1777, par *François de Burguet de Chauffaille* (5); enfin à partir de 1778 par *Léonard de la Morélie de Masvieux* (6). Pour Limoges, un commissaire ou procureur était chargé de centraliser le produit des quêtes faites dans les paroisses de la ville. En 1747 fut nommé à cette charge *Disnematin, sieur des Salles* (7). Pour la paroisse de Saint-Léo-

(1) V. Forot, *Les Marguilliers des Mathurins en Limousin* (il faut comprendre spécialement en Bas-Limousin), in *Bulletin de la Soc. Arch. de Brive*, XXX, 1908. (4), p. 515.

(2) *Id.* p. 519.

(3) *Id.* p. 526.

(4) Lafon (ou Delafon) fut nommé en 1744 par le Général de la Trinité; sa commission fut renouvelée en 1750 (Archives de la Haute-Vienne. G., 129; *Archives histor.*, X, 57).

(5) François de Burguet, écuyer, seigneur de Chauffaille, Fayat, Lascoux et autres lieux (voir appendice IV, année 1767). — Son testament (1778), se trouve dans le registre B, 454, 8 r.

(6) Nommé procureur de la Sainte-Trinité le 28 septembre 1778 (Archives de la Haute-Vienne, B, 454, 13 v.).

(7) Archives de la Hte-Vienne. G., 129; *Arch. hist.* X, 57.

nard et les paroisses circonvoisines, la commission est donnée en 1734 à *Fraisseix*, chanoine et curé de cette ville.

Les délégués locaux ou *marguilliers*, dont les procureurs avaient la nomination et la surveillance, étaient nommés par ces procureurs, et leur nomination était enregistrée à la sénéchaussée. Les registres de la sénéchaussée de Limoges n'ont pas encore été analysés. Cependant nous connaissons quelques noms de marguilliers des paroisses de Limoges pour le XVIII<sup>e</sup> siècle; ils sont donnés par un document de l'intendance de Limoges que M. Leroux a publié récemment (1) :

- Paroisse de Saint-Pierre : Reculet, marchand.
- Saint-Michel : Jeandeau, maréchal.
- Saint-Maurice : Maury jeune, marchand.
- Saint-Jean : Senemaud, gendre à David de Brie, marchand.
- St-Michel-de-Pistorie : Juge de St-Martin, avocat.
- Sainte-Félicité : Pierre Martin, marchand.
- Saint-Gérald : Dorat, bourgeois.
- St-Aurélien : Tuillier, gendre au Caillaud, march.
- St-Domnolet : La Chassaigne, marchand.

Eglise des Pénitents Bleus : Jean Tandeau, chaudronnier.  
Ces noms sont afférents à l'année 1734 ou 1735.

Les registres de la sénéchaussée de Bellac ne portent mention (pour le XVIII<sup>e</sup> siècle) que d'une commission de marguillier, accordée en 1765 à « *François de La Rye*, sieur de la Berge, demeurant en la paroisse de Pont-Saint-Martin (2), diocèse de Limoges, pour faire courir toutes les festes et dimanches dans l'église de la dite paroisse pour lesdits captifs. » Le texte de cette nomination doit être complété ainsi : « pour faire courir un bassin ». C'était en effet un plateau ou une sébille, dénommés tantôt le « bassin », tantôt le « plat des captifs » que l'on faisait circuler dans les églises.

Dans la Sénéchaussée de Saint-Yrieix, les nominations sont très nombreuses. Il semble que, dans cette partie du diocèse, les fonctions de marguillier de la Sainte-Trinité aient été particulièrement appréciées et recherchées. Nous nous bornerons à relever quelques noms marquants : en 1701, Hélié Mazeau,

(1) *Archives histor. du Limousin*, XII, p. 138-139.

(2) Actuellement commune du canton de l'Isle-Jourdain (Vienne).

avocat (Saint-Yrieix); en 1768, Yrieix Pagnon, seigneur de Morterol, licencié ès lois (même ville); en 1768, Claude Farguet de La Roche, écuyer (Saint-Julien); en 1775, Jean-Baptiste Dumas, médecin, intendant des eaux minérales de Miers (Saint-Léger de Ségur). On trouvera dans l'appendice IV la liste complète des commissaires enregistrés à Saint-Yrieix de 1756 à 1780.

On ne s'étonnera point de voir des personnages d'une assez haute situation sociale occuper des fonctions en somme modestes, quand on saura que des privilèges étaient attachés à la commission de procureur et de marguillier. Depuis François I<sup>er</sup>, les lettres-patentes des rois avaient constamment accordé « à ceux qui seraient employez (par les Trinitaires) à la récolte de ces questes... la faculté d'être pendant le temps de leurs commissions exempts de toutes gardes et séquestrations de biens meubles et immeubles, de tutelles, curatelles, collectes, logemens de gens de guerre et autre charges publiques. » (1). Les trinitaires veillaient à la conservation de ces faveurs. C'est ainsi que, en 1722, leur général adresse une requête à l'intendant du Limousin, Breteuil (2), pour obtenir l'exécution des Lettres patentes de 1720 (3). Par ordonnance du 15 mai 1722, Breteuil prescrit que les dites Lettres seront exécutées selon leur forme et teneur dans la généralité (4).

Sans tenir compte du zèle charitable, que nous ne voulons point mettre en doute, et sans parler de l'honneur qu'il y avait à représenter une institution si ancienne et si célèbre, les exemptions consenties par les rois aux marguilliers valaient bien la peine que l'on pouvait prendre en procédant aux quêtes paroissiales. Aussi était-ce même dans les paroisses les plus petites que l'Ordre délivrait des commissions. En 1724, le procureur du roi à Tulle, Brivazac, adressa au contrôleur général Dodun des plaintes très précises; il déclarait que « ce nombre infini de commissions, que ces religieux ne délivrent qu'aux taillables les plus aisés, sont infiniment nuisibles aux recouvrements et retombent à la surcharge du reste des taillables (5). Sur cette plainte, le con-

(1) Archives de la H<sup>te</sup>-Vienne, B. 2., 5 v. et 8 (lettres patentes de 1720).

(2) François Nicolas Le Tonnelier de Breteuil, marquis de Fontenay, Trésigny, etc. Intendant de Limoges de 1718 à 1723.

(3) Archives de la H<sup>te</sup>-Vienne, B. 2, 7-8 r<sup>o</sup> et 8. Publié dans *Archives hist. du Limousin*, XII, 127-128.

(4) Archives de la H<sup>te</sup>-Vienne, B. 2, f. 8. Publié dans *Archives historiques*, XII, 129.

(5) *Archives historiques du Limousin*, XII, p. 129-130.

trôleur général fit observer à l'Intendant Pajot (1) par lettre du 15 juillet 1724, que l'élection de Limoges pourrait enregistrer les commissions seulement pour les « habitants des villes murées et non pour ceux des bourgs, paroisses et villages » ; il citait en exemple l'intendant de Montauban, Bernage, qui avait rendu en 1722 une ordonnance (autorisée par le conseil du roi) contre l'abus des commissions et la multiplication des privilèges et exceptions. Deux mois plus tard (15 septembre 1724), le successeur de Pajot, Boucher d'Orsay (2), signait une ordonnance, préparée par Pajot en août et préalablement approuvée par le contrôleur général Dodun.

Il arrêtait que : « Ceux des habitants des villes et paroisses de cette généralité auxquels il a été délivré des commissions seront soumis désormais aux charges dont ils étaient exempts. Les syndics de l'ordre de la Trinité seront dès à présent sujets au consulat, collecte des tailles et autres, et autres impositions et à la séquestration des effets saisis sur les particuliers redevables de toutes impositions et deniers royaux (3). »

L'année suivante, un arrêt du conseil, en date du 10 avril 1725, restreignait fortement les privilèges fiscaux des marguilliers, et ne conservait en leur faveur qu'une exception, l'exemption de séquestration des effets saisis, mais réduite « au cas où il ne s'agirait pas des deniers royaux » (4). Mais cet arrêt fut loin de régler la question nettement. L'administration centrale n'avait pris aucune des précautions nécessaires pour que son arrêt eût la portée qu'il devait avoir. L'enquête à laquelle le nouvel intendant du Limousin, Tourny (5), se livra alors montre clairement de quelle incurie et de quelle ignorance étaient capables les bureaucrates de ce temps.

L'arrêt de 1725 avait été adressé par Paris à la Cour des Aides de Guyenne. Mais, fait remarquer Tourny à d'Ormesson (lettre du 21 septembre 1734), le Limousin dépendait non de la Cour de Guyenne, mais de celle d'Auvergne siégeant à Clermont-Ferrand. Aussi les Elus du Limousin avaient-ils ignoré l'arrêt (6).

(1) Pierre Pajot, intendant de Limoges en 1723-24.

(2) Charles Boucher d'Orsay, intendant de Limoges de 1710 à 1719 et de 1724 à 1730.

(3) *Archives Historiques*, XII, 131-2.

(4) *Id.* 132-3.

(5) Intendant depuis 1730.

(6) *Id.* 134, 154-6.

Par une autre erreur du Conseil, l'arrêt visait l'Ordre de la Mercy, qui, depuis 1638, n'avait aucun droit en Limousin, et non les Trinitaires (1).

L'arrêt nomme en outre l'Ordre de l'Étroite observance de Saint-François, qui n'a rien à voir avec les Mathurins en cause. Tourny (2) proposait à d'Ormesson l'idée de faire un arrêt général pour tout le royaume. La réponse de d'Ormesson (11 octobre 1734) (3) explique que l'arrêt de 1725 fut envoyé seulement à Bordeaux, Montauban et Pau, parce que seuls les Intendants de ces trois généralités s'étaient plaints; le Conseil ne voulait pas gêner plus que de besoin les religieux des ordres visés (4). Mais alors que signifiait la correspondance échangée en 1724 entre le contrôleur général Dodun et les intendants Pajot et Boucher d'Orsay ?

Invité à intervenir dans sa province si les Elus déchargeaient de la collecte quelques préposés de la Trinité, Tourny fit une enquête auprès des subdélégués et des Elus de son ressort. Il apprit ainsi que les uns connaissaient les arrêts antérieurs, que les autres les ignoraient; que les uns laissaient les commissaires de la Trinité en pleine jouissance de leurs privilèges, que les autres y mettaient des obstacles. Bref, il constata une fois de plus cette sorte d'anarchie administrative qui est bien connue des historiens de l'ancien régime.

En revanche il apprit deux choses, d'ailleurs parfaitement contradictoires : les Elus de Tulle lui firent savoir qu'un arrêt du 16 février 1694 avait déjà apporté des restrictions aux privilèges des quêteurs (5); — en revanche, ceux d'Angoulême lui indiquèrent des lettres de surannation, accordées en 1730, confirmant des privilèges de 1716 sans nommer l'arrêt de 1725 ! (6).

En même temps, les Elus et Subdélégués envoyèrent à Tourny des états portant, d'une façon d'ailleurs incomplète, les paroisses où existaient des marguilliers ou syndics. L'Élection de Tulle figure pour 46 paroisses, celle de Brive pour 18 (état très incomplet), celle de Limoges pour 32, celle d'Angoulême pour 90; les Elus

(1) *Archives Historiques*, XII, 135.

(2) *Id.* 136.

(3) *Id.* 135.

(4) *Id.* 137.

(5) *Id.* 145.

(6) *Id.* 155.

de Bourganeuf déclarent ne connaître aucun taillable chargé de quêtes (1).

En conclusion, l'Intendant signifia à tous les subdélégués et élus qu'il convenait d'appliquer strictement l'ordonnance de 1724 et l'arrêt de 1725. Que se passa-t-il ensuite ? Nous l'ignorons ; nous n'avons trouvé aucun autre document émanant de l'Intendance aux Archives de la Haute-Vienne.

Nous considérons comme possible, et même comme probable que, une fois Tourny parti, la question avait été perdue de vue par ses successeurs et que l'administration centrale s'était aussi désintéressée de la matière, lorsque un registre du sénéchal de Saint-Yrieix vint nous prouver que les choses s'étaient bien passées ainsi. Le sénéchal mentionne en effet des Lettres Patentes du 6 août 1774, enregistrées à Bordeaux le 21 juin 1775, qui concèdent une fois de plus aux représentants de la Trinité la complète jouissance de leurs exemptions.

Ainsi s'explique le fait très significatif que nous avons signalé plus haut pour la sénéchaussée de Saint-Yrieix : de 1756 à 1780, les nominations sont vraiment nombreuses (nous en citons 26 dans l'appendice) et les marguilliers ne manquent pas de faire enregistrer leurs nominations au greffe afin de pouvoir jouir de leurs privilèges. Evidemment ces privilèges ne leur paraissaient pas négligeables (2).

Il serait intéressant de connaître les résultats financiers de toute cette organisation, et de voir ainsi dans quelle mesure le public restait bien disposé à l'égard de l'œuvre des Trinitaires. Mais nous n'avons que très peu de renseignements à ce sujet. Les documents publiés par M. A. Leroux, qui concernent seulement quelques années du XVIII<sup>e</sup> siècle, nous font entrevoir que la charité des fidèles était assez restreinte. Pour une année qu'il faut placer vers 1734 (le document n'est pas daté), sur les 32 paroisses de l'Election de Limoges qui ont des préposés, nous voyons que 12 fournissent 207 livres ; mais sur ces 12 la moitié appartient à la ville de Limoges. Les sommes sont modestes : Sainte-Félicité, 4 livres ; Saint-Pierre, 9 ; Saint-Michel des Lions, 10 ; Saint-Mau-

(4) *Archives historiques*, XII, 141-2, 147-50, 157-159, 159-160.

(2) A côté des privilèges établis par les lettres patentes, nous voyons Lafon, procureur pour la sénéchaussée de Saint-Yrieix, stipuler, quand il nomme des marguilliers que ceux-ci devront le « recevoir et défrayer » lorsqu'il ira faire dans les paroisses la levée des deniers (H<sup>e</sup>-Vienne, B, 465, 108 et *passim*.)

rice, 13; Saint-Domnolet avec 20 livres et les Pénitents-Bleus avec 30 fournissent les plus gros chiffres. A Aix-et-Tarn le bourgeois Gicquet de Preyssat a ramassé 27 livres; à Verneuil, Gérard Malibas, laboureur, en a recueilli 30; à Nexon, François Sudireau du Bournazeau, 30 également; à Glanges, Fillioulaure (*sic*), notaire, 6, etc. (1). En 1734, l'Election de Brive est portée sur la liste du subdélégué seulement pour 17 ll. 2 s.; il est vrai que l'état est incomplet (2). La même année, l'Election de Tulle donne 80 ll. (3). A la même date, le subdélégué d'Angoulême, sans fournir aucun chiffre, donne les renseignements suivants : « On amasse peu d'argent en Angoumois pour ces rédemptions, soit que la charité des fidèles soit refroidie, soit que les taxes des impositions et les autres besoins de nos habitans ne leur laissent guère d'argent pour disposer, soit enfin que les personnes préposées pour recevoir et demander les petites questes les négligent beaucoup, se contentant de l'espérance de jouir du privilège qu'ils y prétendent attacher. » (4).

En dehors de ces renseignements qui ont été réunis par l'enquête faite par Tourny en 1734, nous ne connaissons pas d'autres documents indiquant les paroisses pourvues de marguilliers et le montant des quêtes (5). M. V. Forot a remarqué que, dans le cours du même siècle, certains escrocs cherchaient à exploiter la confiance des gens charitables en se présentant sans mandat, ou avec des papiers douteux, au nom de la Trinité. Le général de l'Ordre, F. de Massac, parle, dans une lettre adressée à Bardoulat de La Salvanye, de « fripons qui courent les Provinces, mêmes déguisés en religieux de notre ordre (6) ». De telles fourberies refroidissaient sans doute le zèle des fidèles. Le refrain d'une chanson satirique cité par M. Forot,

« Vieux Mathurin,  
« Passez votre chemin,  
« Vous reviendrez demain » (7),

(1) *Archives hist. du Lim.*, XII, p. 139-140.

(2) *Id.* 141-142.

(3) *Id.* 147-150.

(4) *Id.* 153.

(5) M. Forot dans ses recherches sur la région Brive-Tulle, ne mentionne qu'une somme de 5 livres, recueillie dans la paroisse de Saint-Julien de Tulle en 1738 par La Salvanye. (*Loc. cit.* p. 518).

(6) Forot, *loc. cit.*, p. 524.

(7) Forot, *id.*, p. 511.

montre aussi que les marguilliers, en confiant quelquefois, sinon souvent, le soin de quêter à des vieillards sans doute d'un rang social humble, rendaient un mauvais service à l'œuvre dont ils avaient l'honneur. Toute cette organisation disparut à la Révolution, avec l'abolition des ordres religieux et des privilèges.

## II

Une autre série de documents, fort différents des précédents, va nous montrer, parmi les chrétiens tombés aux mains des Turcs, un cas particulièrement intéressant pour nous : il s'agit en effet d'un Limousin captif à Alger vers le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Un certain *Bourguet de La Rougerie*, originaire, de la paroisse de Saint-Hilaire-Peyroux, était devenu (qui sait à la suite de quelles circonstances ?) aide-chirurgien sur un navire espagnol. La Méditerranée n'était guère plus sûre qu'au siècle précédent ; les corsaires barbaresques, toujours audacieux, multipliaient leurs prises (1). Le navire sur lequel servait Bourguet fut pris et amené à Alger en 1743. Le captif sut intéresser à son sort le prêtre français qui était chargé des intérêts catholiques à Alger et à Tunis, et ce dernier écrivit à l'Evêque de Limoges la lettre suivante (2) :

« A Alger le 17 may 1745.

» MONSIEUR,

» Rien n'est plus digne de compassion, Monseigneur, que l'état déplorable des pauvres malheureux esclaves, qui gémissent ici dans les fers d'une dure captivité. Leurs tourmens sont inexplicables. Il faut y être, Monseigneur, pour croire ce que l'on en peut dire. Pierre Bourguet de la Rougerie, fils de Jean Bourguet et de Françoise Monchin, né au village de Bourguet, baptisé en la paroisse de Saint-Hilaire du Peyrou (3), âgé de 28 ans, est du nombre de ces infortunés. Il a recours à la charité de Votre Grandeur dans cet état malheureux, persuadé qu'elle fera de bon cœur tout ce qu'elle pourra pour lui rompre les fers et le restituer à sa patrie. Après Dieu, Monseigneur, il vous reconnoitra comme son libérateur. Son rachat, avec tous les faux frais, montera à neuf cens livres. L'unique moyen d'amasser cette somme est de faire faire une quette générale dans votre diocèse, Monseigneur, et d'exhor-

(1) Parmi ces prises il ne faut pas oublier celle du fameux comique Regnard capturé avec sa belle Provençale. Ce fut seulement en 1816 que le dey d'Alger, cédant à un terrible bombardement, consentit à abolir l'esclavage des chrétiens. (v. *Limoges Illustré*, 15 mars 1913, p. 4509).

(2) Archives de la H<sup>te</sup>-Vienne, série G. 329.

(3) Dit aussi Saint-Hilaire près Peyroux ; village voisin de Donzenac ; appartenait alors à l'archiprêtre de Brive (diocèse de Limoges) ; aujourd'hui commune du canton nord de Tulle.

ter les pieux et les dévots de contribuer à cette bonne œuvre. Dès que cette somme sera complète, Votre Grandeur aura soin de la faire adresser par la poste à M. Magninet, prêtre et supérieur de la congrégation de la mission de France à Marseille, lequel me fera tenir sûrement ledit argent. Et dès que je l'aurai, je travaillerai efficacement à la délivrance de ce pauvre esclave, qui dans son malheur fait encore paroître son zèle et son amour pour notre Sainte religion par la fréquentation des sacrements.

» Je prie le père des miséricordes qu'il prolonge vos jours et qu'ils soient pleins et heureux, qu'ils vous bénisse, Monseigneur, dans cette bonne œuvre, et vous fasse la grâce d'y réussir; quand à moi je n'omettrai rien et ferai tout ce qui dépendra de moi pour y contribuer.

» J'ay l'honneur d'être avec un très profond respect.

Monseigneur,

De votre Grandeur,

» Votre très humble et très obéissant serviteur.

POISSANT, provicaire apostolique des  
royaumes d'Alger et de Tunis.

Cette lettre était assez prenante, émouvante même; elle ne négligeait aucun des arguments les plus propres à toucher le cœur de l'Evêque qu'on implorait pour un de ses plus malheureux diocésains. Cependant elle ne fut suivie d'aucun effet apparemment; deux ans environ plus tard, on voit le captif prendre lui-même la plume et adresser à son évêque la supplique que voici :

« MONSEIGNEUR,

[ » Votre Grandeur me pardonnera de la liberté que je prend de vous participer de la triste situation où je me trouve, esclave d'un grand turc d'Algere (*sic*) depuis trois ans et demi; pour m'estre trouvé sur un bastiment espagnol en qualitez de second chirurgien; après différentes lettres que j'ay escri à ma famille sans avoir pu en recevoir aucune responce, je supplie très humblement votre Grandeur de vouloir bien s'intéresser pour moy aupprès de Monsieur de Massac, général de la Rédemption, qui a la sollicitation des prélats comme vous, Monseigneur. J'ay l'honneur d'estre un de vos diocézains de la paroisse de Saint-Hilaire-du-Peyrou a deux lieux de Brive la Gaillarde en Bas-Limousin, fils de Jean Bourguet et de Françoise Souchet; j'espère que Votre Grandeur voudra bien avoir la charitez de me protéger pour mon rachat. Mon patron est desja fort avancé en âge, et, n'ayant point aucune famille, tout son bien après sa mort tombe entre les mains du roy; c'est ce qui fait que Votre Grandeur soit informée que mon rachat seroit beaucoup plus cher; Votre Grandeur peut s'informer de Monsieur le consul françois et à son chancelier les poenes et les maux que je souffre. Je finis en priant la cour céleste pour la continuation de vos vœux, et qu'il vous comble de ses graces. Je suis très respectueusement de vostre Grandeur,

» Monseigneur,

le très humble, très obligé diocézain.

Pierre Bourguet de la Rogeria.

» A Algere, le 4 février 1747. ]

Le captif avait vu échouer le provicaire apostolique dans une demande d'argent; la somme de 900 livres, que ce personnage avait indiquée comme nécessaire, avait dû paraître trop élevée à l'Evêque (1). Aussi Bourguet s'adresse à Mgr du Coetlosquet tout autrement qu'avait fait le provicaire. Sa supplique ne demande point d'argent, ne prie pas le prélat de faire quêter en sa faveur. Il se borne à prier l'Evêque de signaler particulièrement son infortune au Général de l'Ordre de la Sainte-Trinité; il espère que, grâce à cette haute intervention, l'Ordre le distinguera dans la foule des captifs qui attendent leur rachat, et que sa libération en sera sensiblement avancée.

Quel accueil fut fait à la supplique de Bourguet ? L'Evêque pressa-t-il le Général des Trinitaires de prendre soin de son infortuné diocésain ? Le captif eut-il la joie de voir ses chaînes tomber et de revenir à la maison natale ? Au contraire resta-t-il dans les fers ? Et même y mourut-il ? Nous eussions aimé le savoir. Mais au cours de nos recherches nous n'avons rencontré aucun document qui nous ait renseigné sur le sort final de cet aventureux Limousin. Il est, par ailleurs, à peu près certain que Bourguet ne reparut jamais au pays natal. Il semble même que sa famille ignore son aventure; on dut le croire perdu en mer, ou parti, sans volonté de retour, pour une lointaine région; les lettres qu'il avait adressées d'Alger à ses parents s'égarèrent au furent détruites en route, et l'oubli se fit sur lui. La famille Bourguet a laissé jusqu'à nos jours une postérité soucieuse des souvenirs domestiques; si un fait aussi exceptionnel qu'une captivité à Alger avait été connu, le souvenir n'en aurait pas totalement disparu des traditions de cette famille. (Voir appendice V).

Bourguet de La Rougeyrie n'est point le seul Limousin qui ait gémi « au rivage du Maure ». Mais aucun d'eux n'a transmis à ses compatriotes le récit de ses aventures et de ses malheurs. Les noms mêmes ne se retrouvent plus. Une lettre adressée en 1750 par le Général des Trinitaires à Mgr du Coetlosquet donne un instant au chercheur l'espoir d'être sur une bonne piste. « Voici, Monseigneur, dit le Général F. Lefébure, la liste de vos diocésains rachetés, que j'ai l'honneur de vous envoyer. » Mais il en

(1) Cette somme paraîtra pourtant bien faible si on la compare aux 5,000 livres que le Général des Trinitaires Lefébure, juge nécessaire pour racheter chacun des 26 esclaves français qu'il se propose de délivrer en 1750 (*Archives hist. du Limousin*, X, 56).

est de cette liste comme de tant d'autres documents : elle a été disjointe de la lettre d'envoi et a disparu. Toutefois le général nous fournit, dans cette même lettre, quelques indications intéressantes sur un de ces esclaves d'origine limousine.

« Parmi ces esclaves, écrit-il, le nommé *Jean Froment* est déserteur. Il avait servi dans la milice, dont il fut tiré et incorporé dans le régiment de Picardie. Il a été cinq ans dans la milice et un an dans Picardie. Il déserta en 1744, passa ensuite en Espagne. Etant alors en garnison à Oran, il passa chez les Maures où il fut fait esclave et employé pendant dix ans à des ouvrages très pénibles. » Ce *curriculum vitæ* — qu'on nous passe l'expression — dénote chez Jean Froment une singulière instabilité d'humeur, et surtout une aversion durable pour le métier militaire. C'est ainsi que, de désertion en désertion, il en vint à préférer fuir chez les Maures, plutôt que de rester dans sa garnison. Il dut en être cruellement puni par les six années de travaux « très pénibles » que ses derniers mattres lui infligèrent. Racheté, rentré en France, il n'était point encore hors d'affaire ; la justice militaire n'était pas tendre pour les déserteurs. Heureusement les Trinitaires étaient trop charitables pour se désintéresser de ceux qu'ils venaient de rapatrier ; la lettre du Général laisse prévoir que le ministre d'Argenson, après avoir pris « pleine connaissance de la nature de leur désertion » leur accordera « miséricorde complète » (1). Il eût été bien cruel de remettre dans les chaînes des bagnes français le malheureux qu'on venait de délivrer des entraves barbaresques.

Franck DELAGE.

---

(1) Document des Archives de la H<sup>te</sup>-Vienne (série G, 219), publié par M. Leroux dans *Archives hist. du Limousin*, X, p. 53-55.

## APPENDICE I

*Octroi d'indulgences (1473)*

Nos, frater *Robertus*, minister generalis totius ordinis Sanctæ Trinitatis et Redemptionis captivorum christianissimique domini nostri regis Francorum consiliarius, notum facimus quod sanctissimus in Christo pater dominus Sixtus, divina providentia papa quartus et modernus (1), misericordia motus, confirmavit omnia et singula privilegia eidem ordini concessa per predecessores, singulariter confratriam ordinatam per Alexandrum Clementem (2) et Pium (3), cujus confratres et consorores, qui certam quantitatem honorum suorum dederunt et annuatim beneficia persolverunt, possint annuatim eligere ydoneum presbyterum in confessorem, qui eos absolvat ab omnibus peccatis, exceptis casibus sedi apostolicæ reservatis; et voluerunt tempore interdicto ecclesiastica non eis negetur sepultura, nisi tamen excommunicati vel interdicti fuerint nominatim, et semel in vita auctoritate apostolica eosdem absolvat ab omnibus casibus quibuscumque reservatis, de quibus ipsa sedes apostolica merito foret consulenda. Et quia devotus in Christo *domina Annetis de Turre* (4), secundum indultum apostolicum, pio erogaverit merito, dicta indulgentia gaudere debet. Datum sub sigillo nostro rotundo ad hoc specialiter ordinato. Anno domini millesimo llll<sup>o</sup> LXXIII<sup>o</sup> et die X<sup>o</sup> octava mensis decembris.

Forma absolutionis annuatim :

Misereatur tui, etc. dominus noster Jhesus Christus per suam sanctam purissimam manum te absolvat, et ego auctoritate ipsius beatorumque Petri et Pauli apostolorum ejus et auctoritate apostolica mihi in hac parte commissa et tibi concessa te absolvo ab omnibus peccatis tuis confessis, contrictis et oblitis, exceptis casibus sedi apostolicæ reservatis. In nomine patris.

Forma absolutionis plenaria semel in vita :

Misereatur tui, etc. dominus Jhesus Christus per suam sanctam purissimam manum te absolvat, et ego auctoritate ipsius que beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus et auctoritate apostolica mihi in hac parte commissa et tibi concessa te absolvo ab omnibus peccatis tuis contrictis et oblitis et etiam a casibus sedi apostolicæ quomodolibet reservatis de quibus ipsa sedes apostolica merito foret consultanda. In nomine patris. (Archives Départementales de la Haute-Vienne).

(1) Sixte IV, pape de 1471 à 1484.

(2) Alexandre V, pape de 1409 à 1410.

(3) Pie II, pape de 1458 à 1464.

(4) L'expression *devotus... domina* montre que le scribe use d'une formule toute faite, où il se borne à introduire le nom de la personne qui bénéficie des indulgences.

## APPENDICE II

*Octroi d'indulgences (1490)*

Universis presentes literas inspecturis nos, frater *Robbertus Gaguinus* (1), decretorum doctor et maior minister totius ordinis Sanctissime Trinitatis et Redemptionis captivorum inter manus infidelium detentorum, notum facimus quod sanctissimus dominus noster dominus Innotentius (*sic*) papa ottavus (*sic*) et modernus (2), considerando indulgentias a suis predecessoribus concessas, concessit omnibus piis fidelibus, qui de bonis suis darent secundum taxam ordinatam, quod possint eligere confessorem ydoneum (*sic*), qui eos absolvat annuatim : absolvat ab omnibus peccatis contrictis, confessis et oblitis, nisi talia sint propter quæ sedes apostolica esset merito consultanda; confratribus vero dicti ordinis reservatis, etiam illis propter quæ sedes apostolica esset consultanda, in vita semel et in mortis articulo dictis confratribus plenariam omnium peccatorum suorum remissionem concedere possit. Voluit idem sanctissimus quod, si aliquis de dictis confratribus decederet tempore interdicti, non obstante interdictione ecclesiastica, gaudeat sepultura, nisi nominatim fuerint excommunicati vel usurii publici; effician- tur etiam omnes benefactores dicti ordinis participes et eorum parentes vivi et mortui in omnibus bonis quæ sunt et fient in ceterum in tota sancta matre ecclesia et in peregrinationibus terræ per effusionem sanguinis domini nostri J. Christi consecratae, dispensando de votis, exceptis votis Jerusalem, religionis et castitatis. Presbyterii vero et religiosi dictum negotium diligenter tractantes, de bonis suis misericorditer erogantes, quidquid in divinis officiis dicere obmiserint per negligentiam aut defectum librorum seu per infirmitatem corporum, in domino absolvantur. Et quia devotus in Christo dominus *Laurentius Leysseno* (3) de bonis suis tribuit merito dictis indulgentiis gaudendus... (4) Datum sigillo ad hoc ordinato die XVI mensis februaril anno domini M° CCCC° III° nono.

Forma absolutionis annuatim pro benefactoribus in perpetuis temporibus :

Miseratur tui, etc. dominus noster J. Christus, ut in forma communi. Et : Ego te absolvo ab omnibus peccatis tuis michi confessis sedi apostolicæ non reservatis. In nomine patris.

(1) Probablement le même personnage que celui qui figure en tête du document précédent.

(2) Innocent VIII, page de 1484 à 1492.

(3) La famille Leyssène a fourni plusieurs notables et ecclésiastiques à Limoges durant le XVI<sup>e</sup> siècle.

(4) Ici la phrase paraît interrompue. La suite concernait, sans doute, un cas particulier à Laurent Leyssène. Tout ce qui précède n'était que le préambule et la justification anticipée de ce qui s'appliquait à Leyssène. Notre document est donc une copie tronquée, qui a dû être faite pour porter à la connaissance des fidèles les dispositions prises par le pape.

Forma absolutionis plenariæ in vita :

Miseratur tui, etc. Dominus noster J. Christus per meritum suæ passionis te absolvat. Et : Ego auctoritate ipsorum beatorum Petri et Pauli et auctoritate apostolica in hac parte michi commissa et tibi concessa ab omnibus casibus sedi apostolicæ quomodolibet reservatis, in quantum claves sanctæ matris ecclesiæ se extendunt. In nomine (1).

Forma plenariæ remissionis in articulo mortis :

Miseratur tui, etc. Dominus noster J. Christus, Et : Ego auctoritate apostolica ipse te absolvo ab omnibus peccatis tuis constrictis, confessis et oblitis, dando tibi plenariam remissionem, remittendo tibi penas purgatorii in quantum claves sanctæ matris ecclesiæ se extendunt (Archives de la Haute-Vienne, A. 7016).

#### APPENDICE III

##### *Mandement de l'Evêque de Limoges en faveur de l'Ordre de la Sainte-Trinité* (1551)

*Christoforus Marsupin* (2), vicarius generalis in spiritualibus et temporalibus Reverendi in Christo patris et domini, domini Cezaris de Burgnonibus, Dei gratia Lemovicensis episcopi, universis et singulis abbatibus, prioribus, prepositis, archipresbyteris eorumque vicariis seu loca tenentibus per civitatem et diocesim lemovicensem ubilibet constitutis, ad quem seu quos nostræ presentes literæ pervenerint salutem in Domino. Pium et Deo gratum totiens impendere credimus famulatum, quotiens Christi fideles ad opera misericordie et pietatis exercenda incitamus; id circo vobis et vestrum cuilibet mandamus, quatenus dum procuratores seu nuncii conventus Sanctissime Trinitatis captivorum catholicorum inter manus infidelium detentorum cum harum nostrarum testimonio litterarum ad vos, ecclesias et loca vestra declinaverunt, pia publicandi faciendi indulgentias per summos pontifices confratribus et benefactoribus (?) dicti conventus concessas et per sanctissimum dominum nostrum dominum Julium papam tertium et modernum, approbatis et confirmatis juxta tenorem articulorum (?) a bullis seu literis apostolicis ipsorum summorum pontificum extractorum manu secretarii ipsius reverendi domini signatis, ipsos benigne recipiatis et caritative (?) tractetis, articulosque sic ut dictum est signatos de verbo ad verbum legatis populoque vobis commisso exponatis, cum verbo de predicatione per fratres... dicti ordinis Sanctissime Trinitatis et non alias fienda, truncosque et capsas ad helemosinas dicti conventui pro redimendis dictis captivis erogatas seu erogandas reponendi diebus festivitatis omnium sanctorum et dominice inde proximo sequentis in ecclesiis vestris affigenda seu effigi permittatis, pecuniasque erogatas et in dictis truncis repertas fideliter inter manus dicti

(1) Sous-entendu : *Paris*.

(2) Christophe Marsupin, clerc de Ferrare, administrait l'évêché de Limoges par procuration de César de Burgnoni depuis le 17 février (Archives de la Haute-Vienne, G. 232).

procuratoris seu nuntii presentium latoris reponatis, nichil apud vos retinentes, nisi id quod gratis et libere vobis voluerint elargire, populum vobis commissum ad dictas indulgentias consequendas inducendo eundemque benigne et.... exortando ad peccata sua confitendum, necnon sacram eucharistiam digne recipiendum in uno dictorum dierum, devotasque preces domino fundendum pro pace ecclesie et regni. Quos quidem procuratores et bona dicti conventui sic erogata sub protectione et salva custodia affati reverendi domini posuimus et ponimus, ab cuiusque perturbatione et injuria tueri et deffendi volumus, et mandamus quantum in nobis est, inhibentes omnibus subdictis nostris sub excommunicationis et aliis arbitrandis penis ne dictis procuratoribus seu nunciis molestiam aliquam inferant, rebellesque et huic nostro mandato inhobedientes de tali inobedientiae responsuros, coram domino officiali Lemovicensi personaliter comparituros ad instantiam procuratoris generalis ipsius reverendi domini, instigante dicto procuratore sive nuncio eiusdem conventus, ad certum et competentem diem assignetis, et debitam relationem faciatis, precibus post dictos duos dies superius designatos minime valituris. Actum Lemovicis, sub sigillo rotundo eiusdem reverendi domini Lemovicensis episcopi, die vigesima mensis octobris anno Domini millesimo quingentesimo quinquagesimo primo. De dicti domini vicarii mandato TUROR.

(Sceau de cire rouge sur queue de parchemin; mutilé. — Au dos : Lettre de l'Evêque de Limoges aux abbés, curés, etc. de son diocèse pour le procureur des F. F. de la Sainte Trinité faisant la quête pour la rédemption des captifs catholiques. — Archives de la Haute-Vienne, G. 328).

#### APPENDICE IV

Les registres de Sénéchaussée n'ont encore pu être tous inventoriés. Ceux de Bellac ne nous ont fourni qu'un nom de marguillier des Mathurins, *François de La Rye*, sieur de La Berge. En revanche les registres de Saint-Yrieix nous ont fourni un nombre assez important de noms, 26 au total. On y trouvera quelques nominations afférentes à des paroisses du Périgord, qui étaient limitrophes du Limousin et qui relevaient de la sénéchaussée de Saint-Yrieix. Nous nous bornerons à noter le nom du préposé, sa paroisse et la date, sans donner le texte intégral de la nomination; nous ne donnerons ce texte qu'une fois, là où il est le plus détaillé et le plus explicite.

1756. *Jacques Brétaigne*, bourgeois de Saint-Meymy (1); nommé par Lafon, doyen du chapitre de Saint-Yrieix, procureur des captifs; 1 mai 1756 (Archives de la Haute-Vienne, série C. 465, 76 r. et 86 r.).

*Id.* *Pierre Barraud*, avocat au Parlement; pour la paroisse de Saint-Nicollas (2), nommé par Lafon; 1 nov. 1756 (*Id.* 465, 91 r.; cf. 456, 90 v.

*Id.* *Hiacinte Tèsère*, écuyer, sieur des Places; pour La Meyze; nommé par Lafon; 16 nov. 1756 (*Id.* 456, 89 v.; cf. 465, 89 r.).

(1) Saint-Mesmin, aujourd'hui commune du canton d'Excideuil (Dordogne); était dans l'archiprêtré de Lubersac.

(2) Saint-Nicolas près Courbefy, aujourd'hui commune du canton de Châlus (H.-V.); était dans l'archiprêtré de La Meyze.

1757. *Joseph Senameau*; pour la paroisse de Sainte-Catherine à Saint-Yrieix; nommé par Lafon; 12 janvier 1757 (*Id.* 465, 121 r.).

*Id.* *Simon Malevergne*; habitant de « *Royairs* »; pour Royère (1); par Lafon; 20 août 1757. (*Id.* 465, 102 r.).

1758. *Pierre Delacroix*, sieur de Trigant, avocat au Parlement; pour Juillac; par Lafon; 19 avril 1758 (*Id.* 465, 106 r.).

*Id.* *Jean de la Romagère*, écuyer, seigneur de la Chauvière; pour la paroisse de « *Chateau hor chervit* » (*sic*); par Lafon; 5 juin, (*Id.* 465, 108 v.).

*Id.* *Cousinon*, sieur du Mail; pour la paroisse de Sarlande, (diocèse de Périgueux) « *district de cette sénéchaussée* »; par Lafon; 17 septembre (*Id.* 465, 112 v.).

1759. *Jean Germain*, procureur d'office de Jumillac; pour Jumillac; nommé par Boisset, commissaire de Périgueux; 13 juin (*Id.* 465, 123 r.).

*Id.* *Léonard Rebegrol*, dit Chameyrat; pour La Roche l'Abeille; par Lafon; 4 décembre (*Id.* 465, 124 v.).

*Id.* *Louis Rigaud*, bourgeois de Saint-Yrieix; pour le Chalard (2); par Lafon; 3 décembre (*Id.* 465, 14 v.).

1760. *Hélle Rougier*, sieur d'Aillat, habitant du village d'Aillat, paroisse de Saint-Priest de Frugie; pour Saint-Paul-la-Roche; par Boisset, commissaire de Périgueux; 12 août (*Id.* 465, 130 v.).

*Id.* *Hélle Mazeau*, avocat au Parlement; pour la paroisse de Saint-René La Noaille (3); par Lafon; 2 septembre (*Id.* 465, 126 v.).

*Id.* *Hélle Mazeau*, avocat; pour Saint-Pierre hors les murs de Saint-Yrieix, par Lafon, 2 septembre (*Id.* 456, 156 r.) (4).

1767. *Simon de Teyssère* des Places, écuyer (5); pour La Meyze, par Burguet de Chauffaille; 1 juin (*Id.* 466, 47 v.).

*Id.* *Léonard Bardon* de La Crose, bourgeois de Ségur; pour la paroisse de Saint-Léger à Ségur; par Burguet de Chauffaille; 1 août (*Id.* 469, 8 r.).

*Id.* *Yrieix Paignon*, seigneur de Morterol, licencié es lois (6); pour la pa-

(1) Aujourd'hui commune de La Roche-l'Abeille (H.-V.); était dans l'archiprêtré de La Meyze.

(2) Aujourd'hui commune du canton de Saint-Yrieix; était dans l'archiprêtré de La Meyze.

(3) Paroisse de la ville de Saint-Yrieix.

(4) Remarquons que le même personnage se fait commissionner pour deux paroisses différentes.

(5) Doit être le fils de Hyacinthe, que nous avons donné pour 1756.

(6) « *Jean Yrieix Paignon*, seigneur de Morterol, les Jaladas et autres lieux, conseiller du roy, ancien lieutenant de maire royal de la ville de Saint-Yrieix », habitant le faubourg de la Foire, paroisse de N. D. du Moutier; époux de *Jeanne Eycuriaud*; a pour fils *Léonard Paignon* de Morterol, garde du corps du roy, fils de feu *Françoise Mazard*; a pour frère *J.-B. Paignon*, prêtre chanoine de la Collégiale de Saint-Yrieix; *Léonard* épouse « *Louise-Hélène Chatard*, fille de *Pierre Chatard*, américain, habitant au quartier de Plaisance, paroisse de Saint-Michel, dépendance du Cap français, ile de Saint-Domingue, de présent en cette ville, et de *Louise-Hélène Joullain Dupuy* »; la fille et la mère absentes, le père « s'oblige de leur faire agréer et ratifier » les conventions; contrat du 29 avril 1790 (Archives H<sup>te</sup>-Vienne, série C, 536, 16 v.).

roisse du Moutier de Saint-Yrieix; par Burguet de Chauffaille; 20 novembre (*Id.* 458, 92 r.; cf. 466, 50 r.).

1768. *Hélle Valette* (1), de Saint-Yrieix; pour Quinsac (2); par Burguet de Ch.; 1 mai (*Id.* 469, 8 r.).

*Id.* *Claude Pasquet* de La Roche, écuyer; pour Saint-Julien le Vendonnais (3) par Burguet de Ch.; 23 septembre (*Id.* 459, 9 r.; cf. 466, 54 v.).

1772. *Geoffroy Jary*, bourgeois du bourg du Chalard; pour le Chalard; 23 juillet. (*Id.* 466, 98 r.).

1775. « Nous soussigné François du Burguet, Ecuyer, seigneur de Chauffaille, Fayat et autres lieux, commissaire pour la rédemption des captifs, en vertu des titres patentes du Roy du 6 août 1774 portant exemptions de toutes garde, séquestration de biens meubles et immeubles, tutelle, curatelle, logement de gens de guerre et autres charges publiques en faveur des personnes qui seront commises et employées à faire la recette des quettes destinées à la Rédemption des captifs, et de l'arrêt de l'enregistrement d'icelles du 21 juin 1775 au parlement de Bordeaux, et de ma commission le mandement de vénérable François-Maurice Pichault, général de l'ordre des chanoines réguliers de la Sainte-Trinité Rédemption des captifs en date du 27 février 1767, aussy enregistrée au parlement de Bordeaux, avons établi pour merguillier (*sic*) de la dite rédemption des captifs M<sup>e</sup> Jean-B. Dumas, médecin, conseiller du roy, intendant des eaux minérales de Mier, habitant de la ville de Ségur, diocèse de Limoges, pour faire courir un bassin toutes les fettes et dimanches dans l'église paroissiale de Saint-Léger de la dite ville de Ségur pour les dits captifs, et ensemble pour jouir conformément aux susdites lettres patentes du roy des privilèges de tutelles, curatelles et autres exemptions y raportées, auxquelles fins je luy ait concédé les présentes pour s'en servir comme de raison, à la charge audit sieur Dumas, merguillier desdits captifs, de nous rendre chaque année fidèle compte et nous remettre aussy annuellement les deniers provenant de ses quettes, et me suis signé à Chauffaille le 25 juin 1775. Ainsi signé CHAUFFAILLE.

Enregistré le 5 décembre 1775. (*Id.* 448, 65 v.; cf. 461, 83 v.) (4).

1777. Messire *Gabriel Dugareau*, écuyer, seigneur de la Méchinie, la Foucaudie (château dépendant de la paroisse de Saint-Pierre hors les murs de Saint-Yrieix), Bourdelas, Le Rozeau et autres lieux, habitant de la ville

(1) Nous trouvons à Saint-Yrieix deux frères *Elle Valette* (dit aussi de Valette); l'aîné est conseiller du roi et lieutenant criminel en la sénéchaussée (503, 5 v.; etc.); le puîné est procureur au sénéchal (4670, liasse; 514, 2 r.)

(2) Aujourd'hui commune de Saint-Yrieix.

(3) Aujourd'hui commune de Lubersac.

(4) Fils de *Pierre Dumas*, sieur du Breuil, bourgeois (457, 29 r.), *J.-Baptiste*, docteur en médecine, prit ses provisions de lieutenant de la cour ordinaire en la vicomté de Ségur le 29 août 1752 (465, 31 v.) et fut enregistré comme lieutenant en cette cour le 18 décembre 1754 (*id.*); il s'intitule ailleurs « J.-B. Dumas de la Vergne, sieur du Repaire, de la Grimaudie » (460, 43 bis; 463, 96 r.).

de Saint-Yrieix, rue des Baris, paroisse de N.-D. du Moutier; pour Lanouaille; nommé par Burguet de Ch.; 24 mai (*Id.* 448, 80 v.) (1).

1778. *Pierre Dujardin*, sieur du Maine, habitant de Saint-Yrieix; pour la paroisse de La Chapelle (2); 27 janvier. (*Id.* 448, 95 r.).

1779. *Pierre Buginie*, sieur de la Chambertie, juge du marquisat de Payzat; pour la paroisse de Saint-Eloi (3), 7 août (*Id.* 462, 58 r.).

*Id. Marial Bosvieux*, bourgeois de Saint-Yrieix, habitant de la paroisse de la Chapelle Notre-Dame; pour Ladignac (4); par La Morélie; le 24 septembre (*Id.* 454, 13 v.).

1780. messire *Yrieix de Senzillon*, seigneur de Pouzol, de Viezat et autres lieux, habitant du Gas Dussaud, paroisse de Montignac-le-Coq en Angoumois; pour Angoisie en Périgord; 26 mars. (*Id.* 454, 15 r.).

#### APPENDICE V

##### *Pierre Bourguet de La Rougeyrie* (5)

*Bourguet* était un vieux « mas et tènement » dépendant de la seigneurie du Jayle; sous l'aspect actuel, qui remonte pour le moins au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, c'est un assez vaste logis, formé d'un corps de bâtiment entouré de quatre petits pavillons. Il se trouve sur le territoire de la commune de Saint-Hilaire-Peyroux, canton de Tulle-Nord, sur la limite de ce canton et de ceux de Brive et de Donzenac. Un arpentement du 1<sup>er</sup> avril 1728 porte que le sieur Bourguet possédait, dans le domaine de ce nom, des terres et vignes appelées « à la Rougeyrie ». Voilà l'origine du surnom distinctif de notre héros; suivant l'usage du temps deux de ses trères avaient pris d'autres noms de terres, l'un « de Lacombe », l'autre « de la Praderie ». On sait que ces noms de terres n'avaient rien de commun avec le nobiliat. Les Bourguet étaient donc « bourgeois », de cette bourgeoisie rurale qui, par l'importance de ses biens fon-

(1) En 1770 *Gabriel* est veuf de feuë dame *Anne Lucrèce Chiquet* (516, 3 r.: 529, 15 r.). — Le 18 mars 1770, à La Foucaudie, sa fille aînée *Gabrielle* épouse *Jean Rolle*, seigneur de Gourselas (repaire noble de la paroisse de Firbeix en Périgord), fils de Pierre Rolles, seigneur de Monthauvert, et de feuë Marie Roux (516, 3 r.). — Le 9 octobre 1783, sa fille *Marie*, demoiselle de la Foucaudie, élève de la maison royale de Saint-Cyr, épouse *Thomas de La Romagère*, seigneur de Brouliet, Le Reynaud, etc., habitant à Saint-Yrieix, fils de Antoine et de feuë Jane de Combrouse, et petit-fils de Jean seigneur de Chauvière (529, 15 r.). — Le 26 janvier 1785, son fils *Antoine-Louis*, chevalier, épouse *Marie de Béron d'Auche*, fille du chevalier Béron d'Auche et de Anne de Fayolle. (531, 6 r.).

(2) Faubourg de Saint-Yrieix (*Nobiliaire* Nadaud, p. 639).

(3) Aujourd'hui commune du canton de Lubersac.

(4) Aujourd'hui commune du canton de Saint-Yrieix.

(5) Nous devons remercier ici expressément M. Louis Miginiac, avocat à Brive, descendant de la famille Bourguet, qui nous a libéralement communiqué tous les renseignements qu'il avait sur la généalogie de notre personnage.

ciers, était comme une sorte de noblesse paysanne. Cette famille paraît avoir été implantée au lieu du Bourguet de temps quasi immémorial, en tout cas dès 1499, ainsi que l'attestent d'anciens documents. Le dernier descendant de cette antique souche est mort vers 1840. Deux de ses sœurs avaient épousé : l'une Claude Simon, grand-père de G. Clément-Simon, l'érudit historien et bibliophile récemment décédé; l'autre le général Martial Vachot, tué en 1813 à Goldberg (Silésie),

Pierre Bourguet de la Rougeyrie était — il le dit lui-même — fils de *Jean Bourguet* et de *Françoise Chouchet* ou *Françoise de Chouchet* (orthographié souvent *Souchet* ou *Chousset*). Dans divers actes, Jean se qualifie de « Juge du Pic », petite juridiction seigneuriale dont le siège était un village tout voisin de Bourguet.

D'après un document de 1757, Jean et *Françoise* avaient eu neuf enfants et filles ». Mais le document ne nomme pas ces neuf rejetons; cinq seulement nous sont connus.

1° *Huguette*, connue par son contrat de mariage, daté du 11 avril 1724 elle épouse *Antoine Brival*, bourgeois; elle reçoit en dot 1,800 livres, plus des meubles et objets de lingerie.

2° *Pierre* (sans surnom de terre), connu par son contrat de mariage, daté du 9 février 1735; il épouse *Jeanne du Chassaing*, fille de Jean-Cosme du Chassaing, ci-devant conseiller du roi, lieutenant criminel en l'élection de Brive, juge d'Obazine, et de demoiselle Louise de Montmaur (petite-nièce du cardinal Dubois). Par le contrat on voit que Pierre est traité comme l'aîné des fils. Il a vécu à Bourguet et il y est décédé, après avoir fait souche.

3° *Pierre Bourguet de la Rougeyrie*, notre personnage, ne figure dans aucun des documents qui nous ont été communiqués. Son surnom indique, conformément à l'usage invariable de notre province, qu'il est non l'aîné, mais un puîné. On ne peut l'identifier avec *Pierre*, époux de Jeanne du Chassaing; en 1735, Pierre de la Rougeyrie, qui est dit en 1745 âgé de 28 ans n'avait que 18 ans. Né en 1717, il serait peut-être le troisième enfant; l'autre *Pierre* qui se marie en 1735, doit être réellement l'aîné des fils. D'ailleurs il n'est pas surprenant que, dans la même famille, deux frères portent le même prénom; ces répétitions étaient fréquentes autrefois; le prénom comptait peu; c'était le surnom qui établissait la distinction.

4° *François Bourguet de Lacombe*, connu par une transaction du 10 août 1757, relative au règlement de la succession de feu Jean Bourguet et de défunte *Françoise Chouchet*. Cet acte n'indique malheureusement pas les noms des autres cohéritiers.

5° X... *Bourguet de la Praderie*.

F. DELAGE.

---

## LE VOYAGE DE LA FONTAINE

### EN LIMOUSIN

---

Les conférences de M. Emile Faguet sur La Fontaine, faites à Paris pendant les premiers mois de l'année 1913 (1), ont de nouveau mis en relief non seulement l'œuvre du poète, mais aussi la personnalité de celui-ci sous ses divers aspects et avec tous les traits qui peuvent la caractériser; non pas que le Bonhomme fut un oublié; loin de là! car de tous nos grands écrivains du XVII<sup>e</sup> siècle, il est assurément un de ceux qui n'ont rien perdu au recul du temps et qui sont restés les plus vivants. Mais si l'on a toujours parlé de La Fontaine, et si l'on a beaucoup écrit sur lui, il semble qu'on ne l'a pas entendu ni compris et qu'on ne l'entend pas et qu'on ne le comprend pas encore de la même façon; ne discute-t-on pas encore sur la morale de La Fontaine? pour les uns, cette morale n'existe pas, il est à peu près amoral; certains même qualifieraient assez volontiers sa philosophie d'immorale, — d'autres tiennent ce jugement pour trop rigoureux et fort exagéré.

Le conférencier, en parcourant à son tour la vie et la carrière de notre Fabuliste, en étudiant ses ouvrages, en les analysant et en les commentant, a cherché avec toute la finesse de critique qui le distingue, à pénétrer et à définir le vrai caractère du personnage.

Or, au cours de cette étude et de cette analyse, il a parlé à

(1) Les conférences de M. Emile Faguet, de l'Académie française, qui ont eu lieu à la Société des conférences de Paris, ont été publiées par la *Revue hebdomadaire*, année 1913, n<sup>os</sup> 7, 8, 9, 10 et suiv.

plusieurs reprises du *voyage en Limousin* qui lui paraît être un des ouvrages où La Fontaine s'est le mieux peint tel qu'il était.

L'observation est intéressante en elle-même, mais elle l'est en particulier et à divers points de vue pour la contrée qui fut le but de ce voyage.

*Le voyage en Limousin* n'était certainement pas ignoré; il a été publié plus d'une fois; et quelques passages de l'œuvre ont été cités ou relatés à l'occasion par nos écrivains locaux; mais, avec un guide comme M. Faguet, il est agréable d'y revenir; nous verrons toutefois que l'éminent critique n'a pas tout dit ou que ce qu'il en a dit demande quelques explications.

Remarquons tout d'abord avec lui que ce voyage en Limousin n'a été ainsi appelé qu'après coup (1). Le livre se compose en effet de simples lettres écrites par l'auteur à Mademoiselle de La Fontaine, c'est-à-dire à sa femme, cette épouse pour laquelle, on le sait, il ne fut qu'un mari très oublieux ou très intermittent (2). Le véritable titre est donc: *Lettres à sa femme*, et c'est bien sous ce titre qu'elles figurent dans les éditions nouvelles, notamment dans la grande édition des œuvres de la Fontaine publiée sous la direction de M. Henri Regnier, membre de l'Institut (3).

On connaît aussi les circonstances dans lesquelles le poète dut faire le voyage qui paraît avoir été un exil. Il accompagnait son oncle, ou plutôt l'oncle de sa femme, Jannart, impliqué dans la disgrâce des amis et des partisans du surintendant Fouquet, ce qui a fait supposer avec assez de vraisemblance qu'il l'avait suivi par simple dévouement. Mais lui-même n'avait pas dissimulé ses sympathies et sa gratitude pour le ministre déchu; La cour de Vaux l'avait connu comme son poète attitré (4); et

(1) On l'a parfois intitulé *Voyage à Limoges*.

(2) Marie Hericart, fille de Louis Hericart, lieutenant criminel à la Ferté-Milon et d'Agnès Petit, avait épousé La Fontaine en novembre 1647; elle avait à peine quinze ans. Elle ne manquait ni de beauté ni d'esprit, mais elle avait, d'après des biographes, certains traits de caractère communs avec son mari; si celui-ci eut les plus grands torts, il ne les eut peut-être pas tous.

(3) Paris, Hachette, 1892, tome IX.

(4) La Fontaine avait eu aussi quelques démêlés judiciaires pour une affaire d'usurpation de noblesse à laquelle il a fait lui-même allusion. Il n'est pas douteux aussi que le roi ne l'eût en défiance, à raison de son humeur indépendante et de la liberté de ses écrits; il était de ceux auxquels il fallait de temps à autre rappeler la sagesse; le roi ne s'opposa pas cependant, après l'élection de Boileau à l'Académie française, à ce que La Fontaine prit rang parmi les immortels.

certain passages des lettres, le voisinage d'un certain M. de Chateaufort, officier du roi ou plutôt de police, qui ne le quittait guère, tout en se montrant compagnon aimable et de bonne société, d'autres particularités encore, ont permis de penser qu'il avait été aussi atteint par la même mesure dont son oncle avait été frappé (1). En tous cas et quels qu'en fussent les vrais motifs, cette pérégrination vers une province éloignée, par des chemins difficiles, témoignait d'une générosité de sentiment honorable de la part de La Fontaine, auquel on a si souvent reproché son égoïsme natif.

C'est donc dans les lettres à sa femme qu'il note les péripéties et les impressions de son voyage, lettres très authentiques et qui n'ont rien de commun avec d'autres narrations du même genre, mais imaginaires ou fantaisistes comme le voyage de Chapelle et Bachaumont; lettres pleines de naturel, de belle humeur et de laisser aller, qui respirent la sincérité et cette naïveté qui est un des charmes de l'auteur; on y rencontre même ça et là quelques détails d'un caractère assez intime; ainsi, par exemple, il y parle gentiment de son fils, fait assez insolite de sa part, puisqu'il semble ne s'en être occupé que deux ou trois fois dans le cours de sa vie. Il mande ainsi à sa femme. « Faites bien mes recommandations à notre marmot et dites-lui bien que peut-être j'emmènerai de ce pays (le Limousin) quelque beau petit chaperon, — c'est à dire quelque jeune fille coiffée d'un chaperon, — pour le faire jouer et lui tenir compagnie »

M. Faguet suppose que c'est à cause de ces digressions un peu personnelles ou familiales, ou peut-être par ce qu'il voulait en faire une œuvre plus achevée, que La Fontaine n'a pas publié ces lettres de son vivant; elle ne le furent en effet que plus tard, après sa mort, en 1729, et même les deux dernières n'ont été livrées à la publicité qu'à une époque relativement récente.

Si elles étaient destinées tout d'abord à sa femme, remarque-t-il, il semble qu'il était dans la pensée du poète que celle-ci dût les communiquer à ses amis, à son entourage, à ce que l'on appelait sa petite académie de Château-Thierry, et que plus tard il pourrait en faire un volume pour le grand public.

(1) L'exil de Jannart fut toutefois plus long que celui de son neveu.

La femme de Fouquet avait été aussi exilée à Limoges (Edit. Regnier, tome IX, p. 220, note 2). Mais elle dut séjourner dans d'autres villes. A Montluçon, on montre encore une vieille tour appelée tour Fouquet, où la femme du surintendant aurait subi un long internement.

Quoiqu'il en soit, dans ce voyage, dit le critique, tout est agréable, tout est charmant; c'est d'abord la partie pittoresque; en voyageant, en passant, La Fontaine décrit les pays qu'il traverse, les sites et les monuments qui le frappent, les campagnes, les villes, les rivières qu'il rencontre en chemin. Les environs de Paris lui plaisent fort et lui font concevoir quelque regret de les quitter; cet éloignement de Paris qu'il affecte de ne pas trop prendre à cœur, lui est cruel, à n'en pas douter. A Etampes, il voit tout en laid; les faubourgs lui paraissent affreux; la Beauce l'ennuie et l'incite à dormir; mais Orléans lui plaît par son aspect, et puis il y a la Loire, bien plus belle que la Seine et dont il fait l'éloge en versifiant; il dira dans la suite quelques mots de ses affluents, de l'Indre, de la Vienne, de la Creuse. En avançant, le paysage lui semble plus attrayant; le Blésois, la Touraine, le Poitou l'impressionnent assez favorablement. Il note d'ailleurs ce qu'il voit simplement, sans s'y attarder, avec un sentiment assez vrai de la nature. On a souvent dit que les gens du XVII<sup>e</sup> siècle n'aimaient pas la nature et qu'ils ne la comprenaient point; est-ce bien exact? Apparemment, ils ne l'entendaient pas de la même façon que les intellectuels du siècle suivant, mais à leur façon, c'est-à-dire plus simplement et peut-être plus justement.

Il a de plus un sens très réel des belles choses, des œuvres d'art; les châteaux de Blois et d'Amboise, Notre-Dame de Cléry, les merveilles de Richelieu surtout l'attirent et le frappent, et il traduit ses impressions avec un goût assez sûr et du tact.

Ce dont il se soucie peu en revanche, c'est des gens qu'il rencontre; il est manifeste qu'il ne tient guère à étudier les hommes, à savoir ce qu'ils sont et ce qu'ils pensent; il ne parait pas du tout désireux de discerner ce qui différencie un Orléanais d'un Parisien, un Tourangeau ou un Poitevin d'un Limousin. Et c'est en vérité ce que nous aurions beaucoup tenu à connaître. Mais il se contente de moraliser, en passant, à sa manière; il ne fait pas de psychologie; il réserve celle-ci à plus tard, pour parler des bêtes ou les faire parler.

Il y a cependant une exception à faire pour les femmes, celles-ci l'intéressent toujours; n'est-il pas volontiers amoureux, amateur tout au moins et curieux de tous les échantillons du beau sexe? Aussi quelles amusantes rencontres, comme celles de la comtesse qui parle théologie dans le coche et se plaint des puces! et quel joli portrait que celui de cette petite cousine dont

il ne se sépare pas sans quelque émoi et qu'on ne saurait oublier ! Et le croquis très suggestif de la fille d'auberge ou plutôt de l'aubergiste de Bellac dont il sera parlé plus loin !...

Ainsi dans ces lettres de forme familière La Fontaine apparaît ce qu'il est réellement ; il s'y peint tout entier, ou presque, et s'y montre sincère et naïf autant que frivole, tour à tour rêveur et curieux, causeur ou distrait, sensible à l'occasion, amateur d'art exact et l'admirateur de la gent féminine qu'il a toujours été, avec la pointe de gauloiserie qui annonce l'auteur des contes (1). Aussi M. Faguet a-t-il pu conclure qu'il n'y a rien qui nous renseigne, comme le *voyage en Limousin*, sur le caractère de La Fontaine, sur son humeur, son esprit et aussi sur ses limites.

Mais ici se pose une question qui a pour nous de l'intérêt : quelle est la part faite au *Limousin* dans le voyage dont il était le but ? De prime abord, cette part paraît à peu près nulle ou du moins le conférencier semble le dire, en observant même qu'à ce point de vue le voyage serait à refaire ; et de fait, et de nos jours, un touriste doué d'un esprit curieux, de bonne humeur et de quelques lettres aussi, en tirerait un récit qu'on lirait avec utilité et plaisir.

Il y a bien à la vérité dans les lettres et même dès le début, quelques allusions à la province lointaine ; au moment du départ, dans l'entourage qui se montrait alarmé de ce long voyage, on lui a représenté le lieu d'exil comme étant au bout du monde et les gens qu'il y trouverait comme ne ressemblant pas aux autres ; mais il en rit : «..... On nous a dit, remarque-t-il, que beaucoup de Limousines de la première bourgeoisie portaient des chaperons de **drap rose sèche** sur des cales de velours noir ; si je trouve un de ces chaperons qui **couvre une jolie tête**, je pourrai l'aimer en passant et par curiosité seulement (Lettre première) ».

Plus loin, quand il traverse le Blésois et la *Tourraine*, il constate qu'il y a beaucoup de bossus dans ces régions dont **le sol est uni et plat**, et il raconte, en vers plaisants, que jadis les indigènes ayant demandé à Jupiter de ne plus avoir de bosses sous leurs pieds, le Dieu déféra à leur désir, en décrétant qu'ils les auraient désormais sur le dos et que depuis lors les monts furent relégués en Limousin ; et de fait il les y trouva, toutes proportions gardées, et s'en plaignit quelque peu.

(1) *Les Contes* de La Fontaine parurent peu de temps après le voyage en Limousin.

Ailleurs encore il dit un mot des bœufs du Limousin, qui, selon lui se vendent trop cher, cent écus dans le pays; mais il lui suffira de les payer en chansons.

Ce sont là de simples propos de circonstance, et non pas des impressions du Limousin; on attend évidemment autre chose. M. Faguet observe que cet intéressant voyage n'aboutit pas et qu'il s'arrêta au Limousin. Nous pensons qu'il a voulu parler de la relation même du voyage et faire entendre que celle-ci est restée en chemin; car l'arrivée de La Fontaine et son séjour à Limoges ne font pas le moindre doute.

Mais cela même ne serait pas exact; il y a dans cette observation un malentendu, un oubli peut être, dont on se rendra compte avec quelques explications.

Les lettres de La Fontaine à sa femme sont au nombre de six, nous verrons plus loin qu'il a pu en écrire d'autres, mais dont on n'a pas de traces. De ces six lettres, les quatre premières, éditées dans ses œuvres diverses et pour la première fois en 1729 (1) ont été longtemps les seules connues ou du moins les seules publiées. Les deux dernières ne l'ont été que beaucoup plus tard, par Mommerqué, en 1820, d'après le manuscrit de Conrart à la bibliothèque de l'Arsmal (n° 5132) (2).

Or, ces deux dernières lettres sont datées de Limoges même, l'une à la date du 12 septembre 1663, l'autre à celle du 19 du même mois. Mais le récit est rétrospectif, c'est-à-dire que le voyageur y raconte les incidents et les particularités de ses précédentes étapes; il n'entendait faire grâce d'aucune des choses qui l'avaient intéressé, et personne ne devait s'en plaindre. Ainsi dans la lettre V<sup>e</sup> se trouve la description très complète du château de Richelieu, et de ses richesses architecturales et artistiques auxquelles il se complait. Dans la lettre VI<sup>e</sup>, il parle de Chatellerault où il a rencontré un cousin, un Pidoux, octogénaire mais fort accueillant; de Poitiers qui ne lui a pas paru une belle et agréable ville, puis de Chauvigny — mauvais gîte — remarque-t-il, « où commencent les mauvais chemins et l'odeur des aulx, deux propriétés qui distinguent le Limousin des autres provinces du monde ».

Voilà une entrée en matière sur le Limousin qui semble assez alarmante; mais le Bonhomme exagérait un peu; à Chauvigny, il

(1) *Œuvres diverses*, tome II, p. 24-56).

(2) *Opuscules inédits de La Fontaine*. Paris, Blanc, 1820, in-8°.

n'était pas encore en Limousin; et de plus le goût de l'ail n'était pas particulier, à ce pays; s'il y avait des indigènes pour en apprécier la saveur, beaucoup d'autres partageaient sans nul doute la répulsion qu'il éprouvait pour cette liliacée; les choses n'ont pas changé depuis; à cet égard, comme sous d'autres rapports, notre contrée est dans la moyenne; placée entre le nord et le midi, elle emprunte nécessairement à l'un et à l'autre leurs qualités ou leurs défauts, mais sans les pousser à l'extrême.

La Fontaine touche enfin au Limousin, ou c'est tout comme; son oncle Jannart et lui sont venus le lendemain coucher à Bellac qui était en Basse-Marche, et ce n'est pas sans encombre; il y trouve les mauvais chemins, qu'il déteste autant que les aulx et qui lui font perdre le sens du pittoresque. « L'abord de ce lieu, dit-il, m'a semblé chose singulière et qui vaut la peine d'être décrite; quand de huit à dix personnes qui y ont passé sans descendre de cheval ou de carrosse, il n'y en a que trois qui se sont rompu le cou, on peut s'en féliciter ».

Et selon sa coutume, il accompagne sa boutade de couplets :

Ce sont morceaux de rochers  
entés les uns sur les autres  
et qui font dire au cocher  
de terribles patenôtres.  
Des plus sages enfin  
ce chemin  
épuise la patience;  
qui n'y fait que murmurer  
sans jurer  
gagne cent ans d'indulgence.  
M. de Chateaufort l'aurait cent fois maudit,  
si d'abord je n'eusse dit :  
ne plaignons pas notre peine;  
ce sentier rude et peu battu  
doit être celui qui mène  
au séjour de la vertu (1)

Le poète trouve cependant quelque diversion aux inconvénients de la route. Jannart lui raconte en chemin l'histoire de ce lieutenant de robe courte de Bellac, qu'il avait vu juger aux grands jours de Poitiers en 1634, pour le fait d'avoir fait pendre un pauvre gueux, à la place d'un criminel qui avait encouru ce

(1) On a dit parfois que c'est l'arrivée à Bellac qui avait inspiré à La Fontaine sa fable *la mouche et le coche*.

sort, en lui donnant vingt pistoles et l'espoir qu'il serait grâcié; mais la grâce n'était point venue et le pauvre gueux n'en avait pas moins été pendu.

La ville de Bellac n'a pas l'heur de lui plaire; l'abord en est fâcheux, les rues vilaines, les maisons mal accomodées et mal prises; la cuisine se fait au deuxième étage, et les gens qui la font sont capables de faire un très méchant mets d'un très bon morceau; et cependant, à l'entendre, les voyageurs avaient fait choix de la meilleure hôtellerie; — la table ne vaut pas mieux que le reste; on y sert du vin bon à teindre les nappes, ce qu'on appelle *la tromperie de Bellac*. Le mot, ajoute-t-il, est de Louis XIII même qui avait passé par là et donné naissance au dicton.

Mais La Fontaine est homme à trouver des compensations; il en trouve une en l'occasion, et si elles n'est pas inédite, l'anecdote veut toujours la peine d'être narrée.

« Rien ne m'aurait plu (dans l'affreux gîte qu'il vient de peindre), rien ne m'aurait plu, sans la fille du logis, jeune personne et assez jolie; je la cajolai sur sa coiffure; c'était une espèce de cale à oreilles des plus mignonnes et bordée d'un galon d'or large de trois doigts. La pauvre fille, croyant bien faire, alla quérir aussitôt sa cale de cérémonie pour me la montrer; passé Chauvigny, on ne parle quasi plus français. Cependant cette personne m'entendit sans beaucoup de peine. Les fleurettes s'entendent par tous pays; elles ont cela de commode qu'elles portent avec elles leur truchement. » Puis il termine : « tout méchant qu'était le logis, je ne laissais pas d'y avoir une nuit fort douce, mon sommeil ne fut nullement bigarré de songes, comme il a coutume de l'être. Si pourtant Morphée m'eut emmené la fille de l'hôte, je pense bien que je ne l'aurais pas renvoyée; il ne le fit point, et je m'en passai ».

Tel est le ton sur lequel La Fontaine parle à sa femme de ses rencontres féminines; et comme le dit M. Faguet, qui relate l'historiette de la jolie Limousine, sans toutefois la situer à Bellac, le ton est charmant, en dépit de la note libertine qui était dans le tempérament et la manière de notre poète, et qui ne choquait pas d'ailleurs beaucoup de gens de son temps.

« De Bellac, Limoges n'est éloigné que d'une petite journée; — c'est lui qui poursuit, — nous eûmes tout loisir de nous égarer, de quoi nous nous acquittâmes très bien et en gens qui ne connaissent ni la langue ni le pays. »

Ils ne parviennent pas moins à destination, c'est-à-dire à

Limoges, où M. de Chateaufort les quitte, ayant accompli sa mission; et c'est dans cette même sixième lettre que l'auteur note son arrivée et son séjour dans cette ville, en ajoutant — le point est à noter, — « cela mérite une lettre entière. ».

En attendant il donne une première impression comme un avant goût de son séjour; c'est assez bref, mais ce n'en est pas moins digne d'attention.

« En attendant, écrit-il, je vous dirai, si vous désirez savoir comment je m'y trouve, je vous dirai : assez bien, et votre oncle doit s'y trouver encore mieux, vu les témoignages d'estime et de bienveillance que chacun lui rend, l'évêque principalement; c'est un prélat qui a toutes les belles qualités que vous sauriez imaginer, splendide surtout et qui tient la meilleure table du Limousin; il vit en grand seigneur et l'est en effet. N'allez pas vous imaginer que le reste du diocèse soit malheureux et disgracié du ciel, comme on se le figure dans nos provinces. Je vous donne les gens de Limoges pour aussi fins et aussi polis que peuple de France. Les hommes ont de l'esprit en ce pays-là et les femmes de la blancheur..... »

En vérité, de par cette peinture de La Fontaine, ne semble-t-il pas que le Limousin se trouve déjà réhabilité ? Ce n'est pas seulement son évêque, ce très remarquable Monseigneur de La Fayette, qu'il apprécie fort; celui-ci était en effet un vrai grand seigneur, plein de munificence, non moins qu'un excellent évêque; et le témoignage du poète ne fait à cet égard que confirmer à l'avance tout ce qu'on sait et ce qu'on a dit depuis. Mais les habitants de la ville eux-mêmes ne seraient pas, d'après lui, les Béotiens que l'on prétend, ces provinciaux pétris de vanité sotte que le grand comique, son contemporain, aurait entendu personnifier peu d'années plus tard dans sa farce de *Monsieur de Pourceaugnac* (1).

Le tableau toutefois ne s'arrête pas là; il y a quelque ombre à ce tableau.

« Mais, ajoute-t-il, leurs coutumes, façons de vivre, occupations, compliments surtout ne me plaisent point. C'est dommage que \*\*\* n'y ait été marié... »

Et le trait s'achève encore par des rimes qui l'accentuent quelque peu :

(1) La pièce de Molière fut représentée pour la première fois en 1669.

Le passage très probable de Molière à Limoges, quoique aucun document ne l'atteste, devait remonter aux années 1648 ou 1649.

Quant à mon égard,  
ce n'est pas un plaisant séjour;  
j'y trouve non mystère d'amour,  
peu de savants, force profanes,  
peu de Philis, beaucoup de Jeannes,  
peu de muscat de Saint-Mesmin,  
force boissons peu salutaires,  
beaucoup d'ail et peu de jasmin;  
jugez si c'est là mon affaire !

C'est bien la contre-partie du début et dont quiconque ne saurait s'étonner; et comme l'on y reconnaît bien La Fontaine tout entier ! Bon vivant, aimant la bonne chère et le plaisir, mais de manières et de goûts délicats, habitué qu'il était aux contacts d'une cour ou d'un milieu très policé; non certes, le séjour ne pouvait lui plaire. Sans insister sur la question de l'ail dont il fait décidément un grief excessif aux Limousins et dont il les aurait peut-être disculpés, s'il avait abordé le vrai Midi; l'existence des habitants de Limoges n'était pas du tout son affaire, de ces bourgeois avisés, — il le dit assez clairement, — mais d'esprit positif et pratique, qui songeaient surtout à leurs affaires et buvaient le plus souvent les vins de leurs crûs, et quels crûs ! et de leurs femmes, de mœurs, d'éducation et de tenue assez sévères, d'allures même un peu moroses; leur puritanisme, qui était comme de tradition dans une ville de tout temps très orthodoxe et même dévote, ne pouvait être de son goût (1).

Il y trouvait assurément peu de Philis, c'est-à-dire de femmes élégantes, dont la distinction et l'amabilité n'allaient pas sans coquetterie; quant aux Jeannes ou aux Jeannetons, il y en avait, il y en a partout, mais il ne cultivait sans doute ce genre que par occasion.

Quoiqu'il en soit, voilà tout ce que nous avons des impressions de La Fontaine sur Limoges et les Limousins. Mais est-ce à dire qu'il n'en ait pas dit, ou plutôt écrit plus long ?

Son exil à Limoges fut relativement assez court; il y demeura cependant quelques mois, apparemment de septembre 1663 à janvier 1664 (1). Il n'est guère admissible qu'il soit demeuré

(1) Il est curieux de rapprocher cette opinion de La Fontaine d'un propos très ancien, que l'on prête au roi Charles VII; celui-ci passant à Limoges fut choqué, dit-on, de la simplicité des vêtements des femmes qui ne suivaient pas la mode, de leurs coiffures qui les rendaient disgracieuses, et leur en fit le reproche.

tout ce temps, silencieux et taisant, car sa correspondance devait tromper son ennui.

N'a-t-il pas écrit lui-même, en annonçant à sa femme son arrivée et le début de son séjour à Limoges : « Cela mérite une lettre entière » ? Cette lettre il a dû l'écrire, et peut-être d'autres à la suite.

Mais la lettre ou les lettres, on les a cherchées et on ne les a pas trouvées ; toutes les investigations que paraissent avoir faites les biographes et les éditeurs à ce sujet, sont demeurées vaines ; et l'on ne peut guère espérer de nos jours que d'autres soient plus heureux, ce qui est regrettable pour tout le monde, mais surtout pour les Limousins.

Camille JOUHANNEAUD.

(1) On a présumé qu'il dût revenir à Paris dans les premiers jours du mois de janvier 1664, car il obtint le 14 de ce mois un privilège du roi pour l'impression de la *Joconde*.

Son exil, si exil il y avait, fut donc peu rigoureux.

Celui de Jannart fut beaucoup plus long.

---

## CHRONIQUE

DES

## TAPISSERIES ANCIENNES D'AUBUSSON &amp; DE FELLETIN

En 1911 et 1912 (partie)

*Etudes et documents.* — 1. Tapisseries et tapisseries d'Aubusson à Orléans; — 2. Une tapisserie aux armes des Barbier de Vierzon; — 3. Tapisseries de la cathédrale de Reims; — 4. Tapisseries de la mairie de Saint-Germain-Laval (Loire); — 5. Tapisseries aubussonnaises dans l'Albigeois au xvi<sup>e</sup> siècle. — *Vente publiques en 1911. Tentures. Meubles. — Tapisseries observées.*

L'histoire des tapisseries anciennes d'Aubusson et de Felletin est à faire et, présentement, elle n'est pas encore possible parce qu'on ne possède pas, à beaucoup près, la documentation nécessaire pour l'établir. Un érudit creusois, à la mémoire de qui il faut rendre le plus mérité des hommages, Cyprien Pérathon a, pendant toute son existence de travailleur consciencieux, étudié les tapisseries marchaises; il a eu le double mérite d'aborder le premier le sujet et d'en esquisser très intelligemment les traits principaux, dès 1862, par sa *Notice sur les manufactures de tapisseries d'Aubusson, de Felletin et de Bellegarde*, publiée dans le *Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin* (tome XII). Il l'a repris dans la 4<sup>e</sup> partie de son *Histoire d'Aubusson* (1886). Enfin, dans le *Bulletin* (tomes XLI et XLII) il a publié un *Essai de catalogue descriptif des anciennes tapisseries d'Aubusson et de Felletin*, dont le tirage à part, avec d'importantes additions, a été heureusement complété par les tables des sujets de tentures et des noms de tapisseries qu'a établies notre

collègue M. Paul Ducourtieux. Entre temps, dans le même *Bulletin*, dans les *Mémoires de la Société des Sciences naturelles et archéologiques de la Creuse*, dans le Recueil des *Sociétés des Beaux-Arts des départements*, Pérathon écrivait de nombreux articles sur divers aspects de notre industrie marchoise.

Des historiens d'art, comme M. Müntz, M. Guiffrey, ont consacré, dans leurs ouvrages généraux sur la tapisserie, d'intéressants chapitres aux ateliers d'Aubusson et de Felletin. Enfin, un peu partout, au hasard des découvertes d'archives, des érudits ont mis au jour des documents sur les tapissiers marchois et leurs œuvres. Mais tout cela n'a pas épuisé le sujet, il s'en faut, et ne constitue qu'une base excellente à des recherches nouvelles.

C'est qu'en effet ce sujet est exceptionnellement complexe pour plusieurs raisons : il s'étend sur une très longue période de temps, car, depuis le moyen-âge, on n'a jamais cessé de fabriquer des tapisseries dans la Marche, et les ateliers ont eu, à certaines époques, une production intense; d'autre part, nos tapissiers ont été très voyageurs; ils allaient placer leurs produits ou s'installer, pour travailler sur place, dans toutes les provinces, et on en trouve à l'étranger, sans parler de ceux qui ont émigré en Allemagne à la Révocation de l'Edit de Nantes. La documentation est donc très disséminée; il faut la chercher au loin.

Le travail que j'entreprends aujourd'hui est une contribution à cette réunion de documents. L'idée m'en a été suggérée par la *Chronique de l'orfèvrerie et de l'émaillerie anciennes de Limoges* que publie, ici, depuis plusieurs années, mon ami André Demartial, et qui m'a montré un très bon plan pour grouper et coordonner des renseignements sur une branche d'art.

La tâche m'est singulièrement facilitée par la Bibliothèque d'Art et d'Archéologie de Paris, et j'exprime ma gratitude à M. Jacques Doucet, son généreux fondateur. Par ses richesses, par son Répertoire trimestriel, la Bibliothèque donne aux travailleurs ce qu'ils ne peuvent trouver nulle part ailleurs. A M. André Girodie, qui y est un guide si obligeant et si érudit, j'adresse mes amicaux remerciements.

Je dois quelques explications sur la méthode que j'adopte.

Je divise cette chronique annuelle en trois parties : 1<sup>o</sup> Etudes et documents; 2<sup>o</sup> Ventes; 3<sup>o</sup> Pièces observées. C'est, en somme, le cadre de Pérathon dans son Essai de Catalogue, et mon travail se raccordera ainsi au sien, auquel j'aurai à renvoyer constam-

ment (1), mais avec une différence : au lieu de présenter mes renseignements fragmentés, comme Pérathon, je les grouperai, en prenant texte de ce que je signale pour réunir autour de cette indication ce qui la complète ou l'éclaire.

La première partie contiendra la relation de ce qui aura été publié dans l'année sur les tapisseries marchaises, descriptions, notices, documents, avec reproduction intégrale de ceux-ci ou, au moins, des passages relatifs à la tapisserie. La seconde partie sera le dépouillement des catalogues de ventes. Dans la troisième, j'indiquerai les pièces que j'aurai personnellement observées ou qui me seront signalées.

Je commence ma chronique avec l'année 1911, en symétrie avec les dépouillements de catalogue de ventes du Répertoire de la Bibliothèque d'Art et d'Archéologie.

J'ai besoin pour ce travail de beaucoup de concours; je fais appel à ceux qui s'intéressent aux anciennes tapisseries, à ceux qui en possèdent pour qu'ils me communiquent ce qu'ils ont et ce qu'ils savent. J'ai reçu de précieux encouragements; il en est un qui m'a été particulièrement sensible, c'est celui de M. Maurice Fenaille qui vient de terminer son beau travail sur la Manufacture des Gobelins; je le remercie de l'aimable accueil qu'il m'a fait.

Je crois inutile de donner comme préface à ma chronique des indications — qui ne pourraient être qu'un bref résumé — sur ce qu'on sait actuellement de l'histoire de la tapisserie dans la Marche. On les trouvera dans les travaux de Pérathon et dans les ouvrages généraux sur la tapisserie. Je ne veux préciser qu'un point :

On entend dire parfois, devant une tapisserie marchaise portant la marque MR, ou MANUFACTURE ROYALE, que c'est de « l'Aubusson royal », et, par ignorance ou par intérêt, cette marque est présentée comme l'estampille d'une manufacture appartenant au roi, dont les produits auraient une valeur supérieure à celle des pièces sortant des autres ateliers.

C'est une erreur. Il n'y a jamais eu à Aubusson de manufac-

(1) Pour les deux principales publications de Pérathon, sa Notice et son Essai de catalogue, je donnerai les références aux tirages à part (Limoges, Chapoulaud, 1862, in-8°, pour la Notice; Limoges, Ducourtieux, 1894, in-8°, pour l'Essai de catalogue), avec les notations abrégées, Notice, p.....; Catalogue p.....

ture appartenant au roi, et les documents (1) ne laissent aucun doute sur le sens du mot « Manufacture royale » quand il s'agit des tapisseries mârchoises.

En 1665, Colbert s'occupa des fabriques d'Aubusson en leur imposant une réglementation et un contrôle officiel pour assurer leur prospérité et la bonne qualité de leur fabrication ; il ne créa pas une fabrique d'Etat. C'est l'ensemble des ateliers Aubussonnais se conformant aux prescriptions de l'autorité qui s'appelait « Manufacture royale », le mot n'impliquant qu'une protection et un contrôle du pouvoir, et voici ce que disent à ce sujet les *Lettres patentes du roy Louis XIV pour le rétablissement de la manufacture des tapisseries en la ville d'Aubusson* : « Et afin » que chacun connoisse la protection que nous donnons audit » rétablissement, nous avons permis et permettons auxdits ouvriers de faire mettre sur le frontispice des lieux où seront fabriquées lesdites tapisseries en gros caractères : MANUFACTVRE ROYALE DE TAPISSERIES. » Les *Lettres patentes concernant la manufacture de tapisseries d'Aubusson données à Compiègne le 28 May 1732* par Louis XV contiennent des dispositions analogues : Art. XII. « Permettons aux maîtres fabriquans de » tapisseries de mettre tant au-dessus de la principale porte du » bureau de leur communauté qu'au dessus des portes des lieux » où l'on fabriquera des tapisseries ces mots : MANUFACTVRE ROYALE DE TAPISSERIES. » Art. XIV. « Voulons que toutes » les pièces de tapisseries qui seront fabriquées dans la ville et » faux bourgs d'Aubusson et dans le bourg de La Cour soient, » au plus tard vingt-quatre heures après qu'elles auront été » levées de dessus les mestiers, apportées dans le bureau desdits » jurés pour estre par eux vûes et si elles se trouvent composées » de bonnes matières et bien fabriquées estre marquées d'un » plomb sur l'un des côtés duquel seront gravées les armes du » roy avec ces mots MANUFACTVRE ROYALE D'AUBUS- » SON et sur l'autre celles de ladite ville. »

L'institution des jurés dont parle l'art. XIV ci-dessus remonte au règlement de 1665 ; ils étaient élus par les tapissiers. Avec l'Inspecteur de la manufacture, fonctionnaire local dont le poste fut créé par arrêt du Conseil du 14 avril 1733 ; ils composaient l'organisation de *contrôle* sous l'autorité de l'Intendant de la généralité de Moulins et du pouvoir central qui envoyait quelquefois à

(1) On trouvera ces documents dans la Notice de Pérathon, p. 49 et s.

Aubusson des inspecteurs généraux. Par le peintre du roi, le teinturier du roi, l'« assortisseur des laines et soyes », le pouvoir central exerçait une seconde action, *éducative* celle-là, sur tous les tapisseries indistinctement. La même organisation s'appliquait à Felletin.

De toute évidence, on le voit, il n'y a donc eu à Aubusson que des *ateliers privés* pouvant tous, sous la condition d'obéir à la réglementation imposée, présenter leurs tapisseries comme venant d'une « manufacture royale ». Les règlements ne prescrivaient pas l'apposition de cette marque sur les tentures; ils disaient seulement qu'on devrait tisser dans la bande d'en bas le mot AVBVSSON « en caractères bien lisibles » avec les initiales du tapissier (Lettres patentes de 1732. Art. XI). Les prescriptions sur la marque, qui ne paraissent jamais avoir été modifiées par un texte légal, ont été peu observées; et leur inobservation a bénéficié d'une large tolérance à deux points de vue : 1° au lieu de mettre sur les bandes simplement AVBVSSON, on mit MANUFACTURE ROYALE D'AVBVSSON en entier ou avec des *abréviations*; une telle marque était évidemment conforme sinon à la lettre, au moins à l'esprit des règlements de 1665 et de 1732; 2° beaucoup de panneaux n'étaient pas signés; dans une suite de quatre ou de six pièces, par exemple, une seule était signée, alors que, strictement, elles auraient dû l'être toutes (1).

Tout ceci justifie ce qui a été dit plus haut : il n'y a pas eu deux sortes de tentures d'Aubusson, il n'y a que des pièces sortant toutes d'ateliers privés, tantôt avec marque, tantôt sans marque et la particularité de la marque ne signifie rien quant à la qualité de la pièce.

Afin d'être complet, il faut ajouter qu'il y a eu à Aubusson, au XVIII<sup>e</sup> siècle, non pas une manufacture d'Etat, mais une intervention matérielle de l'Etat pour les *tapis de pied façon de Turquie* par des envois de métiers et des avances de fonds à certains fabricants (2). Ce fait, certaines particularités de termes comme le mot d'« entrepreneurs » qu'on trouve dans quelques documents appliqué à des fabricants d'Aubusson, l'équivoque qui résulte des mots « manufacture royale » ont pu contribuer à créer ou à accréditer pour les tapisseries l'erreur que j'ai cru devoir signaler.

(1) Sur les marques V. PÉRATHON, *Catalogue*, p. 13 et 14.

(2) V. PÉRATHON, *Hist. d'Aubusson*. Limoges, 1886, in-8°, p. 325 et s.

## I. — Etudes et documents

### 1. — TAPISSIERS ET TAPISSERIES D'AUBUSSON A ORLÉANS

Dans le *Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais* (tome XV, 1909, p. 318 et suiv.) M. E. Jarry a publié un article intitulé : *Tapisseries d'Aubusson pour Sainte-Croix d'Orléans* (1607-1608) qui a provoqué d'autres communications. Je vais résumer les indications que fournissent ces différents travaux et grouper ce qu'on connaît actuellement sur les tapisseries et les tapisseries marchaises à Orléans.

Voici d'abord les deux prix faits, découverts par M. Jarry, tels qu'il les a publiés :

20 juin 1607.

(Min. H. Peigné, Et. Ber'encourt).

Estienne Jalasson, marchand tappissier, demeurant au Busson, pais de la Haute-Marche, diocèse de Lymoges, confesse avoir vendu et promet livrer aux venerables doyen, chanoynes et chapitre de l'église d'Orléans, à ce presens, assemblez, cappittulans, faisans et tenans leur chapitre en la manière accoustumée, et stipullans et acceptans, la quantité de six pièces de tapisserie, de cinq quartiers de haulteur chascune pièce, pour mettre au devant et parer les chaises du chœur de ladicte église d'Orléans, assavoir quatre pièces esgallées chascune de haulteur et longueur du costé droict, lesquelles auront de largeur toutes ensemble quatorze aulnes, et du costé gaulche deux pièces esgallées de pareille haulteur que les dessusdictes et de longueur aussy ensemble lesdictes deux pièces six aulnes; et aux quatre premières pièces cy-dessus déclairées sera figuré au mestier huit histoires de la Passion, qui est deux histoires a chascune desdictes pièces, suyvnt huit pièces de taille doulce qui presentement ont esté mises es mains dudit Jalasson et lesquelles ont esté, par moy notaire, paraphées, lesquelles pièces de taille doulce ledit Jalasson sera tenu rapporter et représenter auxdits sieurs du chapitre lorsqu'il fera la livraison des dictz pièces de tapysserie; et sera ladicte histoire figurée et posée auxdictes pièces de taille doulce. Et auxdites deux pièces dudit costé gaulche sera figuré en l'une d'icelles pièces l'histoire des gouthières, suyvnt une vieille peinture faite sur toille qui a esté presentement mise es mains dudit Jalasson qui sera tenu la représenter et rapporter en livrant ladicte tapisserie. En l'autre pièce sera aussy figuré l'histoire de la dédicasse miraculeuse de ladicte église d'Orléans. Toutes lesquelles pièces de tapisserie seront faictes au mestier, de bonne et fyne layne relevée de floret et de pareille estoffe, matières, facon et couleurs comme est une pièce de tapisserie en laquelle est l'histoire du sacrifice de

Abraham (1) Geoffrion, recepveur du taillon à Orléans, et dont il est d'accord, et sans y mettre aucune peinture synon le trait du noir..... » Promesse de livrer avant Noel prochain, pour 15 livres tournois la pièce, sur lesquelles on lui verse immédiatement 60 livres tournois. « A chascune desquelles pièces seront figurées les armoyries de ladite église d'Orléans selon le modelle qui en a esté presentement baillé audit Jalasson. Aussy sera ledit Jalasson tenu de rapporter et rendre auxdicts de chappitre une petite pièce de vielle tapisserie qui est des chaises de ladicté eglise pour prendre le modelle de quatre premières pièces cy-dessus déclarées. Caution de Jeanne Bassin, veuve René Fontaine, demeurant au Portereau, à l'hôtellerie du Lion d'Argent, pour la restitution des 60 livres en cas de non exécution.

Présent « Jacques de la Grange, aussy tapperier, demeurant audit lieu du Busson, René Fontaine, filz de la dite vefve Fontaine », et deux clerks.

31 décembre 1608.

(Min. H. Peigné, Et. Berlencourt).

François Matheyron, marchant tapperier, demeurant au Busson, pais de Haute-Marche, diocese de Lymoges, confesse avoir vendu et promet livrer aux vénérables doyen, chanoines et chappitre d'Orléans, à ce presens assemblez, cappitulans, falsans et tenans leur chappitre en la manière accous tumée, et stipulans et acceptans, deux tapis de tapisserie faicte au mestier, dont y en aura ung qui aura de longueur deulx aulnes et de largeur une aulne, pour servir sur la forme (2) qui est au milieu du cœur de ladite église d'Orléans, et l'autre de la longueur de trois aulnes et de deux aulnes de largeur pour servir au grand puspitre d'icelle église; lesquelz tapis seront de pareille estophes, laines et ouvrage que la tapisserie qui de naguère a esté délivrée auxditz de chapistre par lesditz Matheyron et Estienne Jalasson son beau frère; lesquelz tapis seront semez de fleurs de liz a couleur dorée et de croix entre lesdictes fleurs de liz a couleur rouge entourée de blanc, et seront les fondz desdits tapis aussy a couleur bleu; a l'entour desquels deux tapis y aura bordeure a feuillages, le tout suyvant le portraict qui pour lesditz de chapitre presentement a esté baillé audit Matheyron, livrables avant le quatrième dimanche de Carême prochain, pour 80 livres tournois.

Ces documents sont les plus anciens qu'on possède sur les tapisseries marchaises à Orléans, mais il est possible que nos ateliers, dès le XV<sup>e</sup> siècle, aient fourni des tentures à l'église cathédrale de Sainte-Croix, car il résulte de l'article de M. Jarry qu'un écrivain ancien, Lemaire, dans ses *Antiquités de l'église d'Orléans*, dit avoir vu « trois autres tapisseries du XV<sup>e</sup> siècle complétant l'histoire des quatre barons. » La comparaison que

(1) *Sic.* — Il y a évidemment là une ligne passée par le copiste. Elle portait probablement : « ..... qui a esté presté audit Jalasson par maistre..... Geoffrion,..... » (Note de M. Jarry).

(2) *Stalle* (Note de M. Jarry).

fait Lemaire entre les tapisseries anciennes et les nouvelles est intéressante à noter : Les nouvelles, écrit-il, sont grossièrement » frites et ne sont enjolivées de mignardises, délicatesses et » agrément comme les trois anciennes: ».

L'analyse des prix-faits donne des précisions intéressantes.

Les sujets des tapisseries du marché de 1607 sont :

1<sup>o</sup> Des *Scènes de la Passion* en quatre panneaux, chacun représentant deux « histoires », copiées sur des gravures en taille-douce remises au tapissier.

Les ateliers d'Aubusson ont toujours fourni aux églises de nombreuses tentures représentant des scènes de la vie de Jésus-Christ; Pérathon en a relevé un nombre assez considérable figurant des épisodes divers du Nouveau Testament (1).

2<sup>o</sup> L'*Histoire des Gouthières*, d'après une vieille peinture sur toile.

Il s'agit de la représentation d'une sorte de cérémonie expiatoire que quatre barons de l'évêché d'Orléans accomplissaient chaque année à l'église Sainte-Croix en commémoration du meurtre d'un évêque au moyen-âge.

3<sup>o</sup> L'*Histoire de la dédicace de l'église Sainte-Croix*.

La qualité de la tapisserie doit être conforme à un modèle que prête un tiers, l'*Histoire du Sacrifice d'Abraham*, et à une vieille tapisserie de l'église, modèles qu'on confie au tapissier. L'*Histoire du Sacrifice d'Abraham* était vraisemblablement d'Aubusson : quelques années avant le marché de Sainte-Croix, un tapissier d'Aubusson, Léonard Lombard, signait à Tours, le 24 décembre 1591, un prix-fait pour « trois pièces de tapisserie figures de l'*Histoire d'Abraham* (2) ».

On peut noter des détails du marché sur la facture des tapisseries imposées au tapissier : 1<sup>o</sup> elles doivent être de bonne et fine » laine rellevée de *floret* », c'est-à-dire d'une sorte de soie de qualité inférieure dont le vrai nom est *fleuret*; 2<sup>o</sup> elles ne doivent avoir « aucune peinture synon le trait du noir ». Cette indication paraît se rapporter à l'usage qu'on avait de rectifier à la couleur les erreurs d'exécution.

Le marché de 1608 porte sur deux tapis de pied, à bordure de feuillages, fond bleu semé alternativement de fleurs de lys « à couleur dorée » et de croix rouges à lisières blanches, selon

(1) Cf. *Catalogue*. Table, p. 192, col. 1.

(2) D<sup>r</sup> GIRAUDET, *Les artistes tourangeaux*. Tours 1885, in-8°, p. 273, 274.

un modèle. La fleur de lys « en facon d'or » se retrouve dans un marché de 1657 dont il sera fait mention plus loin, la « fleur de lis jaune » dans un prix-fait de Reims (1625) reproduit plus loin.

Les prix-faits de Sainte-Croix donnent trois noms de tapissiers venant chercher des commandes à Orléans : 1° Etienne Jalasson ; 2° Jacques de la Grange ; 3° François Matheyron. Une *Note* sur ces prix-faits publiée par M. Auguste Baillet dans le *Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais* (tome XVI, 1911 p. 37-39), fournit d'autres noms de tapissiers marchois trouvés dans les registres paroissiaux d'Orléans : un Jean Maignat, originaire d'Aubusson, s'était établi à Orléans ; sa femme s'appelait Marie Boullé ou Boullay ; son nom est écrit de diverses façons, Magna, Magniart, Magnait, Maignat. Deux de ses enfants eurent pour parrain des compatriotes : Etienne Matheyron « marchand bourgeois au Busson en Marche » (25 octobre 1629) et Jean Matheyron dit la Chassaigne, « marchand, demeurant à Aubusson » (10 janvier 1636). Jean Maignat est cité à Orléans le 27 avril 1643 et le 30 janvier 1654.

Jalasson, Maignat et les Matheyron appartenaient à des familles de tapissiers qui ont fourni de nombreux artistes. Les listes établies par Pérathon ne contiennent pas le nom de la Grange. Aucun des Etienne Jalasson ou Jallasson qu'elles mentionnent ne peut être le tapissier de 1607. Un Jean Maignat, cité en 1659, peut être celui établi à Orléans. Un François Matheyron, mort en 1646, peut être le tapissier de 1608, beau-frère d'Etienne Jalasson. Quant à Jean Matheyron, dit La Chassaigne, il se pourrait que son surnom ait été mal reproduit sur le registre paroissial d'Orléans, et qu'il faille l'identifier avec Jean Matheyron dit *La Chapelle*, qui, en 1601, signait un contrat d'association pour aller vendre les tapisseries à Marguerite de France, reine de Navarre, au château d'Usson en Auvergne (1). Des tapissiers cités à Orléans, un seul est bien connu, c'est Etienne Matheyron qui a tenu un rang important dans la tapisserie aubussonnaise au XVII<sup>e</sup> siècle ; il était sieur d'Epessat et élu en l'élection de Franc-Alleu ; de nombreux documents d'archives le mentionnent. Il vendait ses tapisseries au loin ; c'est ainsi qu'on le voit, en 1650, traiter avec un voiturier du Languedoc ; en 1655, passer un marché avec Antoine Teillet, mattre tapissier à Angers (un Aubussonnais) pour huit « tentes » (2). La région de l'Orléanais et de l'An-

(1) *Arch. Creuse*, E 1230.

(2) *Id.* E 1196, 1202.

jou paraît avoir été spécialement exploitée par les Matheyron : Charles Matheyron, neveu d'Etienne, qui allait faire des ventes pour son oncle, passe, en 1657, un marché avec Jean Bouchet, marchand tapissier au Mans (autre Aubussonnais), dont le solde du prix doit lui être payé, le jour des Rois, « au logis où pend pour enseigne l'Escu de France », à Orléans, faubourg de Portereau<sup>(1)</sup>.

Dans la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, deux tapissiers aubussonnais, Pierre Parade et Pierre du Moulin, travaillent à Orléans (2).

Nous arrivons ainsi à neuf noms de tapissiers aubussonnais à Orléans pour le XVII<sup>e</sup> siècle :

1. Etienne Jalasson 1607.
2. Jacques de La Grange 1607.
3. François Matheyron 1608.
4. Jean Maignat de 1629 à 1654.
5. Etienne Matheyron 1629.
6. Jean Matheyron 1636.
7. Charles Matheyron 1657.
8. Pierre Parade 1670.
9. Pierre du Moulin 1670.

Je ne connais pas de documents pour le XVIII<sup>e</sup> siècle sur la vente des produits d'Aubusson dans l'Orléanais; j'ai seulement trouvé une procédure de 1753 d'où il résulte que c'est à un négociant d'Orléans que les tapissiers d'Aubusson s'adressaient pour faire transporter leurs ballots à Paris; ce négociant, du nom de Clément, avait fait avec eux une convention par laquelle « il s'estoit chargé de prendre tous lesdits ballots de tapisserie au préjudice d'autres chargements (3) ».

Aussi bien existe-t-il et surtout existait-il autrefois à Orléans de nombreuses pièces marchaises.

Le catalogue de Pérathon (4) en signale 18 comprenant :

1<sup>o</sup> Un *Mariage mystique de Sainte-Catherine*, daté de 1675 et signé François Finet, provenant de l'église Sainte-Catherine d'Orléans (coll. Fougeron); un fragment provenant d'un panneau pendant du précédent (Musée historique).

(1) *Arch. Creuse*, E. 1208.

(2) Communication de M. L. Dumuys au Congrès archéologique de Saintes, 1894, p. 141 et suiv.

(3) *Arch. Creuse* B 1016, Châtellenie d'Aubusson, non inventorié.

(4) P. 119 à 122, nos 704, 704 bis, 705 à 718.

2° Les trois belles tapisseries du Présidial (fin XVII<sup>e</sup> siècle) actuellement à la Préfecture du Loiret, représentant *le Parnasse*, *Astyanax caché par Andromaque dans le tombeau d'Hector*, *l'Enfance de Bacchus*.

3° Des verdure, des scènes champêtres (XVII<sup>e</sup>, XVIII<sup>e</sup> siècle, Préfecture, Palais de Justice, collections diverses).

4° Un *Sacre* style Louis XIV (coll. Doigneaux).

5° Le *Jeu du Cerf Volant* (XVIII<sup>e</sup> siècle, coll. Blanchard).

La liste de Pérathon comporte des additions :

Les Hospices d'Orléans possédaient des tapisseries et des fau-teuils d'Aubusson qui ont été vendus le 2 juin 1904. Dans le *Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais* (tome XIII, 1904, p. 431 à 436), M. Herluison a rendu compte de cette vente et reproduit le catalogue avec le nom des acquéreurs et les prix. On y trouve 15 panneaux et 12 sièges de provenance aubussonnaise :

N° 1. *Aubusson*. Deux personnages sur un fond de verdure. Bordures de fleurs. Celles des côtés manquent, pièce rapportée dans la partie supérieure à gauche. Haut : 2<sup>m</sup>,91. Larg. 1<sup>m</sup>,46.

Adjugée à M. Fauconnier, d'Orléans, au prix de 135 fr.

N° 2. *Aubusson*. Paysage avec arbres au centre et en perspective. Bordures : guirlandes de fleurs, issantes de deux vases, oiseaux et cornes d'abondance dans la partie supérieure.

Haut : 2<sup>m</sup>,91. Larg. : 2<sup>m</sup>,18.

M. Rou, 325 fr.

N° 3. *Aubusson*. Deux personnages, roi et reine, sur un fond de verdure. Bordure riche avec huit cartouches, dont quatre aux angles portant les attributs de l'Amour.

Haut : 3<sup>m</sup>,10. Larg. : 2<sup>m</sup>,70.

M. Fauconnier 600 fr.

N° 4. *Aubusson*. Verdre avec rivière et pont, oiseaux au premier plan. Bordure de fleurs.

Larg. : 3<sup>m</sup>,02. Haut : 2<sup>m</sup>,80.

M. Michy, à Paris, 880 fr.

N° 6. *Aubusson*. XVII<sup>e</sup> siècle. Scène de festin avec cinq personnages sous une tente. Bordure : motifs d'ornements et fleurs. Cette pièce a été coupée par le bas d'une partie d'environ 75 centimètres.

Larg. : 3<sup>m</sup>,02. Haut : 2<sup>m</sup>,34.

M. Fauconnier, 150 fr.

N° 7. *Aubusson. Antoine et Cléopâtre dans la scène du festin.* Bordures : fleurs et médaillons; elles manquent en haut et en bas.

Larg. : 3<sup>m</sup>,33. Haut : 2<sup>m</sup>,35.

M. Perceval, Paris, 305 fr.

N° 8. *Aubusson. Le Mariage d'Esther et d'Assuérus.* Bordures : fleurs et ornements.

Haut : 3<sup>m</sup>,36. Larg. : 2<sup>m</sup>,88.

M. Perceval, 330 fr.

N° 9. *Aubusson.* Plantes ornementales à large feuillage avec quelques petites fleurs et un bœuf placé à gauche. Bordure : fleurs avec vases d'ornement .

Haut : 3<sup>m</sup>,20. Larg. : 2<sup>m</sup>,96.

M. Velche, 300 fr.

N° 15 *Aubusson.* Verdure sur laquelle se voient deux lapins au premier plan. Bordure : roses et tulipes.

Larg. : 4<sup>m</sup>,30. Haut. : 3<sup>m</sup>,08.

M<sup>me</sup> André, à Paris, 705 fr.

N° 16. *Aubusson.* Verdure avec paysage, rivière au centre et deux hérons aux bords. Bordure : fleurs et guirlandes enrubannées

Larg. : 4<sup>m</sup>,79. Haut. : 2<sup>m</sup>,78.

M. Mahon, à Orléans, 780 fr.

N° 19. *Aubusson.* Au centre d'un joli paysage, figure allégorique de l'Abondance et de l'Automne accompagnée d'enfants qui apportent des raisins, fruits et fleurs. Bordure : fleurs et ornements.

Larg. : 4<sup>m</sup>,01. Haut : 2<sup>m</sup>,73.

M. Fauconnier, 1500 fr.

N° 20. *Aubusson.* Paysage avec deux oiseaux dans les arbres. Bordure : fleurs roses et œillets.

Larg. : 4<sup>m</sup> 20. Haut. : 2<sup>m</sup> 82.

M. Velche, 900 fr.

N° 22. *Aubusson.* Verdure, bordure à fleurs variées.

Larg. : 4<sup>m</sup> 44. Haut : 3<sup>m</sup> 14.

M. Arnaud, 1.000 fr.

N° 23. *Aubusson.* Scène biblique ? Bordure : fleurs et huit cartouches. Médaillons ornements

Larg. : 3<sup>m</sup> 72. Haut : 3<sup>m</sup> 15.

M. Roseneau, 700 fr.

N° 29. *Aubusson.* Fragments réunis en un panneau Aubusson de 1<sup>m</sup> 32 de long. sur 2<sup>m</sup> 96 de haut.

M. le docteur Garsonnin, à Orléans, 40 fr.



Aubusson (XVII<sup>e</sup> s.)

**La rencontre d'Antoine et de Cléopâtre**  
(Autrefois aux Hospices d'Orléans)

Cliché Regnault, Orléans.





N° 30. Fragments d'anciennes tapisseries d'*Aubusson* réunis en un panneau de 1<sup>m</sup> 32 de larg. sur 2<sup>m</sup> 96 de haut.

M. le docteur Garsonnin, à Orléans, 60 fr.

N° 38. *Aubusson*. Six fauteuils en tapisserie dont les sujets sont empruntés aux fables de La Fontaine, d'après les compositions d'Oudry, fûts en bois sculpté, de l'époque Louis XV.

M. Cléret, d'Orléans, 13.000 fr.

N° 39. *Aubusson*. Six autres fauteuils à médaillons, fûts de l'époque Louis XVI avec sujets tirés des fables de La Fontaine de la même suite.

M. Cléret, d'Orléans, 13.000 fr.

A cette liste il y a lieu d'ajouter certainement un panneau que le catalogue (n° 18) décrit ainsi en l'attribuant aux fabriques de Flandres :

*Antoine et Cléopâtre sur des vaisseaux*. Bordure de fleurs avec six médaillons au milieu, en haut et en bas un aigle aux ailes déployées.

Haut. : 3<sup>m</sup>,23. Larg. : 3<sup>m</sup>,92.

M. Decoux, 900 fr.

Et très probablement un autre panneau que le catalogue attribue aussi aux Flandres (n° 17) :

*Scène du mariage de Gombault et Macé*. En avant le prêtre et le seigneur ; le joueur de cornemuse précède les époux. Au fond, à gauche, église et paysage ; à droite les apprêts du festin : poulet à la broche, etc. Bordure de fleurs, entremêlées d'oiseaux et de vases.

Haut. : 3<sup>m</sup>,10. Larg. : 4<sup>m</sup>,12.

M. Fauconnier, 800 fr.

La commission chargée de préparer la vente des tapisseries, les avait soumises à l'examen de M. Jules Guiffrey qui a consigné le résultat de cet examen dans une note qu'a publiée *La Gazette des Beaux Arts* (n° du 19 septembre 1903), reproduite au *Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais* (tome XIII, 1903, p. 326-328. *H. Herluison. Les Tapisseries des Hospices d'Orléans*), M. Guiffrey avait signalé comme curieuses parmi les pièces soumises à son examen le *Mariage de Gombault et de Macé* et la tenture de l'*Histoire d'Antoine et Cléopâtre*, en ajoutant qu'il inclinait assez « à attribuer leur exécution à quelque atelier français du XVII<sup>e</sup> siècle et particulièrement à ceux d'Aubusson. »

On se demande pourquoi en présence d'un avis si autorisé que

celui de M. Guiffrey, le catalogue a attribué aux Flandres *Gombault et Macé* et l'une des pièces de la série d'*Antoine et Cléopâtre*. Pour le n° 18, l'erreur est certaine et l'attribution de M. Guiffrey était très judicieuse.

Il y a, au musée de Guéret, un fragment important de panneau dont l'origine aubussonnaise est certaine, appartenant à une suite d'*Antoine et Cléopâtre* et représentant la scène des vaisseaux (1). J'ai comparé la photographie du panneau n° 18 d'Orléans à la pièce de Guéret; les deux tapisseries sont absolument semblables et ont été faites sur le même carton; il n'y a de différences que dans les médaillons des bordures, les décorations florales des deux bordures ayant beaucoup d'analogie; la pièce de Guéret n'a conservé que la partie gauche de la bordure et on ne peut voir si l'aigle figurait en haut et en bas du panneau. Le n° 18 du catalogue d'Orléans est donc certainement une tapisserie d'Aubusson de la même série que le n° 7 (scène du festin) qui a la même bordure. M. Guiffrey parle d'autres scènes de la même série; elles ne sont pas reconnaissables dans le catalogue.

*Antoine et Cléopâtre* était un sujet fabriqué couramment à Aubusson. Pérathon a relevé les pièces ou mentions suivantes (2) :

1. La tenture de la « chambre de Cléopâtre » qui existait autrefois au château de Saint-Germain Beaupré (Creuse), vendue à Paris en 1860 (attribution à Aubusson douteuse).

2. « Cléopâtre recevant Antoine » (château de Coussac-Bonneval (Haute-Vienne)).

3. Une suite à Niort (coll. Laiguillon).

4. Une suite dans l'inventaire du château des Cars (Haute-Vienne) en 1758.

5. « Cléopâtre devant Antoine » (château de Nanthiat, Dordogne).

6. Une pièce passée à l'Hôtel Drouot en février 1892.

Il faut en outre signaler un fait particulièrement intéressant pour les tapisseries d'Orléans : un des tapissiers fréquentant cette ville, cité plus haut, Etienne Matheyron, par le marché avec le voiturier du Languedoc déjà signalé, vend (1650) précisément l'*Histoire d'Antoine et Cléopâtre*, en huit pièces « d'estain à fil double ».

(1) G. MONNET, *Musée de Guéret*, Catalogue descriptif des Tapisseries Guéret 1888.

(2) *Catalogue*, Table p. 190, col. 1.

Sur la pièce très intéressante de *Gombault et Macé*, l'attribution de M. Guiffrey garde toute sa valeur. J'en connais pas d'exemplaire de ce sujet venant d'Aubusson; mais on sait qu'en 1629 et 1630 une tapisserie de Felletin, Léonard de la Mazure vendait, en Périgord, des suites des « Amours de Gombaud et de Macé » (1).

## 2. — UNE TAPISSERIE AUX ARMES DE LA FAMILLE BARBIER DE VIERZON

Dans les *Mémoires de la Société des Antiquaires du Centre* (1891, p. 271-290; 1 fig.), M. le Dr Garsonnin, conservateur du Musée historique de l'Orléanais, a publié une très intéressante étude sur une tapisserie qui paraît pouvoir être attribuée à Aubusson ou à Felletin. M. le Dr Garsonnin, très compétent en la matière, dit en effet, que « par son point et son genre de décor, » elle ressemble aux pièces fabriquées dans les ateliers français » de la Marche au début du XVI<sup>e</sup> siècle. »

C'est une pièce fort curieuse; elle est rectangulaire et mesure 3<sup>m</sup>,20 de longueur sur 1<sup>m</sup>,25 de hauteur. M. le Dr Garsonnin la décrit en ces termes :

« Sur un fond jaune d'or semé de plantes rustiques (fraisiers, » alkélanges, violettes, pâquerettes, narcisses, campanules, œillets, » pensées, soucis, etc.) sont représentés trois écussons. Chacun » d'eux est encadré dans une couronne formée de tiges d'églantier » fleuries et feuillées. Chacune de ces trois couronnes est elle-même » cantonnée de quatre volatiles très délicatement traités tenant en » leur bec un phylactère où s'inscrivent des devises sur lesquelles » nous allons revenir; les deux oiseaux supérieurs sont adossés, » les deux inférieurs sont affrontés. »

« Les deux écussons latéraux sont de formes différentes : celui » de gauche est de forme allemande, avec des échancrures aux » angles supérieurs; celui de droite, au contraire, affecte la forme » classique de l'écu en bannière. Tous les deux portent les mêmes » armoiries : de gueules au chevron d'or, au chef de même, » chargé au point dextre d'une étoile à six rais d'azur. Ces deux » écus sont accompagnés de la devise : « *Riens trop peu à cœur* » *souffisant* » inscrite sur les phylactères.

(1) DUJARRIC-DESCOMBES, *Les tapisseries marchaises en Périgord*, Limoges, 1898, in-8°, p. 6.!

» La devise est répétée deux fois pour chaque écusson et, en » certaines parties elle est écrite à l'envers. L'écusson qui occupe » le milieu de la tapisserie a une forme fantaisiste de cuir ou plus » exactement, d'une feuille de houx à pointes aiguës. C'est un » écu d'alliance parti : au 1<sup>er</sup> des armes représentées dans les » deux écussons latéraux; au 2<sup>e</sup> de gueules à deux fasces d'or » chargées de trois merlettes de sable, 2 et 1. Cet écusson mé- » dian est accompagné d'une devise inscrite sur les phylactères » que tiennent les volatiles et qui se répète en haut et en bas; plu- » sieurs mots de cette devise sont inscrits à l'envers. Cette devise » n'est pas d'une lecture certaine, car le second mot est remplacé » par une figure humaine soutenue de deux paires d'ailes s'entre- » croisant. »

M. Garsonnin pense qu'on peut voir dans cette figure un séraphin et lire ainsi la devise : « *Lors (sera fin) de mes désirs.* »

La composition de ce panneau me paraît présenter une analogie assez frappante avec celle de certaines gravures françaises de la même époque : je veux parler de ces gravures sur bois enluminées qui, placées bout à bout, formaient une frise et qui représentaient des oiseaux emblématiques avec des devises, comme « *le Coq bon conseil* », « *le Paon mal conseil* ». Récemment un « *Passereau mal conseil* » a été acquis par le Cabinet des Estampes (1). Il subsiste très peu de ces gravures que leur fragilité et leur dimension considérable exposaient à la destruction. L'artiste qui a tissé la tapisserie des Barbier a dû en avoir une sous les yeux et sinon la copier, au moins s'en inspirer.

La « Tapisserie des Barbier » appartient aujourd'hui à M. le Dr Garsonnin. Il résulte des renseignements très précis de son article qu'elle a été faite pour Etienne Barbier, riche bourgeois de Vierzon, à une époque concomitante à son mariage avec Françoise Charrier, vers 1500. Etienne Barbier avait le goût des tapisseries, car dans un mémoire rédigé par un de ses descendants à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle on lit : « Nous avons un tapis où sont les » armes et devises dudit Estienne et M. Gassot du Defan a une » tapisserie d'haulte lisse de même où il est tissu avec sa femme » de leur aultheur. » La tapisserie n'est jamais sortie de la famille et M. le Dr Garsonnin l'a eue par héritage; comme il le dit fort bien,

(1) Voir sur ces gravures l'article de M. François COURBOIN, « Quelques enrichissements récents du Cabinet des Estampes », dans la *Revue de l'art ancien et moderne*, 1912, tome I, p. 136, 137.

« il devient assez rare de trouver un objet ancien dans la famille même qui le fit exécuter plus de quatre siècles auparavant et de connaître ses propriétaires successifs. »

### 3. — TAPISSERIES DE LA CATHÉDRALE DE REIMS

Dans son livre, *Les Tapisseries, toiles peintes et broderies de Reims* (Reims, 1912, in-4°, p. 128-132), Madame Sartor a étudié, de façon définitive, les tapisseries aubussonnaises de la cathédrale de Reims sur lesquelles on n'avait, jusqu'à présent, que des renseignements un peu imprécis.

Ces tapisseries, au nombre de quatre, ont été fournies par Gilbert Lombard en 1625. Elles servirent, dit Madame Sartor, à garnir les quatre gros piliers du chœur. Il en subsiste trois, fortement endommagées, au Palais archiépiscopal; la quatrième a été retrouvée, entièrement pourrie, dans les sous-sols du Palais.

Pérathon avait signalé très incomplètement, d'après un ouvrage de M. L. Pâris, les tapisseries de Reims; le seul renseignement qu'il ait ajouté sur le tapissier Gilbert Lombard, sans en indiquer la source, est qu'on le trouve cité en 1634 (1).

Les archives de la cathédrale de Reims contiennent le prix fait des tapisseries et la quittance du prix. Il résulte du premier de ces documents qu'antérieurement à 1625, Gilbert Lombard avait déjà fourni au Chapitre de Reims des tapisseries dont on avait été satisfait.

*Prix fait.* 17 janvier 1625. Devant les notaires du Châtelet de Paris, » Gilbert Lombard, marchand tapissier, demeurant en la ville d'Ubusson, pays des Haulte marche diocese de Limoges estant de present en ceste ville de Paris. »

Fait marché avec le chapitre de Nostre-Dame de Reims. Il promet de faire :

« Quatre pièces de tapisserie asscavoir trois chacune de quatre aulnes un quart de Paris de haulteur sur cinq aulnes de mesme mesure de Paris et l'autre de mesme haulteur et de cinq aulnes ung tiers de tour. Icelle fassonner en champ bleu et semer de fleur de lis jaune, chacune desdictes fleurs de lis d'ung quartier d'aulne de Paris de haulteur et bien proportionner et assortir ».

« Au milieu de chacune desdicts pièces seront et promet ledict Lombard y applicquer les figures, assavoir aux trois de mesme tour et largeur de l'Assomption Nostre Dame, d'une aultre figure de la Vierge qui tiendra Notre Seigneur sur son bras avec ung soleil à l'environ et ung saint Nicaise

(1) *Catalogue*, p. 61 et 83.

et l'autre plus grande pièce la figure de Monsieur Saint-Rémy, toutes lesquelles quatre figures auront et contiendront chacune cinq quartiers à l'aune de Paris de hauteur qui seront appliqués ung quartier d'aune plus bas que le milieu desdictes quatre pièces de tapisserie suivant et conformément aux quatre figures qui ont esté données audict Lombard pour le desseing paraphées par les parties et nottaires soubzsignés qu'il sera tenu de représenter quand besoin sera ».

« Et les bordures seront pareilles à celles des pièces qu'il a déjà faictes et livrées pour ledict chapitre dont il a esté satisfait ormis pour la hauteur d'icelles qui seront faictes à la proportion desdictes tapisseries en bonnes laines retors et de bon teingt mesmes lesdictes figures et images bien relevées de fleurs de soye le tout bon loyal et marchand bien tissues et battues aultant que faire ce peult et doit estre subject à visitacion. »

( *Quittance.* 25 octobre 1625. Lombard quittance 972 livres 2 sous 6 deniers tournois pour les quatre pièces faisant 88 aunes un quart et demi en carré.

Madame Sartor décrit les tapisseries ainsi :

### 1. *L'Assomption.*

Dans un médaillon jaune, au milieu, la Vierge debout, vue de face, les pieds posés sur des têtes de chérubins, est portée au ciel par quatre anges. Fond bleu foncé semé de fleurs de lys jaunes. Large bordure fond blanc à feuillage vert, portant plusieurs fois les armoiries du Chapitre.

Haut. 4<sup>m</sup>,30. Larg. : 5<sup>m</sup>,75.

Haut. des fleurs de lys, 0<sup>m</sup>,28. Larg. : 0<sup>m</sup>,23.

Médaillon central rapporté. Restaurée avec des morceaux provenant d'une des petites tapisseries à fleurs de l'archevêque Henry de Lorraine (marché de 1633 avec un tapissier de Charleville).

### 2. *Saint Rémi.*

Au milieu le saint évêque, revêtu, de ses habits épiscopaux, tient une croix de la main gauche et de la main droite élève une fiole bleue qu'apporte une colombe.

Haut. : 4<sup>m</sup>,80. Larg. : 6<sup>m</sup>.

Même bordure et même fond que la précédente.

### 3. *Saint Nicaise.*

Au milieu le saint, en costume épiscopal, est vu de face tenant une croix et portant sa tête dans ses mains.

Même bordure et même fond que les précédentes.

Haut. : 4<sup>m</sup>,50. Larg. : 5<sup>m</sup>,60, bordure du bas enlevée.

Du prix fait et de la description ci-dessus, il résulte que ces tapisseries, rehaussées de soie, n'étaient pas du type ordinaire des tentures; elles comportaient des médaillons appliqués sur un fond bleu décoré de ces fleurs de lys couleur d'or, signalées

plus haut à propos des tapis d'Orléans. On connaît diverses *Assomption* des ateliers aubussonnais (1); aucune du type ci-dessus. Le panneau de Reims qui a été détruit représentait la Vierge avec l'Enfant Jésus « avec un soleil à l'environ »; aucun panneau analogue n'a été signalé, pas plus que pour Saint Nicaise et Saint Rémi.

#### 4. — TAPISSERIES DE LA MAIRIE DE SAINT-GERMAIN-LAVAL (LOIRE)

Après avoir provoqué le classement de la série de tapisseries de la mairie de Saint-Germain-Laval, M. Joseph Déchelette, l'éminent conservateur du musée de Roanne, l'a décrite dans le *Bulletin de la Diana* (1911, n° 8, p. 264-266). Des planches accompagnent cette description. La série se compose de quatre panneaux représentant des sujets de chasse, de l'époque Louis XIV, et se recommandant, dit M. Déchelette, « par la finesse du point et l'harmonie des tons ». Tous les panneaux ont leurs bordures composées uniformément de fleurs et de feuillages. La série se trouvait dans l'immeuble qui sert maintenant de mairie quand la commune l'a acquis de la famille Coste en 1860.

M. Déchelette attribue ces tapisseries non signées aux ateliers d'Aubusson. Le dessin et la composition me paraissent justifier complètement cette attribution.

Premier panneau. *Chasse au cerf*. Haut. : 2<sup>m</sup>,72. Larg. : 4<sup>m</sup>,67.

Une dame et deux gentilshommes à cheval poursuivent un cerf. En avant court un piqueur sonnante du cor. A la gauche des chasseurs marche un valet tenant en laisse deux chiens de réserve, tandis que deux autres chiens découplés poursuivent le cerf. Dans le fond, vues de châteaux. Au premier plan, de grands arbres et des plantes à larges feuillages encadrent cette scène. Les chasseurs portent le costume de l'époque de Louis XIV caractérisé notamment par la coupe de l'habit, le chapeau tricorne garni de larges plumes, la grande perruque et la forme des bottes.

Second panneau. *Chasse au sanglier*. Haut. : 2<sup>m</sup>,72. Larg. : 2<sup>m</sup>,90.

Un chasseur à cheval s'apprête à percer de sa pique un sanglier maintenu par deux piqueurs à pied, qui le menacent également de leur épieu, tandis qu'il est attaqué par deux chiens. La scène se passe au bord d'une mare bordée de grands arbres.

(1) PÉRATHON, *Catalogue*, Table p. 192, col. 2.

Troisième panneau. *Un chasseur à cheval*. Haut. : 2<sup>m</sup>,72. Larg. : 1<sup>m</sup>,03.

Ce petit panneau est complet comme les trois autres. Il ne représente qu'un seul chasseur à cheval.

Quatrième panneau. *La Halle du piqueur*. Haut. : 2<sup>m</sup>,72. Larg. : 2<sup>m</sup>,00

Un piqueur emporte le gibier chargé sur le bât d'une mule. Il s'est arrêté au bord d'un ruisseau et, assis au pied d'un arbre, porte une gourde à ses lèvres. Un chien est attaché par une laisse à son boudrier. La mule, de son côté, mange la ration d'avoine contenue dans un sac muselière.

Les scènes de chasse ont été un des sujets favoris des ateliers d'Aubusson. Présentement l'état de la documentation ne permet pas de rechercher sur quels cartons ont été faits les panneaux de Saint-Germain Laval; je ne puis que signaler la similitude presque complète de l'un d'eux (le 4<sup>e</sup>, *Halle du piqueur*) avec un panneau d'Aubusson qui a passé à la vente La Garde de Bort en 1908 (n° 35 du catalogue). C'est évidemment le même carton qui a servi pour les deux pièces; il n'y a de légères différences que dans l'agencement des feuillages. Par contre, la bordure n'est pas la même; celle du panneau de la vente La Garde de Bort est composée de trophées militaires.

##### 5. — TAPISSIERS AUBUSSONNAIS DANS L'ALBIGEOIS AU XVI<sup>e</sup> SIÈCLE

*La Revue historique, scientifique et littéraire du département du Tarn* (1912, p. 118-119) mentionne, à propos d'une communication de M. Vidal tendant à établir l'existence d'un atelier de tapisserie à Albi au XVI<sup>e</sup> siècle, la présence signalée par M. Thomas, d'après un acte de Lautrec, d'un certain Robert, ouvrier d'Aubusson, travaillant au château avec une équipe d'ouvriers. M. Portal a fait observer qu'il ne fallait pas, à son avis, malgré le texte analysé par M. Vidal, croire à l'existence d'un établissement à Albi pour la confection des tapisseries albigeoises; « il » est prudent d'admettre que les tapissiers cités par M. Vidal » venaient d'Aubusson; le texte parle d'un ouvrier d'Albi, mais » cet ouvrier pouvait très bien être originaire de cette ville et y » être revenu comme employé d'une fabrique d'Aubusson pour » y exécuter une commande ».

Les habitudes nomades des tapissiers aubussonnais rendent la supposition de M. Portal très vraisemblable et un document du

XVII<sup>e</sup> siècle peut lui donner un appui intéressant : par un contrat passé à Bordeaux le 13 juin 1661, une association était formée entre trois maîtres tapissiers ; deux Marchois, Jacques Dechazaux, d'Aubusson, et Pierre Brun, de Felletin, le troisième, Henri Mathieu, « de Castres en Languedoc », pour travailler « en quelque lieu et quelque part que ce soit » (1). Si l'on ajoute qu'un document de 1639 relate une vente importante de tapisseries faite par Gilbert Roquet, d'Aubusson, à l'évêque d'Albi (2), on voit qu'Aubusson a eu des rapports avec l'Albigeois et qu'un rattachement des ateliers d'Albi à ceux de la Marche est très plausible. Il serait désirable que les documents visés à la communication ci-dessus analysée fussent publiés.

## II. — Ventes publiques (1911)

### TENTURES

*Hôtel Drouot.* — Anonyme. 15 février 1911.

N° 158. — *Aubusson* XVIII<sup>e</sup>. H. : 2<sup>m</sup>,65. L. : 4<sup>m</sup>,10.

Paysage fleuri. Au premier plan, cerf couché, licorne debout. Bordure fond jaune à ornements fleuris.

N° 159. *Aubusson* XVIII<sup>e</sup> s. H. 2<sup>m</sup>,60. L. : 4<sup>m</sup>,90.

Paysage fleuri. Château en perspective. Au premier plan, deux cygnes debout près d'une pièce d'eau. Bordure : volatiles, vases chargés de fleurs, rinceaux.

N° 160. *Aubusson* XVIII<sup>e</sup> s. H. : 2<sup>m</sup>,65. L. : 4 mètres.

Ville en amphithéâtre, paysage boisé, château à tourelles. Au premier plan, un pont et des oiseaux. Bordure : Corbeilles fleuries suspendues par des nœuds de rubans.

N° 161. *Aubusson* XVIII<sup>e</sup>. H. : 2<sup>m</sup>,55. L. : 1<sup>m</sup>,80.

Marquis causant au pied d'un arbre avec une jeune femme. Paysage orné de plantes et de fleurs. Bordure : Guirlande de fleurs et d'ornements.

(1) PÉRATHON, *Les Tapissiers rentrayeurs marchois. (Mémoires de la Société des Sciences naturelles et archéologiques de la Creuse. Tome VII, p. 199, 200).* Le document visé au texte a été pris par Pérathon dans les *Archives historiques de la Gironde* (référence donnée par lui, XXV-461).

(2) *Arch. Creuse*, E 1186.

*Hôtel Drouot.* Après décès de M. A. P. 6 mars 1911.

N° 141. *Aubusson* XVIII<sup>e</sup> s. H. : 2<sup>m</sup>,65. L. : 3<sup>m</sup>,60.

Décor d'oiseaux dans un paysage avec habitations. Bordure : fleurs, fruits, rubans. Vendue 3,510 francs.

*Hôtel Drouot.* M. C....., 7-8 mars 1911.

N° 224. *Aubusson* XVIII<sup>e</sup> s. (dimensions non indiquées).

Tenture en tapisserie. Paysages animés d'oiseaux, ornés de kiosques et habitations. Vendue 6,310 fr.

*Hôtel Drouot.* Anonyme. 13 mars 1911.

N° 173. *Aubusson*, époque Louis XIV, (dimensions non indiquées). Paysage fleuri animé d'oiseaux, vue de château, horizon très clair. Borduré à palmes et ornements avec fleurs de lys aux coins.

N° 174. *Aubusson* XVIII<sup>e</sup> s. (dimensions non indiquées).

Scène d'enfants dans un paysage. Bordure à fleurs et ornements.

*Hôtel Drouot.* Divers. 27-28 mars 1911.

N° 204. *Aubusson* XVIII<sup>e</sup> s.

Tapisserie rectangulaire à sujet tiré de l'*Histoire de Don Quichotte*. Personnages richement vêtus sur fond de draperies. Repas de Sancho Pança dans l'île de Barataria.

H. : 1<sup>m</sup>,88; L. : 3<sup>m</sup>,40. Vendue 2.700 fr.

Le sujet de cette tenture est la scène amusante décrite dans le chapitre XLVII de la seconde partie de *Don Quichotte* : Sancho a pris possession de son gouvernement de l'île de Barataria; il est à table et on lui apporte des plats succulents, mais, à chaque fois, le médecin du palais les touche de sa baguette, en interdisant au gouverneur d'en manger parce qu'ils sont malsains.

Il y a eu de nombreuses suites d'*Aubusson* représentant *Don Quichotte*. Pérathon a relevé, à l'inventaire après le décès du fabricant Mage de la Chezotte (1760), l'*Histoire de Don Quichotte*, parmi les tentures d'étain ou laine fine (1). Dans un inventaire de 1750, chez Jean et Michel Dorliat, père et fils, j'ai trouvé la mention de « dix estampes représentant *Don Quichotte* » (2).

On a fait aux Gobelins et à Beauvais deux séries de *Don Quichotte* qui sont célèbres : celle des Gobelins sur les cartons de Coypel, celle de Beauvais sur les cartons de Natoire. Un frag-

(1) *Catalogue*, p. 72.

(2) Arch. Creuse. B. 1013, châtellenie d'*Aubusson*, non inventoriée.



Aubusson (XVIII<sup>e</sup> s.)  
**Le repas de Sancho Pança & Barataria**  
(Hôtel Drouot, vente 1911)

Cliché de la Bibliothèque d'art et d'archéologie.





ment de panneau que m'a obligeamment montré M. Tabard, fabricant à Aubusson, représentant « Don Quichotte fait chevalier dans l'hôtellerie », établit que des estampes d'après Coypel ont servi de modèles à Aubusson; mais la tapisserie de la vente ci-dessus n'est pas de cette série; elle n'est pas non plus copiée sur les cartons de Natoire. Une documentation plus complète que celle que je possède actuellement est nécessaire pour parler utilement de la tenture de Don Quichotte à Aubusson et je réserve cette question.

*Hôtel Drouot.* Après décès de M<sup>me</sup> veuve Arnouldet. 10 juin 1911.

*Suite de 5 tentures Aubusson Louis XVI.*

Sujets de chasses, petits personnages; bordure de draperies et guirlandes de fleurs.

N° 97. Chasse au cerf. Au premier plan groupe de chasseurs et de chiens sur la piste du cerf. Au second plan, château devant lequel passe un cours d'eau traversé par un pont rustique, fonds clair, collines et paysages.

H. : 2<sup>m</sup>,40. L. : 3<sup>m</sup>,80.

N° 98. Chasseurs et chasseresses à cheval, valets tenant les chiens; ils se préparent à passer un ruisseau. Au second plan sur fond clair, laboureurs et semeurs au pied d'un monticule boisé.

H. : 2<sup>m</sup>,30. L. : 2<sup>m</sup>,90.

N° 99. Une halte. Au premier plan une dame et des chasseurs, ayant à leurs pieds quelque pièce de gibier, se reposent en devisant. Près d'eux, un jeune valet tient un cheval. Dans le lointain, deux moulins à vent sur des collines.

H. : 2<sup>m</sup>,38. L. : 2<sup>m</sup>,47.

N° 100. Groupe d'un chasseur causant avec une paysanne accompagnée de son enfant, au bord d'un ruisseau où se désaltère un chien. Un autre chasseur sommeille au pied d'un arbre. Dans le lointain, berger et animaux sur fond clair de collines et futaies.

H. : 2<sup>m</sup>,30. L. : 2<sup>m</sup>,33.

N° 101. Au bas d'une colonnade un chasseur en conversation avec une paysanne qui tient une bouteille de la main droite, et de la main gauche un mouton enrubanné. A leurs pieds un chien dort près d'un buisson fleuri. Au second plan, étang bordé d'arbres.

H. : 2<sup>m</sup>,30. L. : 2<sup>m</sup>,23.

Cette série a été vendue 69,100 fr. Le catalogue indique qu'elle avait été commandée par un ascendant de M. Arnaudet et qu'elle n'était jamais sortie de l'hôtel de la famille à Niort.

Pérathon a signalé de nombreuses tapisseries d'Aubusson des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles dans les Deux-Sèvres, à Niort, à Thouars, à Saint-Maixent (1).

J'ai déjà dit que les sujets de chasse ont été un motif très fréquemment traité par les ateliers d'Aubusson. Dans un document de l'époque à laquelle appartient la série ci-dessus, les comptes du fabricant Goubert, commençant à 1774, figure la « Pièce de la chasse du cerf » (2).

N° 102. *Aubusson* XVIII<sup>e</sup>. H. : 2<sup>m</sup>,90. L. : 3<sup>m</sup>,48. Premier plan : deux hérons près d'un ruisseau, au fond, vue d'un château. Bordures : fleurs et volutes. Vendue 3,600 fr.

N° 103. *Aubusson* XVIII<sup>e</sup>. H. : 2<sup>m</sup>,90. L. : 4<sup>m</sup>,30. Vue de parc. Premier plan : pièce d'eau sur laquelle s'enfuient des canards poursuivis par un épagneul. Second plan : tonnelles, vases de fleurs et colonnettes. Lointain : châteaux et habitations. Bordure : fleurs et volutes. Vendue 6,100 fr.

N° 104. *Aubusson* XVIII<sup>e</sup>. H. : 2<sup>m</sup>,90. L. : 2<sup>m</sup>,37.

Sous une haute futaie un échassier et un écreuil. Au fond château près d'un étang. Bordure : fleurs et volutes. Vendue 2,510 francs.

N° 105. *Aubusson* XVIII<sup>e</sup>. H. : 2<sup>m</sup>,90. L. : 3<sup>m</sup>,55.

Vue de parc, animée de volatiles, paons, perroquets et canards. Second plan, château, jets d'eau et balustres. Bordure : fleurs et volutes.

*Hôtel Drouot. Divers. 14 juin 1911.*

N° 98. *Aubusson*. XVIII<sup>e</sup>. H. : 1<sup>m</sup>,80. L. : 1<sup>m</sup>,55.

Petit panneau rectangulaire, composition pastorale à trois petits personnages sur fond de paysage avec rivière et vue de ville.

N° 99. *Aubusson* XVIII<sup>e</sup>. H. : 1<sup>m</sup>,75. L. : 3<sup>m</sup>,15.

Panneau rectangulaire représentant dans un paysage une réunion de petits personnages. Deux couples dansent aux accords d'un violoneux; d'autres personnages attablés sur la droite.

(1) *Catalogue*, p. 51, 115, 116, 129, 130, 139.

(2) *Arch. Creuse*, E. suppl. 75, HH. 3.

N° 100. *Aubusson* XVIII<sup>e</sup>. H. : 1<sup>m</sup>,80. L. : 3<sup>m</sup>,95.

Panneau rectangulaire d'après un carton de J.-B. Oudry. Paysages avec fontaines; au centre, groupe de chien et de cygne, à droite grand oiseau.

N° 103. *Aubusson* XVIII<sup>e</sup>. H. : 2<sup>m</sup>,60. L. : 4<sup>m</sup>,10.

Verdure d'après Pillement, paysage accidenté, agrémenté de pagodes, grands oiseaux et arbustes fleuris. Bordure d'encadrement figurant un cadre en bois doré ornementé.

N° 104. *Aubusson* XVIII<sup>e</sup>. H. : 2<sup>m</sup>,27. L. : 3<sup>m</sup>,45.

D'après Pillement, verdure avec cours d'eau, habitations, pont rustique, grands oiseaux et arbustes fleuris. Bordure d'encadrement à enroulement de feuillage.

On a exécuté à Aubusson et à Felletin de nombreuses pièces d'après J.-B. Oudry, le célèbre peintre animalier (1686-1755). Pérathon a signalé : 1° une réduction de la série des Chasses Royales exécutée aux Gobelins; 2° les Métamorphoses d'Ovide; 3° Les Fables de La Fontaine; 4° La Perdrix (1).

Oudry a été directeur de la manufacture de Beauvais de 1726 à 1755, et il y a eu certainement des envois fréquents de cartons de Beauvais à Aubusson pendant sa direction et postérieurement aussi, d'autant mieux que les rapports ont été facilités par diverses circonstances : après la mort d'Oudry, Beauvais a été successivement dirigé par Juliard et par du Mons, qui avaient été peintres du Roi à Aubusson; en 1780, de Menou, ancien fabricant d'Aubusson, est devenu directeur de Beauvais.

Les motifs et les compositions de Jean Pillement (1719-1808) ont été beaucoup utilisés au XVIII<sup>e</sup> siècle. Il a fait surtout des chinoiseries avec des rinceaux rocaille et son œuvre présente cette particularité que l'artiste ne s'est pas plié à la modification de style que marque le règne de Louis XVI; sous ce règne, Pillement est resté fidèle au style Louis XV (2). On trouvera un panneau d'après Pillement dans la vente du 23 juin 1911 ci-dessous.

*Hôtel Drouot. M. B.... 23 juin 1911.*

N° 2. *Aubusson Louis XIV*. H. : 2<sup>m</sup>,70. L. : 3<sup>m</sup>,50.

Sujets à grands personnages tirés de l'*Histoire d'Alexandre*

(1) *Catalogue*, p. 31, 32, 100, 139, 172 et pour les Fables, *passim*.

(2) Cf. GUILMARD, *Les maîtres ornemanistes*. — Paris 1880, in-4°, p. 188 191.

*le Grand*, d'après carton de Le Brun. Bordure à fleurs, feuillages et attributs guerriers sur fond noir.

Vendue 2,200 fr.

N° 3, autre ; H. : 2<sup>m</sup>,70. L. : 4<sup>m</sup>,25.

Même tenture que la précédente. Même bordure. Vendue 2,700 fr.

N° 4, autre ; H. : 2<sup>m</sup>,70. L. : 2<sup>m</sup>,35.

Même tenture. Même bordure. Vendue 1,350 fr.

N° 5. *Aubusson Louis XIV*. H. : 2<sup>m</sup>,70. L. : 4<sup>m</sup>,85.

Grands personnages, même composition que les précédentes, également *Histoire d'Alexandre le Grand*. Bordure : encadrement feuillages, fleurs et fruits. Vendue 3,100 fr.

N° 6. *Aubusson XVIII<sup>e</sup>*. H. : 3 mètres. L. : 6 mètres.

Paysage dans le goût de Pillement à décor de pagode et volatiles. Vendue 6,500 fr.

L'*Histoire d'Alexandre* est un des sujets qu'on a le plus souvent exécutés à Aubusson et à Felletin. Voici, groupés, les renseignements qu'avait recueillis Pérathon sur des séries ou des pièces isolées des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles avec référence à son catalogue :

1. *La Bataille d'Alexandre*, d'après Le Brun (Eglise Saint-Nicolas d'Aubusson; vendue), p. 16.

2. *Triomphe d'Alexandre à Babylone*, signé DAVBVSSON REYNAVD (musée d'Aubusson), p. 17.

3. *La mère et la femme de Darius implorant Alexandre* (coll. Ma-laure), p. 18, 19.

4. *Alexandre et les filles de Darius* (coll. Fougères), p. 36.

5. *Suite d'Alexandre le Grand*, non détaillée, d'après Le Brun (château de Séverac, Aveyron) p. 37.

6. *Alexandre à cheval* (coll. Roucheau du Gage), p. 41.

7. *Le Triomphe d'Alexandre; la clémence d'Alexandre*, d'après Le Brun (coll. de Saint-Genys), p. 122.

8. Trois pièces : *Alexandre devant sa tente; Passage d'une rivière; Visite à la famille de Darius* (château de la Boutière, Vienne), p. 126.

9. *Entrée d'Alexandre à Babylone*, d'après Le Brun (coll. Vanel), p. 144.

10. *La Bataille d'Arbelles et Portrait d'Alexandre*, d'après Le Brun, signées M. R. P. (Picon) (coll. Rogier), p. 20, 21.

11. *Le Passage du Granique*, d'après Le Brun ; bordure composée d'armes, signée M. R. DE FELLETIN. P. VERNE (Vergne) (coll. Ode), p. 96.

12. *Le Triomphe d'Alexandre* d'après Le Brun (château de Coussac-Bonneval, Haute-Vienne), p. 117.

13. En 1748, Bandy, à Felletin, reçoit la commande de quatre tapisseries de l'*Histoire d'Alexandre*, p. 101.

14. En 1755, l'inventaire du château de Bourdeilles (Dordogne) relate une tapisserie d'Aubusson neuve en quatre pièces, représentant les *Victoires d'Alexandre*, p. 69.

15. En 1760, l'inventaire après le décès de Pierre Mage de la Chezotte, fabricant, qui avait un magasin à Paris, rue de la Huchette, relate des suites de l'*Histoire d'Alexandre*, en fil simple ou laine commune, p. 72.

16. En 1789, on trouve un document sur la vente de quatre pièces de l'*Histoire d'Alexandre*, laissées en dépôt par Sallandrouze, p. 176.

17. *Le Triomphe d'Alexandre* (observé en réparation à Aubusson), p. 54.

18. *Alexandre et Darius*, d'après Le Brun (vente à l'hôtel Drouot, sans date), p. 55.

19. *La famille de Darius*, d'après Le Brun (*id.*), p. 58.

A ces renseignements je puis ajouter les indications suivantes trouvées aux archives de la Creuse :

1<sup>o</sup> Un procès-verbal d'apposition de scellés du 20 janvier 1744 mentionne une « *Histoire d'Alexandre* en fil simple » en cours d'exécution chez Elie Danthon à Aubusson (1).

2<sup>o</sup> Un rapport non signé, du 28 janvier 1751, évidemment rédigé à Paris, contenant des appréciations sur des dessins envoyés par les peintres d'Aubusson, mentionne, avec beaucoup d'éloges, trois bandes de grisailles de F. Finet, exécutées en 1748, « d'après les *Batailles d'Alexandre* de M. Le Brun » (2).

Bien que Pérathon ne le dise que pour un certain nombre des pièces qu'il a décrites, il me paraît certain que toutes les tentures d'Aubusson, représentant l'*Histoire d'Alexandre*, l'ont été d'après Le Brun. Dans l'ouvrage sur la manufacture des Gobelins de M. Fenaille (3), on lit : « Antérieurement à la fondation

(1) B. 1007, Châtellenie d'Aubusson, non inventorié.

(2) C. 13.

(3) M. Fenaille. *Etat général de la manufacture des Gobelins*. Période Louis XIV. Paris 1903, in-f<sup>o</sup>, p. 167.

» de la manufacture royale des Gobelins, Le Brun avait exécuté, » en 1661, à Fontainebleau, pour le Roi, le premier tableau de » *l'Histoire d'Alexandre, la Famille de Darius*. Lorsqu'il fut placé » à la tête de la nouvelle manufacture des Gobelins, en 1663 » il composa la suite des *Batailles et du Triomphe d'Alexandre*, » pour l'exécution d'une tenture qui est restée célèbre et qui a » été copiée à de nombreux exemplaires, non seulement aux » Gobelins, mais à Bruxelles et à Aubusson. »

Les pièces indiquées par Pérathon, malgré leurs appellations variées, rentrent toutes dans la série d'après Le Brun qui comprend aux Gobelins, cinq panneaux principaux : *la Bataille du Granique, la Bataille d'Arbelles, la Bataille de Porus, la famille de Darius, le Triomphe d'Alexandre*, avec division de chaque bataille en trois parties, ce qui donne pour la tenture un total de onze pièces.

*L'Histoire d'Alexandre* plaisait tellement à la clientèle que, on le voit par les documents relatés plus haut, on l'a fabriquée à Aubusson pendant tout le XVIII<sup>e</sup> siècle, alors que la date extrême de son exécution aux Gobelins est 1688 (1).

L'examen du *Triomphe d'Alexandre* du Musée d'Aubusson, mentionné plus haut, permet de se rendre compte de la façon dont on traitait à Aubusson un sujet venant des Gobelins : on prenait dans la composition les éléments essentiels, mais on éliminait beaucoup de détails et on réduisait l'ensemble à une plus petite échelle. En comparant le panneau d'Aubusson (planche du présent article) au panneau des Gobelins (planche dans l'ouvrage de M. Fenaille), on trouve, à gauche, la même statue de femme et l'enseigne sur une pique, le même joueur de trompette; mais tous les personnages, soldats et musiciens, qui, dans la tenture des Gobelins, se groupent aux pieds de la statue, ont disparu dans celle d'Aubusson qui ne conserve que les femmes du premier plan. Même simplification au centre; le cavalier du premier plan, la femme assise sur l'éléphant, Alexandre sur son char sont copiés assez exactement, mais l'esclave derrière le cavalier a disparu; on ne distingue qu'un œil de l'éléphant, gauchement fait; au lieu de voir deux croupes on n'en aperçoit, très imparfaitement, qu'une, se confondant avec l'avant du char; Alexandre n'a pas de casque. A droite, au premier plan, deux esclaves, au lieu de trois, portent le vase sur un brancard; le brûle-parfums

(1) M. FENAILLE, *loc. cit.* p. 184, 185.



Aubusson (XVIII<sup>e</sup> s.)

**Le Triomphe d'Alexandre**, d'après Le Brun  
(Musée d'Aubusson)

Clicé Laurent. Aubusson.





est supprimé, le groupe de cavaliers derrière le char, réduit à une tête de soldat et deux têtes de chevaux. Enfin le paysage qui, aux Gobelins, fait un fond très décoratif, architectures, jardin, ciel, est réduit à Aubusson à des lignes sommaires et confuses : la tête d'Alexandre touche la bordure, et cette faute déséquilibre toute la composition, ainsi privée de perspective et d'air, rapetissée de plus par la mince bordure qui remplace celle, très riche, encadrant, à droite et à gauche, la tenture des Gobelins.

Sous ces réserves, le panneau d'Aubusson n'en est pas moins un travail assez soigné et intéressant. Pérathon l'a attribué à Jacques Reynaud cité en 1658; c'est évidemment une erreur; la pièce est du XVIII<sup>e</sup> siècle, de l'atelier d'un des Reynaud cités à cette époque, autre Jacques 1758, Antoine 1789 (1).

Je n'ai pu identifier les armoiries que porte le panneau.

#### MEUBLES

Hôtel Drouot. Après décès de M. J.-J. C. (Carnaud) 5 avril 1911.

N° 76. Meuble de salon, bois sculpté peint gris. Aubusson Louis XVI.

Jeux d'enfants sur les dossiers. Animaux sur les sièges, encadrement draperies rouges chargées de guirlandes de fleurs.

Largeur du canapé 1<sup>m</sup>,82. Vendue 18.800 fr.

Hôtel Drouot. Après décès de Madame veuve M., 10 avril 1911.

N° 95. Ameublement salon bois sculpté et doré Louis XVI. Aubusson XVIII<sup>e</sup> (un canapé, 6 fauteuils). Aux dossiers, sujets à petits personnages, bergers et bergères dans des paysages d'après J.-B. Huet.

Sièges : sujets tirés des fables de La Fontaine. encadrements torsades de ruban et fleurs. Vendu 30,800 fr.

Vente Alexis Rouart. 12-13 mai 1911.

N° 143. Meuble de salon en bois sculpté et partiellement doré, recouvert de tapisserie d'Aubusson du temps de Louis XVI, à sujets d'animaux sur les sièges et petits personnages sur les dossiers.

(1) PÉRATHON, *Catalogue*, p. 88.

Encadrement de fleurs avec draperies rouges, le tout se détachant sur fond blanc (1 canapé, 2 bergères, 10 fauteuils).  
Vendu 38,700 fr.

N° 144. Ecran en bois sculpté et partiellement doré, avec feuille en tapisserie d'Aubusson du temps de Louis XVI, présentant sur fond blanc un médaillon contenant deux enfants jouant avec un oiseau et entouré de guirlandes de fleurs et de cordelières.  
Vendu 3,220 fr.

Hôtel Drouot. Après décès de Madame veuve Arnaudet.  
10 juin 1911.

N° 96. 12 fauteuils. Aubusson Louis XVI.

Dossiers à personnages, sièges à scènes d'animaux, encadrés de draperies et de guirlandes de fleurs, bois peints blanc et or.  
Directoire. Vendu 20.320 fr.

Hôtel Drouot. Divers. 14 juin 1911.]

N° 84. Fauteuil bois sculpté et doré, ancienne tapisserie d'Aubusson à décor de vase et gerbe de grosses fleurs sur fond jaune, du temps de la Régence.

Larg. : 70 cent.

N° 85. Ameublement salon bois sculpté doré Louis XVI, 1 canapé, 5 fauteuils, recouverts en ancienne tapisserie d'Aubusson époque Louis XVI, corbeilles fleuries et rinceaux dans le goût de Salembier, sur fond crème et contre fond bleu chargé de fleurs.

Larg. du canapé : 1<sup>m</sup>,95.

N° 87. 6 fauteuils bois sculpté peint noir avec rehauts d'or, recouverts d'ancienne tapisserie d'Aubusson du temps de Louis XVI, sièges et dossiers médaillons ovales à trophées d'attributs divers, avec cadres simulant le bois doré agrémentés de nœuds de rubans et chutes de fleurs.

Larg. : 0<sup>m</sup>,67.

N° 88. Petit canapé-marquise, bois sculpté doré, style Louis XVI, recouvert en ancienne tapisserie d'Aubusson, en partie Louis XVI. Dossier : corbeille de fleurs sous un dais de draperie enguirlandé. Siège : gerbe et festons de fleurs.

Larg. : 1 mètre.

N° 89. Grand canapé à joues, bois sculpté doré Louis XVI, recouvert et muni d'un coussin en ancienne tapisserie fine d'Aubusson du temps de Louis XVI. Dossier : composition à petits personnages et amours représentant l'Embarquement pour

Cythère sous un dais de draperies nouées et enguirlandées de fleurs. Sur le siège, volatiles divers dans un paysage contre fond bleu.

Long. : 1<sup>m</sup>,95.

N° 91. Ameublement de salon (canapé, six fauteuils dont deux montés en bergères), recouvert en ancienne tapisserie d'Aubusson du XVIII<sup>e</sup>. Au dossier de chaque pièce médaillon à petits personnages, au siège autre médaillon avec animaux d'après Huet. Encadrement de rinceaux et festons fleuris avec draperie nouée, enguirlandée de fleurs sur fond crème.

Bois doré Louis XVI. Long. du canapé : 1<sup>m</sup>,72.

5-6 décembre 1911. Vente Dreux.

N° 190. Mobilier de salon (1 canapé, 8 fauteuils) bois sculpté et doré, couvert en tapisserie d'Aubusson du temps de Louis XVI; sur les dossiers, jeux d'enfants dans des paysages; sur les sièges, sujets d'animaux; encadrement de fleurs sur fond vert.

Larg. : du canapé 1<sup>m</sup>,68.

Vendu 12.310 fr.

Dans les descriptions ci-dessus sont indiqués des modèles du décorateur Salembier, dont il a été parlé plus haut à propos de tentures, et du peintre J.-B. Huet (1745-1811). Les cartons de Huet ont beaucoup servi à Aubusson; la documentation actuelle sur ce sujet est très incomplète.

### III. — Tapisseries observées

LIMOGES. SALLE DES VENTES, RUE DARNET

*Tapisserie d'Aubusson* XVIII<sup>e</sup> siècle H. : 2<sup>m</sup>,64. L. : 2<sup>m</sup>,46.

Composition décorative. Au premier plan, deux grandes touffes de verdure, avec grosses fleurs rouges et roseaux à gauche, occupant toutes la hauteur du panneau et formant presque arceau; au milieu un paon. Dans le fond, sous l'arceau, grand rocher surmonté d'un chalet pagode, avec une cigogne qui prend son vol. Bordure imitation de cadre Louis XVI.

A la lisière de la bordure d'en bas, cette marque, partiellement détruite :

VIT A M. R. I AVBUSSON

Qu'il faut lire :

VITRA M. R. DAVBVSSON

Les Vitra ou de Vitract étaient une famille de tapissiers dont on trouve des membres cités depuis 1600. Pérathon a relevé d'assez nombreux panneaux signés : les uns « Vitra », les autres « de Vitract ». Il faut de nouvelles recherches pour apporter des précisions sur le ou les fabricants du nom de Vitrac du XVIII<sup>e</sup> siècle. Je me bornerai à signaler les pièces indiquées par Pérathon (1) :

1<sup>o</sup> L'Adolescence, d'après Lancret (d'une suite des Quatre Ages) signé VITRA M. R. DAVBVSSON 1750. (Exposition de l'Union centrale des arts décoratifs de 1876).

2<sup>o</sup> Les Adieux de Télémaque et d'Idoménée, signé : DE VITRACT M. R. DAVBVSSON (coll. Barraillier).

3<sup>o</sup> Scènes champêtres, trois pièces, signés VITRA M. R. DAVBVSSON (château de Moris, Vienne).

4<sup>o</sup> Un autre panneau de l'Adolescence, signé VITRA M. R. DAVBVSSON (coll. Lévy).

5. Une verdure (paysage avec oiseaux, bordure en tons d'or, à rapprocher de celle-ci dessus décrite, même signature, coll. Vail.

6<sup>o</sup> Une chasse au cerf, même signature et peut-être d'autres pièces de la même série non signées (vente à l'hôtel Drouot, janvier 1876).

#### BOURGANEUF. MAIRIE. SALLE DE LA JUSTICE DE PAIX

*Tapisserie d'Aubusson* occupant le fond de la salle. H. : 1 m,90. L. : 6 m,30; les parties inférieures, à droite et à gauche ont été repliées à cause de la présence de deux portes.

Lisière bleue, fond bleu.

En haut frise de draperies à fond rouge avec nœuds Louis XVI et glands. Trois attributs allégoriques rattachés à la draperie par des nœuds garnissent la partie inférieure du panneau.

Attribut du milieu, grande couronne de feuillage marron au milieu de laquelle est un œil symbolique entouré de rayons. Deux palmes encadrent l'attribut.

Attribut de droite : balances, faisceau de licteur et glaive croisés; tiges de chêne.

Attribut de gauche. — Couronne de laurier, masse et main de justice croisées, tiges de chêne. Période de la révolution.

Louis LACROCQ.

(1) *Catalogue*, p. 39, 42, 47, 50, 56, 90.





